

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JUIN 1899.

Projet de loi relatif à l'élection des représentants et des sénateurs dans les grands arrondissements et proposition de loi portant application de la représentation proportionnelle aux élections législatives et provinciales et à l'élection des sénateurs provinciaux ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. DE TROOZ.

MESSIEURS,

Le projet de loi, soumis, par le Gouvernement, aux délibérations de la Chambre, soulève l'un des problèmes les plus importants que la Constitution a expressément entendu réserver au législateur ordinaire.

Il a pour but, sans modifier les circonscriptions électorales législatives, d'atténuer les conséquences excessives de l'augmentation toujours croissante de la population dans certains arrondissements, au point de vue de leur influence politique.

Lorsque au lendemain des Journées de Septembre qui ont constitué la Belgique indépendante, le Gouvernement provisoire appela les citoyens aux urnes, à l'effet d'élire un Congrès national, il crut devoir constituer, en collèges électoraux, les districts administratifs du régime hollandais.

L'organisation politique du Royaume des Pays-Bas ne comportait pas de divisions électorales *législatives* des provinces. Tandis que la première Chambre des États généraux était à la nomination royale, la seconde Chambre était formée de députés, élus, au second degré, par les États provinciaux; ceux-ci étaient eux-mêmes composés de membres désignés par l'ordre équestre, l'ordre des villes et l'ordre des campagnes. (Art. 79, 80 et 129 de la *Loi fondamentale* de 1815.)

⁽¹⁾ Projet de loi, n° 149.

Proposition de loi, n° 15 (session de 1896-1897).

⁽²⁾ La Section centrale, présidée les 9, 12, 15, 16, 24, 27 et 28 mai par M. BEERNAERT, et les 26 mai, 2, 3, 16 et 21 juin par M. le B^{on} G. SNOY, en remplacement de M. BEERNAERT, retenu à la Conférence de la Paix, à La Haye, était composée de MM. WOESTE, HELLEPUTTE, TACK, BILAUT, VANDERVELDE et DE TROOZ.

Plusieurs des circonscriptions administratives avaient été établies, à la suite du décret de la Convention nationale du 9 Vendémiaire an IV, divisant la Belgique en neuf départements. Quelques-unes se confondaient avec les circonscriptions judiciaires du régime français; c'est le cas, entre autres, pour celles du Brabant et de la province d'Anvers.

Le Congrès national a voulu laisser au législateur « le droit de régler » le fractionnement des collèges électoraux, de déterminer le mode des opérations et de fixer les lieux de réunion des électeurs. Ces objets sont, en effet, susceptibles de varier, d'après le temps, les lieux et les besoins; il eût été imprudent de leur attribuer l'immuabilité d'une règle constitutionnelle (*).

Mais, appelé à faire la première loi organisant le corps électoral législatif, le Congrès a adopté les circonscriptions que le Gouvernement provisoire avait lui-même instituées.

Tandis qu'aujourd'hui la préoccupation dominante d'une partie de l'opinion semble être d'appliquer aux neuf provinces un régime absolument uniforme, les fondateurs de notre nationalité ont pensé qu'il n'y avait pas incohérence à laisser fonctionner simultanément deux systèmes électoraux différents : le *scrutin uninominal* et le *scrutin de liste*.

Certes, la nécessité de *marcher vite* a été l'un des éléments déterminants qui ont fait admettre les circonscriptions administratives existantes par le Gouvernement provisoire.

Cette disposition de l'arrêté du 10 octobre 1830 le démontre à l'évidence :

« Considérant, dit le Gouvernement provisoire, que les circonstances exigent la prompte réunion du Congrès, qu'un système d'élection, où ne serait conservée aucune des bases de l'ancien système électoral, entraînerait des lenteurs; que d'ailleurs le mode d'élection d'après lequel on procédera, pour cette fois, n'est que transitoire (*).

Ces motifs n'existaient pas au même degré, tout au moins, lorsque le Congrès national a fait la loi électorale législative.

Celle-ci a été l'objet d'un examen attentif et de débats approfondis.

Un premier tableau de répartition des députés et sénateurs entre les provinces, a même été renvoyé à une commission spéciale et ce n'est qu'après avoir été remanié qu'il a été adopté, en la séance du 19 février 1831, par 114 voix contre 7.

Ce n'est donc pas par surprise que le Congrès national a maintenu les circonscriptions acceptées par le Gouvernement provisoire et qu'il a ainsi décidé que le *scrutin uninominal* et le *scrutin de liste* fonctionneraient simultanément dans le pays.

Qui méconnaîtra cependant le caractère très différent de ces deux régimes?

Dans l'un, ainsi que le disait M. Malou, ce sont les *influences personnelles* (*)

(*) THONISSEN, *La Constitution belge annotée*, 2^e édition, n° 233, page 173.

(*) Chev. E. HUYTENS, *Discussions du Congrès national Pièces justificatives*, t. IV.

(3) Séance de la Chambre des Représentants du 9 février 1858.

qui dominant ; l'autre, au contraire, a été justement dénommé, par Gambetta : le *scrutin politique* ⁽¹⁾.

*
* *

Aussi, en France, la lutte entre l'uninominal et le scrutin de liste est-elle plus que séculaire. Tandis que la Constitution du 14 septembre 1791 instituait ce dernier, l'article 23 de l'acte constitutionnel, volé par la Convention, décidait que « chaque réunion d'assemblées primaires, résultant d'une population de 39 à 41,000 âmes, nomme immédiatement un député. »

La Constitution de l'an III rétablit le scrutin de liste et le *Sénatus consulte* organique de 1802 le maintint. « Tous les membres du corps législatif appartenant à la même députation sont nommés à la fois, » dit l'article 71.

La Restauration eut recours aux deux systèmes et la Monarchie de juillet donna la préférence à l'uninominal.

La deuxième République rétablit le scrutin de liste qui ne survécut pas à Louis-Napoléon.

Depuis la chute de l'Empire, la France modifia quatre fois son régime électoral.

Le Gouvernement de la Défense nationale fit élire l'assemblée par le scrutin de liste, auquel la loi du 30 novembre 1873 substitua l'uninominal.

En 1885, nouveau retour vers le scrutin de liste que la loi du 14 février 1889, toujours en vigueur, remplaça par l'uninominal.

*
* *

Lorsque le Congrès national admit le fonctionnement simultané des deux régimes, l'arrondissement le plus peuplé de la Belgique, celui de Bruxelles, n'avait que sept députés, le Congrès ayant réduit de moitié — 102 au lieu de 200 — le nombre des députés titulaires que le Gouvernement provisoire avait fait élire à l'Assemblée constituante.

Cette circonstance de fait corrigeait dans une certaine mesure ce que la coexistence de l'uninominal et du scrutin de liste pouvait avoir de choquant, au point de vue de la logique absolue.

En 1831, la Chambre comptait 102 membres.

Le banc de Bruxelles, avec ses 7 députés, représentait donc un peu moins d'un quatorzième de l'Assemblée. Mais, en 1902, si la députation de cet arrondissement était portée à 23 membres, sur un total de 172 représentants, Bruxelles absorberait presque le septième de la représentation nationale.

Cette puissance politique, laissée à un seul parti dans un collège électoral, romprait définitivement l'équilibre et constituerait pour le pays un véritable danger.

*
* *

Il y a longtemps, déjà, que les hommes autorisés des différentes opinions s'en sont préoccupé.

(1) Séance de la Chambre des députés, mai 1881.

L'Exposé des motifs rappelle avec raison ce qu'ont dit, à ce sujet, les hommes d'État du passé : MM. Malou, Pirmez, le baron d'Anethan, Dumortier, Orts, le comte de Theux, Thonissen, etc.

Nous croyons utile de montrer la concordance qui existe entre l'opinion de ces éminents parlementaires et celle de ceux qui ont actuellement l'honneur d'être à la tête de nos différents partis.

« Il est certain, disait M. Woeste, le 3 mai 1877, à la Chambre, que le système des circonscriptions électorales qui nous régit constitue une véritable exception au droit commun des pays constitutionnels.

« Le principal inconvénient du système en vigueur, c'est que des minorités excessivement importantes ne sont pas représentées. De là, ces plaintes que nous avons vu surgir sur différents points du pays, tantôt de la part des libéraux, tantôt de la part des catholiques.

« Si l'on n'a pu se mettre d'accord sur cette question très grave et très complexe, je le reconnais, du vote uninominal, il y a, me semble-t-il, un point sur lequel les partis devraient s'entendre. Ils devraient reconnaître le danger qui résulte pour la chose publique de l'accroissement vraiment exorbitant du collège électoral de Bruxelles. »

Et l'honorable Ministre d'État, dans un travail sur les *Circonscriptions électorales*, publié en 1896, ajoutait : « Nous approchons du reste de l'année 1900. A cette époque, il faudra bien mettre la représentation législative en harmonie avec l'accroissement de la population. Sur les bases actuelles, les arrondissements d'Anvers, de Bruxelles, de Liège, de Gand, d'autres encore, verraient leur députation s'augmenter; mais si l'on a toléré jusqu'ici, non sans réclamer, les inégalités flagrantes dont nous souffrons, comment pourrait-on consentir de gaité de cœur à les aggraver? »

L'honorable M. Beernaert partage le même sentiment, tout en préconisant une autre solution.

Voici comment il s'exprimait, au lendemain de sa retraite ministérielle, à la séance de la Chambre du 3 avril 1894 :

« Il n'est personne dans le pays qui ne sache l'importance que j'attache à une répartition plus juste des mandats parlementaires entre la majorité et les minorités. Je considère comme une injustice absolue, comme une injustice féconde en inconvénients et même en périls, le système d'après lequel, quelle que soit l'importance d'un arrondissement, la majorité plus un obtient tous les sièges au Parlement, et tantôt l'un de nos adversaires, l'honorable M. Graux, semblait, sur ce terrain-là du moins, me donner raison. »

Dans un autre discours prononcé à la Chambre le 20 mai 1892, notre honorable Président, tout en préconisant la représentation proportionnelle comme le meilleur remède à apporter à la situation, faisait cette déclaration, dont l'importance n'échappera à personne dans les circonstances actuelles : « A défaut du système qui a mes préférences, je me rallierais à tout ce qui dans le même ordre d'idées constituerait un progrès. »

Un ancien ministre du cabinet libéral de 1878-1884, l'honorable M. Graux, a également condamné énergiquement le *statu quo* :

« En ce qui concerne la solution de la question électorale, disait-il, — lors
» de la constitution du cabinet de Burlet, — ce que révèle la déclaration qu'on
» vient de lire, c'est l'intention évidente du Gouvernement de désertier la
» tâche qui lui était imposée.

» Il nous annonce que les élections prochaines vont se faire sous le
» régime du suffrage universel dans les circonscriptions anciennes et que,
» dans la constitution du corps électoral au point de vue de sa répartition
» territoriale, rien ne sera changé.

» De tous les modes d'élection auxquels il était possible de recourir,
» celui-là est assurément le plus mauvais. Le moyen de corriger les résultats
» excessifs que peuvent produire les majorités formées par le suffrage
» universel, c'était de diviser le corps électoral.

» Joindre, à la puissance du suffrage universel, la puissance du scrutin de
» liste dans certains arrondissements comme celui de Bruxelles, qui désigne,
» à lui seul, dix-huit députés, c'est créer un immense danger (1) »

Dans le remarquable rapport qu'il a déposé sur la revision de l'article 47 de la Constitution (session de 1892-1893, documents, page 145), l'honorable M. de Smet de Naeyer s'exprimait ainsi :

« La prépondérance des grands arrondissements, et, notamment le pouvoir
» attribué à une poignée d'électeurs de l'arrondissement de Bruxelles, d'opé-
» rer un déplacement de trente-six voix au sein de la Chambre des Représen-
» tant; l'intensité des luttes électorales dans certains districts et les abus
» qu'elle entraîne à sa suite; l'apathie politique qui s'empare des régions où
» l'opposition désespère de conquérir la majorité; la prédominance respec-
» tive des partis coïncidant avec nos divisions de races; l'action parfois déci-
» sive d'éléments flottants peu recommandables; le danger de voir une
» minorité exclue du Parlement malgré son importance, essayer d'obtenir
» par des menées révolutionnaires ce qu'elle n'a pu réclamer du haut de la
» tribune nationale, ce sont là incontestablement, pour le fonctionnement de
» nos institutions parlementaires, des causes de faiblesse qu'il importe de
» faire disparaître et auxquelles l'application, dans des limites rationnelles,
» du principe de la représentation des minorités, apporterait un remède
» efficace »

Les députés appartenant à la démocratie chrétienne ont, eux aussi, déclaré que le *statu quo* devait être abandonné.

Notre honorable collègue, M. Théodor, président de la Fédération des indépendants, disait, de son côté, à la Chambre, le 24 janvier 1899 :

« Il est indispensable que notre régime électoral soit modifié dans son
» essence même. Celui qui nous régit est aussi injuste que dangereux, il n'est
» pas possible qu'un parti nombreux et puissant, tel que le parti libéral, un

(1) Chambre des Représentants, séance du 3 avril 1894.

» parti historique soit exclu de la représentation nationale. Une réforme
 » s'impose donc, et elle est dans le vœu du pays comme elle est voulue par
 » la minorité et par la majorité de la Chambre. »

L'honorable M. Bara, s'adressant à la droite, et plus spécialement aux partisans de la représentation proportionnelle, disait au Sénat, le 20 avril 1898 :
 « Si vous, qui avez la majorité, vous pensiez qu'on ne pouvait pas instaurer
 » le suffrage universel sans la représentation proportionnelle, il fallait l'éta-
 » blir; c'eût toujours été meilleur que le système que nous possédons aujour-
 » d'hui. Si maintenant vous ne pouvez le décréter, il faut adopter un autre
 » système que nous voyons mis en pratique ailleurs : Je veux dire le scrutin
 » uninominal. *Ce qui est impossible, c'est le maintien de la situation actuelle*
 » *qui est de la dernière iniquité à l'égard du parti libéral.* »

L'honorable M. Janson accueillait, au Sénat, le 24 janvier 1899, la déclaration du cabinet Vandenpeereboom par ces paroles : « Je retiens tout d'abord,
 » et ceci est très important, que la nécessité d'une réforme électorale est
 » aujourd'hui reconnue et proclamée. Il en résulte cette circonstance très
 » grave, que, dans l'opinion du Gouvernement, lui-même, le pays n'est plus,
 » aujourd'hui, représenté comme il devrait l'être. »

Enfin, le 8 février 1899, l'honorable M. Vandervelde s'adressant au Gouvernement disait : « ... Jusqu'à présent, vous vous bornez à dire qu'il faut
 » une réforme électorale, et sur ce point beaucoup de membres de la Cham-
 » bre sont d'accord avec vous, car le régime actuel est *théoriquement indé-*
 » *fendable*; il n'a qu'un mérite, un seul, mais il est considérable à nos yeux,
 » c'est qu'il n'a pas été établi par vous dans un esprit de parti. »

Dans un article, publié par l'*Indépendance* du 20 mai 1899, intitulé *Bataille ou Retraite*, M. le comte Goblet d'Alviella écrivait : « ... En premier
 » lieu, il est faux que le parti libéral soit incapable de dire ce qu'il voudrait
 » substituer au projet du Gouvernement. La plupart des associations libé-
 » rales et progressistes ont eu, ces jours-ci, l'occasion de formuler leur opi-
 » nion à cet égard. Combien se sont prononcées en faveur du *statu quo*?
 » *Aucune!* ... »

Et plus loin : « Enfin, si pour combattre une mesure politique, il est
 » avantageux d'en grouper tous les adversaires sans s'inquiéter de leurs
 » mobiles, il ne faudrait pas aller pourtant jusqu'à faire les affaires de
 » M. Woeste, en nous laissant rejeter — je ne dirai pas vers le scrutin uni-
 » nominal qui est, désormais, hors de question — vers un découpage
 » artificiel qui serait pire que le projet actuel, ou vers le maintien du *statu*
 » *quo* absolument discrédité que, seule en Belgique, « la maison d'Anvers »
 » a encore le courage de défendre. »

Cette information de M. le comte Goblet d'Alviella n'est pas exacte. On sait, en effet, que le Comité de l'Association catholique d'Anvers, qui fait partie du *meeting*, adhère au projet du Gouvernement.

La *Chronique*, de Bruxelles, dans son numéro du 19 mai, était plus catégorique encore et déclarait « *traître au parti, tout libéral* qui, d'une manière ou
 » de l'autre, favoriserait le maintien du *statu quo*. Il y a six ans, ajoute-t-elle,

» que la réforme électorale devrait être faite. Le parti libéral n'a déjà eu
» que trop de patience. Il faut une solution! »

*
* *

Mais, si tous les partis sont d'accord pour signaler le mal et pour vouloir qu'il disparaisse, il est loin d'en être de même quant au choix du remède à y apporter; ces diverses citations en sont la preuve. Non seulement de profonds dissentiments les séparent, mais il existe dans leur sein des divisions telles que dans le Parlement les partis d'opposition, d'une part, et la majorité, de l'autre, loin de pouvoir réaliser l'accord patriotique des partis, ne parviennent pas à s'unir pour amener le triomphe d'une réforme intégrale.

C'est une situation de fait qu'il est permis de déplorer, mais avec laquelle il faut nécessairement compter.

Sauf en 1848, où le canton de Stavelot, dépendant jusqu'alors de l'arrondissement de Huy, a été rattaché à celui de Verviers (*Ann. parl.*, Chambre, 1847-1848, p. 1323), jamais les circonscriptions pour l'élection des représentants n'ont été modifiées.

Lorsque le cabinet libéral de 1878 à 1884 était au pouvoir, il a été étudié un projet de remaniement. Il avait pour but de séparer les cantons de Brecht et Santhoven de l'arrondissement d'Anvers; ceux de Waerschot et de Somergem de celui de Gand. D'autres appétits furent mis en éveil, notamment, à Bruges, et les élections de 1884 ne permirent pas au parti libéral de réaliser ses projets ⁽¹⁾.

Pour l'élection des sénateurs, quelques groupements d'arrondissements uninominaux ont été opérés dans la Flandre occidentale, le Limbourg et le Luxembourg.

A la vérité, l'uninominal, le binominal, le fractionnement du seul arrondissement de Bruxelles, le « découpage », pour employer une expression consacrée par le langage politique, ont, avec le vote limité, la représentation des minorités et la représentation proportionnelle, en de multiples formes, soit au premier tour de scrutin, soit en lieu et place du ballottage, tour à tour préoccupé l'opinion, sans pouvoir la fixer d'une manière bien certaine.

Au lendemain de la revision, le 17 octobre 1893, le Gouvernement, en vue des premières élections générales, sous le régime du vote plural, a présenté un projet de loi appliquant la représentation proportionnelle à tous les arrondissements élisant plus d'un député.

Un quorum différentiel y temperait la rigueur de la formule D'Hondt et des suppléants garantissaient aux partis la possession des sièges conquis jusqu'à expiration des mandats.

Pour la Chambre, toutes les circonscriptions étaient maintenues; tandis que pour le Sénat, chaque province constituait une unité électorale.

Ce projet échoua, au sein des sections, devant une opposition très vive de la gauche et d'un groupe nombreux de la droite. Le cabinet Beernaert fit place au cabinet de Burlet, et celui-ci retira le projet de loi, le 3 avril 1894.

⁽¹⁾ Le *Bien Public*, du 19 mai 1899, reproduit le document de la Loge de Bruges qui rapporte ces intéressants détails.

Il fut repris par l'honorable M. Féron, qui supprima le *quorum*, de même que les neuf circonscriptions uninominales.

Dans la séance du 23 mai 1894, l'article principe du projet Féron fut rejeté par la Chambre, à la majorité de 61 voix contre 51 et 57 abstentions.

Il est à remarquer que, tandis qu'un grand nombre de membres avaient rejeté le projet Beernaert en sections, à cause des atténuations qu'il apportait à la rigueur de la représentation proportionnelle, la suppression de ces concessions motiva l'abstention d'autres membres sur le projet Féron.

Les partisans de la représentation proportionnelle intégrale multiplièrent leurs efforts en vue de faire aboutir la réforme et, à différentes reprises, ils saisirent la Chambre d'amendements, voire d'un projet de loi, dans ce but.

Au cours de la discussion de la loi électorale communale du 12 septembre 1895, notre honorable collègue, M. Lorand, proposa un amendement tendant à y introduire la représentation proportionnelle intégrale.

Cet amendement fut repoussé, dans la séance du 28 août de cette année, par 70 voix contre 56 et 5 abstentions.

Quarante-deux membres des gauches prirent part à ce vote : 27 adoptèrent l'amendement, 15 le repoussèrent, 2 s'abstinrent.

Pendant la même séance, un amendement ayant pour objet d'appliquer la représentation proportionnelle intégrale aux seules villes de plus de 20,000 habitants fut rejeté par 66 voix contre 64 et 1 abstention d'un membre antiproportionnaliste qui avait pairé avec un collègue partisan de cette réforme.

Finalement, la Chambre s'est ralliée à la proposition du Gouvernement aux termes de laquelle le ballottage serait remplacé par la représentation proportionnelle.

Ce texte transactionnel fut voté par 68 voix — dont 10 voix appartenant à la gauche progressiste — contre 53 voix appartenant à la droite et à la gauche socialiste.

Dans la pensée de plusieurs membres, la commune constituait un excellent terrain d'expérience pour la représentation proportionnelle, parce que tous les électeurs d'une même localité, quel qu'en soit le nombre, forment un collège électoral unique et que, dès lors, les minorités, si fortes soient-elles, sont inexorablement écartées dans le régime majoritaire. D'autres membres étaient désireux de supprimer les ballottages.

C'est ce qui explique le grand nombre de voix que les amendements relatifs à la représentation proportionnelle ont recueilli en cette occasion.

En 1896, après les élections générales, les honorables MM. Heuse, Lorand, Hambursin, Gillard et Magnette saisirent la Chambre d'un projet de loi appliquant la représentation proportionnelle intégrale aux élections législatives et provinciales et à l'élection des sénateurs, dont la Constitution laisse le choix aux provinces.

La Chambre, dans sa séance du 25 avril 1899, et par une dérogation au règlement, unanimement acceptée, a renvoyé ce projet aux mêmes sections que celles chargées de l'examen du projet de loi du Gouvernement.

L'article principe du projet de loi n'a réuni que 23 voix contre 76 et 12 abstentions.

Ce projet qui s'inspire de celui déposé, naguère, par M. De Smedt de Borman, applique la représentation proportionnelle intégrale, organisée d'après le système d'Hondt, sans *quorum*, et institue des suppléants.

Il remanie les circonscriptions électorales et, dans les trois provinces de Namur, de Limbourg et de Luxembourg, il groupe les différents arrondissements de façon à constituer des collèges provinciaux pour la Chambre et le Sénat. Dans le Brabant, il réunit l'arrondissement wallon de Nivelles à l'arrondissement flamand de Louvain. (*Annales parlementaires*, Chambre des représentants, 1896-1897. — Projet de loi, page 98. — Développements pages 64 et 65.)

Le principe de ce projet a été discuté, en Section centrale, en même temps que l'application mitigée que le projet du Gouvernement fait de la représentation proportionnelle.

L'échange de vues, relatif à cet objet, est mentionné dans ce rapport, au cours de la discussion générale à laquelle s'est livrée la Section centrale. Le projet de loi de nos honorables collègues de la gauche progressiste y a été rejeté par 5 voix contre 1 et 1 abstention. Le membre qui s'est abstenu a déclaré que cette attitude lui était dictée par le caractère du mandat qu'il avait reçu des deux gauches de la Chambre, divisées sur le principe de la représentation proportionnelle.

Personnellement, il demeure favorable à cette réforme. L'un des membres qui ont rejeté le projet a fait acter qu'il ne pouvait accepter l'application qui était faite d'un principe auquel il restait fidèle.

En 1898, pendant la discussion de la loi électorale provinciale, M. Lorand et ses amis avaient cherché, une fois de plus, à faire triompher la représentation proportionnelle intégrale. Il est à remarquer, toutefois, qu'ainsi que le fait le projet du Gouvernement pour les arrondissements, ils ne touchaient pas aux circonscriptions cantonales existantes.

La Chambre repoussa leur amendement le 6 avril 1898, par 77 voix contre 33 et 4 abstentions. Trente membres de l'opposition prirent part à ce vote : 15 votèrent l'amendement, 15 le repoussèrent.

Le rapport de la Section centrale relève que des membres y ont défendu le système admis dans la loi électorale communale substituant la représentation proportionnelle au ballottage.

S'ils n'ont pas insisté, dit le rapport, c'est qu'ils ont constaté, « sans rencontrer de contradiction, que vraisemblablement il — un amendement de cette nature — ne recueillerait pas, à la Chambre, pour la loi électorale provinciale, la majorité nécessaire.

A la minorité de droite se joindrait la gauche et la proposition serait rejetée. » (*Documents*, Chambre des Représentants, 1897-1898, p. 101.)

A trois années d'intervalle, les progressistes regrettaient le concours qu'ils avaient prêté à la majorité de la droite et au Gouvernement, sur le terrain communal.

*
**

Le Cabinet, justement préoccupé, à la veille du recensement décennal, de donner satisfaction à l'opinion publique qui s'est prononcée contre la pré-

pondérance politique des grands arrondissements, chercha à résoudre cette épineuse question.

L'accord sur une formule ne se fit pas au sein du Cabinet et le ministère Vandenpeereboom succéda au ministère de Smet de Naeyer.

Voici en quels termes, dans la séance du 24 janvier 1899, la crise fut notifiée à la Chambre, en même temps que la solution qui y avait été donnée par Sa Majesté :

« A la suite d'un dissentiment au sein du Gouvernement, dit M. le Chef
» du Cabinet, au sujet d'une question importante relative à la législation
» électorale, les ministres ont adressé leur démission au Roi. Sa Majesté a
» accepté la démission de MM. de Smet de Naeyer et Nyssens.

» Le Gouvernement qui se présente devant la Chambre continuera à suivre
» la politique du Gouvernement précédent. Un de ses premiers soins, après
» mûr examen, sera de saisir la législature d'un projet de réforme électorale. »

De son côté, M. de Smet de Naeyer fit cette déclaration : « Il est des res-
» ponsabilités qu'un homme politique, quel que soit son désir d'union et de
» conciliation, ne saurait assumer : tel est le cas dans lequel nous nous
» sommes trouvés ces jours derniers, mon honorable ami, M. Nyssens, et
» moi. Nous considérons le scrutin uninominal comme fatal aux destinées
» du pays et nous avons jugé ne pouvoir nous associer à une politique qui
» en consacrait le principe. »

Et l'honorable M. Nyssens a ajouté, parlant de l'uninominal :

« Comme l'honorable M. de Smet de Naeyer l'a déclaré, lui et moi,
» nous étions, par conviction profonde, hostiles à ce dernier système. La
» Chambre comprendra que si le Cabinet qui a pour chef l'honorable
» M. Vandenpeereboom ne s'est pas constitué sur la formule du scrutin
» uninominal, il était absolument nécessaire que nous disions nettement ici
» que nous sommes sortis du ministère à cause de cette formule... »

Ces incidents émurent vivement le pays. La généralité de la presse et les associations politiques de tous les partis s'élevèrent avec force contre l'uninominal et contre le découpage.

La plupart des journaux catholiques, cinquante-huit associations, tant conservatrices que démocratiques, firent entendre d'énergiques protestations, et ce ne furent pas les journaux des petites localités et les associations des cantons qui furent les derniers à se joindre au mouvement spontané et presque général de l'opinion.

Les quarante députés de l'opposition lancèrent un appel au pays, dans lequel, *en s'abstenant de se prononcer sur aucun système positif*, ils disaient, notamment :

« Le Gouvernement nouveau, pour consolider une majorité factice et
» branlante, n'hésitera pas à tenter le plus odieux des coups de parti, les
» plus scandaleux tripotages des circonscriptions électorales, dans le but
» de falsifier l'expression de la volonté nationale, de réduire la représenta-
» tion des partis démocratiques, et d'assurer au parti actuellement au pouvoir
» une majorité artificielle à perpétuité. »

Aussi, dans la séance du 8 février 1899, l'honorable M. Woeste n'hésitait-il pas à dire, tout en considérant le scrutin individuel comme une réforme d'avenir que, « dans l'état *actuel* de l'opinion, il faut écarter d'une part l'uni- » nominal et d'autre part la représentation proportionnelle *intégrale*. Et con- » sidérant précisément cette excitation que cherche à soulever la gauche par » ses discours, ici, et ailleurs, ajoute l'honorable Ministre d'État, je dis que la » véritable solution se trouve dans une solution modérée, mitigée, dans une » solution de juste milieu, qui a la chance, par là même, d'assurer la paix » dans le pays. »

Ces paroles traçaient en quelque sorte les grandes lignes de la réforme que le pays attendait de la clairvoyance du Gouvernement. Elles étaient éminemment raisonnables et patriotiques.

* * *

La question qui se pose est celle de savoir si le projet, auquel tous les ministres ont donné leur adhésion, répond aux nécessités du moment.

Est-il, comme le dit l'Exposé des motifs, une œuvre de justice et de conciliation ?

Le problème à résoudre comprend les facteurs que voici : Maintenir les circonscriptions électorales actuelles, défendues dans leur intégrité par une notable partie de l'opinion publique, à raison de circonstances historiques et traditionnelles et de la suspicion qui frapperait tout remaniement, renoncer à l'application de la représentation proportionnelle généralisée qui a été repoussée jusque trois fois par la Chambre, en 1894, en 1895 et en 1898 ; atténuer l'action politique injustifiable dont les grands arrondissements seront de plus en plus armés.

« Comment réduire ou diviser le nombre excessif de sièges revenant à un grand arrondissement sans préjudicier aux droits de son corps électoral », telle est la question que pose l'*Exposé des motifs*.

Il la résout de la manière suivante :

« M. Pirmez indiquait deux voies : le sectionnement de l'arrondissement » en circonscriptions entre lesquelles se partagerait le nombre de sièges » revenant à l'arrondissement ou l'adoption d'un système de vote qui, même » en laissant la circonscription intacte, fractionne le résultat en accordant » aux minorités une certaine représentation. »

C'est à cette dernière que le Gouvernement a donné la préférence.

La formule admise, il fallait dire à quels arrondissements il convenait de l'appliquer.

Dans une brochure écrite en 1884, M. Alphonse Dechamps disait que la représentation proportionnelle « ôte tout danger au scrutin de liste ».

L'honorable M. Woeste, commentant cette pensée, ajoutait : « C'est, en » effet, un des périls les plus manifestes de notre Belgique constitutionnelle » que ces grands collèges qui menacent d'écraser le pays sous le talon de la

» majorité, parfois très faible, qu'ils renferment, et je ne contesterai pas que
» la réforme ne donne une solution à cette difficulté redoutable ⁽¹⁾. »

Depuis que ces lignes ont été écrites, la population de plusieurs arrondissements s'est considérablement accrue; après 1900, le nombre des députés sera encore augmenté — déjà, il l'a été en 1892 — et le corps électoral a été plus que décuplé.

M. Eudore Pirmez, de son côté, disait à la Chambre, en 1882 : « il n'est sans
» doute pas possible de déterminer d'une manière précise le nombre de
» députés dont la nomination ne peut être faite par un même scrutin. Mais
» il est certain qu'il ne faut pas qu'un arrondissement électoral ait une
» importance telle, qu'il puisse seul exercer une influence décisive sur la
» marche du Gouvernement; celle-ci doit être la résultante de nombreux
» collèges et il n'appartient à aucun de dominer les autres. »

Le Gouvernement, s'inspirant de ces idées, a cru que le système minoritaire devait être appliqué aux arrondissements élisant au minimum six représentants et trois sénateurs.

Deux considérations justifient cette partie du projet.

La première est puisée dans notre histoire politique. A différentes époques, la majorité parlementaire a été inférieure à douze voix.

Dans cette éventualité, il suffit du déplacement de la majorité dans un seul arrondissement, élisant six députés, pour que ce collège change l'axe du gouvernement, bien que les élus n'aient distancé leurs adversaires que d'un nombre dérisoire de voix.

La seconde considération qui plaide en faveur de l'adoption des propositions du Gouvernement, c'est que l'application de la représentation proportionnelle aux arrondissements élisant moins de six députés, entraîne cette inéluctable conséquence de bouleverser les circonscriptions, si l'on veut maintenir une communauté d'origine territoriale aux membres des deux Chambres.

Les arrondissements de ce type ont, d'après la force de leur population, un ou deux sénateurs.

Il faudra, selon les circonstances, ou bien réunir deux circonscriptions ayant chacune quatre représentants et deux sénateurs, ou bien grouper une circonscription électorale élisant deux représentants et un sénateur et une circonscription ayant quatre représentants et deux sénateurs, ou bien encore souder deux circonscriptions n'élisant, l'une et l'autre, qu'un sénateur et deux représentants, après avoir supprimé les neuf circonscriptions uninominales pour l'élection de représentants.

Les deux premières hypothèses impliquent l'obligation de constituer en collège électoral unique les arrondissements de chacune des trois provinces de Luxembourg, de Namur et de Limbourg, qui comptent respectivement trois, quatre et trois sénateurs, élus par le suffrage direct.

Il est impossible, en effet, d'y former deux collèges plurinominaux, et

(1) *Vingt ans de polémique*, page 4.

l'article 48 de la Constitution ne permet pas de grouper des arrondissements appartenant à des provinces différentes.

Cette circonstance répond à l'objection que l'on pourrait tirer de ce que, sous le régime actuel, deux circonscriptions uninominales sont parfois réunies pour élire un sénateur. On voudra bien reconnaître que cela n'entraîne pas les conséquences qui découleraient, dans trois de nos provinces, de la réunion de collèges élisant moins de trois sénateurs.

M. de Smedt de Borman, l'un des précurseurs de la représentation proportionnelle, ne reculait pas devant cette éventualité. Comme lui, le Gouvernement estime « qu'il est bon que les collèges soient les mêmes pour les élections à la Chambre des Représentants et pour les élections au Sénat » (Chambre des Représentants, séance du 24 janvier 1888), mais il entend réaliser cette pensée en maintenant toutes les circonscriptions, grandes et petites dans leurs cadres actuels.

*
* *

En dehors de critiques d'ordre secondaire que nous rencontrerons au cours de la discussion des articles, en Section centrale, deux objections d'une incontestable gravité sont élevées contre le projet de loi

Pour les uns, partisans du « découpage » poussé éventuellement jusqu'à l'uninominal, ou de la représentation proportionnelle intégrale, il n'est pas une transaction, au vrai sens du mot; pour les autres, appartenant d'ailleurs exclusivement aux partis hostiles au Gouvernement, il constitue un coup d'État ou, à tout le moins, un odieux coup de parti.

Ces griefs ne sont pas fondés.

Aux deux pôles des solutions discutées dans le pays se trouvent l'uninominal et la représentation proportionnelle intégrale.

L'application généralisée de ces deux réformes exige que des modifications profondes soient apportées aux circonscriptions électorales.

Pour permettre la réalisation de l'une, il faut diviser la Belgique en autant de circonscriptions électorales qu'il y a de députés à élire; tandis que la mise en vigueur de l'autre entraîne nécessairement la réunion de plusieurs arrondissements, de façon à n'avoir désormais dans le pays que de grands collèges.

Le Gouvernement demande aux partisans de l'un et de l'autre de ces systèmes, comme à ceux qui préconisent subsidiairement le partage de l'arrondissement de Bruxelles, un commun sacrifice.

Il maintient, dans leur intégrité, les divisions territoriales de 1830-1831.

Pas de découpage, d'une part; pas d'agglutination, de l'autre. Sans aller jusqu'à concéder aux proportionnalistes la réforme qui leur est chère, partout où cela est compatible avec le maintien des circonscriptions, tant au point de vue du Sénat que de la Chambre, il organise la représentation des fortes minorités. Sept arrondissements élisant 69 députés et 33 sénateurs se trouvent dans ces conditions.

Aux partisans du scrutin individuel et des petites circonscriptions, il conserve 9 arrondissements uninominaux, 9 arrondissements binominaux, 8 arrondissements trinominaux et 8 arrondissements quaternominaux.

L'ensemble de ces 34 arrondissements élit 83 députés et 43 sénateurs.

En outre, il demande aux partisans de la représentation proportionnelle intégrale deux atténuations importantes; l'une, en faveur du parti le plus fort parmi ceux appelés à la répartition des sièges; l'autre, préconisée par M. Pirmez et d'autres proportionnalistes distingués, contre les groupements occasionnels ou de faible importance par l'établissement du *quorum*, déjà inscrit dans la loi électorale communale, votée avec l'appui de la gauche progressiste.

Le projet du Gouvernement n'échappe pas plus que la loi électorale de 1831 au reproche de n'être pas basé sur un principe intégral, nous le reconnaissons volontiers. Mais, cette concession faite, nous ajoutons aussitôt que les pays où la législation électorale a ce privilège, prétent le flanc à d'autres critiques non moins sérieuses. Là aussi de choquantes anomalies peuvent être relevées.

Nous ne voulons discuter, ici, ni le principe de l'uninominal, ni rechercher les difficultés d'application avec lesquelles seraient aux prises ceux qui devraient le mettre en œuvre immédiatement et au lendemain de chaque recensement décennal de la population.

Nous connaissons la loyauté politique de ceux de nos honorables collègues qui défendent cette réforme; elle nous est garante de l'esprit de justice qu'ils auraient apporté dans la formation des collèges nouveaux. Mais, eux-mêmes, peuvent-ils nous donner l'assurance que toujours, et le Gouvernement et la majorité, seront guidés par des sentiments aussi élevés?

« Si l'on divisait tout le pays en circonscriptions de 40,000 habitants, » disait l'honorable M. Woeste, en la séance de la Chambre du 10 mars 1893, » tous les dix ans, plus souvent même, si un cabinet quelconque le proposait, » on devrait remanier toutes les circonscriptions électorales; celles-ci seraient » ainsi livrées à l'arbitraire du Gouvernement et de la majorité qui siégerait » dans cette assemblée, au moment du remaniement à faire. »

L'honorable membre considérait cette objection pratique comme « *presque insurmontable* ».

La géographie électorale des grands pays voisins, où l'uninominal est en vigueur, commande de légitimes appréhensions. Quant à l'exemple de la Hollande, les collèges viennent d'y être délimités; l'accroissement de la population, fatalement plus grand dans les uns que dans les autres, n'a pas eu le temps de se produire et il existe des circonstances particulières que nous dirons.

M. le sénateur Léger, dans une brochure publiée en 1898 et intitulée : *La réforme électorale*, montre qu'en France il y a des circonscriptions dont la population varie de 13,477 à 130,633 habitants. L'une et l'autre élisent

un député! L'auteur emprunte les chiffres suivants au *Bien public* du 10 octobre 1898 :

Barcelonnette (Basses-Alpes)	15,477 habitants.
Castellane (Basses-Alpes)	18,059 —
Sisteron (Basses-Alpes)	20,102 —
Puget-Théniers (Alpes-Maritimes)	22,040 —
Reims, 1 ^{re} circonscription (Marne)	116,866 —
Saint-Étienne, 1 ^{re} circonscription (Loire)	117,875 —
Saint-Denis, 3 ^e circonscription (Seine)	119,070 —
Nantes, 3 ^e circonscrip. (Loire-Inférieure)	122,163 —
Sceaux, 1 ^{re} circonscription (Seine)	122,936 —
Lille, 3 ^e circonscription (Nord)	130,633 —

Nous devons à M. le professeur Van den Heuvel les renseignements que voici en ce qui concerne l'Allemagne :

« Le scrutin uninominal, écrit-il, dans sa brochure : *Contre la généralisation du scrutin uninominal en Belgique*, pages 25 et 26, domine la législation allemande. Il régleme les élections du Reichstag. Mais un coup d'œil sur le tableau de population des districts électoraux est très significatif. Le chiffre légal de la population d'un collège électoral est de 100,000 habitants. Or, il n'y a que 12 % des districts qui correspondent encore actuellement à cette proportion !

» Voici un extrait des statistiques du Reichstag :

Il y a 3 districts de moins de 60,000 habitants :

41,224 Schaumbourg Lippe.
50,831 Lauenbourg.
57,766 Waldeck.

10 districts de 60 à 70,000 habitants.

13	—	70 à 80,000	—
42	—	80 à 95,000	—
48	—	95 à 105,000	—
88	—	105 à 120,000	—
74	—	120 à 140,000	—
60	—	140 à 160,000	—
29	—	160 à 200,000	—
30	—	plus de 200,000	—

Parmi les derniers il y a : 327,712 habitants à Munich.

334,569	—	Leipzig.
374,331	—	Geest.
409,934	—	Berlin (4 ^{me} district).
429,903	—	Bochum.
505,395	—	Tetlow.
586,926	—	Berlin (6 ^{me} district).

» Un électeur de Schaumbourg a quatorze fois plus de puissance électorale qu'un électeur de la sixième circonscription de Berlin. »

En Angleterre, où l'uninominal existe dans le plus grand nombre des collèges, les mêmes anomalies sont constatées.

« En ce qui concerne la proportion entre le nombre des représentants et
 » le chiffre de la population, écrit le comte de Franqueville, dans son
 » ouvrage sur le *Gouvernement et le Parlement britanniques*, tome II
 » pages 275 et 276, on trouve encore des écarts très considérables, lorsque
 » l'on considère les deux extrêmes; c'est ainsi, par exemple, que la circon-
 » scription formée par le comté d'Édimbourg compte 78,901 habitants et
 » celle de l'île de Wight 73,633, tandis que les comtés de Rutland et de
 » Bute n'ont respectivement que 21,454 et 17,489 âmes. Pour les bourgs, la
 » circonscription la plus peuplée, celle de Saint-Georges, Hanover Square,
 » à Londres, comprend 89,573 habitants, tandis que celles de Durham, de
 » Pontefract et de Newry en ont seulement 15,000; si bien qu'en faisant
 » l'addition du nombre des électeurs dans deux groupes nommant res-
 » pectivement soixante députés, on trouve un représentant pour 23,464 habi-
 » tants dans le premier et un membre pour 76,482 habitants dans le
 » second. »

On voudra bien reconnaître que ces exemples d'application puisés en France, en Allemagne et en Angleterre prouvent que dans les pays où la base du régime est unique comme dans les deux premiers ou presque unique comme dans le troisième, il y a aussi bien des incohérences à relever.

En Hollande, après avoir pratiqué simultanément le scrutin de liste dans les collèges urbains et le scrutin uninominal dans le plat pays, ce dernier système a prévalu et est appliqué, aujourd'hui, dans tout le royaume.

Certes, et nous nous empressons de le signaler, telles qu'elles ont été établies, les circonscriptions ne prêtent pas à critique, au même titre qu'en France, en Angleterre et en Allemagne.

Que seront-elles dans quelques années, lorsque l'accroissement de la population, toujours plus considérable dans les districts urbains que dans les districts ruraux, se sera manifesté? Il n'est pas difficile de le prévoir, d'autant plus que, dès maintenant, des inégalités assez fortes existent entre différentes circonscriptions.

En effet, le pays est divisé en cent collèges électoraux. Cinquante-cinq districts comprennent de 40 à 50,000 habitants, les autres, sauf un, sont plus importants; six dépassent 60,000 habitants.

L'écart le plus marqué existe entre la circonscription d'Hoogezand, qui a 37,443 habitants seulement, et la deuxième circonscription de Rotterdam, qui en a 71,107. (*Opgave van het aantal kiezers voor de tweede Kamer der Staten Generaal, enz., 31 December 1897.*)

Mais, si l'article 49 de notre Constitution permet au législateur de fixer le chiffre des députés, sans que ce nombre puisse excéder la proportion d'un représentant par 40,000 habitants, la Constitution des Pays-Bas décide, en son article 81, que la deuxième Chambre des États généraux se compose du chiffre fixe de 100 membres.

L'augmentation de la population est donc, en ce pays, sans influence sur

le nombre des représentants et, à l'inverse de ce qui a lieu, en Belgique, le recensement de la population du royaume ne laisse pas à un gouvernement le droit de procéder, avec le concours de la majorité des Chambres, à des remaniements de circonscriptions électorales.

Cette circonstance est essentielle et fait disparaître l'un des arguments d'application élevés contre la généralisation de l'uninominal en Belgique.

« On a souvent dit, lit-on dans l'Exposé des motifs, que rien ne serait plus
» aisé que d'assurer, de compromettre ou d'anéantir la domination d'un parti
» en procédant, dans des vues intéressées, à des groupements ou fractionne-
» ments de circonscriptions électorales.

» L'affirmation, quelque peu exagérée, n'est pourtant pas dénuée de tout
» fondement, et le parti que léseraient les délimitations nouvelles n'hésiterait
» pas à voir, dans le préjudice infligé, le but même du remaniement effectué.

» *L'éventualité des remaniements ultérieurs commandés par l'augmenta-
» tion continue et inégale de la population est d'ailleurs un inconvénient
» grave.* »

La majorité de la Section centrale estime que les éléments d'une transaction honorable se rencontrent dans le projet du Gouvernement qui est, à ses yeux, une solution *modérée et mitigée*.

C'est ce qui explique que parmi les membres de la majorité, il y a, à côté de proportionnalistes de la veille, d'autres membres qu'avec une inlassable persistance, on a qualifiés de « résignés ».

Il fut un temps où la question de savoir s'il convenait d'abandonner la constitution des collèges échevinaux aux conseils communaux ou s'il fallait réserver au Roi cette prérogative, était très débattue.

Les catholiques soutenaient le premier système, tandis que les libéraux préféraient le second. Une loi du 30 juin 1842 permit à la Couronne de prendre le bourgmestre parmi les électeurs de la commune, mais avec voix consultative seulement, au sein du Conseil communal.

La majorité de la droite vota cette loi que l'on a souvent opposée depuis aux catholiques, lorsqu'ils demandaient une extension des franchises communales.

« Ce mode d'argumentation, a écrit l'honorable M. Woeste, est peu con-
» cluant. De ce que la droite a voté en majorité la loi de 1842, il ne suit nulle-
» ment qu'elle ne puisse aujourd'hui se rallier à un principe différent. *En
» politique, l'expérience éclaire souvent mieux que le raisonnement en appa-
» rence le plus solide, et c'est elle qui exige une réforme. Refuser d'écouter
» ses leçons, à raison d'une attitude précédemment prise, c'est faire preuve
» d'orgueil et donner sciemment le pas sur l'intérêt public à une opinion
» reconnue erronée* ('). »

C'est la justification de l'attitude des « résignés » par l'honorable Ministre d'État.

(') CHARLES WOESTE. *Vingt ans de polémique*, page 18.

Résolument hostiles au *statu quo*, et décidés à tenir compte des faits, ils ont cru devoir se prêter à une *transaction* en présence de l'échec de deux systèmes intégraux : la représentation proportionnelle, en 1894, l'uninominal, en 1899.

Pour eux, l'heure de la conciliation a sonné !

L'hostilité que le projet trouve dans certaines fractions des deux camps uninominaliste et proportionnaliste, achève d'en démontrer le caractère transactionnel. Si tous les partisans de l'un des systèmes en présence s'étaient proclamés satisfaits, il va de soi que les autres n'auraient obtenu, par la formule proposée, aucune concession.

Dans le groupe des partisans de la représentation proportionnelle intégrale, nous croyons devoir signaler l'opposition du Comité gantois, à raison de la personnalité même de son honorable président, M. D'Hondt, professeur à l'Université de cette ville.

Voici l'ordre du jour qui a été voté à l'unanimité par ce Comité :

« Considérant que le projet de loi présenté aux Chambres aurait pour conséquence de faire élire les membres de la Législature par deux systèmes différents ;

» Considérant que le projet actuel ne constitue qu'une application partielle de la représentation proportionnelle n'échappant pas à des reproches de partialité et d'injustice ;

» Considérant que la représentation proportionnelle intégrale répond seule aux principes de justice qui ont amené la création de ce Comité et qui doivent faire la base électorale du pays entier,

» Émet le vœu de voir adopter la représentation proportionnelle intégrale. »

D'autre part, la lecture du résumé des travaux de la Section centrale montre que d'éminents partisans de l'uninominal, ou du découpage, n'ont pas désarmé.

Ils se demandent si le projet est un acheminement vers la généralisation de la représentation proportionnelle, ou s'il est, au contraire, une barrière dressée contre ce système.

Le projet est, en réalité, une œuvre d'opportunité et de raison.

Il s'applique à une situation de fait, il sort de circonstances qui l'expliquent et le justifient ; nous croyons l'avoir établi.

Il a cet incontestable mérite de ne rien préjuger quant à l'avenir et de ne rendre impossible ou extrêmement difficile aucune autre solution.

Si la représentation proportionnelle devait sombrer dans l'expérience qui lui est ouverte, le législateur retrouvera les cadres électoraux de tout le pays tels qu'ils nous ont été laissés.

Il lui demeurera loisible de statuer sans devoir tenir compte de situations nouvelles, d'intérêts spéciaux auxquels le découpage ou la réunion d'arrondissements aurait fatalement donné naissance.

C'est là, étant donnée la division des esprits quant au remède à apporter à un vice généralement signalé de notre organisation électorale, un indiscutable avantage.

Aussi, en dehors de quelques exceptions, la presse, les associations catholiques et la Ligue démocratique, énergiquement hostiles à l'uninominal, ne combattent-elles pas le projet du Gouvernement.

*
* *

Les adversaires de la politique du Cabinet continuent, à la vérité, la lutte commencée le 24 janvier 1899; ils combattent, avec plus d'acharnement encore, le projet actuel, qu'ils n'en avaient mis à se débattre contre l'annonce d'une réforme ayant à sa base l'uninominal.

Les circonstances permettent de croire que la ténacité qu'ils apportent à la lutte trouve bien plus sa raison d'être dans l'impossibilité où ils sont de se mettre d'accord sur une réforme positive que dans les dispositions du projet du Gouvernement.

Sauf un groupe, à la tête duquel sont quelques membres du Sénat, et notamment l'honorable M. Bara, ils repoussent l'uninominal, ils ne veulent ni du découpage de l'arrondissement de Bruxelles, ni du remaniement des circonscriptions, et la représentation proportionnelle les divise profondément.

Le vote sur l'amendement Lorand, dans la discussion de la loi électorale provinciale, et l'accueil fait par les sections au projet de loi actuel de notre honorable collègue, en font foi.

Sur le terrain de la réforme électorale, le concours de l'opposition parlementaire ne peut être que négatif.

L'opposition se compose de quarante députés : douze appartiennent au parti progressiste et vingt-huit au parti socialiste.

Les progressistes sont partisans de la représentation proportionnelle *intégrale*, la plupart d'entre eux font même partie de l'association réformatrice; les socialistes, eux, sont en désaccord sur la question. L'honorable M. Vanderelde disait à la Chambre, le 8 février dernier : « Il y a parmi nous des » partisans de la représentation proportionnelle intégrale, j'en suis. Il y en » a d'autres qui subordonnent leur vote en faveur de la représentation » proportionnelle à l'adoption du suffrage universel : *ils sont nombreux à » gauche.* »

Pour être complet, l'honorable membre aurait pu ajouter que plusieurs de ses amis politiques sont hostiles au principe même de la représentation proportionnelle.

Le Congrès socialiste de la Pentecôte, réuni cette année à Louvain, a voté l'ordre du jour suivant : « Le Congrès déclare que la représentation proportionnelle intégrale inscrite au programme du parti ouvrier, doit être » subordonnée à l'établissement préalable du suffrage universel pur et » simple. »

Liberté a toutefois été laissée à ceux des mandataires qui ont pris des engagements *pour* et *contre* la représentation proportionnelle.

Il résulte de là que les voix que l'opposition pourrait apporter à un projet de représentation proportionnelle généralisée se trouveraient sans effet utile; elles seraient, aussitôt, paralysées par les voix des autres membres de cette partie de la Chambre. On reconnaît que si le Gouvernement est dans le cas de se passer du concours des gauches parlementaires pour apporter un

remède à une situation que les partis d'opposition ont, de même que la droite, déclarée mauvaise, la responsabilité n'en remonte pas jusqu'à lui.

*
* *

Le projet de loi est-il un coup d'État, méconnaît-il le principe de l'article 6 de la Constitution qui proclame l'égalité des Belges devant la loi ? Est-il un coup de parti ?

Le Gouvernement s'appuie sur la plus forte majorité parlementaire qui ait existé en notre pays.

A la Chambre, sur 152 membres, la droite en compte 112, le groupe socialiste 28, le groupe progressiste 12.

Au Sénat, en dehors des 26 sénateurs élus par les Conseils provinciaux — parmi lesquels il y a 20 catholiques, 5 libéraux, 1 socialiste — il y a 50 sénateurs de droite et 26 sénateurs appartenant aux partis d'opposition.

Ce serait une erreur de croire que cette majorité ne repose pas sur la majorité du corps électoral ; qu'elle ne serait, en tout état de cause, due qu'aux ballottages.

Au sein de la Section centrale, l'unanimité s'est trouvée pour reconnaître que par le fait de ses seules forces, sans le concours d'aucun des partis, dont les états-majors cherchent à réaliser la triple alliance, voire même la quadruple alliance, le parti catholique a obtenu la majorité dans les élections de 1896 et de 1898, au premier tour de scrutin.

Il n'y a eu de dissentiment que quant au chiffre de cette majorité.

Tandis qu'un membre la fixe à 72,000 voix pour les deux scrutins, un de nos collègues de la gauche « évalue que c'est à peine si aux élections dernières » le parti gouvernemental l'a emporté de 15,000 voix sur ses adversaires, » dans l'ensemble du pays ». (Voir le résumé de la discussion qui s'est produite à la troisième séance de la Section centrale, page 33.)

Il n'existe pas, en Belgique comme en Allemagne, par exemple, une statistique officielle de la force et du mouvement respectifs des différents partis, mais des chiffres publiés par le *Bulletin du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique*, il résulte que dans les élections générales de 1896 et 1898, au premier tour de scrutin, la répartition des voix a eu lieu dans les conditions que voici :

Les catholiques et les démocrates chrétiens unis et les catho-

liques, présentés en dehors des associations ont obtenu.	995,897 voix	
Les démocrates chrétiens dissidents	66,530 voix	
Les libéraux	388,814 voix	} 869,707 { 936,237 voix
Les socialistes	480,893 voix	

Soit une majorité catholique sur tous les partis d'oppo-

sition de 57,660 voix

Dans ce résumé, il n'est pas tenu compte de 13,605 voix recueillies par des candidats présentés en dehors des partis politiques, ici des candidats commerçants, là des candidats flamands, etc.

On remarquera que c'est très gratuitement que nous attribuons aux partis

d'opposition toutes les voix obtenues par les démocrates chrétiens dissidents. Parmi ceux qui ont voté pour les candidats de ce parti, il en est certainement un grand nombre qui n'accepteront pas l'orientation nouvelle et qui ne s'uniront pas aux socialistes et aux libéraux pour renverser le Gouvernement catholique.

Cette considération justifie le chiffre de 72,000 voix de majorité catholique produit, en Section centrale, par l'un de ses membres.

Les scrutins de ballottage, en 1896 et en 1898, ont singulièrement relevé l'importance de la majorité catholique.

Si l'on peut soutenir que ces voix ne lui appartiennent pas, il est également permis de dire que les partis d'opposition peuvent moins encore en faire état. Placés, par le ballottage, dans l'obligation de choisir entre les candidats catholiques et les candidats de l'opposition, ces électeurs ont délibérément préféré les premiers aux seconds.

La dernière élection de Liège, qui a relevé le chiffre de voix du parti catholique de plus de 5,000, a montré que la coalition des partis antigouvernementaux n'est pas appréciée de même par tous les électeurs libéraux.

Il résulte de ce qui précède, que si l'on peut soutenir que le nombre des sièges dont la droite dispose ne correspond pas à la force réelle du parti catholique, ce parti n'a pas moins une indiscutable majorité dans le pays, sans le concours d'aucun autre groupe. Il lui appartient, dès lors, de légiférer, et l'exercice légitime de ce droit ne peut pas constituer un coup d'État.

* * *

Le projet de loi méconnaît-il l'esprit de l'article 6 de la Constitution ?

L'article 48 du pacte fondamental laisse au législateur ordinaire le soin de régler tout ce qui se rapporte aux circonscriptions électorales, et c'est pour lui permettre d'organiser éventuellement la représentation proportionnelle que le constituant de 1893 a modifié la rédaction de son texte. D'autre part, le Congrès national, nous l'avons démontré, a lui-même instauré deux systèmes électoraux différents : le scrutin de liste et le scrutin individuel, et parmi les circonscriptions à régime plurinominal, il a admis des collèges de forces très inégales, variant de 3 à 7 députés. Il est donc inexact de dire que le texte, voire l'esprit de l'article 6 de la Constitution, serait méconnu par ce motif que le projet de loi établit le système de la représentation proportionnelle et qu'il fait ainsi coexister différents régimes.

On cite avec raison l'Angleterre comme le pays à imiter au point de vue de la pratique du régime parlementaire.

Lorsque « le législateur voulut, en 1867, saisir l'occasion que lui offrait la » modification de la loi électorale pour faire l'essai d'un système nouveau, » *on ne changea pas les circonscriptions existantes*, mais un article décida » que dans les comtés ou dans les bourgs ayant droit à deux représentants, » chaque électeur continuerait à voter pour les deux candidats, tandis que » dans les circonscriptions ayant trois membres à nommer, l'électeur ne » pourrait également voter que pour deux candidats. Dans la cité de Londres, qui avait à nommer quatre députés, chaque bulletin de vote ne devait » contenir que trois noms. C'était la clause dite des minorités. » (Le Comte

DE FRANQUEVILLE, *Le Gouvernement et le Parlement britanniques*, tome II, pp. 272 et 273.)

L'acte de 1885 a instauré l'uninominal en Angleterre.

« Chacun des comtés ayant à nommer plus d'un représentant est divisé » en circonscriptions, dont le nombre égale celui des membres à élire. » Quant aux bourgs, on a établi la distinction que voici : ceux dont la » représentation n'est pas modifiée continuent à être régis par l'ancien » système ; ceux dont la représentation est augmentée ou qui sont appelés, » par la nouvelle loi, à nommer plusieurs députés, sont divisés en circon- » scriptions dont chacune nomme un représentant. » (*Ibid.* page 273.)

Il y a actuellement vingt-quatre bourgs et trois universités qui élisent deux députés ; tous les autres collèges sont uninominaux.

On sait qu'en Italie la représentation des minorités, réalisée par le vote limité, a été pratiquée pour les élections législatives de 1882 à 1892. Les motifs pour lesquels ce système a été abandonné sur ce terrain, alors qu'il fonctionne pour les élections communales et provinciales, sont diversement interprétés ; ce que nous voulons relever, c'est que pendant cette période décennale, les systèmes majoritaire et minoritaire ont coexisté pour les élections à la Chambre des députés.

Il y avait, à cette époque, cent trente-cinq districts, dont trente-cinq seulement élisant cinq députés.

Dans les cent premiers, ayant respectivement deux, trois, quatre députés, le vote n'était pas limité ; dans les trente-cinq autres, au contraire, l'électeur ne pouvait élire que quatre députés.

En Espagne, pour les élections législatives, la représentation proportionnelle a été appliquée dans vingt-six collèges seulement, ayant chacun de trois à huit députés à élire.

Actuellement, et depuis 1898, dans le Wurtemberg, le système majoritaire et le système minoritaire fonctionnent simultanément. Soixante-douze députés y sont élus par le scrutin uninominal, tandis que les électeurs réunis en collèges provinciaux nomment vingt et un autres députés par la représentation proportionnelle.

Après le vote de la loi en discussion, il en sera, en Belgique, comme il en a été en Angleterre de 1867 à 1885, en Italie de 1882 à 1892, en Espagne en 1878 ; il y aura des collèges soumis au régime majoritaire, d'autres où la représentation proportionnelle sera appliquée.

En outre, à l'exemple de ce qui se pratique actuellement en Angleterre parmi les premiers, les uns seront uninominaux, tandis que dans les autres, le scrutin de liste prévaudra.

* * *

Sous la loi nouvelle, la situation, au point de vue de l'inégalité entre les arrondissements du royaume, sera même singulièrement atténuée.

Si les arrondissements de Bruxelles, Anvers, Gand, Liège, Charleroi, Mons et Louvain, maintenus dans leurs cadres actuels, conservent des députations importantes, à côté de circonscriptions uninominales, binominales et pluri-nominales de moins de cinq députés, par l'application de la représentation

proportionnelle, il ne sera plus vrai de dire qu'un revirement de quelques voix dans l'un de ces arrondissements suffira pour déplacer l'axe du Gouvernement.

En réalité, la disproportion d'action politique qui est critiquée aujourd'hui entre l'électeur habitant une circonscription uninominale et celui exerçant ses droits dans l'arrondissement de Bruxelles, par exemple, sera fortement atténuée.

Le projet réduit la puissance politique des grands arrondissements et la ramène sensiblement par la représentation simultanée des partis, à ce que le Congrès national a voulu lorsqu'en 1831, il a fixé à sept le nombre des députés auquel pouvait prétendre le collège électoral le plus important.

A cette objection qui consiste à dire que tandis qu'à Bruxelles, collège de dix-huit députés, la représentation proportionnelle sera appliquée, alors qu'elle ne le sera pas dans la Flandre occidentale qui, elle aussi, a dix-huit députés, on peut répondre que comparaison n'est pas raison.

A Bruxelles, sous le système actuel, la majorité emporte nécessairement tous les sièges, la minorité serait-elle de 100.001 voix contre 100,002.

Dans la Flandre occidentale, les électeurs sont divisés en plusieurs collèges électoraux et les différents partis ont, non pas la certitude, mais des chances d'y être représentés. En fait, il en a été ainsi : Ypres a eu longtemps des députés libéraux; la loi de 1879 a passé au Sénat, grâce à la voix d'un sénateur libéral brugeois, élu à une très faible majorité; Ostende était représenté, à la Constituante, par deux députés libéraux.

Il en a été de même dans presque toutes les provinces.

Loin donc de violer l'esprit de l'article 6 de la Constitution, le projet de loi s'en inspire et cherche à faire que le principe de l'égalité des Belges devant la loi soit de plus en plus une réalité.

Le projet est-il un coup de parti?

La combinaison à laquelle le Gouvernement s'est rallié procède de l'ensemble de circonstances résultant de l'impossibilité dans laquelle les partis se trouvent, de se mettre d'accord sur une formule intégrale.

Elle ne lui est donc pas inspirée par d'inavouables calculs politiques.

Il en était autrement lorsqu'en 1864, M. Orts, en vue de la dissolution de la Chambre, rendue nécessaire parce que le parti libéral avait cessé d'y avoir la majorité par le fait de la maladie du seul membre qui la constituait, proposait d'anticiper sur le recensement décennal, fixé par la loi à 1866, pour augmenter arbitrairement le nombre des représentants. Cette majoration devait profiter presque exclusivement à l'opinion libérale.

Dans la séance de la Chambre du 1^{er} juillet 1864, ce Ministre d'État n'hésitait pas à tenir cet incroyable langage, très admiré par la presse libérale de l'époque :

« Je ne le conteste pas, j'ai fait cette proposition en vue de donner à » l'opinion libérale dans le pays la juste part d'influence qu'elle a le droit de » posséder. J'ai voulu faire l'affaire de cette opinion, au besoin malgré les » ministres, parce que je place les intérêts de mon parti au-dessus de toute » considération semblable, et je crois que c'est ainsi que doit agir tout homme » politique digne de ce nom. » Le Gouvernement, présidé par M. Rogier, n'hésita pas à se rallier au projet de loi et la droite se retira.

Il est à remarquer que les deux groupes parlementaires étant de force égale, cette attitude mettait le parti libéral dans l'impossibilité de voter le projet Orts. A cette époque, il n'y avait plus, en fait, de majorité à la Chambre.

*
* *

On cherche à asseoir la légende du coup de parti médité par le Gouvernement actuel sur cette circonstance que l'application de la représentation proportionnelle est limitée aux sept grands arrondissements.

Nous avons donné les motifs de cette disposition du projet, nous n'y reviendrons pas. Mais, il doit nous être permis d'établir que les préoccupations d'intérêt de parti y sont étrangères.

En ce qui concerne les arrondissements uninominaux, le projet déposé par le Gouvernement, en 1894, les maintenait pour l'élection des représentants, afin de ne pas bouleverser la géographie électorale de la Belgique.

Parmi les défenseurs de ce système, se trouvait notre honorable collègue M. Lorand.

« Du maintien des arrondissements actuels, il n'y a guère moyen de se
» faire une arme, écrivait-il le 12 mars 1894, dans le n° 71 du *Journal de*
» *Gand*. On l'a essayé, mais ça ne prendra pas. Certes ce système avantage
» les catholiques et leur donnera dans neuf arrondissements uninominaux
» *un ou deux députés* de plus qu'ils n'en auraient si ces arrondissements
» étaient réunis par quatre ou cinq. Il nous est cependant permis d'espérer
» que le suffrage universel nous rendra Virton (1) et Arlon, peut-être bientôt
» Neufchâteau. Mais le maintien intégral des arrondissements actuels est
» aussi pour nous une garantie précieuse; ce que poursuivaient les réaction-
» naires, c'était le dépeçage des grands arrondissements, surtout de Bruxelles.
» *Maintenir les arrondissements tels qu'ils sont, c'est proscrire toute tentative*
» *de dépeçage et de « géographie électorale ».*

» C'est pourquoi, continuait M. Lorand, j'estime, quant à moi, que les
» libéraux et les démocrates doivent accepter ce maintien comme une
» garantie, même s'il avantage un peu leurs adversaires dans les petits arron-
» dissements. D'ailleurs, on l'a dit, si les cléricaux gardent dans les neuf
» arrondissements uninominaux six ou sept députés, qu'ils garderaient peut-
» être même en cas de réunion de ces arrondissements, nous pouvons être
» représentés dans des arrondissements à deux députés, où le suffrage uni-
» versel nous donnerait peut-être deux députés... et peut-être aucun. Aussi les
» cléricaux de Philippeville protestent-ils. A Ath, à Waremme, à Huy, il
» semble que les forces des deux partis se balancent et nul ne sait ce que don-
» nerait le régime majoritaire. »

Le coup de parti apparaîtrait-il dans le maintien du *statu quo* aux arrondissements élisant deux, trois et quatre députés?

Un simple examen des chiffres détruira cette accusation.

Voici des tableaux comprenant les huit arrondissements élisant quatre députés, les huit arrondissements élisant trois députés et les arrondissements

(1) Cette espérance s'est déjà réalisée.

binominaux en mentionnant s'ils appartiennent à la droite ou à des partis d'opposition. Nous y avons également indiqué les modifications qui pourraient être apportées à cette situation par les élections prochaines, dans la double hypothèse de l'application du projet de loi ou du système majoritaire.

Afin d'éviter, jusqu'au soupçon, le reproche d'avoir manqué d'impartialité, ou de nous être laissés entraîner à un trop confiant optimisme, nous avons accepté dans tous ces arrondissements les éventualités les plus favorables à l'opposition.

Nous lui avons donné, d'une part, fort gratuitement, tous les sièges dans les arrondissements où la lutte est généralement incertaine, sous le régime majoritaire et, d'autre part, nous lui avons accordé le bénéfice de la coalition des éléments les plus hétérogènes, sous celui de la représentation proportionnelle.

En Section centrale, l'un de nos honorables collègues de l'opposition a reconnu que la représentation proportionnelle *intégrale* donnerait la majorité aux catholiques pour quelques années encore, mais, a-t-il ajouté, j'ai confiance qu'elle aboutirait au triomphe final de la démocratie. (Voir le résumé des discussions au cours de la troisième séance de la Section centrale, page 34.)

Sans contester cette autre affirmation produite, que l'extension de la représentation proportionnelle aux arrondissements élisant trois et quatre députés serait actuellement défavorable aux libéraux et aux socialistes, ce membre a affirmé que si le Gouvernement ne la propose pas, ce n'est pas par esprit de justice, mais parce que cette extension de la représentation proportionnelle ouvrirait les portes du Parlement à des représentants du *Christene Volkspartij*. Il a ajouté que notamment Alost, Termonde et Ypres éliraient des députés de cette nuance (*ibid.*, 5^e séance, page 45).

La répartition des sièges, en cas de coalition, pourrait avoir cet effet à Alost et à Termonde; aussi, dans les tableaux qui vont suivre, avons-nous attribué deux sièges aux partis d'opposition.

1. — *Tableau comprenant les huit arrondissements élisant quatre députés.*

ARRONDISSEMENTS.	Situation actuelle.		Situation après application éventuelle du projet de loi.		Situation qui pourrait résulter des prochaines élections sous le régime majoritaire.	
Alost	4 catholiques	0 opposants.	5 catholiques.	1 opposant.	4 catholiques.	0 opposants.
Courtrai . . .	4 —	0 —	4 —	0 —	4 —	0 —
Malines . . .	4 —	0 —	3 —	1 —	4 —	0 —
Namur . . .	0 —	4 —	1 —	3 —	0 —	4 —
Nivelles . . .	4 —	0 —	1 —	3 —	0 —	4 —
Saint-Nicolas .	4 —	0 —	4 —	0 —	4 —	0 —
Tournai . . .	4 —	0 —	1 —	3 —	0 —	4 —
Verviers . . .	4 —	0 —	1 —	3 —	0 —	4 —
TOTAUX	28 catholiques.	4 opposants.	18 catholiques.	14 opposants.	16 catholiques	16 opposants.

II. — *Tableau comprenant les huit arrondissements élisant trois députés.*

ARRONDISSEMENTS,	Situation actuelle.		Situation après application éventuelle du projet de loi.		Situation qui pourrait résulter des prochaines élections sous le régime majoritaire	
Audenarde . .	3 catholiques.	0 opposant.	3 catholiques.	0 opposant.	3 catholiques	0 opposant.
Bruges. . . .	5 —	0 —	5 —	0 —	5 —	0 —
Hasselt . . .	5 —	0 —	5 —	0 —	5 —	0 —
Soignies . . .	0 —	5 —	0 —	5 —	0 —	5 —
Termonde . .	5 —	0 —	2 —	1 —	5 —	0 —
Thuin.	0 —	5 —	1 —	2 —	0 —	5 —
Turnhout . .	5 —	0 —	2 —	1 —	5 —	0 —
Ypres	5 —	0 —	5 —	0 —	5 —	0 —
TOTAUX.	18 catholiques.	6 opposants.	17 catholiques.	7 opposants	18 catholiques	6 opposants.

III. — *Tableau comprenant les neuf arrondissements binominaux.*

ARRONDISSEMENTS,	Situation actuelle.		Situation après application éventuelle de la représentation proportionnelle.		Situation qui pourrait résulter des prochaines élections sous le régime majoritaire.	
Ath.	0 catholique	2 opposants.	1 catholique.	1 opposant.	0 catholique.	2 opposants.
Dinant. . . .	2 —	0 —	1 —	1 —	2 —	0 —
Huy.	0 —	2 —	1 —	1 —	0 —	2 —
Ostende . . .	2 —	0 —	1 —	1 —	2 —	0 —
Philippeville .	2 —	0 —	1 —	1 —	0 —	2 —
Roulers . . .	2 —	0 —	2 —	0 —	2 —	0 —
Thielt. . . .	2 —	0 —	2 —	0 —	2 —	0 —
Tongres . . .	2 —	0 —	2 —	0 —	2 —	0 —
Wareme . . .	2 —	0 —	1 —	1 —	0 —	2 —
TOTAUX.	14 catholiques	4 opposants.	12 catholiques	6 opposants.	10 catholiques.	8 opposants.

Pour les arrondissements binominaux, et, à titre de simple hypothèse, nous avons appliqué la règle prévue dans le projet de loi de 1894, et décidant qu'un candidat devait obtenir les deux cinquièmes des votes valables pour être élu.

IV. — *Tableau donnant les chiffres d'ensemble pour les seize arrondissements élisant trois et quatre députés et les neuf arrondissements binominaux.*

ARRONDISSEMENTS.	Situation actuelle.		Situation après application éventuelle de la représentation proportionnelle.		Situation qui pourrait résulter des prochaines élections sous le régime majoritaire.	
Arrondissements élisant 4 députés.	28 cath.	4 oppos.	18 cath.	14 oppos.	16 cath.	16 oppos.
— — 3 —	18 —	6 —	17 —	7 —	18 —	6 —
— — 2 —	14 —	4 —	12 —	6 —	10 —	8 —
TOTAUX. . .	60 cath.	14 oppos.	47 cath.	27 oppos.	44 cath.	30 oppos.

L'application du projet de loi, étendue aux arrondissements élisant 4, 5 et 2 députés, en admettant les circonstances les plus favorables au point de vue de l'opposition, loin de diminuer les forces de la droite, aurait pour effet de lui attribuer plus de sièges que le régime majoritaire, si les espérances des partis coalisés devaient se réaliser.

Tandis que dans l'ensemble de ces arrondissements l'application de la représentation proportionnelle donnerait aux catholiques 47 sièges contre 27 à l'opposition, le système actuel ne leur en donnerait que 44 contre 30.

Il est donc injuste de dire que si le projet de loi maintient le *statu quo*, ailleurs que dans les sept grands arrondissements, c'est parce que le Gouvernement cède à un inavouable mobile et qu'il demande, à un odieux coup de parti, le maintien d'une majorité factice.

La vérité, c'est que le projet de loi du Gouvernement aura pour résultat certain de réduire sensiblement — et dès 1900 — le nombre de sièges dont dispose actuellement la majorité catholique. Il a le mérite d'établir, il faut le reconnaître, une proportion plus équitable entre la force du parti catholique, affirmée par les derniers scrutins, et le nombre de sièges qui lui sont attribués. Il permettra aussi aux électeurs libéraux, demeurés gouvernementaux, de se faire représenter au Parlement, à l'aide de leurs forces exclusives, sans compromettre ni leurs doctrines, ni leur dignité.

Cette portée de la loi a été mise en lumière par la *Chronique* qui a publié, sous ce titre : « *Ce que donnerait la réforme électorale* » les chiffres suivants :

BRUXELLES. — Actuellement : 18 cléricaux.

Après la réforme : 9 cléricaux, 6 radicaux-socialistes, et 3 libéraux modérés.

ANVERS. — Actuellement : 11 cléricaux.

Après la réforme : 6 cléricaux, 5 libéraux.

GAND. — Actuellement : 9 cléricaux.

Après la réforme : 7 cléricaux, 2 cartellistes.

LIÈGE. — Actuellement : 11 radicaux-socialistes.

Après la réforme : 6 radicaux-socialistes, 3 cléricaux, 2 libéraux modérés.

MONS. — Actuellement : 6 socialistes.

Après la réforme : 4 socialistes, 1 libéral, 1 cléricale.

CHARLEROI. — Actuellement : 8 socialistes.

Après la réforme : 5 socialistes, 2 cléricaux, 1 libéral.

LOUVAIN. — Actuellement : 6 cléricaux.

Après la réforme : 4 cléricaux, 2 radicaux-socialistes.

De l'aveu de la *Chronique*, le projet de loi fait perdre au parti catholique dix-huit sièges ; d'autre part, il en gagne cinq ; soit une perte certaine, sans compensation possible, de 13 sièges à la Chambre des représentants.

Aussi, ceux qui ont inventé la légende du coup de parti, clament-ils, à bout d'arguments, que le projet, tout en faisant la part du feu, assure à la droite une majorité réduite, mais indestructible.

Ce raisonnement n'est recevable que si les catholiques gardent dans les

divers arrondissements les positions actuelles, révélées par le premier tour de scrutin aux élections générales de 1896 et de 1898.

S'il en est ainsi, le parti catholique conservera effectivement et très légitimement le pouvoir, parce que telle sera la volonté de la majorité de la nation.

Si, d'aventure, l'opinion publique se prononce contre lui, ce ne sera pas le projet de loi en discussion qui tiendra les partis d'opposition éloignés des affaires.

En effet, dans les sept grands arrondissements, les sièges seront répartis par la représentation proportionnelle, dans les arrondissements élisant quatre et trois députés, de même que dans les arrondissements binominaux les chiffres prouvent que si un parti est exposé à voir réduire ses positions par le maintien du régime majoritaire, c'est le parti catholique; dans les arrondissements uninominaux, la majorité des catholiques est considérable et ce n'est pas leur réunion en collèges plurinominaux, avec ou sans représentation proportionnelle, qui la leur ferait perdre, ainsi que le reconnaissait, en 1894, l'honorable M. Lorand.

* * *

Un membre de la minorité fait remarquer :

1° Que la grande majorité de la droite s'est prononcée en sections contre la représentation proportionnelle en février 1894;

2° Que les calculs et les chiffres cités dans le rapport pour établir les conséquences de la représentation proportionnelle et du système majoritaire dans les arrondissements de 4 et de 3 députés, ne tiennent pas compte de ce fait que le régime de la représentation proportionnelle doit avoir pour conséquence de susciter des émiettements.

* * *

Toutes les sections de la Chambre ont adopté le projet de loi, qui y a réuni 61 voix contre 34 et 20 abstentions.

La seconde partie de ce rapport relate les votes qui ont eu lieu, tant dans les sections qu'en Section centrale.

Il résume les discussions qui se sont produites dans cette dernière sur le projet du Gouvernement et sur le projet Lorand.

A propos des différents articles du premier de ceux-ci et des amendements qui ont été déposés, les questions du *quorum*, des suppléants, de l'ordre de présentation des candidats et de la répartition des sièges y sont examinées.

LES PROJETS DE LOI DU GOUVERNEMENT ET DE MM. LORAND ET CONSORTS EN SECTIONS.

Proposition d'ajournement du projet de loi du Gouvernement.

Dans la plupart des sections, des membres ont demandé l'ajournement du projet, les uns sans fixer de date, les autres jusqu'après les élections de 1900; ils estiment que le pays doit être consulté, à raison de l'importance exceptionnelle des propositions du Gouvernement. D'autres membres sont d'un avis contraire. Depuis de longues années, la question de la répartition des sièges est posée devant l'opinion et tous les partis ont reconnu l'impossibilité de maintenir le *statu quo*. Au surplus, la Belgique n'est pas sous le régime de la législation directe, le *referendum* n'existe pas davantage dans nos lois, et la Constitution a laissé, au législateur ordinaire, le soin de décider dans les matières dont s'occupe le projet du Gouvernement.

En 1^{re} section, l'ajournement n'a pas été proposé.

En 2^e section, » a été proposé, mais il n'y a pas eu de vote.

En 3^e section, » a été repoussé par 18 voix contre 5.

En 4^e section, » » » 13 » 6.

En 5^e section, » » » 15 » 5 et 1 abstention.

En 6^e section, » » » 9 » 8.

Dans l'ensemble des sections :

il a été repoussé par 55 voix contre 22 et 1 abstention.

Discussion générale des deux projets de loi.

Les arguments produits *pour* et *contre* les deux projets de loi ayant été repris et développés avec ampleur, en Section centrale, nous avons trouvé peu utile de les analyser ici. Nous remplirons ce devoir dans la partie du rapport consacrée aux travaux de la Section centrale.

Discussion et votes des articles du projet de loi du Gouvernement.

Quatre questions ont principalement fixé l'attention des sections : celles du *quorum*, de la *présentation des candidats*, des *suppléants* et de la répartition des sièges.

Nous nous bornons à indiquer les idées générales qui ont été émises, nous réservant d'étudier ces points de plus près à l'occasion de l'examen qui en a été fait par la Section centrale. Celle-ci a eu, non seulement à se prononcer sur les articles du projet de loi, mais aussi sur plusieurs amendements, dont il sera parlé ultérieurement.

Votes sur les articles du projet de loi du Gouvernement.**ARTICLE PREMIER.**

En 1 ^{re} section, il a été voté par	9	voix	contre	7	et	5	abstentions.
En 2 ^e section, » »	9	»	8	»	3	»	»
En 3 ^e section, » »	12	»	5	»	5	»	»
En 4 ^e section, » »	8	»	7	»	4	»	»
En 5 ^e section, il n'y a pas eu de vote sur l'article 1 ^{er} , mais l'ensemble a été voté par	13	,	6	»	2	»	»
En 6 ^e section, il a été voté par	11	»	10	»	0	»	»

Dans l'ensemble des sections :

il a été adopté par 62 voix contre 43 et 19 abstentions.

ART. 2. (Quorum.)

En 1^{re} section, il a été adopté par 9 voix contre 7 et 5 abstentions.

En 2^e section, il n'a pas été émis de vote, mais un vœu tendant à faire descendre le *quorum* et à le rendre différentiel a été rejeté, de même qu'un autre vœu visant le relèvement du *quorum*.

En 3^e section, le principe du *quorum* a été admis par 13 voix contre 4 et 1 abstention ; la disposition de l'article a été rejetée par 8 voix contre 5 et 3 abstentions. Ce vote, dit le procès-verbal, doit être interprété, en ce sens, que la section veut un *quorum* abaissé.

En 4^e section, il n'y a pas eu de vote sur l'article, mais une proposition ayant pour objet de s'en tenir au *quorum* naturel a été rejetée par 12 voix contre 7 et 2 abstentions.

En 5^e section, l'article a été voté par 10 voix contre 7 et 4 abstentions. Le *quorum* naturel a été rejeté par 11 voix contre 6 et 4 abstentions.

En 6^e section, l'article a été adopté par 3 voix contre 3 et 13 abstentions ; le procès-verbal constate que le principe du *quorum* a été admis par 11 voix contre 2 et 9 abstentions.

ART. 3. (Répartition des sièges.)

En 1^{re} section, il a été adopté par 9 voix contre 7 et 5 abstentions.

En 2^e section, il n'a pas été mis au vote ; l'attention de la Section centrale a été appelée sur cette disposition.

En 3^e section, il a été adopté par 8 voix contre 3 et 9 abstentions.

En 4^e, 5^e et 6^e sections, aucune observation n'a été présentée ; il n'y a pas eu de vote.

ART. 4. (Présentation des candidats.)

En 1^{re} section, le système du projet, présenté par M. Beernaert en 1894, et dont il sera fait mention dans le compte rendu de la discussion de cet article, en Section centrale, a été indiqué ; il n'y a pas eu de vote.

En 2^e section, la formule de 1894 a été rejetée par 6 voix contre 3 et 3 abstentions; il n'y a pas eu de vote sur l'article.

En 3^e section, l'article est rejeté par 11 voix contre 4 et 7 abstentions et la formule de 1894 est adoptée par 11 voix contre 2 et 7 abstentions.

En 4^e section, un membre propose « la suppression du vote de préférence »; 10 membres votent oui, 10 s'abstiennent. Des membres sont disposés à se rallier à la formule Beernaert.

En 5^e section, l'alinéa 1^{er} de l'article est rejeté par 11 voix contre 6 et 4 abstentions; la formule de 1894 est adoptée par 10 voix contre 3 et 8 abstentions.

En 6^e section, l'article est adopté par 5 voix contre 1 et 13 abstentions.

La plupart des membres qui se sont abstenus déclarent qu'ils sont partisans de la formule Beernaert.

ART. 5.

Cet article n'a donné lieu à aucune observation.

ART. 6. (Suppléants.)

En 1^{re} section, il n'y a pas eu de vote. De la discussion, il résulte que plusieurs membres sont favorables à l'institution des suppléants; d'autres demandent que le nombre de ceux-ci puisse être égal à celui des titulaires.

En 2^e section, il n'y a pas eu de vote. Des membres ont soutenu que la Constitution fait opposition à l'institution des suppléants.

En 3^e section, le principe des suppléants a été admis, à l'unanimité, moins 2 abstentions. Il a été préconisé de présenter les titulaires et les suppléants sur des listes distinctes.

En 4^e section, il n'y a pas eu de vote.

En 5^e section, l'institution des suppléants a été adoptée par 16 voix contre 5. Des membres ont exprimé le vœu qu'il puisse être présenté autant de suppléants que de titulaires.

En 6^e section, la question des suppléants a été résolue affirmativement, par 9 voix contre 3 et 7 abstentions.

ART. 7 et 8.

Ces articles n'ont donné lieu à aucune observation dans les sections.

ART. 9.

Dans les 1^{re}, 4^e et 6^e sections, des membres ont demandé le sens qu'il fallait donner à cette disposition de l'alinéa 4 « un candidat ne peut figurer sur plus d'une liste dans la même élection ».

QUESTIONS SPÉCIALES.

En 6^e section, un membre demande qu'il soit interdit de présenter des personnes non éligibles; le président du bureau principal devrait pouvoir écarter ces candidatures.

Un autre membre signale que les parrains des candidats ne devraient être autorisés qu'à présenter une seule liste.

Vote sur l'ensemble du projet du Gouvernement ⁽¹⁾.

En 1^{re} section, il a été adopté par 10 voix contre 7 et 4 abstentions.

En 2^e section, " " 9 " 8 " 3 "

En 3^e section, " " 9 " 4 " 6 "

En 4^e section, " " 10 " 3 " 3 "

En 5^e section, " " 13 " 6 " 2 "

En 6^e section, " " 10 " 6 " 3 "

Dans l'ensemble des sections :

il a été adopté par 61 voix contre 34 et 21 abstentions.

Vote sur le projet de loi de MM. Lorand et consorts.

En 1^{re} section, il a été rejeté par 16 voix contre 0 et 3 abstentions.

En 2^e section, " " 17 " 2 " 1 "

En 3^e section, " " 11 " 8 " 3 "

En 4^e section, " " 13 " 6 " 1 "

En 5^e section, " " 8 " 4 " 3 "

En 6^e section, " " 11 " 3 " 1 "

Dans l'ensemble des sections :

il a été rejeté par 76 voix contre 23 et 12 abstentions.

(¹) Les votes sur l'article 1^{er} et sur l'ensemble du projet de loi du Gouvernement ne concordent pas. Il est à remarquer que les sections ont tenu deux et même trois séances. L'article 1^{er} et l'ensemble du projet ont été soumis au vote des jours différents et tous les membres n'ont pas pris part aux deux votes.

LES PROJETS DE LOI DU GOUVERNEMENT ET DE MM. LORAND ET CONSORTS EN SECTION CENTRALE.

—

Les deux premières séances, tenues les 9 et 12 mai 1899, ont été consacrées
au dépouillement des procès-verbaux des sections.

5^e SÉANCE. — 13 MAI 1899.

Discussion générale.

UN MEMBRE demande que ceux de ses collègues qui appartiennent à la majorité de la section s'expliquent sur le point de savoir si le projet du Gouvernement constitue, d'après eux, un acheminement vers la représentation proportionnelle intégrale, ou si, au contraire, il est une barrière élevée contre la généralisation de cette réforme?

Quelle signification convient-il d'attacher à un article, paru dans l'*Escaut*, et, où il est dit, que le Gouvernement serait décidé à faire de nouvelles concessions aux proportionnalistes. Le projet serait étendu aux arrondissements élisant trois et quatre députés, le *quorum* serait remplacé par le quotient électoral, le système Struye serait abandonné, des modifications importantes seraient apportées quant à la présentation des candidats?

D'après ce membre, le projet ne compte pas dix partisans à droite.

*
* * *

UN MEMBRE, bien que peu favorable à la représentation proportionnelle, votera le projet; il reconnaît à celui-ci le mérite d'apporter un terme à la puissance politique exagérée des grands arrondissements.

Pour lui, ce projet n'est ni un acheminement vers la représentation proportionnelle intégrale, ni une barrière opposée à la réforme.

Existe-t-il d'autres moyens de mettre fin au *statu quo*?

Il n'y a de majorité, ni pour la représentation proportionnelle intégrale, ni pour l'uninominal, ni pour le découpage.

Le projet borne son action aux grands arrondissements, c'est là seulement que le mal a été constaté.

Il ne conteste pas que la représentation proportionnelle présente des inconvénients. On verra, notamment, à l'œuvre, les doctrinaires se coalisant avec les catholiques pour défendre le capital et avec les socialistes pour attaquer la religion.

Ce membre entend réagir contre l'émiettement des partis par le *quorum*.

*
* * *

UN MEMBRE constate que c'est à peine si aux élections dernières le parti gouvernemental l'a emporté de 15,000 voix sur ses adversaires dans l'en-

semble du pays En 1894, ses candidats ont eu 960.000 voix et ses adversaires 908,000 suffrages. En 1896 et 1898, ses candidats ont eu 1,009.000 voix, ses adversaires 994,000 voix. La majorité de la Chambre est donc factice.

Le *statu quo* n'est défendable que parce qu'il existe et parce qu'on ne peut l'accuser d'avoir été créé au profit d'un parti.

L'uninominal était un principe; nous l'aurions combattu à outrance, mais sans recourir à l'attitude révolutionnaire que nous sommes contraints de prendre contre le projet sans principe du Gouvernement.

La représentation proportionnelle intégrale, elle aussi, dérive d'un principe.

Les progressistes et quelques socialistes s'y seraient ralliés.

Cette réforme donnerait la majorité aux catholiques pour quelques années encore, mais ce membre a la confiance qu'elle aboutirait au triomphe final de la démocratie.

Le projet n'atteint pas les socialistes qui y gagneront des mandats et des voix. Mais il enlève au parti libéral toute possibilité de revenir au pouvoir par les voies légales. Or, il est de l'essence du régime parlementaire que les partis puissent alterner au pouvoir. Il serait hautement désirable, en présence de la politique scolaire du Gouvernement, que le parti libéral reprit la direction des affaires.

Pour une réforme de cette importance, on consulte toujours ses adversaires et le pays. On n'a consulté que les ministériels par petits paquets, en omettant, dit-on, de pressentir sur le projet MM. Beernaert et Woeste.

Ce projet a été concerté d'après les intérêts des cléricaux de chaque arrondissement.

L'accord s'est fait sur notre dos. Ou bien, la droite acceptera l'ajournement, ou bien, nous sortirons des Chambres.

Toutes les dispositions du projet prouvent que c'est une œuvre de parti. Il en est ainsi des articles relatifs au *quorum* et à l'avantage laissé au parti le plus fort. Le pays ne veut pas de cette loi contre laquelle libéraux, radicaux, socialistes et démocrates chrétiens protestent, de même qu'une partie de la droite.

* * *

UN MEMBRE votera le projet, à raison de son caractère transactionnel. Sans être partisan de la représentation proportionnelle intégrale, il n'a jamais refusé, tenant compte des faits, de faire des concessions à ses défenseurs; il l'a fait, notamment, lors de la discussion de la loi électorale communale et il a été au nombre de ceux qui ont regretté qu'une application mitigée de la représentation proportionnelle n'ait pas trouvé sa place dans la loi électorale provinciale.

Le *statu quo* a été abandonné par tous les partis.

Lors de la constitution du Cabinet de janvier 1899, l'opinion publique a condamné l'uninominal et le découpage en général.

Un manifeste de la gauche a déclaré que cette réforme serait un coup de parti.

Un membre interrompant. — Telle n'est pas la portée de ce manifeste.

LE MEMBRE CONTINUANT. — Il y est parlé des scandaleux tripotages des circonscriptions électorales. L'uninominal implique le découpage.

Un autre membre interrompant, dit que la gauche visait surtout le découpage des grands arrondissements.

Un autre membre de l'opposition parlementaire ajoute : et l'uninominal aussi.

LE MEMBRE, qui avait la parole, constate que le Gouvernement ne pouvait compter sur le concours de la gauche hostile à l'uninominal, au découpage et à la représentation proportionnelle intégrale, partiellement tout au moins. Lors de la discussion de la loi électorale provinciale, l'amendement relatif à cet objet a été rejeté par la gauche, à parité de voix ou à peu près.

Dans ces conditions, le Gouvernement ne pouvait compter que sur la droite, c'est un fait.

Celle-ci est également divisée, elle ne compte guère plus de trente à trente-cinq proportionnalistes, bien que la représentation proportionnelle, on vient de le reconnaître, donnerait la majorité aux catholiques.

Un membre le conteste.

Le projet tient compte, continue l'orateur, de ces circonstances de fait, il est une transaction.

Aux proportionnalistes, il accorde l'application de la réforme dans sept grands arrondissements; d'autre part, il maintient dix-huit circonscriptions *uni-* et *binominales*, en même temps que les arrondissements élisant trois et quatre députés, donnant ainsi satisfaction aux partisans du découpage.

Ce membre ajoute que la transaction du Gouvernement a cet avantage, si l'expérience la condamnait, de permettre le retour à la situation *ante* sans que rien soit compromis, ni au point de vue des partisans de la représentation proportionnelle intégrale ni à celui des partisans de l'uninominal. Il respecte les circonscriptions acceptées en 1830.

A ceux qui disent que le projet blesse le principe de l'égalité des Belges devant la loi parce qu'il fait coexister deux régimes électoraux, ce membre oppose qu'il en est ainsi dès maintenant. Il y a, en effet, des arrondissements où fonctionne l'uninominal; d'autres, où c'est le scrutin de liste qui est pratiqué.

On a dit dans une section qu'il serait injuste d'appliquer la représentation proportionnelle à l'arrondissement de Bruxelles qui élit dix-huit députés, et de refuser l'application de la réforme à la Flandre occidentale qui a le même nombre de représentants. On perd de vue cette distinction importante que, dans la Flandre, le corps électoral est divisé en plusieurs collèges distincts, alors que Bruxelles constitue un collège unique où la moitié plus un des électeurs dispose de tous les sièges. La Flandre occidentale, au contraire, par le fait de ces différents collèges, peut être représentée au Parlement par des partis différents. Il en a été ainsi fréquemment. Bruges, Ypres et Ostende ont été représentés par des élus du parti libéral. Le projet n'est pas un coup de parti.

Les catholiques ont la majorité dans le pays; il est certain que l'uninominal,

le découpage et la représentation proportionnelle intégrale ne pourraient pas la leur enlever.

C'est à tort qu'un membre a dit que le projet ne comptait pas dix partisans à droite. Il a obtenu 61 suffrages dans les sections; pas une de celles-ci ne lui a refusé la majorité, et si des adversaires siègent dans la Section centrale, en dehors du membre de l'opposition qu'une tradition de courtoisie y appelle, il n'en est pas moins vrai que le projet a été admis dans ces sections comme dans les autres.

Un membre, opposé au projet, n'en constate pas moins qu'il a été envoyé en Section centrale par la majorité des membres de sa section.

UN MEMBRE déclare que s'il est rapporteur de sa section, bien qu'ayant voté contre la loi alors que celle-ci y a été adoptée, il tient à souligner que cette situation n'est pas le résultat d'un malentendu. Des membres abstentionnistes ont voulu l'envoyer en Section centrale, le sachant hostile à la loi et lui ont confirmé cette intention depuis sa désignation.

Le premier interrupteur fait la même déclaration en ce qui le concerne.

Le membre qui avait la parole fait observer que même deux partisans du projet ont voté pour lui comme rapporteur.

*
* *

Un des auteurs du projet Lorand, après s'être rallié entièrement, au nom des libéraux, à ce qu'a dit un orateur précédent, demande quel est l'effort que le Gouvernement a fait pour s'entendre avec l'opposition ou pour réunir une majorité en faveur de la représentation proportionnelle. Cette majorité, le Gouvernement la trouverait facilement; il y a, à droite, 35 proportionnalistes résolus, 20 à gauche; cela fait 55, presque autant que l'on dit qu'il y a de ralliés au projet du Gouvernement. Et l'on sait avec quelle abnégation et quelle discipline nombre de droitiers votent tout ce que veut le Gouvernement. Quand j'ai repris la proposition de M. Helleputte d'appliquer la représentation proportionnelle aux élections communales des grandes villes, il n'a manqué à cette proposition pour passer que la voix de M. Helleputte. Il y avait donc une majorité pour la représentation proportionnelle intégrale si le Gouvernement l'avait voulu.

Il n'est pas vrai que la gauche aurait tout combattu. Elle est prête à vous aider, la gauche libérale du moins, et avec elle une partie de la gauche socialiste, à établir la représentation proportionnelle intégrale. Cela est si vrai que la représentation proportionnelle n'a passé dans la loi communale que grâce à l'appoint de dix voix de gauche que j'avais promis à M. Nyssens et dont la dixième m'a coûté bien de la peine.

Vous n'avez rien fait pour vous entendre avec nous. Votre projet est un coup de parti et nous le combattons comme tel, par tous les moyens.

UN MEMBRE, rectifiant ce qui vient d'être dit relativement à l'intervention de M. Helleputte, fait observer que celui-ci n'a pas fait la proposition à laquelle il vient d'être fait allusion. En vue d'éviter l'application de la représentation proportionnelle au ballottage dans toutes les communes du pays,

M. Helleputte avait manifesté une préférence pour l'application de la représentation proportionnelle dans les communes de plus de 25,000 habitants seulement.

Le Gouvernement s'étant déclaré hostile à toute application de la représentation proportionnelle au premier tour, M. Helleputte n'a pas formulé de proposition. La proposition en question a été faite par M. Lorand

*
* *

UN MEMBRE se déclare l'adversaire déterminé de tout coup de parti. Dans l'espèce, il n'y en a certainement pas. Quel sera l'effet de la loi? Alors que le parti catholique, dans les élections de 1896-1898, a obtenu d'emblée 72,000 voix de majorité, auxquelles les ballottages sont venus en ajouter 88,000, le Gouvernement, par son projet, abandonne une partie des sièges de la droite dans les grands arrondissements. Pourquoi la réforme s'arrête-t-elle à ceux-ci? Il est légitime de reconnaître que c'est là que le système majoritaire est particulièrement injuste.

Soutiendra-t-on que le coup de parti se manifeste dans ce fait que la réforme ne s'applique pas aux arrondissements élisant trois et quatre députés? On ne le fera pas, car c'est le contraire qui est vrai. Partisan de la représentation proportionnelle, depuis toujours, ce membre reconnaît, toutefois, que le projet ne va pas assez loin, il le regrette, mais il tient compte des circonstances. La réforme intégrale n'a pas de majorité à la Chambre.

Il ne veut ni de l'uninominal, ni de découpage, ni du *statu quo*.

C'est dans ces conditions qu'il votera le projet

Il ne comprend pas l'attitude étrange des proportionnalistes de la gauche. Ils repoussent une réforme qui fait une part à leur idéal. En se coalisant avec les adversaires systématiques de la représentation proportionnelle, ils cherchent à maintenir debout ce qu'ils ont déclaré mauvais.

*
* *

UN MEMBRE, proportionnaliste d'ancienne date, votera le projet.

Il s'élève contre l'idée d'un coup de parti, un membre de l'opposition a reconnu d'ailleurs que le parti catholique a la majorité dans le pays. Le projet a l'avantage d'assurer au parti libéral, qui compte 400.000 voix, une représentation propre, il est une transaction entre l'uninominal et la représentation proportionnelle intégrale. Est-il un acheminement vers cet idéal, il n'en sait rien, l'avenir le dira.

Il fait des réserves quant au *quorum*, préfère le seul quotient électoral et trouve la formule D'Hondt supérieure à la formule Struye.

*
* *

UN MEMBRE maintient que le projet ne compte pas à droite plus de dix partisans, recrutés principalement dans le banc de Bruxelles. En Section

centrale, ceux qui le défendent sont des résignés: deux d'entre eux veulent la représentation proportionnelle intégrale; deux autres ne le considèrent que comme une transaction, ils le votent alors qu'ils ne sont pas proportionnalistes.

Le projet est d'ordre politique, il y a, à côté de l'opposition de gauche, une vive opposition à droite; le Gouvernement ne devrait pas persister.

Le *statu quo* ne peut perdurer disent les défenseurs du projet.

Je désire aussi que le, *statu quo* soit modifié; mais je le préfère à un remède plus mauvais.

Le projet n'est pas transactionnel, c'est la représentation proportionnelle intégrale en deux actes. La future Chambre l'instaurera inévitablement.

Le projet du Gouvernement est une criante injustice.

C'est à tort que l'on a dit que l'uninominal avait définitivement sombré, grâce à l'opposition des associations et de la presse.

Il en parlera en séance publique.

On dit qu'une réforme ayant à sa base le remaniement des arrondissements serait frappé de suspicion!

La réforme proposée ne l'est-elle pas?

Et un pays voisin, la Hollande, n'a-t-il pas triomphé de ces objections?

Ce membre déclare d'ailleurs que si le projet du Gouvernement échoue, ses amis et lui acceptent la responsabilité et la présentation d'autres propositions. Que seront-elles? Il n'a pas à s'en expliquer pour l'instant.

Tant de systèmes subsistent: l'uninominal, le binominal, le découpage des grands arrondissements, voire de celui de Bruxelles.

Un membre interrompt pour dire que l'opposition ne pourra pas réserver meilleur accueil à un pareil projet qu'à celui du Gouvernement.

L'autre MEMBRE continuant déclare que le projet dont il parle ne serait pas un coup de parti et s'inspirerait d'un *principe*. Il n'en est pas ainsi de l'œuvre du Gouvernement, quant à ce point.

Ce projet de loi aura pour effet de fausser l'organisation des pouvoirs publics dans leur essence; ils n'auront et ne mériteront plus la confiance des populations.

Il est inadmissible que Bruxelles et la Flandre occidentale subissent, chacun avec dix-huit députés, des régimes différents: ici, partage des sièges entre les partis, là-bas, tous les mandats à la majorité.

Il n'y a pas de coup de parti dans les intentions, ce membre l'admet, mais les résultats n'en sont pas moins injustes.

Il espère que le Gouvernement aura la sagesse de retirer son projet; il y a des précédents en Belgique, en Angleterre et dans d'autres pays parlementaires; il y a en cause un intérêt patriotique. Toutefois, il ne votera pas l'ajournement s'il est proposé par la gauche. Il ne se sépare du Gouvernement que lorsque sa conscience le lui ordonne; il discutera donc, mais ce sera la mort dans l'âme.

4^e SÉANCE. — 16 MAI 1899.**La représentation proportionnelle.**

UN MEMBRE est d'avis que le projet du Gouvernement doit infailliblement aboutir à l'extension de la représentation proportionnelle à tout le pays.

Les gauches la réclameront et les nouveaux élus catholiques des minorités en seront partisans. Ces éléments, joints à nos collègues de la droite qui sont dès aujourd'hui acquis à la réforme, lui donneront certainement la majorité dans la future Chambre.

L'heure de discuter le principe est donc venue.

La représentation proportionnelle est en complet désaccord avec l'ensemble de nos institutions. Il est inexact qu'elle ne soit qu'un mécanisme électoral; elle affirme ce principe, que le but de l'élection est de donner à chaque parti un nombre d'élus correspondant à sa force électorale. Si même, on trouvait un mécanisme parfait, jamais il ne s'adaptera à nos institutions politiques. Les expériences tentées par les autres nations sont là pour l'établir.

Notre régime est basé, non sur l'élection de partis, mais de représentants. En fait, la mission des Chambres n'est pas seulement de faire des lois, mais d'assurer le bon gouvernement du pays. Pour cela, il faut une majorité ayant la force et l'autorité nécessaires.

Une telle majorité n'existera plus sous le régime de la représentation proportionnelle.

Un membre interrompant. — C'est la première fois qu'on essaye d'établir le caractère sacro-saint du régime majoritaire.

Un autre membre interrompant. — Revoyez donc nos discours de 1894!

Un troisième membre interrompant. — Vous défendez le droit divin des majorités et me confirmez dans cette opinion qu'un Gouvernement qui n'a pas la majorité n'a pas d'autorité pour s'imposer au pays.

L'ORATEUR REPRENANT SON DISCOURS. — Vous êtes logique. Un de nos collègues, auteur du projet de loi dont nous sommes saisis, l'est encore plus; je le suis, moi, en sens contraire. Il faut distinguer la majorité et la pluralité; la première seule confère l'autorité et la force.

La Chambre en a besoin plus qu'aucun autre pouvoir. Il y a présomption de vérité en faveur de l'opinion du plus grand nombre. Il est important que des opinions trop erronées n'arrivent pas à être représentées. Le public ne comprendra jamais que l'on soit élu bien qu'ayant moins de voix qu'un candidat écarté.

Si nos Chambres n'étaient que consultatives, on pourrait comprendre la représentation proportionnelle. Ce système s'harmoniserait avec la législation directe ou dans une organisation se rapprochant de l'autocratie ou de l'anarchisme.

Un membre interrompant donne lecture d'un passage de M. Desjardins établissant la différence entre le vote *représentatif* destiné à reproduire l'image du pays dans la Chambre et le vote *décisif* qui doit être pris, par la majorité, après délibération.

Un autre membre interrompant. — Par ces motifs, je combats la représentation proportionnelle.

Un troisième membre interrompant. — Par ces motifs, j'y adhère.

Un quatrième membre intervient au débat et déclare que ces considérations théoriques le touchent peu ; ce qui le frappe, c'est que la représentation proportionnelle est le système le plus juste.

Un membre interrompant. — L'un des plus acharnés adversaires de la réforme l'a dit.

Un autre membre déclare s'en être expliqué. Il est prêt à rouvrir ce débat si on le désire.

Le membre qui est intervenu au débat poursuit son interruption et dit que c'est une injustice de priver le parti libéral modéré de la représentation à laquelle il a droit. C'est une situation révolutionnaire et c'est ce qui amène ce parti à prendre une attitude révolutionnaire. On oublie trop qu'il a 400,000 voix dans le pays.

Un membre interrompt pour dire que le parti libéral a ce chiffre de voix, mais qu'il ne faut pas le confondre avec sa fraction doctrinaire.

L'ORATEUR QUI AVAIT LA PAROLE, au début de ces interruptions, reprend son discours. Il demande qu'on démontre qu'il est juste que les libéraux modérés soient représentés s'ils n'ont la majorité nulle part ! La Chambre n'est pas un gâteau qu'on partage entre les partis. Le mode d'élection doit être adéquat au but à atteindre.

Un membre interrompant. — Le découpage de l'arrondissement de Bruxelles ne donnerait pas un élu au parti libéral.

L'ORATEUR CONTINUANT. — Quant à la nécessité d'un contrôle, le peu d'homogénéité des partis y pourvoit. Les budgets ne sont-ils pas discutés ?

Un membre interrompant. — Allons donc ! Les Ministres font ce qui leur plaît. On ne discute plus l'emploi des deniers publics. A ce point de vue, on peut dire que le régime parlementaire a fait faillite en Belgique.

L'ORATEUR, reprenant la parole, voudrait aussi qu'on lui démontrât l'immoralité des coalitions au ballottage ? La représentation proportionnelle transporte les coalitions des comices électoraux à la Chambre, c'est la seule différence.

Un membre interrompant admet les gouvernements de coalition. A Bruxelles, Liège et Gand, les collèges échevinaux administrent grâce aux coalitions. Il aime mieux cela qu'une majorité ne reposant pas sur la majorité du corps électoral.

Un deuxième membre interrompant. — Les coalitions à la Chambre seront doublées du marchandage.

Un troisième membre interrompant. — Le ballottage fait triompher la minorité.

L'ORATEUR REPRENANT SON DISCOURS. — Toute élection est un choix, le ballot-

tage, comme le premier tour de scrutin ou le poll. Il n'a jamais été démontré que le pouvoir en Belgique ait été à la minorité.

Un membre le conteste et invoque les chiffres qui ont été donnés pour la période de 1878 à 1884, entre autres.

L'ORATEUR dit que la représentation proportionnelle amène ce résultat plus facilement que le régime majoritaire. Plus le *quorum* est faible, plus les chances de voir les minorités prendre le gouvernement sont grandes.

Dans un collège, où un seul parti atteint le *quorum*, il peut avoir tous les sièges

Un membre interrompant. — Cela prouve qu'il ne faut pas de *quorum*.

L'ORATEUR fait observer que le système majoritaire est un système proportionnaliste où le *quorum* est de la moitié plus un. Le système Struye est, dit-on, une concession au régime majoritaire. Il n'en est rien, il peut renforcer la minorité à la Chambre. C'est le hasard qui décidera. Il eût mieux valu donner tous les sièges non attribués au parti qui, dans l'ensemble des élections, aurait eu le plus de voix

Le système Struye serait la concession dont on fait état, si tous les électeurs formaient un collège électoral unique. L'honorable membre insiste sur la différence essentielle qu'il y a entre la majorité absolue et la pluralité. Il repoussera les deux projets de loi en discussion.

5^e SÉANCE — 24 MAI 1899.

UN MEMBRE constate que trois groupes se partagent la Section centrale. Les uns sont partisans, sauf des nuances, du projet de 1894 qui consacre la représentation proportionnelle intégrale, en maintenant les circonscriptions existantes. M. Lorand l'admettait à cette époque.

Un membre, auteur du projet de loi dû à l'initiative parlementaire. — Il l'admet encore aujourd'hui, sauf le *quorum*.

Un autre membre de l'opposition. — Quant à moi, je veux bien de la représentation proportionnelle intégrale appliquée à tout le pays, sans respecter ni les circonscriptions uninominales, ni les circonscriptions binominales. Personnellement, je voterais un projet conçu dans cet esprit; mais représentant des gauches, en Section centrale, je devrais m'abstenir.

Le premier interrupteur. — Je reconnais que je serais peut-être seul de la gauche progressiste à voter le projet de 1894

L'ORATEUR REPRENANT SON DISCOURS. — Un projet de représentation proportionnelle intégrale — je laisse de côté les nuances — ne trouverait pas de majorité à la Chambre. A gauche, une fraction seulement le voterait, d'accord avec une minorité de la droite. Je reconnais que si le projet du Gouvernement peut être taxé de bâlard et de peu logique, il a ce grand mérite de pouvoir réunir une majorité.

Un membre interrompant. — Il n'a pas dix partisans à la Chambre.

Un membre, auteur du projet de représentation proportionnelle intégrale, ne croit pas à l'impossibilité de faire voter actuellement cette réforme.

L'ORATEUR REPRENANT LA PAROLE, ajoute aux considérations qu'il a fait valoir que le Gouvernement ne se rallierait pas à la représentation proportionnelle intégrale, on ne doit pas perdre de vue qu'il compte des membres hostiles à cette formule.

Il votera le projet de loi du Gouvernement, parce qu'il est infiniment supérieur au *statu quo*. Il n'est pas un coup de parti. S'il ne réalise pas la justice absolue, il s'en rapproche dans une certaine mesure.

Un second groupe, c'est celui des *transactionnalistes* représenté ici par deux de nos collègues qui ont expliqué les raisons de leur attitude.

Le troisième groupe est composé des irréductibles adversaires de toute espèce de conciliation sur le terrain de la représentation proportionnelle. On peut se demander, tout d'abord, quel est le système de ces messieurs?

Un membre interrompant. — Je ne m'en expliquerai pas davantage. Je ne jouerai pas votre jeu!

L'ORATEUR. — Laissez donc là vos interruptions désobligeantes. Chacun sait que vos préférences vont au découpage poussé éventuellement jusqu'à l'uninominal. Le pays — je parle en ce moment du pays conservateur, notez-le — n'en veut pas.

Le projet du Gouvernement, dites-vous, ne repose pas sur un principe. Soit! mais le découpage est-il un principe? Quelles sont vos circonscriptions? Seront-elles de six, huit, dix députés, de plus ou de moins?

Quel sera le but du découpage dans la pensée de l'honorable membre?

Il veut, et l'a proclamé vingt fois, la sincérité du régime représentatif.

Pour moi, la sincérité de ce régime exige que l'on se préoccupe des minorités. L'honorable membre a admis, ailleurs, qu'il ne serait pas juste que seule la majorité soit représentée à la Chambre. Il a même reconnu la justice du principe de la représentation proportionnelle.

C'est lui qui a écrit : « Si l'on me demande, n'est-il pas juste que la majorité et la minorité aient dans chaque arrondissement un nombre de sièges proportionné à leurs forces respectives, il serait difficile de résoudre négativement une telle question. » (*Revue générale*, 1886, page 647.)

Un membre interrompant. — Vous pourriez ajouter à votre citation cette autre phrase : « Au surplus, l'injustice du régime en vigueur est bien plus dans les apparences que dans la réalité. » Elle figure dans le même article.

L'ORATEUR CONTINUANT. — Dans le régime parlementaire, chaque parti doit avoir sa part de représentation. L'honorable membre a-t-il trouvé un découpage qui réalise cet idéal? Le découpage des arrondissements sacrifie nécessairement partout les minorités locales.

En vous concédant pour un instant que vous arriviez, par de mathématiques compensations d'injustices, à donner leur part à toutes les minorités, cela ne pourrait être vrai que pour le présent.

Jamais, vous ne pourriez tenir compte des oscillations de l'opinion publique; jamais vous ne pourriez avoir suffisamment égard à l'évolution

des idées et, après chaque recensement décennal, vous serez acculé à un nouveau découpage.

Ce système est fatalement frappé d'instabilité et de suspicion.

En réalité, que voulons-nous, nous proportionnalistes? Nous cherchons comme vous à atteindre la plus grande somme de sincérité possible dans le régime représentatif, nous voulons réaliser ce but directement et sûrement.

La Constitution veut le gouvernement du pays par le pays.

De même que les Champs de Mai d'autrefois, le Gouvernement direct est impossible ; de là, la nécessité d'un Parlement.

Un membre interrompant. — C'est là une théorie sur laquelle nous sommes en désaccord.

L'ORATEUR POURSUIVANT SON DISCOURS. — La Constitution la proclame. « Tous les pouvoirs émanent de la Nation! » La représentation nationale doit être l'image du pays. Le corps électoral doit être représenté tel qu'il est proportionnellement divisé en partis comme le pays. C'est fausser le régime représentatif que d'avoir au Parlement des partis plus ou moins forts que dans la nation. Or, c'est ce qui existe aujourd'hui. Dans chaque arrondissement, la minorité est sacrifiée.

C'est une erreur de croire que nous ne songeons qu'aux minorités. Notre constante préoccupation est de donner le pouvoir à la majorité vraie.

Un membre interrompant. — Il n'y en aura plus!

L'ORATEUR CONTINUANT. — Mettez que je sois un incapable, mais convenez que M. Balfour, en Angleterre, ne l'est pas!

Le même membre interrompant. — Ministre, il n'a pas réalisé cette réforme dans son pays.

L'ORATEUR. — Les Ministres ne font pas toujours ce qu'ils veulent.

Un autre membre interrompant. — Surgisse un troisième parti, en Angleterre, et la représentation proportionnelle s'imposera.

L'ORATEUR CONTINUANT. — Qu'est-ce que nos Chambres? Une collection de majorités et souvent le pouvoir laissé à une minorité. Cela a été le cas en 1878. Le Cabinet Malou a abandonné le pouvoir, alors que 44,520 voix avaient été accordées aux catholiques contre 41,093 aux libéraux. La *Revue de Belgique* a imprimé que le même fait, en sens contraire, s'est produit en 1870.

Un membre interrompant. — La moitié seulement du corps électoral était appelée à se prononcer, et la lutte n'était pas engagée dans tous les collèges.

L'ORATEUR CONTINUANT. — Voici d'autres chiffres : en 1884 27,930 voix données aux catholiques leur ont valu cinquante sièges, tandis que 22,117 voix en ont laissé deux aux libéraux. En 1888, avec 24,163 voix, les catholiques ont enlevé quarante-quatre sièges; les libéraux, avec 23,484 voix, n'en ont eu que deux!

En 1890, les catholiques, avec 21,303 suffrages, ont eu vingt-neuf sièges; par contre, les libéraux, avec 20,823 voix, en ont eu quarante.

En 1892, 5,847 voix de majorité données aux catholiques leur ont assuré 32 voix de majorité à la Chambre et 16 au Sénat!

Sous le régime de la représentation proportionnelle, ces chiffres auraient été diminués de moitié.

J'ajouterai qu'il aurait suffi de 300 voix pour nous mettre en minorité.

Un membre interrompant conteste la signification qu'on veut donner à tous ces chiffres.

L'ORATEUR CONTINUANT. — Est-ce à dire que le projet du Gouvernement réalise mon idéal? Non, encore une fois non! Le système Struye, ou mieux celui qui a fonctionné dans le Tessin, semble vouloir favoriser la majorité.

En fait, il favorise la majorité dans chaque arrondissement, ce qui peut amener des conséquences fort différentes de celles que d'anciens en attendent. Ces faveurs peuvent, à la vérité, s'annihiler, se compenser. Je préfère la formule D'Hondt, c'est-à-dire la répartition des sièges entre les diverses listes suivant leurs forces respectives. Ce système a été consacré par la loi électorale communale, par le Congrès d'Anvers, en 1883, et par l'expérience faite au Tessin.

Un autre membre interrompant. — Le système D'Hondt n'échappe pas complètement au reproche élevé contre la formule Struye.

L'ORATEUR CONTINUANT. — Il y aura toujours des sacrifiés. On ne partage pas ce qui n'est pas partageable; un siège n'est pas divisible.

L'arrondissement de Bruxelles mérite d'être cité en exemple. Actuellement, une importante minorité *anti-cléricale* est représentée par nos amis politiques. Que diraient donc demain les 90,000 catholiques de ce même arrondissement d'avoir pour représentants nos adversaires socialistes?

Un membre interrompant. — Nous condamnons tout cela et c'est pourquoi, en principe, nous ne voulons pas du *statu quo*, mais le remède proposé est pire que le mal

L'ORATEUR POURSUIVANT SON DISCOURS. — Fractionnez l'arrondissement de Bruxelles, divisez-le en deux ou plusieurs collèges, tous les inconvénients que j'ai signalés se représentent, sans compter qu'une pareille réforme serait frappée de suspicion.

M. Frère-Orban, lui aussi, voulait faire de la géographie électorale, son idéal était de séparer les villes des campagnes. Je ne saurais assez le dire, le découpage, c'est incontestablement l'arbitraire.

*
* *

UN MEMBRE ne se refuse pas à une explication franche et catégorique. Le parti socialiste, en tant que parti, veut la représentation proportionnelle liée au suffrage universel. Toute formule, à base de régime plural, est empirique; elle ne constitue qu'un pis aller. Un membre de la droite a dit qu'il ne voulait pas du *statu quo* et que la représentation proportionnelle intégrale, dont il est partisan, ne trouverait pas de majorité. Il a conclu en disant : Prenez mon ours!

Un membre interrompant. — Pardon, le péché d'autrui!

L'ORATEUR CONTINUANT dit que le projet du Gouvernement est une iniquité et, si la représentation proportionnelle intégrale est actuellement impossible, qu'on demeure donc dans le *statu quo*. Dans les circonstances présentes, il est un moindre mal. Le projet du Gouvernement est un coup de parti; il n'a été déposé que le jour où la coalition s'est dressée devant lui. Le membre de la majorité dont il parlait à l'instant, disait que, si le Gouvernement avait voulu faire un coup de parti, il eût proposé d'étendre la représentation proportionnelle aux arrondissements élisant trois ou quatre députés, ce qui serait défavorable aux libéraux et aux socialistes.

Si le Gouvernement ne l'a pas fait, ce n'est nullement par esprit de justice, mais tout simplement parce que cette extension de la représentation proportionnelle ouvrirait les portes du Parlement à des représentants du *Christene Volkspartij*, députés notamment par Alost, Termonde ou Ypres. Les arguments mis en lumière pour établir que le projet constitue un coup de parti restent donc debout.

* * *

UN MEMBRE dit que c'est à tort qu'un de ses collègues a attribué une pensée désobligeante à cette interruption : je ne jouerai pas votre jeu !

Ceux qui pensent comme lui n'ont pas actuellement la responsabilité du pouvoir. Ils n'ont, dès lors, pas à présenter de projet de loi. Ce serait le faire démolir à plaisir, sans utilité aucune. Ses amis et lui se réservent le droit de choisir leur heure; il n'en dira pas davantage.

Le Gouvernement croit que son projet mettra fin à l'agitation : il n'en est rien. La question électorale sera plus ouverte après qu'avant le vote de cette loi.

N'y a-t-il pas d'autres réformes que celle à laquelle s'est arrêté le Cabinet ? Tous les pays n'ont-ils pas leur système électoral ? Il y a donc de nombreux choix à faire.

On se rapproche généralement de l'uninominal ; l'exemple de la Hollande est là pour le prouver.

Un membre interrompant. — Vous perdez de vue qu'il n'y a pas de majorité pour un autre projet que celui du Gouvernement.

L'ORATEUR CONTINUANT déclare qu'il ne peut pas être préjugé du sort d'un projet qui n'est pas connu.

On dit que ce projet ne serait pas voté, qu'en sait-on ? Peut-être même le collègue qui m'interrompt pourrait-il le voter ? Quant au soulèvement de l'opinion contre l'uninominal, il dira, à la Chambre, ce qu'il faut en penser.

Il retient de la discussion actuelle qu'un membre qui soutient le projet le qualifie d'illogique, de bâtard, et ne le considère que comme « le péché d'autrui ». Et le Gouvernement pense faire œuvre durable ! Un membre a cru devoir m'opposer des citations empruntées à des discours ou à des écrits. Lorsque l'on recourt à ce procédé, il faut être complet.

On m'oppose deux extraits dans lesquels j'aurais reconnu la justice de la représentation proportionnelle. On a soin de séparer ces phrases de leur contexte qui les explique, et la portée en est ainsi dénaturée. Ce qui est vrai, c'est que l'injustice du régime actuel est bien plus dans les apparences que

dans la réalité. Les chiffres que l'on a cité ne portent jamais que sur une moitié du corps électoral.

Un membre interrompant. — Successivement sur les deux moitiés.

L'ORATEUR CONTINUANT. — On n'a pas tenu compte des arrondissements où il n'y avait pas lutte. En fait, dans notre pays, les majorités ont toujours répondu à des mouvements de l'opinion publique. En 1848, un souffle de libéralisme a traversé l'Europe. En 1864, le pays était irrité contre les catholiques parce qu'ils n'avaient pas voulu prendre le pouvoir. En 1870, le « soulagement universel » n'a pas été contesté. En 1878, l'hostilité très indûment prêtée aux catholiques contre la Constitution a été habilement mise en œuvre et exploitée par le parti libéral. Enfin, en 1884, la loi scolaire et les impôts ont amené la chute de nos adversaires.

Un Gouvernement est avant tout nécessaire pour garantir l'ordre public, assurer la justice, sauvegarder les grands intérêts généraux du pays. C'est parce que ce membre en est profondément convaincu qu'il ne veut pas de la représentation proportionnelle. Cette formule rend tout Gouvernement impossible. Elle est une constante provocation à l'émiettement; il ne restera, à la Chambre, que des minorités.

Le Gouvernement ne pourra se soutenir que par des marchandages.

Un membre interrompant. — Comme en France, sous l'uninominal.

L'ORATEUR CONTINUANT. — Il y a, en France, des partis dynastiques, en dehors des différentes nuances qui divisent le parti républicain.

Au surplus, l'exemple de l'Angleterre prouve tout en faveur de l'uninominal.

Un autre membre interrompant. — Et que faites-vous des Irlandais, sous le gouvernement Gladstone ?

L'ORATEUR CONTINUANT. — C'est là un cas spécial. Un membre de l'opposition a dit que le projet du Gouvernement avait pour but d'écarter les daensistes. Je n'en sais rien, je n'ai pas été consulté ! Tout ce que je sais, c'est qu'au point de vue de tous les partis, le danger de la représentation proportionnelle c'est l'émiettement de leurs forces. Laissons aux minorités les droits que la Constitution leur donne.

L'orateur termine en constatant que les antiproportionnalistes sont en majorité au sein de la Section centrale. Dans le groupe de ceux qui voteront le projet du Gouvernement, il y a des proportionnalistes et des résignés.

*
*
*

UN MEMBRE, malgré les affirmations contraires de son honorable ami, soutient que le projet du Gouvernement est accepté par la plus grande partie de la droite. L'uninominal, le découpage, la représentation proportionnelle intégrale ont échoué. Tous les partis ont condamné le *statu quo*. Dans ces conditions, une transaction s'imposait; c'est le motif pour lequel beaucoup de membres de la droite se sont ralliés.

L'honorable membre qui a déclaré que ses amis et lui prendraient éventuellement la responsabilité du dépôt d'un projet, a conservé l'espoir de le

faire aboutir. A ceux qui lui disent qu'il n'y a pas de majorité pour voter ce projet, il répond : Vous ne le connaissez pas !

C'est précisément le reproche qu'il est permis de lui adresser. Vingt fois, à la Chambre, cet honorable Collègue a sommé ses adversaires quand ils combattaient un projet de loi du Gouvernement, de déposer un contre-projet. C'est le langage qu'il tenait encore le 8 février 1899, à propos de la loi électorale,

Un membre interrompant. — J'ai fait allusion à un projet de représentation proportionnelle annoncé.

L'ORATEUR CONTINUANT. — Satisfaction a été donnée à l'honorable membre. La Section centrale est saisie d'un projet de cette nature ; il ne manque plus que le projet dont il nous a parlé au début de cette discussion. On l'attend parce que, paraît-il, il doit sauver la situation, à moins qu'en réalité notre honorable collègue n'ait rien à nous offrir.

Que pourrait-il proposer à la Chambre, en dehors de la représentation proportionnelle, du découpage ou de l'uninominal ?

Réverait-il, peut-être, le découpage du seul arrondissement de Bruxelles ?

Il aurait à compter avec une opposition bien autrement forte que celle qui se produit aujourd'hui. Le projet est une transaction et il répond aux conseils que l'honorable membre a donné au Gouvernement le 8 février dernier.

Un membre interrompant. — Prenez garde, je dirai ce qui s'est passé.

L'ORATEUR CONTINUANT n'a pas à se préoccuper de ce qui a pu se passer en dehors de l'enceinte parlementaire, mais il a le droit de rappeler ce qui a été dit en séance publique.

Le 8 février, l'honorable membre auquel il répond, a déclaré que la représentation proportionnelle intégrale et l'uninominal étaient définitivement écartés.

Encore une fois, s'il a une formule meilleure que celle du Gouvernement, qu'il l'indique.

Le même membre interrompant. — Je ne m'en expliquerai pas davantage.

L'ORATEUR CONTINUANT. — Lors de notre première séance, notre collègue n'a pas hésité à interroger les membres de la majorité de cette section, afin de connaître les motifs pour lesquels ils appuyaient le projet du Gouvernement. Il lui a été répondu.

A notre tour, nous avons le droit de l'interroger et de constater son refus systématique de nous répondre.

Il dit que ses amis et lui n'ont pas la responsabilité des affaires.

C'est le cas dans lequel se trouvent nos adversaires lorsqu'il les somme de déposer des projets de loi.

Il dit qu'il ne veut pas livrer le projet à des attaques, c'est qu'il est bien peu sûr de pouvoir y rallier une majorité.

La Section centrale ne se trouve qu'en présence du projet du Gouvernement et de celui de la gauche progressiste ; dans ces conditions, l'orateur, sans attendre le projet annoncé, votera pour les propositions du Gouvernement qui sont transactionnelles.

6^e SÉANCE. -- 26 MAI 1899.

UN MEMBRE, auteur du projet de loi renvoyé à l'examen de la section, s'excuse de devoir entrer dans une discussion théorique sur le principe de la représentation proportionnelle. Mais il le doit, ne fût-ce que par courtoisie envers celui de ses collègues qui a placé la discussion sur ce terrain, en émettant, d'ailleurs, des théories constitutionnelles toutes nouvelles et qui ont stupefié un vieux parlementaire.

Le principe de la représentation proportionnelle ne dérive pas de considérations métaphysiques comme celles émises par le membre auquel il répond. Toute notre théorie du Gouvernement parlementaire est déduite de faits historiques concrets, dont l'évolution nous a amenés au régime actuel, et nous soutenons que cette évolution a pour prochaine et nécessaire étape la représentation proportionnelle.

L'élection des représentants n'a pas été imaginée pour décider entre les partis. Il n'y avait pas de partis aux débuts du régime parlementaire. Les députés des bourgs et des communes étaient désignés par leurs pairs, souvent à l'unanimité, parmi les plus *prud'hommes*, c'est-à-dire les plus capables d'aller à la Chambre tenir tête au pouvoir. Les partis en Angleterre ne datent que de 1640, chez nous que de 1840.

Les partis sont devenus peu à peu le fait dominant du régime parlementaire, sa seule manière d'être. Ils ont leurs vices, que j'ai souvent dénoncés. Mais ils sont un fait que la loi ne peut méconnaître, qu'elle doit même reconnaître. C'est le meilleur moyen de remédier aux inconvénients qu'ils entraînent. La loi doit s'adapter aux faits existants et non les ignorer. D'ailleurs, la loi électorale de 1878 a chez nous reconnu et consacré l'existence légale des partis, en leur donnant des places déterminées sur le bulletin de vote, des couleurs, des signes. Et déjà les faits ont évolué de nouveau : il y a trois grands partis, représentant des tendances légitimes et nécessaires, et il y a même des subdivisions légitimes et inévitables.

Tous les citoyens ayant leur parti et y étant même attachés avec passion, les partis résumant la vie politique actuelle de la nation, il faut que les Chambres soient la représentation la plus exacte possible des partis pour qu'elles puissent avoir la prétention d'être la représentation politique du pays et de faire des lois qui aient et méritent le respect des populations. Et, quoi que vous puissiez dire en théorie, du moment où il y a plus de deux partis en présence, la représentation proportionnelle seule peut nous donner une Chambre qui représente les partis tels qu'ils existent dans le pays.

Même avec deux partis, elle est nécessaire. On l'a démontré. Mais avec trois, elle devient indispensable à peine de voir, comme aujourd'hui, d'énormes majorités parlementaires élues par des minorités dans quelques arrondissements. A Bruxelles, à Nivelles, à Philippeville, à Verviers, à Tournai, tous les élus actuels sont des élus d'une minorité, qui n'ont passé au ballottage que parce que certains de leurs adversaires, après marchandage ou non, les ont considérés comme un pis aller. Quel prestige peut avoir une telle majorité?

Vous aurez beau découper les arrondissements, recourir à l'uninominal, la difficulté restera la même; les élus dans chaque arrondissement risqueront de n'être que les élus d'une minorité. La représentation proportionnelle ne produit pas l'émiettement des partis, mais elle y apporte le seul remède que l'on y ait trouvé. Quand il y a plus de deux partis, elle s'impose : en Angleterre, l'apparition du Parti indépendant du Travail, qui recueillait à peine quelques centaines de voix dans les plus industriels des arrondissements libéraux, a suffi pour faire perdre aux libéraux une cinquantaine de sièges. Si cette situation persiste, il faudra que l'Angleterre recoure à la représentation proportionnelle.

Mais, dit-on, il n'y aura plus de majorité à la Chambre. Il y en aura une, s'il y en a une dans le pays. Sinon il n'y en aura pas plus à la Chambre que dans le pays et l'on devra se contenter de faire les affaires du pays au lieu de faire les affaires d'un parti. On a dit que la Chambre gouverne; cela est inexact et je m'étonne que l'on n'ait pas protesté. La Chambre fait des lois, contrôle les actes du Gouvernement, fait et défait les Gouvernements. Mais ce n'est pas elle qui gouverne. Et il faut s'entendre sur ce qu'on entend par gouverner : j'ai dit et je maintiens que gouverner c'a été jusqu'ici présider à la curée des places, faire des lois de parti; sous le régime censitaire, le jeu de bascule clérico-doctrinaire a été l'alternance au pouvoir de deux chefs de bande se succédant pour partager entre leurs créatures les dépouilles du pays, suivant l'adage des politiciens américains : *To the victors the spoils* (aux vainqueurs le butin). Et nous avons entre les partis une lutte de sauvages par la corruption, la fraude, l'intimidation, par les moyens les plus ignobles. Franchement, un pareil régime est peu digne de peuples civilisés, et nous avons le devoir de nous élever un peu plus haut que cela. C'est ce que nous donnerait la représentation proportionnelle. Il n'y aurait plus des majorités à tout faire : il n'y aurait même plus fort probablement que des majorités composites; ce serait un bien. Impuissantes à faire le mal qu'elles ont fait jusqu'ici, ces majorités pourraient faire le bien dont elles sont capables et qui est compatible avec le régime parlementaire, dont le grand mérite est d'empêcher une certaine somme de mal plutôt qu'à réaliser une grande somme de bien.

Il y a trois partis en présence désormais, dont deux se subdivisent déjà. Nous n'avons pas la prétention d'avoir, nous progressistes, les gros bataillons; nous ne nous adressons pas aux appétits ou aux préjugés des masses; nous pouvons n'être pas nombreux, nous sommes forts par le désintéressement et la justice de nos revendications. Et déjà, bien que nous soyons peu nombreux, vous avez dû subir quelques-unes des principales réformes qui sont notre raison d'être, et vous en subirez bien d'autres.

J'estime que la représentation proportionnelle est indispensable, parce qu'en proclamant le suffrage universel vous avez donné aux citoyens un droit effectif, celui d'être représentés. A quoi nous sert, à nous anticléricaux bruxellois, notre droit de vote; il aboutit à nous faire représenter par des cléricaux? A quoi sert-il aux libéraux et aux socialistes des Flandres d'être électeurs, puisqu'ils n'ont nul espoir d'arriver à être représentés? Concevez-vous que le parti doctrinaire qui a gouverné la Belgique si longtemps et

non sans éclat n'ait plus un représentant à la Chambre, que tous nos chefs, tous les fondateurs du suffrage universel aient été exclus de la Chambre, qu'elle ait été privée en une fois des lumières d'hommes comme MM. Frère, Bara, Janson, Feron.

On a dit que l'élimination des chefs de groupes était la conséquence de la représentation proportionnelle. Je reconnais que le panachage pourrait amener ce résultat. C'est pourquoi je me suis rallié au système de présentation des candidats proposé par M. Beernaert en 1894. Les amendements déposés par l'un de nos collègues parent également à cet inconvénient.

La représentation proportionnelle a l'avantage de permettre, sans inconvénients ni apparences de coups de partis, les remaniements d'arrondissements reconnus nécessaires. J'aurais voté l'application de la représentation proportionnelle aux arrondissements actuels comme pis aller. Mais je suis convaincu que bientôt il aurait été procédé au groupement des petits arrondissements, — de même que je suis convaincu que le projet actuel, s'il est voté, ne durera pas trois ans et qu'après quelques années d'inutiles et stériles agitations, il faudra, comme vous l'a prédit l'un de nos collègues de la droite, remanier à nouveau et en venir à la représentation proportionnelle pour tout le pays.

Un membre interrompant. — Dans votre système, comment gouvernerez-vous ?

L'ORATEUR. — Qu'entendez-vous par gouverner ? Si c'est user du pouvoir au gré des intérêts d'un parti, je désire qu'on nous gouverne le moins possible.

Un autre membre interrompant. — Que ferez-vous si l'on vous refuse le vote des budgets ?

L'ORATEUR. — S'il y a une majorité, on ne le refusera pas. Et s'il n'y en a pas, quelle minorité le refuserait avec la perspective de devoir prendre le pouvoir et de se le voir refuser à son tour ?

Un troisième membre interrompant. — A défaut de majorité, il reste la ressource d'un cabinet d'affaires. C'est ainsi que les grandes villes sont actuellement administrées.

L'ORATEUR. — Historiquement, le refus du vote du budget n'est que l'arme extrême du Parlement contre les empiétements du pouvoir exécutif. Désormais, l'exécutif est subordonné au Parlement. Il n'y a donc plus lieu de recourir à ce moyen extrême.

Un membre interrompant. — Et s'il n'y a que des minorités ?

L'ORATEUR. — C'est qu'il n'y aura pas de majorité dans le pays. Encore y aurait-il cet avantage que la Chambre, représentant exactement le pays grâce à la représentation proportionnelle, fera des lois qui auront été librement délibérées entre les représentants des différentes opinions, et mon idéal, je ne le cache pas, ce que je considère comme l'aboutissement nécessaire du

gouvernement du pays par le pays, c'est la substitution au régime de l'autorité, imposé par la force du nombre, de celui du contrat librement débattu, librement consenti.

Un membre interrompant. — C'est l'an-archisme.

L'ORATEUR. — Parfaitement. J'ajoute que je considère comme le couronnement du régime électoral du suffrage universel et de la représentation proportionnelle, la ratification par le peuple, des lois élaborées par les Chambres, le *referendum*. C'est d'ailleurs, un frein conservateur.

Un membre interrompant. — Cela dépend.

L'ORATEUR. — Il l'est en Suisse, mais les réformes une fois réalisées y ont un caractère définitif.

C'est d'ailleurs aussi le remède au seul inconvénient sérieux reproché à la représentation proportionnelle et qui est, non pas la torpeur politique, comme on l'a dit au Congrès de Louvain, mais la permanence du personnel parlementaire. La représentation proportionnelle enlèverait aux luttes politiques leur caractère violent et excessif, mais elle aviverait la vie politique dans toutes les parties du pays où l'on ne lutte pas actuellement. Le personnel politique serait amélioré; mais il est exact de dire qu'il pourrait difficilement se renouveler surtout avec des suppléants désignés d'avance pour succéder aux députés effectifs. Cet inconvénient existe, dès à présent, puisqu'on pratique partout la réélection en bloc des sortants.

Je me réserve donc de poursuivre l'établissement du *referendum*, de même que je poursuis actuellement l'établissement du suffrage universel dont je n'espère pas l'adoption par la majorité actuelle, mais que vous finirez bien par devoir subir comme vous subirez la représentation proportionnelle.

Je considère la représentation proportionnelle intégrale comme le seul système qui apportera un remède aux maux dont nous souffrons et je crois que le Gouvernement trouverait parmi les résignés et les ministériels quand même, avec les partisans de la représentation proportionnelle qu'il y a déjà à droite et à gauche, l'appoint pour faire une majorité suffisante.

Un membre le conteste et l'établira au cours de la prochaine séance.

A l'objection qui consiste à dire que dans aucun pays l'on a pratiqué deux systèmes électoraux différents, ce membre oppose qu'en Belgique l'uninominal et le scrutin de liste coexistent. En Angleterre, de 1868 à 1885, le système minoritaire a été pratiqué en même temps que le régime majoritaire.

L'ORATEUR. — Dans un nombre de circonscriptions minime et sans influence sur le résultat final.

7^e SÉANCE. — 27 MAI 1899.

UN MEMBRE maintient tout d'abord que le projet actuel doit aboutir à l'extension de la représentation proportionnelle. Plusieurs partisans de la réforme, membres de la section, l'ont reconnu.

Un membre. — Entendons-nous. Je me suis borné à exprimer un souhait, rien de plus. Mais vous m'étonnez, car, d'après vous, toute expérience de représentation proportionnelle doit inévitablement avorter.

LE MEMBRE CONTINUANT SON DISCOURS. — Il y a une nuance : j'ai dit qu'après l'application de la loi, la Chambre aura, par la force des choses, une majorité de partisans de la représentation proportionnelle.

Un membre. — La représentation proportionnelle finira par triompher, non pas seulement à raison du projet du Gouvernement et de la logique, mais bien parce qu'elle est la justice.

LE MEMBRE CONTINUANT SON DISCOURS. — Eh bien, c'est précisément parce que la représentation proportionnelle doit s'étendre un jour qu'il faut dès maintenant en examiner le principe. Un membre de cette section est partisan de la législation directe.

Un membre interrompant. — Que voulez-vous dire ?

L'ORATEUR. — Dans votre discours d'avant-hier, n'avez-vous pas dit que vous étiez partisan de la législation directe ?

Le même membre réplique. — Il s'agit de s'entendre. J'accepte la législation directe à titre de représentation quand il n'y a pas moyen pour les mandants d'agir directement.

L'ORATEUR. — Notre collègue, auteur du projet de loi, a, d'autre part, reconnu que la représentation proportionnelle doit conduire à l'*an-archisme*.

L'auteur du projet de loi. — J'ai expliqué le mot dont vous faites usage. Je veux substituer au régime autoritaire de la loi le régime du contrat librement consenti.

L'ORATEUR. — J'accepte cette expression de votre pensée. Pour arriver à l'*an-archisme*, il vous faut le suffrage universel, la représentation proportionnelle, le referendum, et le remaniement des arrondissements.

La législation directe est contraire à l'esprit de la Constitution. Notre collègue a dit qu'il faut tenir compte des faits. Il y a en Belgique de multiples partis. Toute loi doit tenir compte des faits, mais il y a plusieurs manières d'en tenir compte.

Je préfère la conservation par l'amélioration du régime actuel.

La législation directe suppose pour chaque citoyen le droit et l'aptitude de faire la loi. La représentation proportionnelle est la manière de pratiquer la législation directe dans les pays à grande population.

La représentation proportionnelle substitue le parti aux personnes. Il y aura sous ce régime non plus des élections, mais des dénombrements d'opinions. On dit que ce sera, là, l'image de la nation. Nous avons de la nation une autre conception.

Quand j'ai dit que la Constitution ne connaît que des représentants et ne s'occupe pas des partis, j'ai été interrompu par un de mes amis qui m'a

objecté la loi de 1877. Cette loi a pour but d'empêcher les fraudes et d'assurer la sincérité du scrutin...

L'auteur du projet. — Et de remédier aux inconvénients de l'existence des partis.

Un autre membre. — C'est la loi de 1877 qui a donné la couleur rouge au parti catholique et la couleur bleue au parti libéral, et qui a permis à un nombre déterminé de citoyens de présenter des candidats dont les noms figureraient seuls sur les bulletins. L'élection des sénateurs d'Anvers, en 1878, a été annulée parce que présentés comme meetinguistes, les bulletins avaient néanmoins été imprimés en rouge. La loi a donc bien reconnu l'existence des partis.

Un troisième membre. — C'est évident.

L'ORATEUR. — Un de nos collègues de droite dit que la Constitution déclare que tous les pouvoirs émanent de la nation. Mais la Constitution ne dit pas que la nation les exerce.

Ce membre. — Les Champs de mai sont loin.

L'ORATEUR. — Tous les pouvoirs émanent de la nation, mais cela est non seulement vrai pour le pouvoir législatif mais aussi pour le pouvoir judiciaire.

Un autre membre. — Ne faites donc pas de confusion entre le pouvoir exécutif et les autres pouvoirs.

L'ORATEUR. — L'auteur du projet va là.

Un autre membre. — Mais notre collègue de droite dont vous avez invoqué l'autorité n'y va pas.

L'ORATEUR. — Dans le système de la Constitution, les citoyens choisissent les meilleurs pour constituer les Chambres législatives.

Cela ne sera plus vrai sous la représentation proportionnelle. On conçoit l'élection par la majorité, ou par la pluralité. On ne fera jamais admettre que celui qui a moins de voix qu'un autre candidat lui soit préféré.

Dans ce système, on peut donner le pouvoir à une minorité.

Tous les exemples tirés de chiffres et invoqués au cours de cette discussion, par un de nos amis, démontrent une seule chose, c'est la nécessité de découper les grands arrondissements.

La représentation proportionnelle ne fera pas que Bruxelles ne conservera pas dix-huit députés. Les autres grands arrondissements conserveront leurs forces et les petits arrondissements seront sacrifiés.

On a dit que le découpage n'était pas un principe. Il aurait, en tout cas, cet énorme avantage de maintenir pour tout le pays un seul système électoral : le système majoritaire. Les minorités sont sacrifiées sous la représentation proportionnelle par le *quorum*. En effet, si un parti minoritaire n'atteint pas

le *quorum*, il disparaît; dans le système majoritaire, au contraire, lorsque la majorité absolue n'est pas atteinte, il y a lieu à ballottage et les partis minoritaires conservent le droit de choisir.

Un membre de la gauche. — C'est un argument contre le *quorum*.

L'ORATEUR rencontre les observations présentées au cours de la discussion par un autre membre de la droite. Ce n'est pas à raison seulement du régime majoritaire que le parti libéral n'est pas représenté à la Chambre. Il ne l'est pas parce qu'il n'a jamais eu de racines dans les masses industrielles ou agricoles. Sous le régime majoritaire, il se recrutait surtout dans la bourgeoisie des villes. La division des arrondissements donnerait des députés au parti libéral.

Un membre de la gauche. — Le scrutin uninominal pourrait lui en donner quelques-uns. Il n'en serait pas de même avec le découpage.

L'ORATEUR. — La représentation proportionnelle fera surgir des partis nouveaux tandis que le régime majoritaire élimine les petits groupements.

Un membre de la gauche. — Il y aurait sous la représentation proportionnelle l'émiettement des partis n'ayant pas d'unité morale. Ce ne serait le cas ni des catholiques ni des socialistes.

L'ORATEUR. — Il y aurait des catholiques conservateurs, démocrates chrétiens, daensistes, agrariens, négociants, etc.

Le même membre de la gauche. — Je suis convaincu du contraire. Le parti socialiste resterait certainement uni.

Un membre. — Attendez, vous êtes un parti jeune et d'opposition, vous verrez encore bien des choses.

L'ORATEUR. — Si vous étiez majorité, vous seriez vite divisés. L'auteur du projet a dit qu'il ne voulait pas de Gouvernement fort s'appuyant sur une majorité compacte, nous voulons, nous, un Gouvernement stable.

Un membre. — Lorsqu'une majorité s'appuie sur le pays, elle a une grande stabilité.

L'ORATEUR. — Et quand il n'y aura que des minorités.

Un membre de la gauche. — Sous un tel régime, un Gouvernement pourra être battu sur une question déterminée et conserver le pouvoir. Il en est ainsi en Suisse et, au point de vue communal, dans les grandes villes belges.

*
* *

UN MEMBRE. — Je ne puis me rallier, entre autres, à l'un des arguments que notre honorable ami dirige contre la représentation proportionnelle inté-

grale. Il soutient cette thèse que la Constitution a entendu faire élire des députés et non pas représenter des partis. Je ne conteste pas cette théorie qui a pu être vraie dans les faits jusque vers 1840, à l'époque où l'on voyait élire par certains arrondissements des hommes d'opinions différentes portés sur une même liste. Ces temps sont loin et il est indiscutable qu'aujourd'hui, à tort ou à raison, les partis se sont substitués aux individualités.

Presque tous les membres de la Section centrale sont mêlés, et depuis longtemps, à la direction des différents partis.

Pas un d'entre nous qui n'ait vivement recommandé au corps électoral de voter en bloc pour tous les candidats d'une liste, faisant abstraction des personnalités qui y figurent. La loi de 1877, due à M. Malou, a donc tenu compte des faits. Elle n'a pas institué des partis; elle s'est bornée à consacrer leur existence. Si j'insiste sur ce point, c'est parce que je veux dès maintenant et avant la discussion des articles, notamment de celui qui détermine le quotient électoral établi à l'aide des seuls bulletins de listes, montrer que cet argument de notre honorable collègue n'est pas décisif contre le projet de loi transactionnel que nous discutons.

Un mot quant au maintien des grands arrondissements dans leurs cadres actuels.

Notre honorable ami ne peut méconnaître que l'application de la représentation proportionnelle en diminuera singulièrement la force politique. Mais il objecte qu'il n'en conserveront pas moins une grande influence au point de vue de leurs intérêts matériels. Il y a lieu de remarquer que dans les grands arrondissements, sous le régime majoritaire, des intérêts méconnus ne parviennent pas à faire entendre leur voix. Avec la représentation proportionnelle, au contraire, deux hypothèses sont à envisager : ou bien l'ensemble des intérêts confiés à un parti déterminé est bien défendu par les mandataires de ce parti et il ne se produit dans son sein aucune division; ou bien un intérêt important est lésé et il est loisible à ceux qui le défendent de faire pénétrer, à la Chambre, un défenseur autorisé.

L'orateur en vient à la réponse promise à l'auteur du projet. Celui-ci a soutenu à différentes reprises que si le Gouvernement actuel, voire celui de M. Beernaert en 1894, avait voulu, il se serait trouvé une majorité pour voter la représentation proportionnelle intégrale. Tout le monde sait que le cabinet Beernaert s'est retiré précisément parce que cette réforme n'a pas trouvé de majorité.

Actuellement, les quarante membres de l'opposition sont divisés sur la question, au point que leur représentant au sein de la section, a pour mandat de s'abstenir sur le projet Lorand.

Les douze progressistes sont partisans de la représentation proportionnelle. Parmi les socialistes, sept ou huit au plus les suivraient et le concours que les gauches apporteraient à un projet de représentation proportionnelle se traduirait par ceci : vingt membres le voteraient; vingt le repousseraient et dès lors, que les gauches assistent aux séances de la Chambre ou qu'elles demeurent en dehors du Parlement, leur concours est également négatif.

Quant aux membres de la droite, il n'est de mystère pour personne que les partisans de la représentation proportionnelle intégrale n'atteignent pas

le chiffre de 35. Au surplus, le projet de M. Lorand, dans les sections, a réuni le chiffre de 23 voix.

*
* *

UN MEMBRE. — Le projet n'est pas une transaction : c'est une abdication. On ne transige pas sur un principe. La représentation proportionnelle est bonne ou elle est mauvaise, si elle est bonne, il faut l'appliquer d'une façon générale; si elle est mauvaise, il ne faut pas l'appliquer du tout. Les uns sont partisans de l'enseignement neutre; les autres d'un enseignement confessionnel. Il y a aussi un principe en cause et la transaction n'est pas davantage possible que dans le cas qui nous occupe.

J'admets l'idée de transaction sur l'application d'un principe et c'est ce qui explique que les partisans de la représentation proportionnelle, séparés par de multiples nuances, peuvent arriver à s'entendre sur une formule déterminée: il n'en est pas de même des adversaires de la représentation proportionnelle. Je repousse une fois de plus le projet qui est une abdication.

La discussion générale est close.

*
* *

D'un commun accord, la Section centrale décide qu'elle se prononcera sur l'article 7 du projet Lorand et consorts, parce qu'il renferme le principe de la représentation proportionnelle intégrale.

Sept membres prennent part au vote.

Cinq votent contre, un vote pour, un s'abstient.

Le membre qui s'est abstenu déclare que cette attitude s'explique par le mandat spécial qu'il a reçu des gauches divisées sur la question de la représentation proportionnelle. Personnellement, il est partisan de cette réforme.

Un des membres qui ont repoussé le projet fait acter qu'il reste fidèle au principe de la représentation proportionnelle intégrale, mais qu'il ne peut donner son adhésion à plusieurs dispositions importantes du projet en discussion.

QUESTIONS POSÉES PAR LA SECTION CENTRALE, A M. LE MINISTRE
DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Réponses du Gouvernement.

La Section centrale, au cours de ses travaux, a posé, au Gouvernement, un certain nombre de questions; les unes ont trait à des dispositions prévues par des articles du projet de loi ou par des amendements, les autres se rapportent à des points spéciaux.

Nous examinerons les premières, avec les réponses qui y ont été faites, en même temps que le projet de loi; nous faisons suivre les autres avec les réponses de M. le Ministre de l'Intérieur, l'opinion de la Section centrale, les observations échangées entre ses membres et les décisions prises.

PREMIÈRE QUESTION.

Y aura-t-il dissolution des Chambres après le vote de la loi?

RÉPONSE.

« Les modifications que le projet de loi tend à apporter au Code électoral, ne nécessitent nullement le renouvellement intégral des Chambres législatives. Elles ne touchent pas à la composition du corps électoral; elles se bornent à régler la répartition des mandats de manière à éviter que des minorités très importantes soient privées de toute représentation aux Chambres. Elles réalisent, sous une autre forme, le fractionnement des grands arrondissements, sans en avoir les inconvénients. C'est à l'époque fixée par la loi pour le renouvellement de la série à laquelle appartiennent ces arrondissements que la procédure nouvelle doit leur être appliquée. Il n'y a aucun motif d'anticiper. »

2^{me} QUESTION.

Le Gouvernement a-t-il l'intention, après le recensement de 1900, de maintenir les grands arrondissements?

RÉPONSE.

« Le Gouvernement a fait connaître les motifs qui l'ont engagé à maintenir les circonscriptions électorales actuelles. Il n'a aucune raison de croire que ces motifs cesseront d'exister, ou perdront de leur valeur après le prochain recensement général de la population.

Son intention, en soumettant le projet de loi aux Chambres, a été de donner une solution durable et non une solution provisoire aux difficultés créées par l'inégal accroissement de population dans les arrondissements. »

Quant à la question de la dissolution des Chambres, UN MEMBRE signale que dans les sept arrondissements où le projet applique la représentation proportionnelle des modifications profondes seront introduites. Il y a urgence, dit le Gouvernement, à y supprimer le *statu quo*. Les députations de plusieurs de ces arrondissements ne sont normalement soumises à réélection que dans trois ans. Pourquoi, si la mesure préconisée par le Gouvernement est urgente, reculer l'application de la réforme pendant ce délai ?

Le Gouvernement se fait des illusions lorsqu'il croit que son projet mettra un terme à la question électorale. La division des grands arrondissements reste ouverte indépendamment de la question de la représentation proportionnelle. Le projet n'est pas une solution durable. Elle ne l'est pas pour l'opposition, elle ne l'est pas pour le groupe de droite dont il est l'organe, non plus que pour les proportionnalistes. Après le vote éventuel de la loi et sa sanction, l'agitation se manifesterait plus encore que maintenant.

UN MEMBRE fait remarquer que la résolution du Gouvernement de ne pas recourir à la dissolution n'est pas défavorable à l'opposition. Immédiatement, dès 1900, la droite perdrait des sièges à Bruxelles, à Anvers et à Louvain. Ce n'est qu'en 1902 qu'elle pourrait en gagner à Charleroi, à Liège et à Mons. Encore en perdrait-elle à Gand. Jadis l'opposition, alors majorité, n'ordonnait pas de dissolution lorsqu'elle faisait des coupes sombres dans le corps électoral.

Un membre en réponse au premier orateur fait remarquer que le fractionnement des grands arrondissements n'aura plus de raison d'être après l'application de la représentation proportionnelle.

En effet, leurs élus ne formeront plus, comme actuellement, des groupes homogènes. Ces arrondissements seront représentés par des conservateurs, des libéraux, des progressistes, des socialistes.

Les quatre fractions qui se disputent l'opinion seront donc représentées. Le projet est un progrès pour les proportionnalistes.

Il est un acheminement vers la représentation proportionnelle intégrale, à la condition que cette réforme donne satisfaction à l'opinion publique.

*
* *

Dans la pensée du Gouvernement, le vote de la loi doit avoir pour effet de maintenir les circonscriptions actuelles, sans que, d'ici à longtemps, un nouvel arrondissement, par le fait de l'augmentation du nombre de ses députés, doive être ajouté aux sept grands arrondissements actuels.

« Les arrondissements, dit l'Exposé des motifs, où les opérations se feront conformément aux règles que nous avons indiquées sont actuellement ceux de Bruxelles, d'Anvers, Liège, Gand, Charleroi, Mons et Louvain. Il y a quelque raison de croire que d'ici à un temps fort éloigné — trente ans au moins — aucun autre arrondissement ne leur sera adjoint. Le nombre d'habitants, des plus importants d'entre eux, est très loin d'approcher du chiffre de population (240,000 habitants) qui comporte une députation de six représentants et trois sénateurs.

» Le classement actuel échappera donc pendant longtemps à tout remaniement. »

En dehors de la dissolution, soit du Sénat soit de la Chambre des représentants, rendue nécessaire parce qu'il y avait désaccord entre les majorités de ces deux assemblées et de la dissolution du Parlement. à la suite de la déclaration qu'il y avait lieu de reviser plusieurs articles de la Constitution, il n'y a eu que deux dissolutions en Belgique. L'une a été ordonnée en 1848, lorsque le législateur a abaissé le cens électoral législatif au minimum constitutionnel ; l'autre, en 1894, après la revision de l'article 47 de la Constitution et l'instauration du vote plural. A l'encontre du projet de loi en discussion, qui ne touche qu'à la répartition des sièges, ces deux lois apportaient de profondes modifications à la composition du corps électoral lui-même.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que si le ministère catholique a dissous les conseils communaux et provinciaux, après l'abaissement du cens provincial et communal en 1872, cet exemple n'a pas été suivi par le cabinet libéral, en 1883, lors de la première application de la loi instaurant le capacitarat.

3^{me} QUESTION.

Le Gouvernement n'estime-t-il pas que le projet devrait s'appliquer aux sénateurs provinciaux ?

RÉPONSE.

« Aucune province n'a moins de deux ou plus de quatre sénateurs provinciaux. On ne trouve donc pas dans les députations des provinces, comme dans les députations d'arrondissements, l'extrême disproportion qui appelle le correctif proposé dans le projet de loi. »

* * *

D'autre part, les partis n'ont pas intérêt à cette modification à introduire dans notre Code électoral.

L'opposition pourrait éventuellement gagner un siège à Anvers et dans la Flandre occidentale; elle les perdrait dans le Brabant, à Liège et dans le Hainaut.

4^{me} QUESTION.

Si un député est nommé par le Gouvernement à un emploi salarié, il cesse ses fonctions et ne les reprend qu'en vertu d'une nouvelle élection, aux termes de l'article 36 de la Constitution. Or, d'après le projet du Gouvernement, il ne pourrait les reprendre, sa place ayant été prise entretemps par un suppléant. Quid ?

RÉPONSE.

« Les dispositions du Code électoral qui déclarent incompatibles le mandat législatif et les fonctions salariées par l'État, autres que celles de Ministres et qui ne permettent de nommer à ces fonctions des membres des Chambres

qu'au moins un an après la cessation de leur mandat, ont rendu très exceptionnelle l'application de l'article 36 de la Constitution. Dans le cas où cet article devrait recevoir son application, la loi nouvelle n'y ferait aucun obstacle. Le député ayant accepté la nomination cesserait immédiatement de siéger et il ne pourrait reprendre ses fonctions que si le corps électoral lui conférait un nouveau mandat, soit dans une élection partielle, soit lors du renouvellement de l'une des séries. L'élection ne doit nullement être immédiate. Rien n'est prescrit à cet égard dans la Constitution. Elle ne doit pas davantage avoir lieu dans le même arrondissement. »

5^{me} QUESTION.

La Section centrale désire connaître l'avis du Gouvernement sur la question que voici :

L'article 240 du Code électoral dispose qu'« est soumis à réélection tout membre des Chambres qui accepte la décoration de l'Ordre de Léopold, à un autre titre que pour motifs militaires ou qui reçoit du Roi des lettres patentes de concession en matière de noblesse. » D'autre part, l'article 36 de la Constitution porte : « Le membre de l'une ou l'autre des deux Chambres, nommé par le Gouvernement à un emploi salarié qu'il accepte, cesse immédiatement de siéger et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection. »

Un membre se demande s'il ne conviendrait pas de dire dans la loi, afin de demeurer dans l'esprit de la législation électorale, que le suppléant qui accepte, soit l'Ordre de Léopold, soit des lettres patentes de concession en matière de noblesse, soit un emploi salarié du Gouvernement, n'est plus apte à prendre un siège dans l'une des deux Chambres, s'il n'a pas été soumis à une nouvelle élection ?

RÉPONSE.

« Les dispositions des articles 36 de la Constitution et 240 du Code électoral ne sont applicables qu'aux membres des Chambres. Les suppléants ne font pas partie des Chambres; ces dispositions ne leur sont donc pas applicables. »

6^e QUESTION.

Une disposition ne pourrait-elle pas être prise donnant le droit au président du bureau principal d'écarter la présentation d'une personne inéligible?

RÉPONSE.

« Le projet de loi ne modifie en rien la législation actuelle quant à la compétence des autorités appelées à statuer sur les conditions d'éligibilité. La question ne semble pas devoir être examinée ici. »

Les amendements acceptés par la Section centrale et par le Gouvernement et qui modifient le numérotage des articles du projet de loi.

Différents amendements, présentés par un membre, ont été admis par la Section centrale, à la majorité de 4 voix contre 3, et ont été acceptés par le Gouvernement.

En conséquence, de nouveaux articles ont été intercalés dans le projet et le numérotage des articles de celui-ci a été modifié. Afin de rendre plus facile l'étude de la discussion qui s'est produite, en Section centrale, nous croyons bien faire en donnant ici ces amendements avec les motifs qui ont été mis en œuvre par leur auteur. D'autre part, le projet de loi devant constituer le titre XI du Code électoral, nous avons indiqué en regard de chaque article le numéro qu'il portera dans ce Code.

Nous ferons suivre ultérieurement, dans la partie du rapport consacrée à l'examen détaillé de la loi, chaque article, et, éventuellement les alinéas de ceux-ci, qui ont donné lieu à des critiques ou à des sous-amendements, de l'opinion de la Section centrale et des observations qui ont été échangées.

Considérations présentées à l'appui des amendements.

Un membre relève que dans les sections de nombreux députés ont signalé le danger inhérent à la représentation proportionnelle d'abandonner l'élection des candidats d'une liste à ses adversaires.

Rien de plus simple, en effet : il suffit qu'un certain nombre d'électeurs, disposant de trois voix, par exemple, se concertent pour voter pour tous les candidats d'une liste, à l'exclusion du candidat préféré de ce parti, et ce dernier a toutes les chances d'être éliminé, par le fait de l'application de la représentation proportionnelle. Cette élimination sera non pas la conséquence de la prérogative qui appartient au corps électoral de décider, mais le résultat d'une manœuvre dirigée bien souvent contre la volonté de la majorité de celui-ci.

Différents systèmes ont été préconisés pour remédier à ce mal. Les uns ont mis en avant l'idée d'abandonner aux présentateurs des candidats le droit d'indiquer un ordre de préférence qui aurait prévalu contre le résultat de l'élection : d'autres ont pensé que cette règle trop absolue devait être tempérée par un correctif. Ils ont repris une disposition du projet de loi déposé par le Gouvernement, présidé par M. Beernaert, en 1894, et qui décide que l'ordre de préférence, fixé par les présentateurs, serait suivi, à moins qu'un candidat ait recueilli, sur les bulletins de liste de son groupe, un nombre de votes de préférence égal à la moitié plus un.

Dans ces conditions, il devrait être proclamé élu sans qu'il puisse être tenu compte du rang lui assigné par ses présentateurs.

Des objections constitutionnelles sont élevées contre le droit de préférence laissé aux présentateurs.

L'article 47 de la Constitution proclame que les députés doivent être élus directement par ceux qui forment le corps électoral.

Des membres, et parmi eux d'éminents jurisconsultes, pensent que permettre à des citoyens de présenter des candidats au corps électoral, dans un ordre de préférence que rien ne peut modifier, c'est en réalité restaurer l'élection à deux degrés.

Le correctif de 1894 tient compte de cet argument, puisque le corps électoral demeure, en dernière analyse, maître d'intervertir l'ordre des présentations, mais, il faut le reconnaître, dans des conditions qui se réaliseront rarement.

En effet, dans ce système, une liste ayant réuni 60,000 suffrages, il faut pour qu'un candidat, présenté en troisième rang, soit déclaré élu avant les deux premiers, qu'il ait recueilli 30,001 votes de préférence.

Un autre moyen s'offre aux partis.

De même que la liberté de l'électeur doit être sauvegardée, de même les présentateurs et les associations ont incontestablement le droit de chercher à faire triompher leurs candidats, et il est légitime qu'ils protègent spécialement ceux de leurs candidats qui, à raison de leurs mérites et des services à rendre, sont plus exposés aux coups des adversaires.

Le moyen qui s'indique tout naturellement aux partis, moyen qui ne touche pas aux droits de l'électeur, c'est de ne présenter qu'un nombre de candidats en rapport avec la force dont ils disposent dans les différentes circonscriptions. En agissant ainsi, ils enlèvent *aux adversaires* le moyen de faire d'injustifiables éliminations.

Dans le système de la représentation proportionnelle, les bulletins de liste étant seuls admis à fixer le *quotient électoral* et tout bulletin portant un ou des suffrages pour des candidats d'une liste devant être supputé au profit de toute la liste, il est impossible d'arriver à l'élimination de l'un des candidats si le nombre de ceux-ci ne dépasse le nombre de sièges attribués à la liste.

Il en est autrement si le chiffre des candidats présentés dépasse la force du parti. Dans cette hypothèse, il va de soi que le candidat qui a obtenu le moins de voix échoue.

Mais pour que les partis se décident à limiter le nombre des candidats qu'ils présentent à la force électorale dont ils disposent, il faut leur donner la garantie que l'excédent de suffrages qui pourrait leur être accordé, par le corps électoral, ne sera pas perdu pour eux s'il atteignait une importance suffisante pour leur valoir un siège de plus.

C'est le but des amendements.

Avec le Gouvernement, leur auteur pense qu'il faut nécessairement permettre aux électeurs de présenter des candidats suppléants pour le Sénat et pour la Chambre, ainsi qu'ils peuvent le faire pour les conseils communaux et provinciaux. C'est le seul moyen de garantir aux partis minoritaires le bénéfice de la représentation proportionnelle pendant la durée des mandats qu'une élection générale leur a attribués.

La question de constitutionnalité a été soulevée à propos des suppléants; elle sera examinée à l'article 2.

Dans le projet du Gouvernement, le suppléant est apte à recueillir la succession d'un membre qui abandonne son siège, *voire même avant sa prestation de serment.*

L'auteur des amendements demande qu'il soit également apte à entrer *de plano*, soit à la Chambre soit au Sénat, si le corps électoral a attribué à la liste à laquelle appartient le suppléant une force supérieure aux prévisions et suffisante pour assurer l'élection d'un membre de plus que le nombre de titulaires présentés.

La discussion qui s'est engagée sur ces amendements est reportée à l'article 8, page 81.

ART. 1. — Maintenu.

ART. 2 (nouveau). — Lors de la présentation des candidats aux fonctions de représentant ou de sénateur, réglée par l'article 164, il peut être présenté en même temps que ceux-ci et dans les mêmes formes, des candidats aux places de suppléants. La présentation pour ces places doit, à peine de nullité, être faite dans l'acte même de présentation des candidats aux fonctions effectives et l'acte doit classer séparément les candidats de chacune des catégories, présentés ensemble, en spécifiant celles-ci. Un candidat ne peut être présenté à la fois pour les fonctions effectives et pour la suppléance.

Le nombre des candidats à la suppléance ne peut excéder celui des candidats aux fonctions effectives présentés dans le même acte, ni excéder le *maximum* de trois. Toutefois, ce maximum est porté à quatre si la liste comporte 7, 8 ou 9 candidats aux fonctions effectives; à cinq si elle en comprend davantage.

ART. 3 (nouveau). — Lorsque le nombre des candidats aux fonctions effectives ne dépasse pas celui des mandats à conférer, ces candidats sont proclamés élus par le bureau sans autre formalité et les candidats à la suppléance sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléant dans l'ordre suivant lequel ils figurent dans l'acte de présentation.

ART. 4 (nouveau). — Pour la disposition et l'ordre de classement, dans le bulletin de vote, des listes complètes ou incomplètes et des candidats isolés tels qu'ils sont réglés à l'article 168, il n'est tenu aucun compte du nombre ou de l'existence des candidatures à la suppléance.

Les noms des candidats aux places de suppléants sont portés, selon l'ordre alphabétique, dans la colonne réservée à la liste à laquelle ils appartiennent, à la suite des noms des candidats aux places de titulaires et sont précédés de la mention « suppléants ». Une case pour le vote est placée en regard du nom de chacun des candidats à la suppléance.

Le tout conformément au modèle V.

ART. 5 (nouveau). — Le vote, tant en faveur des candidats aux fonctions effectives qu'en faveur des candidats à la suppléance, s'exprime de la manière indiquée à l'article 175, alinéas 1, 2 et 4. Lorsque l'électeur veut donner son suffrage à un candidat isolé à qui le bulletin n'assigne aucun suppléant, il vote conformément au premier alinéa de cet article 175.

ART. 6 (ancien art. 2).

ART. 7 (ancien art. 3).

ART. 8 (ancien art. 4 modifié). — Les sièges revenant à une liste sont conférés à ceux des candidats aux fonctions effectives qui ont obtenu le plus de voix. Si une liste a droit à plus de sièges qu'elle ne porte de candidats aux fonctions effectives, les sièges non attribués sont conférés à ceux de ses candidats à la suppléance qui ont obtenu le plus de voix, à défaut de suppléants, à la liste dont le chiffre électoral est le plus élevé... (Le reste comme à l'article.)

ART. 9 (ancien art. 5).

ART. 10 (ancien art. 6, modifié). — Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus, les candidats à la suppléance qui ont obtenu un nombre de suffrages au moins égal à la moitié du chiffre électoral de la liste sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléants, etc., dans l'ordre du nombre de voix qu'ils ont recueillies.

ART. 11 (ancien art. 7).

ART. 12 (ancien art. 8), dire : de 253 à 263 au lieu de 259.

ART. 13 (ancien art. 9).

Discussion des articles (1).

ARTICLE PREMIER (253 du Code électoral).

L'article 1^{er} a été l'objet de deux observations.

L'une des sections a demandé pourquoi les mots : « Dans les arrondissements qui, etc. » sont-ils suivis des mots : « en cas de renouvellement des deux Chambres ».

Le Gouvernement a répondu à cette question qui lui a été posée par la Section centrale que « le libellé de cet article concorde avec celui de l'article 164 du Code électoral, lequel établit deux catégories d'arrondissements au point de vue du nombre des signatures requises pour les présentations de candidats ».

« La suppression des mots « en cas de renouvellement intégral des Chambres » pourrait susciter de fausses interprétations. On pourrait croire que les règles nouvelles ne sont applicables que lorsqu'il y a six représentants ou trois sénateurs à élire ».

*
* *

UN MEMBRE constate que le projet est « illogique jusque dans son illogisme ». Il s'applique aux *grands arrondissements*. Où commencent-ils, où finissent-ils ? En 1831, l'arrondissement de Bruxelles avait sept députés ; il était alors le plus grand de nos arrondissements comme aujourd'hui. Le chiffre sept n'était donc pas jugé excessif à cette époque.

(1) Les 8^e, 9^e et 10^e séances ont été consacrées à l'examen des articles et des amendements ; les 11^e et 12^e ont été absorbées par la lecture du rapport.

La Chambre comptait alors cent et deux députés; elle en comprend aujourd'hui cent cinquante-deux; une députation de sept membres est donc relativement moins importante aujourd'hui.

Cependant le projet s'applique aux deux arrondissements de Mons et de Louvain qui élisent six députés seulement.

En réalité, ces arrondissements ne sont pas de grands arrondissements, mais on se trouve en présence d'une nouvelle concession faite aux partisans de la représentation proportionnelle intégrale. L'orateur demande pourquoi le projet ne limite pas son action aux arrondissements élisant plus de huit députés?

Un membre interrompant — Dans ces conditions, les partisans de la représentation proportionnelle qui trouvent, déjà, que le projet ne va pas assez loin, ne pourraient que le rejeter; c'est vraisemblablement ce que désire l'honorable membre.

L'ORATEUR. — Mon vœu est que le projet échoue. Ce n'est cependant pas pour vous amener à voter contre le projet que je fais remarquer l'illogisme de l'article premier.

Un autre membre remarque qu'il y a peut-être une anomalie à appliquer la représentation proportionnelle aux arrondissements élisant six députés. On aurait tout aussi bien pu s'arrêter à ceux de huit. Il ne considère pas la question comme essentielle.

Un troisième membre ne considère pas que la question de savoir si la représentation proportionnelle sera ou non appliquée aux arrondissements de Mons et de Louvain soit aussi indifférente qu'on le dit. Dans l'affirmative, les sièges seront tout autrement répartis.

L'article premier, mis aux voix, est adopté par 4 voix contre 3.

La disposition de l'article premier appliquant la représentation proportionnelle aux arrondissements élisant six représentants et trois sénateurs est justifiée dans la partie générale de ce rapport, pages 12 et 13.

ART. 2 (254 du Code électoral).

Cet article décide que des suppléants pourront être présentés, en même temps que des titulaires, pour la Chambre des Représentants et pour le Sénat, dans les arrondissements soumis à la loi en discussion.

Les suppléants figurent, d'ailleurs, à l'article 6 du projet du Gouvernement.

Suppléants. — L'institution des suppléants est plus que séculaire.

L'article 1^{er} de la section III, du chapitre 1^{er} de la Constitution française des 3-14 septembre 1791, porte, en effet: « Les électeurs nommés en chaque département se réuniront pour élire le nombre des représentants dont la nomination sera attribuée à leur département *et un nombre de suppléants égal au tiers de celui des représentants.* »

Dans l'acte additionnel, donné par Napoléon I^{er}, le 22 avril 1815, l'article 32 du titre III dispose que « chaque collège de département ou d'arrondissement qui choisira un représentant en dehors du département ou de l'arrondissement, nommera un *suppléant* qui sera pris nécessairement dans le département ou l'arrondissement. »

Lorsque le Gouvernement provisoire a ordonné les élections en vue de la réunion du Congrès national, il a fait élire autant de suppléants que de titulaires.

La loi électorale communale de 1895 a institué les conseillers suppléants ; il en a été de même de la loi électorale provinciale de 1898.

La question de savoir si la Constitution ne s'oppose pas à l'élection de suppléants a été posée.

La Section centrale estime qu'elle doit être résolue négativement.

Elle n'a pas été agitée, au Congrès national, pendant la discussion de la Constitution, mais à l'occasion de la loi électorale de 1831, elle a été incidemment soulevée.

MM. de Lehay et Jean Goethaels proposaient de les y introduire. M. Destouvelles, tout en constatant que la Commission s'était prononcée contre, pensait qu'il y avait des inconvénients à ne pas les admettre. M. Destrivaux, combattu par M. Van Meenen, opposait la question préalable parce que, d'après lui, il y avait opposition entre l'article 10 de la loi et la création de suppléants.

Finalement, sur la proposition de M. de Robaulx, la question fut écartée parce que l'article 26 (devenu 51) de la Constitution y faisait opposition ⁽¹⁾.

Cet article 51 porte : « Les membres de la Chambre des représentants sont élus pour quatre ans. Ils sont renouvelés par moitié tous les deux ans, d'après l'ordre des séries déterminé par la loi électorale.

» En cas de dissolution, la Chambre est renouvelée intégralement. »

D'autre part, l'article 49 de la Constitution porte que le nombre des représentants « ne peut excéder la proportion d'un député par 40,000 habitants », et l'article 54 dit que le Sénat « se compose d'un nombre de membres égal à la moitié des députés de l'autre Chambre », sauf ce qui est stipulé pour les sénateurs provinciaux.

Les suppléants, élus en vertu de l'arrêté du Gouvernement provisoire, du 23 octobre 1830, siégeaient au Congrès national, « en cas de doubles nominations, de démissions, *de congés* et d'autres causes » ⁽²⁾.

On peut soutenir que de tels suppléants, dans nos Chambres actuelles, *augmenteraient* le nombre requis de députés et de sénateurs, en s'appuyant sur les articles 49 et 54 de la Constitution. Dans le système du projet de loi, l'argument est sans portée. Les suppléants ne sont rien tant qu'une vacance ne s'est pas produite. Leur élection ne leur ouvre qu'une expectative. Ils n'ont aucun mandat.

Il n'y a de changée que la date de leur élection. Cette date — celle du

(1) Chev. E. HUYTENS. *Discussion du Congrès national*, t. II, p. 529.

(2) *Ibid.* *Discussion du Congrès national. Pièces justificatives*, t. IV.

renouvellement ordinaire que vise l'article 51 — est *antérieure* à la vacance au lieu d'être *postérieure*.

Or la Constitution ne prévoit rien quant aux élections rendues nécessaires à l'effet de pourvoir aux vacances survenues entre deux renouvellements.

Dans ces conditions, il serait difficile de soutenir qu'un obstacle constitutionnel s'oppose à l'élection de suppléants pour la Chambre des représentants et pour le Sénat.

D'autres critiques sont élevées contre l'introduction des suppléants dans la législation électorale. Nous relèverons la principale d'entre elles.

On soutient qu'un gouvernement parlementaire devant se régler sur l'opinion du pays, il est rationnel d'interroger sur les faits du jour l'opinion du jour, plutôt que celle d'il y a deux ou trois ans.

Il est absolument inadmissible d'accorder pareille importance à une élection partielle, influencée, plus qu'aucune autre, par des circonstances de lieux et de personnes.

Tous les deux ans, par les élections pour la Chambre, tous les quatre ans, par les élections pour le Sénat, le pays est appelé à faire entendre sa voix ; cette consultation solennelle, à laquelle participe la moitié de la Belgique, fait connaître la volonté de la nation.

Soutiendra-t-on qu'une élection partielle ait ce caractère ? Constitue-t-elle même une simple indication au point de vue de la politique générale du Gouvernement ?

Une longue expérience est là pour démontrer le contraire. L'élection partielle, dans bien des cas, fait prévaloir une personnalité influente, en dehors des considérations politiques de l'ordre le plus élevé.

Combien de fois n'avons-nous pas vu des hommes occupant une situation en vue — les bourgmestres de Gand et d'Anvers, par exemple — arriver à la Chambre à la faveur d'une élection partielle, et échouer peu de temps après, lors du renouvellement général ordinaire.

Et c'est à de pareilles élections que l'on devrait accorder une importance politique quelconque !

C'est précisément parce que l'élection partielle n'a aucune signification de cette nature que l'on peut la supprimer sans danger.

Jamais, depuis soixante-dix ans, une élection partielle n'a amené une modification quelconque dans la composition d'un gouvernement.

Mais si l'élection partielle, sous le régime majoritaire ne présentait que les inconvénients très sérieux signalés dans la discussion de la loi électorale provinciale, sous le régime minoritaire — celui du projet de loi — elle a pour effet d'annihiler, dans certains cas, le résultat que le législateur veut atteindre.

Dans une élection générale, un parti minoritaire a fait élire l'un de ses candidats. Celui-ci vient à mourir. Une élection est ordonnée ; elle a lieu à la pluralité, d'après le projet de loi. Ce parti n'étant pas le parti le plus fort, voit son nouveau candidat évincé et le siège qui lui avait été attribué, dans la répartition des mandats, lors de l'élection générale, passe à un autre parti.

Cela est inadmissible.

Certes, l'on conçoit que l'on combatte toute application de la représentation

proportionnelle, si atténuée soit-elle, mais, dès l'instant, où l'on en concède une application même limitée, il est impossible de ne pas le faire dans des conditions telles que le système puisse fonctionner rationnellement.

C'est par ces motifs que la Section centrale se rallie à la proposition relative à la création des suppléants.

Le second alinéa de l'article 2 augmente le nombre de suppléants qui pourront être présentés en même temps que les titulaires. Cette modification s'explique en présence des dispositions de l'article 8 qui stipulent le cas où un suppléant serait appelé directement à occuper un siège dans l'une des deux Chambres.

Cette question sera examinée à l'article 8.

ART. 3 (253 du Code électoral).

Le Code électoral dispose qu'il n'y a pas lieu à réunion du corps électoral lorsque le nombre des candidats présentés ne dépasse pas celui des sièges à conférer. Dans le système de l'article 8 du projet amendé par la Section centrale, le suppléant est appelé à occuper le siège pour lequel un parti n'aurait pas présenté de titulaire.

Il en résulte que, bien qu'au moment de la présentation le nombre des candidats aux fonctions effectives n'excède pas le chiffre de sièges à conférer, la lutte est dans les prévisions des partis. D'où, la conséquence que si des suppléants sont, en ce cas spécial, présentés avec un ou des titulaires, par dérogation aux dispositions du Code électoral, les électeurs devraient être convoqués.

Le Gouvernement a été invité à dire s'il se rallierait éventuellement à cette manière de voir.

Voici sa réponse :

« Oui. Le Gouvernement s'y rallie. Une élection ne peut se faire sans scrutin que lorsque le scrutin est manifestement inutile.

» Il est inutile, sous le régime actuel, lorsque le nombre des candidats n'excède pas celui des mandats à conférer. En effet, quelle que soit la répartition des voix, le scrutin ne pourrait avoir d'autre résultat que la proclamation de l'élection de tous ses candidats.

» Le scrutin est inutile dans le système proposé par la Section centrale, lorsque le nombre total des candidats y compris les suppléants, n'excède pas le nombre des mandats effectifs à conférer, ou lorsqu'il n'est présenté qu'une seule liste de candidats. Les votes des électeurs ne pourraient, en effet, amener aucun autre résultat que celui que le bureau principal est chargé de proclamer. Il n'y a pas lutte.

» Mais, il en est autrement dans le système de l'article 8 amendé, lorsque deux ou plusieurs listes étant en présence, le nombre total de leurs candidats, y compris les suppléants, excède le nombre des sièges vacants.

» Le scrutin est utile, donc nécessaire dans ce cas, alors même que le nombre des candidats aux fonctions effectives serait égal ou inférieur au

chiffre des sièges, attendu que chacune des listes incomplètes — ou tout au moins l'une d'elles — comprend des candidats à la suppléance à qui le scrutin pourrait donner un mandat effectif. La répartition proposée par les partis — fut-ce d'un commun accord — est soumise à la sanction du corps électoral qui peut en vouloir une autre et qui est à même de faire prévaloir sa volonté en donnant à un parti plus, à un autre moins que le minimum indiqué dans les présentations. »

Un membre propose, en conséquence, de remplacer l'article 3 par la rédaction suivante :

« Lorsque le nombre des candidats effectifs et suppléants ne dépasse pas celui des mandats effectifs à conférer, ces candidats sont proclamés élus titulaires par le bureau principal, sans autre formalité.

» Lorsqu'il n'est présenté qu'une seule liste de candidats, sont proclamés élus, les candidats aux fonctions effectives et subsidiairement, à concurrence du nombre des sièges qui resteraient à conférer, les candidats à la suppléance qui figurent les premiers dans l'acte de présentation.

Les autres candidats sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléant, etc., dans l'ordre suivant lequel ils figurent dans ledit acte.

Cette rédaction, mise au voix, est adoptée par 4 voix contre 3.

ART. 4 et 5 (256 et 257 du Code électoral).

Ces articles sont adoptés sans observations.

Il y a lieu, toutefois, d'ajouter à l'article 5 la disposition suivante : L'instruction modèle I, visée aux articles 460, 467, alinéa 3, et 472, est remplacée dans les arrondissements dont s'occupe le présent chapitre par l'instruction modèle IV.

ART. 6 (258 du Code électoral).

Cet article a donné lieu au sein de la Section centrale à un long débat.

Il consacre, d'une part, le *quorum* et détermine de l'autre, l'exclusion des bulletins « panachés » pour la fixation du chiffre électoral.

Quorum. — Le projet du Gouvernement n'a pas pour but d'instaurer la représentation proportionnelle intégrale dans toute sa rigueur mathématique sans correctif aucun ; il se borne à assurer une part de représentation aux fortes minorités, dans les grands arrondissements.

• La solution peut être cherchée dans deux voies différentes, dit l'Exposé des motifs : la division du nombre de mandats dont dispose un grand arrondissement peut s'opérer soit avant l'élection — par le fractionnement de la circonscription — soit après l'élection, par l'attribution d'une partie des mandats aux plus fortes minorités. »

Le *quorum* est l'un des éléments qui doit permettre de réaliser cette pensée; il en est un autre dont nous aurons à nous occuper à l'article 7.

Le Gouvernement a rappelé avec raison, dans l'Exposé des motifs, que M. Eudore Pirmez, l'un des partisans les plus éminents de la réforme, considérait le *quorum* comme une barrière nécessaire.

« L'élection, écrivait l'honorable représentant, ne doit appeler que les candidats qui réunissent une quotité d'électeurs suffisante pour constituer une fraction sérieuse de l'opinion publique. Les électeurs n'ont le droit d'être représentés que dans des vues d'intérêt général. Le régime serait faussé, si par un morcellement poussé trop loin, on permettait à des convoitises privées d'acquérir des mandataires qui, nommés sans nul souci de la chose publique, auraient charge de faire prévaloir des vues de toute autre nature. »

Un autre initiateur de la représentation proportionnelle, M. Pernolet, membre de l'Assemblée nationale de France, écrivait : « J'admets l'emploi de deux quotients, un quotient *d'élimination* qui sert à déterminer le *quorum* nécessaire donnant un droit indiscutable, selon moi, à avoir au Parlement au moins un représentant choisi par le groupe dont les membres ont fait preuve de capacité représentative en paraissant au scrutin en nombre suffisant, et un quotient de *répartition* qui sert à déterminer le nombre de sièges à attribuer à chacune des listes concurrentes reconnues valables »

M. Pernolet, écrivant pour la France, admet qu'une liste n'a droit à représentation que si elle a obtenu 14,000 suffrages. « Ce chiffre, écrit-il, est le résultat de la division de quatre cinquièmes des 10,000,000 d'électeurs (c'est-à-dire de tous ceux qui sont capables de voter) par le nombre de sièges — 570 environ — attribués par la loi à la France continentale. Le chiffre de 14,000, que je propose, ajoute M. Pernolet, n'est incompatible ni avec la population actuelle des départements qui constituent les circonscriptions électorales de la France, *ni avec l'adoption du principe de la représentation proportionnelle*, car à vouloir, comme il convient, laisser l'accès de la représentation ouvert à trois députés au moins par circonscription électorale, il n'y a que trois de nos départements qui auraient besoin d'être un peu augmentés. »

Voici en quels termes *La représentation proportionnelle*, revue d'études de législation et de statistique comparées (¹), à la tête de laquelle se trouvent M. Georges Picot et d'autres membres de l'Institut, apprécie la formule de M. Pernolet :

« Ce que ce système offre de satisfaisant, lit-on à la page 75, c'est l'assurance que dans un grand pays nul groupe ne sera admis à envoyer des représentants à la Chambre des Députés, s'il n'atteint pas un chiffre relativement élevé de suffrages. C'est là une précaution excellente contre la dispersion et le morcellement des partis. C'est une injonction tacite, mais formelle, à faire au bien public, comme à son propre intérêt, le sacrifice de fantaisies particulières. »

Plusieurs tentatives ont été faites en France, en vue d'introduire la représentation proportionnelle dans la législation électorale.

(¹) Paris, 1888.

Deux projets de loi ont notamment été présentés à la Chambre des députés : l'un par MM. Dansette et Le Gavriand ; l'autre par M. l'abbé Lemire ; ils consacrent tous les deux le principe du *quorum*.

L'article 16, alinéa 4, du premier de ces projets porte :

« Une liste n'a droit à aucune représentation, si elle n'obtient pas un chiffre général permettant de lui attribuer dans la représentation proportionnelle au moins un député quand il y a cinq sièges à pourvoir, deux députés de cinq à dix sièges, trois députés de onze à quinze sièges, quatre députés de quinze à vingt sièges, cinq, de vingt à trente, six, au delà de ce chiffre. Lorsqu'une ou plusieurs listes ne remplissent pas les conditions prévues au paragraphe précédent, la répartition se fait entre les listes qui ont obtenu des chiffres généraux suffisants. »

L'article 6 du projet Lemire porte :

« La somme de tous les suffrages obtenus par les différentes listes, divisée par le nombre des sièges à pourvoir, constitue le quotient électoral.

Pour la validité des opérations électorales, ce quotient doit être au moins égal au quart des électeurs inscrits, sinon, il est procédé à un second tour de scrutin qui sera valable quel que soit le nombre des votants. »

En Suisse, le champ d'expérience de la représentation proportionnelle, le *quorum* fonctionne dans le canton de Neuchâtel. Voici ce que stipule, à cet égard, l'article 62 de la loi du 28 octobre 1891 : « Aucun candidat n'est élu s'il n'a réuni un nombre, soit *quorum*, de suffrages, égal au 15 % au moins des bulletins de vote reconnus valables.

» Toute liste dont aucun des candidats n'atteindrait à ce *quorum* est éliminée de la répartition. »

A l'heure actuelle, le grand Conseil de Genève est saisi d'une proposition due à l'initiative parlementaire et ayant pour objet l'introduction du *quorum* dans la loi électorale.

En Belgique, le *quorum* était inscrit par le Gouvernement dans le projet de loi déposé en 1894 ; il a été admis par la Chambre dans la loi électorale communale de 1895.

Mais, le principe du *quorum* accepté, il reste à en délimiter l'application.

M. Pirnierz écrivait, en 1883 : « Exiger un nombre de voix égal au tiers du nombre des électeurs, c'est dépasser le but. Il n'y a pas de raison de ne vouloir que deux partis en présence et d'interdire aux nuances même d'un parti de réclamer leur part de représentation, ce qui serait la conséquence de l'exigence du tiers.

Il faut descendre au moins jusqu'au quart. Peut-on aller plus loin ? La question n'est point indépendante du nombre des électeurs des circonscriptions. Dans les élections où un petit nombre d'électeurs forment un collège, comme dans les élections des conseils communaux, où il peut n'y avoir pas vingt-cinq votants, le minimum ne peut être inférieur au quart. Mais dans les collèges où les électeurs se comptent par milliers, il n'y a nul danger à l'abaisser au cinquième ou au sixième. »

On a vu que les projets français prévoient respectivement un *quorum* d'un cinquième et d'un quart.

Le projet belge de 1894 porte que sont seules admises à la répartition des sièges les listes qui ont obtenu les quotités suivantes : les deux cinquièmes des voix dans les collèges binominaux, un tiers dans les collèges de trois membres, un quart dans les collèges de quatre à six membres, un cinquième dans les collèges de sept à douze membres, un sixième dans ceux de plus de douze membres.

La loi électorale communale admet une graduation, sans que la quotité requise descende au-dessous du sixième.

L'Exposé des motifs rappelle que la loi ne s'applique qu'aux grands arrondissements comprenant 50,000 électeurs au moins et justifie ainsi le *quorum* du sixième prévu par le projet.

Des membres ayant trouvé cette quotité fort élevée pour les très grands arrondissements, la Section centrale a posé la question que voici à M. le Ministre de l'Intérieur :

Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il y a lieu d'abaisser le QUORUM dans les très grands arrondissements ?

RÉPONSE.

« Le *quorum* du sixième est celui que proposait le projet de loi présenté le 6 mars 1894 pour les collèges élisant plus de douze membres. C'est celui que la loi relative aux élections communales a adopté comme limite extrême, y eût-il trente et un conseillers à élire. Dans un système tendant à donner certains droits aux minorités très nombreuses, il faut spécifier ce que l'on entend par très nombreuse minorité. La mesure, c'est le *quorum*. Il ne semble pas que l'on puisse considérer comme *forte* minorité, celle qui ne représente pas même un sixième des forces électorales de l'arrondissement, quel que soit le nombre des unités qui la composent.

Le Gouvernement ne se refuserait pourtant pas à examiner une proposition qui tendrait à abaisser le *quorum* au dixième, *lorsqu'il y a plus de quinze membres à élire*. Le droit de la minorité atteignant à peu près le sixième correspondrait en ce cas à l'attribution de plus de deux sièges, ce qui implique une population électorale assez considérable.

Un échelonnement du sixième au dixième serait sans utilité pratique : le sixième des onze sièges accordés aux arrondissements d'Anvers et de Liège correspond, en parl de représentation à la Chambre, au dixième des dix-huit sièges appartenant à l'arrondissement de Bruxelles. »

Voici la discussion qui s'est engagée relativement au *quorum* au sein de la Section centrale :

UN MEMBRE est d'avis que le *quorum* est la pierre de touche du projet de loi. C'est une survivance du système majoritaire. Il a pour but d'écarter les minorités, d'empêcher l'émiettement des partis. D'autre part, les partisans du projet veulent permettre la représentation du parti libéral notamment,

qui n'atteindra vraisemblablement pas le *quorum* dans plusieurs arrondissements. La conséquence sera que, plus que jamais, des alliances se produiront.

Un membre interrompant. — Il est certain que dans plusieurs arrondissements le *quorum* du sixième ne sera pas atteint par les libéraux modérés.

Un membre. — Le système Struye, dont je parlerai à l'article 7, confirme cette objection. Le *quorum* élevé, c'est l'alliance entre les partis, le *quorum* abaissé, c'est leur émiettement. Les partisans de la représentation proportionnelle ne rencontreront pas ces arguments.

Un membre interrompant. — Ils disent qu'il ne faut pas pousser les choses à l'extrême.

L'ORATEUR cite un grand nombre d'anomalies résultant de l'application de la représentation proportionnelle aux dernières élections communales.

A Bruxelles, par 11.250 voix, les doctrinaires ont obtenu treize sièges; par 9.200 voix, les catholiques en ont obtenu dix; par 7,500 voix, les socialistes en ont obtenu huit et par 5,250 voix, les progressistes ont été écartés de la répartition.

A Laeken, neuf sièges ont été conférés aux catholiques avec 1,575 suffrages, dix sièges aux libéraux avec 1,739 voix et les libéraux dissidents et les socialistes ont été écartés avec 875 et 615 voix.

Un membre interrompant. — Il s'est, en réalité, produit quelques inconvénients du régime majoritaire.

Un autre membre interrompant. — Un *quorum* élevé est un mal.

Un troisième membre interrompant. — Non, tout *quorum* est un mal dans le système proportionnaliste.

L'ORATEUR POURSUIVANT SON DISCOURS. — A Etterbeek, six indépendants ayant de 1842 à 1852 voix ont échoué, tandis que six libéraux ont été élus avec 1522 à 1574 voix.

L'orateur critique cette disposition de l'article 6 qui exclut du chiffre électoral d'une liste les bulletins « panachés ».

Il s'appuie sur un exemple emprunté aux élections communales de Brée, en 1895.

Dans cette localité, pour la première série, un candidat a été proclamé élu avec 208 voix distançant deux autres candidats ayant obtenu 239 et 265 voix; pour la seconde série, un candidat a été élu avec 133 voix et trois autres ayant respectivement obtenu 223, 242 et 296 voix ont été écartés.

Le Gouvernement, en validant les pouvoirs des élus, a constaté, dans un arrêté royal du 6 janvier 1896, les anomalies qu'offraient ces résultats de la représentation proportionnelle.

Un membre interrompant. — La question est toujours la même : Faut-il tout laisser à la majorité?

L'ORATEUR. — Le quotient électoral naturel se défend, mais dans le système

du projet, comment se justifie le *quorum* du sixième? Pourquoi pas du dixième, voire du dix-huitième? etc.

Un membre interrompant. — C'est incontestablement de l'arbitraire.

L'ORATEUR. — Autre critique. Je ne comprendrai jamais qu'un suffrage accordé à un seul candidat d'une liste profite à la liste tout entière.

Un membre interrompant. — C'est le système de la loi électorale communale.

L'ORATEUR. — Raison de plus pour l'attaquer; cette loi a d'ailleurs été votée en fin de session.

*
* * *

UN MEMBRE attire l'attention sur cette contradiction : pour la répartition des sièges, les bulletins de l'électeur qui panache ne comptent pas. Au contraire, une fois la répartition faite, c'est le bulletin panaché qui domine la situation.

Un membre interrompant. — Les amendements déposés parent à cela.

L'ORATEUR. — Le *quorum* arrivera à des conséquences monstrueuses; il sera, à Bruxelles, d'environ 50,000 voix. Le parti qui atteindra ce chiffre aura droit à trois sièges. S'il ne réunit que 29,999 voix, il n'aura droit à rien.

Un membre interrompant. — C'est précisément ce qui se produit tous les jours, mais pour tous les sièges, sous le régime majoritaire.

L'ORATEUR. — Pardon, il reste le ballottage. Celui-ci laisse le droit au parti minoritaire écarté de choisir entre les listes demeurées en présence.

Un membre interrompant. — Les partis écartés ont, en effet, l'immense consolation de pouvoir faire triompher ceux qu'ils combattaient avec acharnement au premier tour de scrutin.

L'ORATEUR — Ils ont le droit d'écarter le parti qui leur paraît le plus dangereux et c'est beaucoup. Il y a plus : le parti doctrinaire à Bruxelles, avec 30,000 voix aura trois sièges ; supposez un électeur libéral qui pour écarter plus sûrement le parti socialiste se décide à voter pour les catholiques, non seulement le parti doctrinaire perd ses trois sièges, mais l'électeur qui a voté contre le socialisme fait élire par son vote hostile au socialisme un demi-candidat socialiste.

L'orateur ne comprend pas comment les partisans de la représentation proportionnelle qui poursuivent un idéal de justice, suppriment le ballottage.

Un membre interrompant répète qu'il n'est pas un partisan bien enthousiaste du projet; s'il l'accepte, c'est parce qu'il ne veut ni du *statu quo*, ni de l'uninominal, ni du découpage.

L'ORATEUR s'occupe du *quorum naturel*. A Bruxelles, les 18 sièges peuvent être disputés par 20 listes et le système D'Hondt est appliqué pour donner

l'un de ces sièges à une liste qui n'aura pas le $\frac{1}{18}$ des voix. Qu'est-ce donc que votre *quorum* naturel?

Un membre interrompant. — C'est la limite du possible.

*
* *

UN MEMBRE, sans être partisan du *quorum*, estime qu'il y a lieu de le concéder dans certaines limites par esprit de transaction. L'expérience corrigera les bizarreries de la représentation proportionnelle dont plusieurs membres ont bien voulu s'occuper. Dans tous les systèmes, il y a eu et il y aura des imperfections. La représentation proportionnelle a le mérite de représenter les différents partis. Il est inadmissible qu'un parti historique comme le parti libéral modéré soit exclu de la Chambre. Cette situation est funeste; elle amène les libéraux modérés à contracter des alliances contraires à leurs doctrines ou à prendre une attitude révolutionnaire.

On a parlé de vingt et trente listes à Bruxelles; aucun parti n'est assez maladroit pour s'éparpiller ainsi; tout cela, c'est de la théorie. Cela ne se présentera pas. Le projet n'est pas pour moi un idéal, mais je ne veux ni du découpage de l'arrondissement de Bruxelles, qui est aujourd'hui le système des Anversois, paraît-il, ni du *statu quo*.

Conservons chacun nos espérances et acceptons le projet, à titre de transaction et d'expérience.

L'honorable membre annonce qu'il dépose un amendement ayant pour objet de réduire le *quorum* au dixième dans les arrondissements élisant au moins seize représentants et huit sénateurs.

Un membre interrompant. — Pourquoi, c'est établir une inégalité entre les grands arrondissements?

Un autre membre interrompant. — Dans la loi électorale communale, le *quorum* est différentiel

*
* *

Un membre constate que jusqu'ici, personne n'a pris la défense du *quorum*, tout au moins dans son principe.

Le *quorum* est absolument illogique et il n'est dès lors pas défendable.

Ses partisans s'appuient sur l'opinion de M. Pirmez; à l'époque où il l'a préconisé, il n'y avait que deux partis en présence.

*
* *

Un membre. — Notre honorable collègue fait erreur. Lorsque M. Pirmez défendait le *quorum* du sixième, voire du cinquième, il disait expressément qu'il voulait, non seulement la représentation des partis, mais des *nuances* des différents partis, à condition toutefois qu'elles soient acceptées par des groupes relativement importants.

Le projet de loi s'inspire donc bien de la pensée de cet homme d'État.

Un membre interrompant. — L'opinion de M. Pirmez n'a plus un caractère suffisant d'actualité.

L'ORATEUR. — Pour le surplus, il faut tenir compte des faits. Le projet veut la représentation des fortes minorités. Pour atteindre ce but, le *quorum* est indispensable. Il est, en outre, l'un des éléments de la transaction proposée. Des proportionnalistes viennent de nous dire qu'ils n'aiment pas le *quorum*. De nombreux majoritaires ne consentiraient pas à voter la loi, si cette disposition n'y était pas inscrite.

Un membre interrompant — Cela confirme qu'il n'y a que des résignés.

Un autre membre interrompant. — Il peut y en avoir, mais, il n'y a pas « que » des résignés.

L'amendement portant : « cette quotité est abaissée au dixième dans les arrondissements où il y a plus de quinze députés à élire », est admis, par 4 voix contre 5.

*
* *

Quant à l'exclusion des bulletins panachés pour la fixation du chiffre électoral, la question suivante a été posée à M. le Ministre de l'Intérieur :

Le Gouvernement admet-il que les chiffres électoraux soient fixés par la minorité des bulletins, quand la majorité des dits bulletins est panachée?

M. le Ministre de l'Intérieur a répondu à la Section centrale :

« La réalisation de l'hypothèse, d'après laquelle le nombre des bulletins panachés formerait majorité, est absolument invraisemblable. Déjà sous le régime actuel, les électeurs qui votent par des bulletins dits « panachés » ne sont, dans les grands arrondissements — les seuls en cause ici, — qu'une minime fraction du corps électoral. A plus forte raison en sera-t-il ainsi sous un régime qui exclut les bulletins panachés, lors de la supputation des forces respectives des partis. »

*
* *

L'article 6 a donné lieu en outre à une question d'interprétation. Dans quel sens doivent être compris les mots *votes valables* employés à l'alinéa 1^{er} de l'article 6 ?

Voici la réponse qui a été faite, à cette question, par le Gouvernement :

« Par total de votes valables à l'alinéa 1^{er} comme par total des voix à l'alinéa 2, il faut entendre le total des bulletins reconnus valables, soit qu'ils donnent des suffrages à une des listes ou à un ou quelques-uns de ses candidats, soit qu'ils en donnent à des candidats de listes différentes. Le nombre des votes valables est nécessairement celui des bulletins valables, puisqu'au terme de l'article 174, alinéa 1^{er}, du Code électoral, l'électeur reçoit au moment du scrutin un, deux, trois bulletins, suivant le nombre de votes qui lui est attribué et que l'annulation d'un bulletin entraîne l'annulation du vote exprimé.

Il n'y aurait d'ailleurs aucun inconvénient — et ce serait même préférable au point de vue de la terminologie — à ce que l'on substituât, dans le 1^{er} alinéa, les mots « total des voix » aux mots « total des votes valables », puisque la signification du mot « voix » est bien établie par diverses dispositions de nos lois électorales. (Code électoral, art. 190. Loi du 12 septembre 1895. Art. 42, 43, 44.)

La Section, à l'unanimité des voix moins une, estime qu'il y a lieu de remplacer les mots « votes valables » de l'alinéa 1^{er} et « voix » de l'alinéa 2 par les mots « bulletins valables » et se rallie à la rédaction suivante :

« Sont admises à la répartition des sièges, les listes dont le chiffre électoral atteint la quotité du sixième du total des bulletins valables. Cette quotité est abaissée au dixième dans les arrondissements élisant au moins seize représentants et huit sénateurs. Toutefois, si aucune liste n'atteint la quotité requise, ou si les listes qui l'ont atteinte n'ont pas obtenu ensemble un nombre de voix au moins égal à la majorité absolue des bulletins valables, sont admises à la répartition, les listes les plus favorisées dont les chiffres électoraux réunis atteignent cette majorité. Le chiffre électoral d'une liste est le nombre des bulletins valables ne contenant de suffrages qu'en faveur de cette liste seule ou d'un ou plusieurs de ses candidats effectifs ou suppléants.

» Les candidatures isolées sont considérées comme constituant chacune une liste distincte. »

L'ensemble de l'article 6 mis aux voix est adopté par 4 voix contre 3.

ART. 7 (259 du Code électoral).

Répartition des sièges. — Cet article a soulevé une discussion relativement au système qu'il convient d'adopter pour la répartition des sièges. On connaît la formule D'Hondt. Elle divise les chiffres électoraux des partis par 1, 2, 3, 4, 5, et ainsi de suite, en comparant les quotients obtenus et en les rangeant suivant l'ordre de leur importance. Le quotient qui occupe le rang correspondant au nombre de sièges est le *chiffre diviseur*.

Un article, publié par la revue : la *Représentation proportionnelle*, dans son numéro de mai 1899, pages 5 et 6, reconnaît que « spécialement, quand il y a un nombre pair de sièges à conférer, le procédé D'Hondt met quelquefois la majorité absolue et la minorité sur le même pied ».

L'auteur, M. Jean Mommaert, confirme ainsi l'exemple donné par l'*Exposé des motifs* et que nous rapportons ici :

Dans un collège ayant à conférer huit mandats, si l'une des listes obtient 44,000 voix et l'autre 56,000, soit un écart de 8,000 voix, les deux partis obtiennent chacun la même part, soit quatre sièges.

Aussi reconnaît-il le bien fondé de la critique que fait l'*Exposé* de pareil résultat. « La majorité existant au sein du corps électoral, écrit-il, serait sans répercussion dans le corps élu. Le parti qui enlève 44,000 voix a la majorité absolue et doit avoir plus de mandataires que la liste en minorité. »

Le projet de loi a pour but d'assurer une part de représentation aux « fortes minorités »; il ne pourrait consacrer un système qui, dans son application, arrive à sacrifier les majorités.

M. Mommaert, désireux de parer aux inconvénients d'ordre pratique de la formule D'Hondt, a formulé quatre propositions fondamentales dans la pensée de sauvegarder, d'une part, les droits de la majorité absolue et, d'autre part, les droits des minorités :

« I. Quand une liste a la majorité absolue des voix, écrit-il, elle a droit à la majorité des sièges.

» II. Le nombre de sièges attribués à cette liste est majoré si, d'après la proportionnalité, elle a droit à un nombre plus élevé encore de sièges.

» III. Les sièges restant disponibles seront répartis entre les minorités.

» IV. Quand aucune liste n'a la majorité absolue, les sièges sont distribués entre les diverses listes en présence. »

La Section centrale a demandé au Gouvernement s'il consentirait à se rallier à un amendement conçu dans cet esprit.

Voici la réponse qui lui a été faite par M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique :

« Cette formule, tout en remédiant au défaut du procédé D'Hondt qui, lorsque le nombre des sièges à conférer est pair, tend fréquemment à mettre la majorité et la minorité sur un pied d'égalité absolue, assure pourtant moins que le fait le projet de loi, le respect des prérogatives des majorités.

» Des exemples le démontreront.

» Dans une élection où huit mandats sont à conférer, il y a eu 8.200 bulletins valables dont 820 panachés (10 %). La liste A a obtenu 4.000 voix, la liste B 1750, la liste C 1650.

» D'après la formule, la liste A n'ayant qu'une majorité relative (la majorité absolue est de 4101), ne bénéficiera pas de l'amendement apporté par la formule au principe de la représentation proportionnelle intégrale. Elle obtiendra quatre sièges; la liste B en obtiendra 2; la liste C 2; donc A n'aura pas la majorité des sièges, bien qu'elle ait eu plus de voix que les deux minorités réunies.

» Et — deuxième hypothèse au moyen des mêmes chiffres — s'il y avait eu neuf sièges à conférer et que les 820 votes « panachés » eussent, au lieu d'être panachés, été attribués à un candidat isolé, celui-ci aurait été élu et les minorités réunies auraient obtenu 5 sièges alors que la liste A n'en obtenait que 4.

» Dans l'hypothèse même où l'une des listes aurait eu la majorité absolue et bénéficierait de l'amendement nouveau, cet avantage serait parfois insuffisant. Ainsi, sur 9 sièges à conférer, 4 listes ayant recueilli chacune 6.700 voix seulement, obtiendraient 4 sièges contre 5 attribués aux 40 000 voix d'une liste complète. De faibles minorités, sans cohésion, emporteraient une part de députation presque aussi forte que celle qui serait dévolue à une puissante majorité.

» Le caractère transactionnel du projet de loi qui retire à la majorité (qui peut n'être que relative au ballottage) son droit à la totalité des sièges,

consiste, tout en accordant une part de représentation aux fortes minorités, à conserver à la majorité un avantage qui excède la part qu'une rigoureuse proportionnalité lui ferait accorder. Cet excédent, ce sont les fractions qui ne confèrent à aucune liste un droit complet à un mandat.

» Le Gouvernement ne croit pas pouvoir renoncer à cette combinaison pour y substituer une autre qui supprime tout excédent. »

* * *

Le système de l'article 7 consiste, d'après l'Exposé des motifs, « à fixer d'abord un mètre électoral en divisant le total des voix acquises aux listes copartageantes par le nombre des sièges à partager et à appliquer ensuite ce mètre unique à chacune de ces listes pour déterminer sa part... »

« Mais, continue-t-il, cette opération ne termine pas entièrement la répartition. Elle laisse des excédents. Une part reste non conférée parce qu'aucune liste n'y a un droit absolu ... l'excédent auquel nulle liste ne peut prétendre doit revenir à la liste la plus forte, pour assurer, à la majorité, la prépondérance qui est légitime et nécessaire. »

C'est la formule que notre ancien collègue, M. le sénateur Struye, préconisait à la Chambre en 1894. En réalité, la formule Struye et la formule Mommaert partent du même principe, en ce sens, que toutes deux, à l'encontre de la formule D'Hondt, reconnaissent que la majorité a le droit d'être préférée à la minorité. Mais, tandis que la formule Struye, en accordant le bénéfice des excédents au parti le plus fort, se contente de la *pluralité*, la formule Mommaert exige la *majorité absolue*.

Si le principe de la formule, à laquelle le Gouvernement s'est rallié, a été abandonné dans le canton du Tessin, il est toujours appliqué dans celui de Neuchâtel.

Voici la disposition de la loi du 28 octobre 1891 qui le consacre : « Si le calcul de répartition donne des fractions, la liste qui a le plus fort chiffre électoral a droit au complément de députation » (art. 62, n° 2).

La discussion suivante s'est engagée en Section centrale :

UN MEMBRE constate la faiblesse des arguments produits par le Gouvernement. Celui-ci s'appuie exclusivement sur le maintien des prérogatives de la majorité qu'on a justement appelé la survivance du régime majoritaire.

Dans de pareilles conditions, toute discussion devient inutile. Il se réjouit de cette résistance du Gouvernement, car la formule Mommaert, en améliorant, sur un point de détail, un projet fondamentalement injuste, rendrait plus facile son adoption. Un de nos collègues a montré qu'il n'y a dans cette œuvre aucune transaction, et le seul argument que le Gouvernement essaie de mettre en œuvre, c'est le mot *transaction*.

Singulière contradiction : tandis que la loi électorale communale consacre la formule D'Hondt, la loi électorale législative s'en éloigne au profit de la formule Struye, et pourtant ces deux lois émanent du même Gouvernement. Le système Struye peut conduire cependant à des résultats singuliers.

En l'appliquant aux dernières élections législatives et en supposant un

déplacement de quelques voix, il peut amener, pour les partis en présence, de très graves conséquences. L'honorable membre prend un exemple se rapprochant des chiffres du dernier scrutin de Bruxelles pour mieux faire saisir la portée de son argument.

Trois listes sont en présence : les catholiques, 73,000 voix ; les socialistes, 55,000 ; les libéraux, 36,000 ; ensemble 166,000 voix émises. A raison de 48 sièges, le quotient est de 9,200 voix. Les catholiques obtiennent 40 sièges, les socialistes 5 sièges, les libéraux 3.

En admettant que les libéraux et les socialistes aient présenté une liste unique, ils auraient, au contraire, obtenu 40 sièges et les catholiques 8. Cela permet de dire que le système Struye est une prime à la coalition des partis, alors que la pensée directrice du projet du Gouvernement semble être d'avoir voulu empêcher les coalitions.

Un membre. — Espérance ou illusion !

L'ORATEUR. — Incontestablement, avec le système Struye et le *quorum*, les progressistes notamment doivent nécessairement recourir à la coalition. Le parti socialiste ne désire pas les coalitions : il y voit de graves inconvénients au point de vue de l'affirmation de ses principes et de son programme. Le projet du Gouvernement ne s'inspire que d'un désir : celui de pêcher des résignés, même au prix du sacrifice du but principal qu'il se proposait.

*
* *

UN MEMBRE — Un groupe nombreux de la majorité ne consent à se rallier à la représentation proportionnelle dans les limites du projet de loi qu'à la condition formelle que le système D'Hondt soit corrigé en ce sens, qu'en toute hypothèse la majorité sera toujours préférée à la minorité. Deux systèmes réalisent ce vœu : l'un, celui de M. Struye, accorde un privilège à la majorité relative ; l'autre, celui de M. Mommaert, ne la donne qu'à la majorité absolue.

Notre collègue a dit que le système Struye favorisait la coalition. Cela peut être vrai dans une certaine mesure. Mais, en réalité, c'est surtout la formule Mommaert qui arrive à cette conséquence ; car, pour atteindre la majorité absolue, il faut une force de coalition plus grande encore que pour atteindre la majorité relative.

Un membre interrompant. — C'est un argument en faveur du système D'Hondt.

L'ORATEUR. — Je m'en tiens donc pour les motifs que j'ai fait valoir, joints à ceux du Gouvernement, au système du projet de loi.

*
* *

UN MEMBRE reprend les chiffres sur lesquels s'appuie la note du Gouvernement. Il constate que pour défendre la représentation proportionnelle, il faut s'en rapporter à des chiffres hypothétiques, et pourtant, quand les anti-

proportionnalistes, pour apprécier les résultats de la représentation proportionnelle, recourent à ce moyen, on les critique.

Un membre interrompant. — Mais il faut bien faire des hypothèses étant donné que le projet n'a pas reçu d'application!

L'ORATEUR. — C'est la justification de notre argumentation.

*
* *

UN MEMBRE. — Deux mots, pour constater qu'un de nos collègues a démontré que la formule Struye ne valait rien; qu'un autre a exécuté la formule Mommaert et que nous avons précédemment établi que la formule D'Hondt ne valait rien. La formule du Gouvernement est un composé des formules D'Hondt et Struye; elles sont toutes également très mauvaises.

Il répète, quant à l'argument *transaction*, qu'on ne transige pas avec les principes, même pour pêcher des votes.

La section passe au vote sur l'article 7. Aucun amendement n'est déposé. L'article du projet est voté par 4 voix contre 3.

ART. 8 (260 du Code électoral).

Cet article prévoit l'attribution des sièges revenant à une liste, à ceux de ses candidats, aux fonctions effectives, dans l'ordre des voix qu'ils ont obtenues.

En outre, il décide que si une liste a droit à plus de sièges qu'elle ne porte de candidats effectifs, ces sièges iront :

- a) A ceux des candidats à la suppléance qui ont eu le plus de voix ;
- b) A défaut de ceux-ci, à la liste dont le chiffre électoral est le plus élevé et subsidiairement à la suivante dans l'ordre des chiffres électoraux.

L'attribution des sièges revenant à une liste et pour lesquels il n'aurait pas été présenté de candidats titulaires, aux candidats suppléants de cette liste, constitue l'un des buts des amendements acceptés par la Section centrale.

Nous avons donné, à l'appui de ces dispositions, les considérations développées par son auteur.

Voici la discussion qui s'est produite en Section centrale relativement à cette question de la présentation des candidats.

Ordre de présentation des candidats. — UN MEMBRE. — Dans le projet de loi présenté en 1894, une disposition corrigeait le droit de préférence laissé aux présentateurs. Le système que préconise notre collègue offre des inconvénients sérieux. Comment un parti connaîtra-t-il sa force réelle? La lutte s'engage précisément pour la déterminer.

D'autre part, un parti n'aimera pas de présenter un nombre restreint de candidats. Ce serait un aveu de faiblesse qu'il ne se résoudra pas à faire.

Dans les associations, on luttera pour la place à obtenir sur la liste. Il ne

faut pas rendre plus bizarre encore notre régime électoral. Je pourrais admettre la formule de 1894, si le projet ne devait pas être totalement rejeté.

*
* *

Un membre. — Je ne m'étonne pas que les proportionnalistes se débattent entre les difficultés résultant de la présentation des candidats.

Si les parrains peuvent fixer l'ordre des préférences, un candidat ayant moins de voix qu'un autre candidat d'une même liste, est néanmoins élu. C'est anticonstitutionnel. C'est l'élection à deux degrés retournée.

Un membre interrompant. — La formule de 1894 pare à cela.

L'ORATEUR — Je l'ai combattue à cette époque.

Vient la formule nouvelle dont nous sommes saisis. Elle aboutit à des conséquences inadmissibles. Elle suppose que les partis présentent un nombre de candidats proportionnel à leur force électorale présumée. Les partis ne connaissent pas cette force, on vient de le dire, et ils ont intérêt à l'exagérer.

Ils présenteront un nombre plus grand de candidats et alors l'élimination de ce que l'on a appelé les « têtes de listes » se fera très aisément.

Comment le suppléant peut-il occuper le siège qui reviendrait à un parti n'ayant pas présenté suffisamment de titulaires, alors que le corps électoral n'a voulu de lui que comme suppléant ?

Un membre interrompant. — Et que devient dans ce système le candidat titulaire qui a échoué ?

*
* *

UN MEMBRE. — Dans le système des amendements, un suppléant est élu directement par le corps électoral. Il est apte à recueillir la succession d'un démissionnaire, même avant la prestation de serment de ce dernier. Pourquoi ne pourrait-il pas, à défaut de candidat titulaire, bénéficier de l'excédent de voix accordées à son parti ? Il n'y a plus d'objections constitutionnelles produites, c'est déjà beaucoup.

Au surplus, les amendements laissent les partis libres de recourir ou de ne pas recourir au moyen suggéré.

Un membre interrompant. — Alors, il ne pare pas à l'inconvénient de faire tomber les têtes de listes.

L'ORATEUR CONTINUANT — Quant au titulaire, dans l'hypothèse qu'un parti déçu dans ses espérances n'obtienne pas le chiffre de voix nécessaire pour faire passer toute sa liste, il échouera purement et simplement.

Deviendra-t-il tout au moins suppléant, comme dans le projet du Gouvernement ?

Évidemment non ! Ce candidat présenté comme *titulaire* aura échoué, et, dans ces conditions, il ne pourra pas prendre la place d'un *suppléant*, présenté en cette qualité et élu comme tel. Il n'y a là rien d'anormal.

Le système des amendements semble avoir sur d'autres, outre l'avantage de ne pas soulever d'objections constitutionnelles, celui de faire élire *directe-*

ment les titulaires et les suppléants; il substitue à l'ordre de préférence, imposé par la loi, la faculté laissée aux partis, en proportionnant le nombre de leurs candidats à la force électorale dont ils disposent, d'empêcher le jeu de l'adversaire, sans s'exposer à perdre éventuellement un siège si leurs prévisions avaient été trop pessimistes.

Un membre. — Le système des suppléants n'est pas conforme à la Constitution. Le chef du Cabinet le reconnaissait en 1891, quand il a proposé d'apporter des modifications à notre charte.

Un membre reconnaît qu'à ce moment la création des suppléants n'a pas rencontré bon accueil.

Le premier membre dit que l'on a craint que les suppléants s'attachent aux basques des effectifs.

Le deuxième membre dit que la Constitution ne s'oppose pas à la formule de 1894. Les suppléants existent dans les lois communale et provinciale.

Un troisième membre estime que dans le système de la représentation proportionnelle, les suppléants s'imposent, sinon le parti en minorité dans un arrondissement est exposé, dans une élection partielle, à perdre le siège qui lui a été attribué dans une élection générale. Plusieurs membres du Congrès national ont défendu l'institution des suppléants.

*
* *

UN MEMBRE continue à préférer la formule de 1894. Dans le système du projet de loi, les têtes de listes sont sacrifiées. D'autre part, le système de notre collègue présente de très graves inconvénients.

Les associations, il persiste à le croire, ne se résoudront pas, quoi qu'on en dise, à limiter le nombre de leurs candidats.

C'est à tort que l'auteur des amendements croit que le panachage tend à diminuer: c'est le contraire qui est vrai.

Dans certaines régions du pays, il entre dans les habitudes, il en a été ainsi à Tongres, à Termonde, à Audenarde, à Saint-Nicolas, à Alost, les chiffres permettent de dire que 5,500 daensistes ont voté pour certains candidats catholiques; à Gand aussi, le panachage a sévi, mais dans une moindre mesure. Un coup d'œil jeté sur l'avenir montre que le panachage se développera.

En effet, le parti catholique tend à se diviser et le parti libéral comprend plusieurs nuances.

*
* *

UN MEMBRE. — Le système de 1894, a-t-on dit, pare à l'objection d'inconstitutionnalité. Il n'en est rien. Car même, dans ce système, un candidat ayant obtenu plus de voix qu'un autre candidat de la même liste sera écarté au profit du dernier s'il n'a pas réuni plus de votes de préférence que de votes de liste; par conséquent, ce sera encore l'association qui imposera son choix au corps électoral et l'argument tiré de l'élection à deux degrés retournée subsiste. Cela sera un peu plus difficile, voilà tout!

Un membre interrompant. -- Le système de 1894 n'est, en réalité, qu'un paravent contre l'objection constitutionnelle. Avec ce système, il pourra encore être fait violence au corps électoral.

*
* *

UN MEMBRE. — J'ai entendu reprocher au système préconisé en 1894, de n'être pas constitutionnel ; il n'est pas suffisant de le dire. La démonstration n'a pas été faite et le Gouvernement ne le prétend pas. La formule, dont il s'agit, corrige ce que le droit de préférence laissé aux présentateurs peut avoir de trop absolu.

Un membre interrompant. — Cette formule a, à sa base, l'ordre de préférence laissé aux présentateurs ; à titre exceptionnel, il est vrai, elle accepte une dérogation lorsqu'un candidat a obtenu plus de votes individuels que de votes de liste.

En fait, dans la pratique, ce sera toujours la règle générale qui prévaudra, et alors c'est une élection à deux degrés ; c'est ce que la Constitution défend.

Quant aux amendements de notre collègue, actuellement en discussion, je reconnais qu'ils ne sont pas inconstitutionnels, mais ils seront inefficaces, les partis n'en feront pas usage.

L'ORATEUR. — Il y a une différence entre l'atteinte portée au droit de l'électeur qui peut être reproché à la formule absolue et la situation de fait.

Les amendements nouveaux ont un autre inconvénient qui n'a pas été signalé jusqu'ici.

Un parti présente six candidats, alors qu'il escompte cinq sièges ; la tête de liste est éliminée par le vote de quelques douzaines de ses adversaires.

Avant le scrutin, les candidats s'étaient concertés et ils avaient décidé, en prévision de cette éventualité, que l'un des élus aurait démissionné à l'effet de permettre à celui qui aurait été éliminé dans ces conditions de siéger. Le projet du Gouvernement permet cette combinaison, puisque les candidats non élus titulaires sont proclamés suppléants. Avec les amendements nouveaux, cela ne sera pas possible, et pendant toute la durée de la législature, les portes du Parlement seront fermées à l'évincé. En effet, il ne sera pas suppléant et il ne pourra pas occuper le siège que ses amis étaient disposés à lui abandonner.

*
* *

UN MEMBRE. — L'exemple cité par notre collègue porte à faux. En présentant six candidats en vue d'obtenir cinq sièges seulement, le parti dont il a parlé s'est volontairement placé en dehors des amendements. Certes, la tête de liste, en cette hypothèse, sera exposée ; elle le sera beaucoup plus souvent dans le système du Gouvernement qui ne prévoit aucun moyen en vue de remédier au danger que nous voulons éviter. La formule a été présentée à raison des objections constitutionnelles élevées contre les autres. Si l'on trouve mieux, il ne sera fait aucune difficulté pour le reconnaître. Mais on ne peut admettre qu'il appartienne aux adversaires de demeurer maîtres de l'élection de ceux qui leurs sont opposés.

Un membre interrompant. — J'ai la conviction que les partis présenteront un nombre de candidats supérieur à leur force; ils y seront fatalement entraînés.

LE PREMIER MEMBRE. — Je partage la conviction contraire.

Un autre membre. — Je crois aussi que les partis seront amenés à présenter plus de candidats que le nombre exact de sièges auxquels ils croient avoir droit. Or, dans ce cas, comme les suppléants passent éventuellement avant les candidats effectifs non élus, les chefs de partis seront plus exposés que dans le système du Gouvernement, car ils auront plus de concurrents.

* * *

UN MEMBRE ne s'étonne pas des objections qui surgissent. Le système de la représentation proportionnelle prête à la critique; le système majoritaire encore plus et le *statu quo* est impossible. La question soulevée est très importante.

De toutes les formules, celle qui consiste à laisser la liberté complète à l'électeur, sans atténuation aucune, est la plus mauvaise, à cause des manœuvres qui peuvent être pratiquées. Le droit de préférence accordé aux présentateurs offre de sérieuses difficultés et présente même des objections d'ordre constitutionnel; le système de 1894 est, paraît-il, d'application très difficile, s'il faut en croire la note du Gouvernement. Dans ces conditions, ce membre se rallie aux amendements présentés qui concilient la liberté de l'électeur avec les intérêts légitimes des partis, représentés par les présentateurs. Ce membre y voit cet autre avantage, c'est qu'en présentant un nombre limité de candidats, les associations éviteront le poll qui est souvent, pour les partis, une cause de discorde.

* * *

Un membre dit que les associations se trompent parfois sur l'état des esprits dans les arrondissements. Lors des dernières élections générales de 1898, on l'a vu dans un arrondissement des Flandres. Le député qui a été élu, à Saint-Nicolas, au premier tour de scrutin, n'aurait pas été le candidat de l'Association catholique en présence notamment de l'acceptation du renouvellement de leur mandat par les membres sortants. On sait cependant avec quelle majorité il a été envoyé à la Chambre.

* * *

La Section centrale avait posé deux questions au Gouvernement quant à la présentation des candidats; il lui avait également soumis les amendements présentés, relativement à cet objet, par l'un de ses membres.

Voici la question et la réponse ayant trait à la disposition du projet de loi de 1894, dont il a été souvent parlé :

L'article 179^{er} du projet de loi de 1894 porte : « Les sièges attribués à une liste reviennent aux candidats effectifs dans l'ordre où ils ont été présentés, à moins que les suffrages de préférence émis au profit d'un ou de

plusieurs de ces candidats ne dépassent le nombre de bulletins de liste n'exprimant en leur faveur aucune préférence spéciale. Dans ce dernier cas, sont élus les premiers candidats ainsi désignés dans l'ordre du nombre de suffrages de préférence obtenus.

» En cas de parité, l'ordre de priorité résultant de la présentation est maintenu. »

Cette formule pourrait-elle rencontrer l'agrément du Gouvernement?

RÉPONSE.

« Quelque ingénieuse que soit cette formule qui tend à concilier la liberté de choix de l'électeur avec le pouvoir donné aux parrains des candidats de déterminer l'ordre de priorité de ceux-ci, le Gouvernement ne croit pas pouvoir s'y rallier.

L'application de cette formule présenterait l'inconvénient grave d'obliger les bureaux de dépouillement à faire, pour chaque liste, un compte séparé des bulletins contenant des suffrages pour tous les candidats de la liste et des bulletins ne contenant de suffrages que pour un ou quelques-uns de ces candidats.

Le nombre des bureaux de dépouillement est considérable. Il dépasse 400 et 450 pour certains arrondissements. Si, dans un seul d'entre eux, la distinction requise — distinction dont la nécessité n'apparaît qu'après quelque réflexion — est omise au procès-verbal, le bureau principal se voit mis dans l'impossibilité de proclamer aucun résultat.

Or, l'expérience des dernières élections législatives démontre que l'on ne peut exiger des bureaux que des indications très simples : le total des bulletins valables et le nombre des suffrages obtenus par les candidats. Dès que l'on demande davantage, des lacunes sont presque inévitables, et il suffit qu'il y ait une seule lacune dans un bureau sur cent, pour qu'il y ait impossibilité de fixer les résultats définitifs de l'élection.

C'est un danger auquel il serait imprudent de s'exposer.

En outre, le procédé indiqué pourrait amener des anomalies, notamment lorsque des votes de préférence auraient été marqués en assez grand nombre à la fois en faveur de l'un des premiers et de l'un des derniers candidats. »

Voici la seconde question relative à l'ordre de préférence réservé aux parrains et la réponse du Gouvernement qui vise les amendements déposés par un membre de la Section centrale :

Les associations politiques et les parrains pourront-ils déterminer l'ordre des candidats ? Le Gouvernement n'estime-t-il pas cette réforme inconstitutionnelle si elle était proposée ?

RÉPONSE.

« Le projet de la loi maintient le régime existant quant aux présentations de candidats. Le classement des noms se fait par ordre alphabétique dans chaque liste et la désignation des élus se fait à la pluralité des voix.

Nous ne nous trouvons pas devant une autre proposition nettement formulée, *sauf les amendements présentés par un membre de la Section centrale et communiqués au Gouvernement.*

Si ces amendements étaient accueillis, ils ne rencontreraient pas d'opposition de la part du Gouvernement. »

Les amendements dont il s'agit, mis aux voix, sont adoptés par 4 voix contre 3, de même que l'alinéa premier de l'article 8.

*
**

D'autres questions, relatives aux suppléants, ont été débattues.

Un membre, après avoir constaté qu'un candidat isolé peut n'avoir pas de suppléant, ce qui en cas de décès ou de démission exige une élection partielle, demande si, par contre, un candidat unique peut avoir plusieurs suppléants.

Un membre répond que dans la première hypothèse, il y a lieu à élection à la simple pluralité. Le second cas est réglé par l'article 2 (nouveau). Le nombre de candidats à la suppléance ne peut excéder celui des candidats effectifs ni excéder le maximum de trois; il peut être porté à quatre si la liste comprend sept, huit ou neuf titulaires, et à cinq si elle en comprend davantage. Il résulte de là que le candidat titulaire élu ayant appartenu à une liste avec d'autres candidats, peut effectivement avoir plusieurs suppléants.

*
**

L'alinéa 2, de l'article 8, qui décide que si une liste a droit à plus de sièges qu'elle ne porte de candidats effectifs et suppléants, les sièges seront conférés à la liste dont le chiffre électoral est le plus élevé et subsidiairement à la suivante, a été combattu.

Un honorable membre a fait observer que cette disposition entraîne pour conséquence de faire proclamer élus les candidats contre lesquels le plus grand nombre des électeurs s'est prononcé.

Il cite un exemple : Dans un collège électoral, quatre sièges sont à conférer. Il y a 50,000 bulletins valables. Deux listes sont en présence, l'une compte quatre candidats, l'autre un seulement. Cette dernière obtient 27.000 voix, son candidat est élu. Mais comme il n'avait pas de co-candidats, d'après le projet de loi, les trois autres sièges sont acquis aux trois candidats de l'autre liste qui ont obtenu le plus de suffrages.

La même situation existe aujourd'hui. Dans le cas cité, un ballottage serait ordonné. Mais de nouveaux candidats ne pouvant être présentés, le ballottage devrait avoir lieu entre les quatre candidats présentés par la liste évincée. Il en résulte que, dans le système du projet de loi, comme sous la législation actuelle, trois d'entre eux sont certains d'être élus.

La seule différence qu'il y a, c'est qu'en l'espèce, il faut recourir à un nouveau tour de scrutin, dont le résultat n'est pas douteux; tandis que par la loi nouvelle, la répartition sera faite directement.

La disposition critiquée se retrouve avec une variante dans le projet Lorand, article 7, alinéa 5 :

« Si une liste a droit à plus de sièges qu'elle ne porte de candidats, les sièges non attribués sont ajoutés à ceux revenant aux autres listes et la répartition a lieu entre celles-ci de la manière indiquée à l'alinéa précédent. » (Répartition D'Hondt.)

L'article 16 du projet de loi, déposé à la Chambre française par MM. Dansette et Le Gavriand, porte, de son côté, que « lorsqu'une ou plusieurs listes ne remplissent pas les conditions prévues, la répartition se fait entre les listes qui ont obtenu des chiffres généraux suffisants. »

Le Gouvernement, consulté sur la question, a fait la réponse suivante :

« Le parti politique assez inconscient de sa force pour ne présenter au scrutin qu'un nombre de candidats — suppléants compris — inférieur à celui des mandats qu'il est en droit d'obtenir, pâtit nécessairement de son imprévoyance. C'est forcé. La loi ne peut rendre la candidature obligatoire. C'est à sa propre faute et non aux prescriptions de la loi que ce parti doit de voir occuper par d'autres les sièges qui l'attendaient.

» Il n'en est pas autrement sous le régime actuel. La disposition critiquée n'est, en somme, qu'une application particulière, mitigée, de la règle qui fait attribuer tous les sièges à un seul parti si les autres n'ont pas présenté de candidats. Si un parti peut tout espérer et ne postule rien, il ne lui est rien accordé; s'il postule un ou deux mandats seulement, alors que le corps électoral serait disposé à lui en donner davantage, il n'obtiendra que ce qu'il a demandé et non ce qu'il aurait dû obtenir. Et il ne peut s'en prendre qu'à lui-même si les résultats du scrutin lui démontrent son imprévoyance. Tel est le cas aujourd'hui lorsqu'un premier tour de scrutin donne la majorité à tous les candidats d'une liste incomplète et ne donne que peu de voix à leurs concurrents. Ce sont ces derniers pourtant qui seuls recueilleront tous les autres sièges lors du ballottage dont la liste « majoritaire » aura été exclue faute de candidats. »

L'ensemble de l'article 8, mis aux voix, est adopté par 4 voix contre 3.

ART. 9 (261 du Code électoral).

Cet article n'a donné lieu à aucune observation.

ART. 10 (262 du Code électoral).

L'article 6 du projet du Gouvernement, devenu l'article 10 du projet amendé de la Section centrale, stipulait que dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus, les candidats non élus qui ont obtenu le plus de voix sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléants.

Un membre de la Section a élevé contre cette disposition une critique qu'il formulait ainsi : « Comment, constitutionnellement parlant, un candidat *non élu* peut-il, sans nouveau scrutin, se transformer en *candidat élu*? »

Voici la réponse du Gouvernement à cette question :

« Le plus favorisé des candidats *non élus aux fonctions immédiatement attribuables*, est élu *conditionnellement*. Il est élu pour remplacer éventuellement le titulaire qui ne pourrait achever son mandat de quatre ou huit ans. La dénomination choisie pour qualifier ce candidat « élu en ordre subsidiaire » est celle de « suppléant ».

» Il n'y a, dans cette élection d'ordre subsidiaire, rien d'inconstitutionnel. La Constitution ordonne que la Chambre soit renouvelée par moitié, tous les deux ans. — Les Représentants sont élus pour *quatre ans*. — *Quid* si des sièges deviennent vacants par suite de décès, démissions, etc. ? La Constitution ne règle rien. Elle n'ordonne pas qu'il soit pourvu à la vacance dans l'intervalle des renouvellements ; elle ne l'interdit pas non plus.

» Le législateur a les mains libres. S'il peut — comme il l'a fait jusqu'ici, — déclarer qu'en cas de vacance, le corps électoral sera réuni dans les quarante jours à l'effet d'y pourvoir, — il peut aussi déclarer que, lors des élections ordinaires prescrites par la Constitution, il devra être pourvu, non seulement à tous les sièges *immédiatement* vacants, mais aussi aux vacances qui se produiraient éventuellement avant le prochain renouvellement de la série.

» En évitant autant que possible des réunions de collèges électoraux plus nombreuses que celles qu'indique la Constitution, on ne s'écarte ni de la lettre, ni de l'esprit de notre pacte fondamental. »

L'adoption, par la Section centrale, des amendements qui ont notamment pour objet de faire élire les suppléants *directement* et en cette qualité, a fait tomber l'objection produite.

*
* *

L'article 10 du projet amendé dispose que dans chaque liste, dont un ou plusieurs candidats sont élus, les candidats à la suppléance ayant obtenu un nombre de suffrages au moins égal à la moitié du chiffre électoral, sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléants, etc., dans l'ordre des voix qu'ils ont recueillies.

Après examen, la Section centrale a estimé qu'il y avait lieu de supprimer l'obligation pour les suppléants d'avoir obtenu la moitié du chiffre électoral de la liste.

Il n'y a pas de motifs de différencier les conditions d'élection des titulaires et des suppléants portés sur une même liste. L'auteur de l'amendement s'était laissé guider par cette idée que, si le corps électoral doit nécessairement pourvoir à la désignation de titulaires, c'est à raison d'une simple faculté que la loi lui laisse qu'il peut élire des suppléants. Dès lors, pensait-il, les conditions requises pour la désignation de ces derniers peuvent être plus rigoureuses.

Est-ce un motif suffisant pour déroger au principe qui décide que le chiffre électoral est fixé par les bulletins de liste ? L'alinéa 3 de l'article 2 porte, en effet, que le nombre des bulletins valables ne contenant de suffrages qu'en faveur d'une liste, ou d'un ou de plusieurs de ses candidats, est le chiffre élec-

toral de la liste. Il en résulte que quel que soit le nombre de votes personnels obtenus par un candidat, celui-ci bénéficie des votes de liste et se trouve dans les conditions voulues pour être élu, jusqu'à concurrence du nombre de sièges auquel la répartition donne droit à sa liste.

Dire, comme le fait l'amendement, que le suppléant doit pour être élu recueillir un nombre de suffrages au moins égal à la moitié du chiffre électoral de la liste, c'est placer celui-ci dans une condition trop différente de celle du titulaire.

Dans cette hypothèse, tandis que le titulaire bénéficie des votes exprimés en tête de la liste et des votes exprimés latéralement pour ses co-candidats titulaires et suppléants, à la condition que l'électeur n'ait pas « panaché », le suppléant, lui, ne se voit attribuer que les votes exprimés dans la case de tête et ceux donnés en regard de son propre nom ; les votes marqués dans les autres cases latérales ne lui comptent pas.

Tel est également l'avis de la Section centrale, qui se rallie à la rédaction suivante : « Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus, les candidats à la suppléance à qui aucun siège n'est conféré, sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléant et ainsi de suite dans l'ordre du nombre des voix qu'ils ont recueillies. »

Il vaut mieux rester dans la règle tracée par l'article 2.

ART. 11 (263 du Code électoral).

Adopté sans observation.

ART. 12.

Cet article décide que les dispositions du projet de loi figureront sous le titre XI, dans le Code électoral.

Le projet primitif ne comportait que sept articles devant y être insérés, tandis que le projet amendé en compte onze, d'où la conséquence que la numérotation de ces articles, dans le Code électoral, au lieu d'être de 253 à 259, doit être de 253 à 263. En outre, les nouveaux modèles dont il est question dans ces articles doivent être introduits dans le Code électoral au même titre que ces dispositions.

Adopté sans observation.

ART. 13.

Cet article de pure forme ne donne pas lieu à discussion.

L'avant dernier alinéa porte : « Un candidat ne peut figurer sur plus d'une liste dans la même élection. »

Afin de fixer la portée de cette disposition, la question suivante a été posée au Gouvernement :

QUESTION.

Comment faut-il interpréter cet alinéa de l'article 9 du projet non amendé : « Un candidat ne peut figurer sur plus d'une liste dans la même élection. »

S'agit-il exclusivement d'un même collège électoral ou bien de l'ensemble des arrondissements dans lesquels il y a élection ?

RÉPONSE.

« L'exposé des motifs précise la signification de ces mots en disant qu'il s'agit d'empêcher que la « dualité de candidature » ne rende incertaine la supputation des forces respectives des partis et amène des anomalies dans la proclamation des résultats du scrutin.

L'observation de cet exposé qu'en fait, cette dualité de candidature ne se produit jamais dans une élection législative, montre bien d'ailleurs, que par les mots « la même élection » on entend l'élection par le même Collège électoral d'arrondissement, à la même date, pour la même Chambre. Le droit des candidats de postuler en même temps dans divers arrondissements ou pour chacune des deux Chambres leur est conservé; aussi n'est-il apporté aucune modification à l'article 243 du Code électoral qui règle l'option du député élu par plusieurs arrondissements électoraux ou de celui qui a été élu en même temps sénateur et membre de la Chambre des représentants. »

*
* *

Tels sont, dans leur ensemble, les travaux auxquels la Section centrale a consacré douze séances.

La majorité croit avoir établi que le projet du Gouvernement n'est ni un coup d'état, ni un coup de parti. D'après elle, au contraire, il respecte le texte et l'esprit de la Constitution; il est réellement transactionnel, autant que juste et modéré. Certes, il rencontre d'ardents adversaires, mais, il n'est pas inopportun de signaler la contradiction qui les séparent. Tandis que les uns se proclament les partisans décidés de la représentation proportionnelle; les autres, hostiles à ce système, repoussent le projet parce qu'ils estiment qu'il conduit fatalement à la généralisation de cette réforme.

La Section centrale, Messieurs, par quatre voix contre trois, a l'honneur de proposer, à la Chambre, d'accueillir favorablement le projet de loi relatif à l'élection des représentants et des sénateurs dans les grands arrondissements.

Le Rapporteur,
J. DE TROOZ.

Le Président,
Bon G. SNOY.

PROJET DE LOI.

Projet du Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

Dans les arrondissements qui, en cas de renouvellement des deux Chambres, élisent au moins six représentants et trois sénateurs, l'élection des représentants et des sénateurs se fait en un seul tour de scrutin et conformément aux dispositions suivantes :

Projet de la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

ART. 2 (nouveau).

Lors de la présentation des candidats aux fonctions de représentant ou de sénateur, réglée par l'article 164, il peut être présenté en même temps que ceux-ci et dans les mêmes formes, des candidats aux places de suppléants. La présentation pour ces places doit, à peine de nullité, être faite dans l'acte même de présentation des candidats aux fonctions effectives et l'acte doit classer séparément les candidats de chacune des catégories, présentés ensemble, en spécifiant celles-ci. Un candidat ne peut être présenté à la fois pour les fonctions effectives et pour la suppléance.

Le nombre des candidats à la suppléance ne peut excéder celui des candidats aux fonctions effectives présentés dans le même acte, ni excéder le *maximum* de trois. Toutefois ce maximum est porté à quatre si la liste comporte sept, huit ou neuf candidats aux fonctions effectives, à cinq si elle en comprend davantage.

Projet du Gouvernement**Projet de la Section centrale.****Art. 3 (nouveau).**

Lorsque le nombre des candidats effectifs et suppléants ne dépasse pas celui des mandats effectifs à conférer, ces candidats sont proclamés élus titulaires par le bureau principal sans autre formalité.

Lorsqu'il n'est présenté qu'une seule liste de candidats, sont proclamés élus les candidats aux fonctions effectives et, subsidiairement, à concurrence du nombre des sièges qui resteraient à conférer, les candidats à la suppléance qui figurent les premiers dans l'acte de présentation. Les autres candidats sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléant et ainsi de suite, dans l'ordre suivant lequel ils figurent dans le dit acte.

Art. 4 (nouveau).

Pour la disposition et l'ordre de classement dans le bulletin de vote, des listes complètes ou incomplètes et des candidats isolés tels qu'ils sont réglés à l'article 168, il n'est tenu aucun compte du nombre ou de l'existence des candidatures à la suppléance.

Les noms des candidats aux places de suppléants sont portés, selon l'ordre alphabétique, dans la colonne réservée à la liste à laquelle ils appartiennent, à la suite des noms des candidats aux places de titulaires et sont précédés de la mention « suppléants ». Une case pour le vote est placée en regard du nom de chacun des candidats à la suppléance.

Le tout conformément au modèle V.

L'instruction modèle I visée aux articles 160, 167 alinéa 3 et 172, est remplacée, dans les arrondissements dont s'occupe le présent chapitre, par l'instruction modèle IV.

Art. 5 (nouveau).

Le vote, tant en faveur des candidats aux fonctions effectives qu'en faveur des candidats à la suppléance, s'exprime de la manière

Projet du Gouvernement.**Art. 2.**

Sont admises à la répartition des sièges les listes dont le chiffre électoral atteint la quotité d'un sixième du total des votes valables.

Toutefois, si aucune liste n'atteint cette quotité ou si les listes qui l'ont atteinte n'ont pas obtenu ensemble plus de la moitié du total des voix, sont admises à la répartition les listes les plus favorisées dont les chiffres électoraux réunis comprennent plus de la moitié des voix.

Le chiffre électoral d'une liste est le nombre des bulletins valables ne contenant de suffrages qu'en faveur de cette liste seule ou d'un ou plusieurs de ses candidats.

Les candidatures isolées sont considérées comme constituant chacune une liste distincte.

Art. 3.

Le bureau principal détermine le quotient électoral en divisant, par le nombre des membres à élire, le total des chiffres électoraux des listes admises à la répartition des sièges.

La répartition entre ces listes s'opère en attribuant à chacune d'elles autant de sièges que son chiffre électoral comprend de fois, entièrement, ce quotient. Aucune fraction n'est forcée. Les sièges non attribués par l'opération qui précède sont conférés à la liste dont le chiffre électoral est le plus élevé.

Projet de la Section centrale.**Art. 6.**

indiquée à l'article 173, alinéas 1, 2 et 4. Lorsque l'électeur veut donner son suffrage à un candidat isolé à qui le bulletin n'assigne aucun suppléant, il vote conformément au premier alinéa de cet article 173.

Sont admises à la répartition des sièges les listes dont le chiffre électoral atteint la quotité du sixième du total des bulletins valables.

Cette quotité est abaissée au dixième dans les arrondissements élisant au moins seize représentants et huit sénateurs.

Toutefois, si aucune liste n'atteint la quotité requise ou si les listes qui l'ont atteinte n'ont pas obtenu ensemble *un nombre de voix au moins égal à la majorité absolue des bulletins valables*, sont admises à la répartition les listes les plus favorisées dont les chiffres électoraux réunis *atteignent cette majorité*.

Le chiffre électoral d'une liste est le nombre des bulletins valables ne contenant de suffrages qu'en faveur de cette liste seule ou d'un ou plusieurs de ses candidats *effectifs ou suppléants*.

Les candidatures isolées sont considérées comme constituant chacune une liste distincte.

Art. 7.

(Comme ci-contre.)

Projet du Gouvernement.**ART. 4.**

Les sièges revenant à une liste sont conférés aux candidats de cette liste qui ont obtenu le plus de voix.

Si une liste a droit à plus de sièges qu'elle ne porte de candidats, les sièges non attribués sont conférés à la liste dont le chiffre électoral est le plus élevé et, subsidiairement, à la suivante dans l'ordre des chiffres électoraux.

Lorsque deux listes ont le même chiffre électoral et qu'un partage égal entre elles n'est pas possible, le siège en litige est donné à la liste où figure celui des candidats, dont l'élection est en cause, qui a obtenu le plus grand nombre de voix.

ART. 5.

Lors du classement et du compte des bulletins de vote par les bureaux de dépouillement, une catégorie distincte est faite pour chacune des listes et candidatures isolées dans l'ordre de leurs numéros. Le nombre des bulletins est mentionné séparément pour chacune de ces catégories, dans le tableau annexé au procès-verbal.

ART. 6.

Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus, les candidats non élus qui ont obtenu le plus de voix sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléants.

Il ne peut être nommé plus de trois suppléants par liste.

ART. 7.

En cas de vacance par option, décès, démission ou autrement, si des candidats appartenant à la même liste que le membre à remplacer ont, lors de l'élection de celui-ci, été déclarés suppléants, le suppléant arrivant le premier en ordre utile entre en fonctions.

Toutefois, préalablement à son instal-

Projet de la Section centrale.**ART. 8.**

Les sièges revenant à une liste sont conférés à ceux des candidats aux fonctions effectives qui ont obtenu le plus de voix.

Si une liste a droit à plus de sièges qu'elle ne porte de candidats aux fonctions effectives, les sièges non attribués sont conférés à ceux de ses candidats à la suppléance qui ont obtenu le plus de voix; à défaut de suppléants, à la liste dont le chiffre électoral est le plus élevé... (Le reste comme ci-contre.)

ART. 9.

(Comme ci-contre.)

ART. 10.

Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus, les candidats à la suppléance à qui aucun siège n'est conféré sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléants, et ainsi de suite, dans l'ordre du nombre des voix qu'ils ont recueillies.

ART. 11.

(Comme ci-contre.)

Projet du Gouvernement.

lation comme représentant ou sénateur, la Chambre compétente procède à une vérification complémentaire de ses pouvoirs au point de vue exclusif de la conservation des conditions d'éligibilité.

ART. 8.

Les dispositions qui précèdent formeront les articles 253 à 259 du Code électoral où elles figureront sous le titre XI : *Dispositions spéciales aux arrondissements élisant plus de cinq représentants.*

Les autres dispositions du Code électoral sont applicables dans les dits arrondissements, en tant qu'il n'y est pas dérogé par les articles 253 à 259.

ART. 9.

Les modifications suivantes sont apportées aux articles 154, 164 et 241 du Code électoral :

A l'article 154, 1^{er} alinéa, après les mots : « comme en cas de vacance par option, décès, démission ou autrement », est ajoutée la phrase : « lorsqu'il ne peut être pourvu à la vacance par l'installation d'un suppléant ».

A l'article 164, après le 6^e alinéa, est ajouté un alinéa nouveau ainsi conçu :

« Un candidat ne peut figurer sur plus d'une liste dans la même élection. »

A l'article 241, les mots : « et en ce qui concerne les suppléants » sont ajoutés à la fin du premier alinéa.

Projet de la Section centrale.**ART. 12.**

Les dispositions qui précèdent formeront les articles 253 à 263 du Code électoral où elles figureront sous le titre XI : *Dispositions spéciales aux arrondissements élisant plus de cinq représentants.*

Les autres dispositions du Code électoral sont applicables dans les dits arrondissements, en tant qu'il n'y est pas dérogé par les articles 253 à 263.

Les modèles IV et V annexés à la présente loi sont ajoutés aux modèles I, II et III annexés au Code électoral.

ART. 13.

(Comme ci-contre.)

MODÈLE IV

APPLICABLE DANS LES ARRONDISSEMENTS ÉLISANT PLUS DE CINQ REPRÉSENTANTS.

INSTRUCTIONS POUR L'ÉLECTEUR.

1. Les électeurs sont admis au vote de 8 heures du matin à 4 heures de l'après-midi. A l'ouverture du scrutin ou au cours des opérations, le président peut, s'il le juge utile, faire procéder à un appel des électeurs dans l'ordre où ils sont inscrits sur la liste affichée en vertu de l'article 160 du Code électoral.

L'appel terminé, les électeurs qui n'y ont pas répondu sont admis à voter jusqu'à 4 heures. Toutefois, tout électeur se trouvant avant 4 heures dans le local est encore admis à voter.

2. L'électeur peut voter pour le nombre suivant de candidats aux fonctions effectives et de candidats à la suppléance :

Pour la Chambre des Représentants : titulaires et suppléants.

Pour le Sénat : titulaires et suppléants.

3. Lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire, les noms des candidats aux fonctions effectives sont inscrits dans le bulletin à la suite les uns des autres sur une même ligne, dans l'ordre indiqué par le sort. Sous chacun de ces noms est inscrit, s'il y a lieu, celui du candidat à la suppléance appartenant à la même liste.

Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire pour une même Chambre, les candidats qui se présentent ensemble sont portés dans une même colonne. Les noms des candidats aux fonctions effectives sont inscrits les premiers selon l'ordre alphabétique et sont suivis, sous la mention « suppléants », des noms des candidats à la suppléance classés dans l'ordre alphabétique. Les listes qui comptent le plus grand nombre de candidats aux fonctions effectives occupent les premières colonnes du bulletin. L'ordre entre celles qui ont le même nombre de candidats est indiqué par le sort. La dernière colonne est réservée aux candidats présentés isolément et à leurs suppléants.

4. Si l'électeur veut voter pour tous les candidats effectifs et suppléants d'une même liste ou pour un des candidats isolés et son suppléant, il noircit, au moyen du crayon mis à sa disposition, le point clair central de la case placée en tête de la liste de ces candidats.

S'il veut donner son suffrage à des candidats effectifs ou suppléants d'une ou de plusieurs listes, il noircit, de même, le point clair central de la case placée à la suite du nom de chacun des candidats pour lesquels il vote.

Lorsque l'électeur veut donner son suffrage à un candidat isolé à qui le

bulletin n'assigne aucun suppléant, il vote conformément au premier alinéa.

Le bulletin qui contient des votes pour des candidats, effectifs ou suppléants, de différentes listes n'est compté dans le chiffre électoral d'aucune d'entre elles. Le chiffre électoral d'une liste est le nombre des bulletins valables ne contenant de suffrages qu'en faveur de cette liste ou d'un ou plusieurs de ses candidats, effectifs ou suppléants. Les candidatures isolées sont considérées comme constituant chacune une liste distincte.

5. L'électeur, sur remise de sa lettre de convocation, reçoit des mains du président un, deux ou trois bulletins, suivant le nombre de votes qui lui est attribué. Après avoir arrêté son vote, il lui montre ses bulletins pliés en quatre à angles droits avec le timbre à l'extérieur, et les dépose dans l'urne, après avoir fait estampiller sa lettre de convocation par le président ou par l'assesseur délégué ; puis il sort de la salle.

En cas d'élection simultanée pour les deux Chambres législatives, l'électeur sénatorial reçoit, en outre, un nombre égal de bulletins pour l'élection sénatoriale. Il les dépose dans l'urne destinée à les recevoir, après accomplissement des mêmes formalités.

6. L'électeur ne peut s'arrêter dans le compartiment isoloir que pendant le temps nécessaire pour former son bulletin.

7. Sont nuls : 1° tous bulletins autres que ceux qui ont été remis par le président au moment de voter ; 2° ces bulletins mêmes : a) si l'électeur n'y a marqué aucun nom ; s'il y a marqué soit pour les fonctions effectives, soit pour la suppléance, un nombre de noms supérieur à celui des sièges à conférer, ou s'il a marqué, en même temps, un vote en tête d'une liste et un ou plusieurs votes pour un ou quelques-uns seulement des candidats effectifs ou suppléants de cette liste ; b) si les formes et dimensions en ont été altérées ou s'ils contiennent à l'intérieur un papier ou un objet quelconque ; c) si une rature, un signe ou une marque non autorisée par la loi peut rendre l'auteur du bulletin reconnaissable.

8. Celui qui vote sans en avoir le droit ou qui vote pour autrui est punissable.

MODÈLE V

APPLICABLE DANS LES ARRONDISSEMENTS ÉLISANT PLUS DE CINQ REPRÉSENTANTS

Arrondissement de

*Élection de . . . représentants.**Élection de . . . sénateurs.*

Le 189

1	2	3	4	5	6
Collin.	Deleampo.	Amman.	Nicolas.	Dolval, Pierre	Dalton.
Dolval, Jean.	Ducange.	Dubois.		SUPPLÉANT :	SUPPLÉANT :
Gelrin.	Hermond.	Verthois.		Van Loy.	Hemmon.
Mahille.	Jacques.				
Nelson.	Linsack.				
Nick.	Maenhout.				
Pepin.	Nomaud.				
Uyterelat	SUPPLÉANTS :				
SUPPLÉANT :	Robin.				
Vermont.	Tilquin.				
	Van Bient.				
	Xhoffer.				

(A)

(N^r 217.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 JUNI 1899.

Wetsontwerp betreffende de kiezing der Volksvertegenwoordigers en Senatoren in de groote arrondissementen en wetsvoorstel waarbij de evenredige vertegenwoordiging op de kiezingen voor de Wetgevende Kamers en de Provincieraden, alsook op de kiezing der provinciale Senatoren wordt toegepast ⁽¹⁾.

VERSLAG

UIT NAAM DER CENTRALE AFDEELING ⁽²⁾ GEDAAN DOOR DEN HEER DE TROOZ.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp door de Regeering aan de beraadslaging der Kamer onderworpen, raakt een der belangrijkste vraagstukken die de Grondwet uitdrukkelijk aan den gewonen wetgever heeft overgelaten.

Het heeft voor doel, zonder de kiesdistricten voor de Kamers te wijzigen, de slechte gevolgen van den overgrootten politieken invloed te verminderen welken de groote, steeds in bevolking aangroeiende arrondissementen bezitten.

Toen, kort na de Septemberdagen tijdens welke het onafhankelijke België werd gesticht, het Voorloopig Bewind de burgers tot de stembus riep om een Nationaal Congres te kiezen, meende het de bestuurlijke districten van het Hollandsch regiem tot kiescolleges te moeten maken.

In de staatkundige inrichting van het Koninkrijk der Nederlanden waren de provinciën niet in districten voor de *wetgevende* kiezingen verdeeld. Terwijl de leden van de eerste Kamer der Staten-Generaal door den Koning

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^r 149.

Wetsvoorstel n^r 13 (Zittijd van 1896-1897).

⁽²⁾ De centralafdeeling, op 9, 12, 13, 16, 24, 27 en 28 Mei door den heer BEERNAERT en op 26 Mei, 2, 3, 16 en 21 Juni door den heer B^{on} G. SNOY voorgezeten, was samengesteld uit de heeren WOESTE, HELLEPUTTE, TACK, BILAUT, VANDERYELDE en DE TROOZ.

werden benoemd, was de tweede Kamer samengesteld uit afgevaardigden die, in tweeden graad, door de provinciale Staten gekozen werden; deze laatsten waren zelven samengesteld uit leden aangewezen door de edelen of ridderschappen, door de steden en door den landelijken stand (art. 79, 80 en 129 van de Grondwet van 1815).

Verschillende van de bestuurlijke districten waren ingesteld geweest, tengevolge van het besluit van 9^{en} Vendemiaire jaar IV waardoor de « Convention Nationale » België in negen departementen verdeelde. Eenige kwamen overeen met de rechterlijke districten van het Fransch bewind; dit was namelijk het geval voor die van Brabant en van de provincie Antwerpen.

Het Nationaal Congres heeft aan den wetgever het recht overgelaten :
 « om de verdeeling der kiescolleges te regelen, de wijze der kiesverrichtingen vast te stellen en de plaatsen aan te duiden waar de kiezers moeten
 » samenkomen. Die zaken kunnen inderdaad volgens tijds- en plaatsomstandigheden en volgens de noodwendigheden veranderen; het ware
 » onvoorzichtig geweest ze als eene onveranderlijke bepaling in de Grondwet te schrijven (1) ».

Doch, wanneer het Congres de eerste wet moest maken die het kiezerskorps voor de Wetgevende Kamers zou inrichten, nam het de districten aan die het Voorloopig Bewind zelf had ingesteld.

Thans schijnt een deel der openbare meening zich bijzonder te beijveren om in de negen provinciën een kiesstelsel toe te passen dat overal hetzelfde is; de stichters onzer nationaliteit dachten integendeel dat er geen gebrek aan samenhang zou zijn indien men terzelfder tijd twee verschillende kiesstelsels toepaste : de *stemming op één naam* en de *stemming op eene lijst*.

Voorzeker is de noodzakelijkheid om *spoedig te handelen* eene der redenen geweest waarom het Voorloopig Bewind de bestaande bestuurlijke districten heeft aangenomen.

Deze bepaling van het besluit van 10 October 1830 bewijst het klaarlijk :

« Overwegende, zegt het Voorloopig Bewind, dat de omstandigheden eischen dat het Congres spoedig worde bijeengeroepen en dat een kiesstelsel, waarin geen enkele der grondslagen van het oud kiesstelsel behouden blijft, vertragingen zou medeslepen; dat overigens de wijze van stemmen die zal worden aangenomen slechts een overgangsmaatregel is (2). »

Die redenen bestonden niet, althans niet in dezelfde mate, toen het Nationaal Congres de wetgevende kieswet heeft gemaakt.

Deze werd aandachtig onderzocht en grondig besproken.

Zelfs werd aan eene bijzondere Commissie een eerste tabel verzonden waarin de volksvertegenwoordigers en senatoren tusschen de provinciën werden verdeeld en die slechts, na wijziging, in de vergadering van 19 Februari 1831, aangenomen werd met 114 stemmen tegen 7.

Het is dus niet bij verrassing dat het Nationaal Congres de districten

(1) THONISSEN, *La Constitution belge annotée*, 2^e uitgave, n^o 233, bl. 173.

(2) Chev. E. HUYTENS, *Discussions du Congrès national. Pièces justificatives*, t. IV.

behielddie het Voorloopig Bewind aanvaardde en dat het aldus besliste dat het *eennamig stelsel* en de *stemming op eene lijst* terzelfder tijd in het land zouden toegepast worden.

Wie zal nochtans ontkennen dat die twee stelsels gansch van elkander verschillen?

In het eene, zooals de heer Malou zegde, zijn het *persoonlijke invloeden* die bovendrijven (1), het andere werd integendeel door Gambetta terecht het *politiek kiesstelsel* genoemd (2).

* * *

Zoo duurt in Frankrijk de strijd tusschen het eennamig stelsel en het stelsel der stemming op eene lijst sedert meer dan eene eeuw voort. Terwijl de Grondwet van 14 September 1791 dit laatste invoerde, besliste artikel 23 van de constitutioneele akte, door de Conventie aangenomen, dat « elke vereeniging van grondvergaderingen, uit eene bevolking van 39,000 tot 41,000 zielen voortspuitende, onmiddellijk eenen afgevaardigde benoemt. »

De Grondwet van het jaar III voerde het stelsel der stemming op eene lijst opnieuw in en het organiek Senatus-Consult van 1802 behield het. « Al de leden van het Wetgevend lichaam die van dezelfde afvaardiging deel uitmaken, worden terzelfder tijd benoemd », zegt artikel 71.

De « Restauration » bracht de twee stelsels in werking en de « Monarchie » van Juli gaf de voorkeur aan het eennamig stelsel.

De tweede Republiek voerde het stelsel der stemming op eene lijst opnieuw in, dat Louis-Napoleon niet overleefde.

Sedert den val van het Keizerrijk, wijzigde Frankrijk zijn kiesstelsel viermaal.

De Regeering der Nationale Verdediging deed de vergadering door de stemming op eene lijst verkiezen, die de wet van 30 November 1875 door het eennamig stelsel verving.

In 1885 keerde men opnieuw tot het stelsel der stemming op eene lijst terug en in plaats daarvan werd door de thans nog van kracht zijnde wet van 14 Februari 1889 het eennamig stelsel ingevoerd.

* * *

Wanneer het Nationaal Congres de gelijktijdige werking van de twee stelsels aannam, bezat het meest bevolkte arrondissement van België, namelijk dit van Brussel, slechts zeven afgevaardigden, daar het Congres 't getal der titelvoerende afgevaardigden die het Voorloopig Bewind als leden der Constituante had doen kiezen, tot op de helft — 102 in plaats van 200 — had verminderd.

Die omstandigheid verbeterde in zekere mate wat er stootends was uit 't oogpunt van zuivere logiek in het te zamen bestaan van het eennamig stelsel en van het stelsel der stemming op eene lijst.

(1) Vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers van 9 Februari 1858.

(2) Vergadering van de Kamer der Afgevaardigden, Mei 1881.

In 1831 telde de Kamer 102 leden.

De bank van Brussel, met hare zeven afgevaardigden, vertegenwoordigde dus een weing minder dan een veertiende der Constituante. Doch, in 1902, zoo de afvaardiging van dit arrondissement, op 172 volksvertegenwoordigers, in 't geheel, 23 leden moest tellen, zou Brussel bijna het zevende deel der nationale vertegenwoordiging voor zich nemen.

Moest men die politieke macht aan eene enkele partij in een kiescollege overlaten, dan zou zij het evenwicht voorgoed breken en een waar gevaar worden voor het land.

*
* * *

Lang reeds hielden gezaghebbende mannen van verschillende gezindheden zich met die quæstie onledig.

De Memorie van toelichting herinnert terecht wat betrekkelijk die zaak werd gezegd door de staatsmannen van vroeger als daar zijn de heeren Malou, Pirmez, baron d'Anethan, Dumortier, Orts, graaf de Theux, Thonissen, enz.

Wij achten het nuttig aan te toonen hoeveel overeenkomst er bestaat tusschen de meening dier uitstekende parlamentsleden en die dergenen welke thans de eer hebben aan het hoofd onzer verschillende partijen te staan.

« Zeker is het, » zegde de heer Woeste, op 3 Mei 1877, in de Kamer, « dat het » stelsel der kiesdistricten hetwelk ons beheert waarlijk eene uitzondering » is op het gemeen recht der grondwettelijke landen.

» Het bijzonderste bezwaar van het huidige stelsel is, dat buitengewoon » sterke minderheden niet vertegenwoordigd zijn. Van daar die klachten » welke wij van verschillende kanten des lands nu eens door de liberalen » dan weer door de katholieken hebben hooren uiten.

» Kon men het over die, ik erken het, zeer gewichtige en zeer ingewikkelde quæstie van het eennamig stelsel niet eens worden, dan bestaat » er toch. naar mijn oordeel, een punt waarover de partijen het met elkan- » der eens dienden te zijn.

» Zij zouden moeten erkennen dat uit den waarlijk overdreven aangroei » van het kiescollege van Brussel een gevaar voor de openbare zaken » voortspuit. »

En de achtbare heer Minister van State voegde erbij in een werk over de *Kiesdistricten*, in 1896 uitgegeven : « Wij naderen overigens het jaar 1900. » Op dat tijdstip zal men de wetgevende vertegenwoordiging in verhouding » stellen met het toenemen der bevolking. Op de tegenwoordige grondslagen » zouden de arrondissementen Antwerpen, Brussel, Luik, Gent, en andere » nog, hunne afvaardiging zien vermeerderen ; doch, indien men tot nu toe, » niet zonder tegenspraak de in het oog springende ongelijkheden heeft » verdragen, waaronder wij lijden, hoe zou men deze lichthartig willen » verergeren ? »

De achtbare heer Beernaert beaamt die meening, doch raadt eene andere oplossing aan.

Ziehier hoe hij zich, na zijn aftreden als minister, in de vergadering der Kamer van 5 April 1894, uitdrukte :

« Iedereen in het land kent het belang dat ik hecht aan eene meer recht-
 » vaardige verdeeling der zetels tusschen de meerderheid en de minder-
 » heden. Ik beschouw als eene volstreckte onrechtvaardigheid, als eene
 » onrechtvaardigheid vol moeilijkheden en gevaren het stelsel volgens het-
 » welk de meerderheid plus één al de zetels van het Parlement bekomt,
 » welk ook de belangrijkheid van een arrondissement zij, en zooeven scheen
 » een onzer tegenstrevers, de heer Graux, mij, ten minste op dat terrein,
 » gelijk te geven. »

In eene andere redevoering, op 20 Mei 1892 in de Kamer uitgesproken, deed onze achtbare Voorzitter, terwijl hij nochtans de evenredige vertegenwoordiging aanpreeft als het beste redmiddel voor den toestand, de volgende verklaring waarvan niemand, in de tegenwoordige omstandigheden, de belangrijkheid zal ontkennen : « Bij gebrek aan het stelsel dat ik verkies, zou ik alles toetreden wat in dit opzicht een vooruitgang zou zijn. »

Een oud-minister van het liberaal Kabinet van 1878-1884, de achtbare heer Graux, heeft het *statu quo* insgelijks krachtadig veroordeeld :

« Wat de oplossing der kiesquaestie betreft, » zegde hij, tijdens de samen-
 » stelling van het Kabinet-de Burlet », toont de verklaring, die men zooeven
 » las : het klaarblijkelijk inzicht der Regeering aan om de taak die haar werd
 » opgelegd niet uit te voeren.

« Hij kondigt ons aan, dat de aanstaande verkiezingen in de oude kies-
 » districten volgens het stelsel van het algemeen stemrecht zullen gebeuren
 » en dat niets zal worden gewijzigd in de samenstelling van het kiezers-
 » korps in het opzicht van verdeeling der districten.

« Van al de kiesstelsels waartoe men zijne toevlucht zou kunnen nemen
 » is dit voorzeker het slechtste. Het middel om de overdrevene uitslagen te
 » verbeteren die kunnen voortspruiten uit meerderheden door het algemeen
 » stemrecht gevormd, was het kiezerskorps te verdeelen.

« Men sticht een zeer groot gevaar door bij de macht van het algemeen
 » stemrecht, de macht der stemming op eene gansche lijst te voegen, in
 » zekere arrondissementen, zooals Brussel, dat alleen achttien volksver-
 » tegenwoordigers benoemt (1). »

In het merkwaardig verslag over de herziening van artikel 47 der Grondwet (zittijd van 1892-1893, *Oorkonden*, bl. 143) door den achtbaren heer De Smet de Naeyer neergelegd, drukte deze zich uit als volgt :

« Het overwicht der groote arrondissementen en namelijk de macht
 » toegekend aan een handvol kiezers van het arrondissement Brussel, om
 » in den schoot der Kamer eene verplaatsing van zes-en-dertig stemmen te
 » bewerken; de heftigheid onzer kiesstrijden in zekere districten en de
 » misbruiken die zij na zich sleepen; de politieke moedeloosheid die de

(1) Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting van 3 April 1894.

» streken ter neêr drukt waar de oppositie wanhoopt de meerderheid te
 » heroveren ; het wederzijdsch overwicht der partijen dat met onze ver-
 » deeling in twee rassen samenvalt ; de somtijds beslissende tussehenkomst
 » van weinig aan te bevelen vlottende bestanddeelen ; het gevaar eene min-
 » derheid, die niettegenstaande haar belang uit het Parlement is geweerd,
 » pogingen te zien aanwenden om door revolutionnaire middelen te
 » bekomen wat zij van op de nationale tribune niet kon eischen, al die
 » omstandigheden zijn ontegensprekelijk, voor de werking onzer parlemen-
 » taire instellingen, oorzaken van zwakheid die men moet doen verdwijnen
 » en waaraan eene redelijke toepassing van het grondbeginsel der vertegen-
 » woordiging van de minderheden een heilzaam redmiddel zou brengen. »

De afgevaardigden die deel uitmaken van de christene democratie hebben insgelijks verklaard dat van het *statu quo* moet worden afgezien.

Ons achtbaar medelid, de heer Theodor, voorzitter van het Verbond der Onafhankelijken, zegde, zijnerzijds, in de Kamer op 24 Januari 1899 :

« Het is onontbeerlijk dat ons kiesstelsel in zijn wezen zelf gewijzigd
 » worde. Het stelsel dat thans wordt toegepast is zoo onrechtvaardig als
 » gevaarlijk ; het is niet mogelijk dat eene talrijke en machtige partij, als
 » de liberale, eene historische partij, buiten de nationale vertegenwoordi-
 » ging worde gesloten. Eene hervorming is dus hoogst noodig en wordt
 » door het land gewenscht, evenals zij door de minderheid en door de
 » meerderheid der Kamer gewild is. »

De achtbare heer Bara zegde, op 20 April 1898, zich tot de rechterzijde, inzonderheid tot de aanhangers van de evenredige vertegenwoordiging wendende : « Indien gij, die de meerderheid bezit, dacht dat men het
 » algemeen stemrecht niet zonder evenredige vertegenwoordiging kon
 » invoeren, dan moest gij deze in de wet schrijven ; het ware in ieder geval
 » een beter stelsel geweest dan hetwelk wij nu bezitten. Kunt gij het nu
 » niet invoeren, dan moet gij een ander stelsel aannemen dat elders wordt
 » toegepast : ik bedoel het cennamig stelsel. *Wat onmogelijk is, dat is het*
 » *behoud van den tegenwoordigen toestand die alleronrechtvaardigst is ten*
 » *aanzien van de liberale partij.* »

De achtbare heer Janson begroette, op 24 Januari 1899, in den Senaat, als volgt de verklaring van het Ministerie-Vandenpeereboom : « Eerst en vooral onthoud ik, en dit is zeer belangrijk, dat de noodzakelijkheid eener keshervorming thans erkend en uigeroepen is. Daaruit volgt — en dit is van groot gewicht — dat, naar de meening der Regeering zelve, het land op dit oogenblik niet meer vertegenwoordigd is, zooals het zou moeten.

Eindelijk wendde zich de achtbare heer Vandervelde, op 8 Februari 1899, in deze bewoordingen tot de Regeering : « Tot nu toe, bepaalt gij er u bij te zeggen dat eene keshervorming noodig is en op dit punt zijn vele Kamerleden het met u eens, want het huidige stelsel *kan, theoretisch gesproken, niet worden verdedigd* ; het heeft maar ééne, doch in onze oogen belang-

rijke verdienste, dit is dat het niet door U tegen ons uit partijgeest werd ingesteld. »

In een artikel door l'*Indépendance* op 20 Mei 1899, onder den titel *Bataille ou Retraite* (Slag of Aftocht) afgekondigd, schreef de heer graaf Goblet d'Alviella : « Het is in de eerste plaats vals, dat de liberale partij onbekwaam » is te zeggen door wat zij het stelsel der Regeering zou willen ver- » vangen. Het meerendeel der liberale en progressistische vereenigingen » hadden, dezer dagen, gelegenheid hunne denkwijze betrekkelijk dat » punt kenbaar te maken. Hoeveel verklaarden zich ten voordeele van » het *statu quo*? *Geene enkele!* »

En verder : « Is het, ten slotte, voordeelig om eenen politieken maatregel » te bekampen al de bekampers ervan samen te brengen zonder zich om » hunne drijfveeren te bekreunen, toch dient men niet te verre te gaan en » in de kaart van den heer Woeste te spelen door over te hellen — (ik zeg » niet naar het eennamig stelsel, dat in 't vervolg buiten sprake is) — naar » eene kunstmatige verdeeling die erger zijn zou dan het huidige ontwerp, » of naar het behoud van het *statu quo*, dat algemeen wordt veroordeeld en » dat in België nog enkel door « het Huis van Antwerpen » wordt verdedigd. »

Die inlichting van den heer graaf Goblet d'Alviella is niet nauwkeurig. Men weet, inderdaad, dat het Comité der Katholieke Vereeniging van Antwerpen, die deel uitmaakt van de *Meeting*, het ontwerp der Regeering aankleeft. *La Chronique*, van Brussel, was in haar nummer van 19 Mei nog stelliger en verklaarde dat : « *elke liberaal die op eene of andere wijze het behoud van het statu quo verdedigde, verraad pleegde jegens de partij* » « Zes jaren geleden reeds », voegt zij erbij, « moest de kieshervorming » gedaan zijn geweest. De liberal partij heeft maar al te veel geduld » gehad. Er moet eene oplossing komen ».

*
* * *

Doch, zijn al de partijen het eens om het kwaad aan te duiden en om te willen dat het verdwijne, gansch anders is het wanneer het de keus der aan te wenden redmiddelen betreft ; die verschillende aanhalingen bewijzen het. Niet alleen verdeelt haar groot verschil van meening, doch in haren schoot zelve heerscht verdeeldheid, zoodanig dat in het Parlement der partijen oppositie, eenerzijds, en de meerderheid, anderzijds, verre van de vaderlandsche overeenkomst der partijen te kunnen verwezenlijken, er zelfs niet in gelukken zamen te gaan om eene algeheele hervorming te doen zegepralen.

Dat is een feitelijke toestand dien men mag betreuren, doch waarmede rekening dient te worden gehouden.

Nooit werden de districten voor de kiezing der volksvertegenwoordigers gewijzigd, uitgenomen in 1848, toen het kanton Stavelot, tot dan toe van het arrondissement Hoci afhangende, aan het arrondissement Verviers werd gehecht (*Handelingen der Kamer*, 1847-1848, blz. 1325).

Toen het liberaal Ministerie van 1878 tot 1884 aan het bewind was,

bestudeerde het een ontwerp tot verandering van kiesdistricten. Het had voor doel de kantons Brecht en Santhoven van het arrondissement Antwerpen, en de kantons Waarschoot en Somerghem van het arrondissement Gent af te scheiden. Andere lusten werden opgewekt, namelijk te Brugge en de kiezingen van 1884 lieten de liberale partij niet toe hare ontwerpen te verwezenlijken (1).

Voor de kiezing der senatoren, werden in Oost-Vlaanderen, Limburg en Luxemburg eenige arrondissementen, die slechts éénen senator kiezen, samengevoegd.

In waarheid, hield de openbare meening, zonder dat zij zich op stellige wijze vestigde, zich beurtelings bezig met het eennamig stelsel, het tweennamig stelsel, de verdeeling van het arrondissement Brussel alleen, de splitsing, « *découpage* », om eene uitdrukking te gebruiken die door de politieke taal werd aangenomen, de vertegenwoordiging der minderheden en, eindelijk, met de evenredige vertegenwoordiging, in alle vormen, 't zij bij de eerste stemming, 't zij in vervanging van de herstemming.

Daags na de herziening, op 17 October 1893, bood de Regeering, met het oog op de eerste algemeene verkiezingen, onder het meervoudig stelsel, een wetsontwerp aan, waardoor de evenredige vertegenwoordiging werd toegepast in al de arrondissementen die meer dan éénen afgevaardigde benoemen.

Een veranderlijk *quorum* verzachtte er de strengheid van de formule d'Hondt en plaatsvervangers waarborgden aan de partijen het bezit der veroverde zetels tot wanneer de mandaten vervielen.

Voor de Kamer werden al de districten behouden ; voor den Senaat vormde elke provincie eene kieseenheid.

Dit ontwerp leed schipbreuk in den schoot der afdeelingen, ten gevolge van een hevig verzet van de linkerzijde en van eene talrijke groep der rechterzijde. Het Kabinet-Beernaert maakte plaats voor het Kabinet-de Burlet, en deze trok het ontwerp in, op 3 April 1894.

Het werd door den heer Feron hernomen ; deze schafte het *quorum* af, evenals de negen eennamige districten.

Ter vergadering van 23 Mei 1894, werd het grondbeginsel-artikel van het ontwerp-Feron door de Kamer verworpen met 61 stemmen tegen 31 en 37 onthoudingen.

Er dient opgemerkt, dat, terwijl een groot getal leden het ontwerp-Beernaert in de afdeelingen hadden verworpen, om reden der verzachtingen door hem aan de zuivere evenredige vertegenwoordiging toegebracht, de weglating dier toegevingen de reden was waarom andere leden zich over het ontwerp-Feron onthielden.

De aanhangers der zuivere evenredige vertegenwoordiging vermenigvuldigden hunne pogingen om de hervorming door te drijven en verscheidene malen stelden zij in de Kamer amendementen, ja, een wetsontwerp voor met dat doel.

(1) De *Bien Public* van 19 Mei 1899 deelt de oorkonde der Loge van Brugge mede die deze belangwekkende punten aanhaalt.

In den loop van de behandeling der gemeentekieswet van 12 September 1895, stelde onze achtbare collega, de heer Lorand, een amendement voor om er de zuivere evenredige vertegenwoordiging te doen in opnemen.

Dit amendement werd in vergadering van 28 Augustus van dit jaar, met 70 stemmen tegen 56 en 5 onthoudingen verworpen.

Twée-en-veertig leden van de linkerzijde namen deel aan die stemming : zeven-en-twintig namen het amendement aan, dertien verwierpen het, twee onthielden zich.

Gedurende dezelfde vergadering werd een amendement, dat voor doel had de zuivere evenredige vertegenwoordiging toe te passen alleen op de steden die meer dan 20,000 inwoners tellen, verworpen met 66 stemmen tegen 64 en 4 onthouding van een antiproportionnalistisch lid, dat met eenen collega, welke deze hervorming aanhangt, overeengekomen was dat geen van beiden aan de stemming zou deelnemen.

Ten slotte trad de Kamer het voorstel der Regeering toe, luidens hetwelk de herstemming door de evenredige vertegenwoordiging zou worden vervangen.

Die transactionnele tekst werd met 68 stemmen aangenomen, waarvan 40 stemmen der progressistische linkerzijde, tegen 53 stemmen aan de rechterzijde en aan de socialistische linkerzijde toebehoorende.

In de gedachte van verschillende leden, was de gemeente een uitmuntend terrein om de evenredige vertegenwoordiging te beproeven, vermits al de kiezers eener zelfde plaats, welk ook hun getal zij, een enkel college vormen en dat de minderheden dus, hoe sterk ze ook mogen wezen, onder het meerderheidsstelsel ongenadig worden ter zij gesteld. Andere leden wenschten de herstemmingen af te schaffen.

Dat legt uit waarom de amendementen betrekkelijk de evenredige vertegenwoordiging te dier gelegenheid zooveel stemmen bekwamen.

In 1896, na de algemeene verkiezingen, boden de achtbare heeren Heuse, Lorand, Hambursin, Gillard en Magnette de Kamer een wetsontwerp aan dat de zuivere evenredige vertegenwoordiging op de wetgevende en provinciale verkiezingen toepaste alsook op de verkiezing der senatoren, die luidens de Grondwet door de provinciën worden benoemd.

In hare vergadering van 25 April 1899 verzond de Kamer, in afwijking van haar reglement, met algemeene stemmen, dit ontwerp naar dezelfde afdelingen als deze die met het onderzoek van het ontwerp der Regeering belast waren.

Het artikel dat het grondbeginsel der wet bevatte, bekwam slechts 23 stemmen tegen 76 en 12 onthoudingen.

Dit ontwerp, ingegeven door het ontwerp dat indertijd door den heer De Smedt de Borman werd neêrgelegd, past de zuivere evenredige vertegenwoordiging toe, volgens het stelsel-D'Hondt ingericht, zonder *quorum* en stelt plaatsvervangers aan.

Het wijzigt de kiesdistricten en voegt de verschillende arrondissementen samen in de drie provinciën Namen, Limburg en Luxemburg, derwijze dat provinciale colleges voor Kamer en Senaat worden samengesteld. In Brabant

vereenigt het 't Waalsche arrondissement Nijvel met het Vlaamsche arrondissement Leuven. (*Handelingen*, Kamer der volksvertegenwoordigers, 1896-1897. — Wetsontwerp, blz. 98. — Toelichting, blz. 64 en 65.)

Het grondbeginsel van dit ontwerp werd besproken in de Centrale afdeeling, terzelfder tijd als de verzachte toepassing der evenredige vertegenwoordiging door het ontwerp der Regeering gehuldigd.

De gedachtenwisseling betreffende die zaak is verder vermeld in dit verslag, bij de algemeene beraadslaging door de Centrale afdeeling gehouden. Het wetsontwerp van onze achtbare collega's der progressistische linkerzijde werd er met 5 stemmen tegen 1 en 1 onthouding verworpen. Het lid dat zich onthield verklaarde, dat hij zich had onthouden om reden van den last dien hij had ontvangen van de twee linkerzijden der Kamer, die over het grondbeginsel der evenredige vertegenwoordiging verdeeld zijn.

Persoonlijk blijft hij aanhanger van die hervorming. Een der leden die het voorstel verwierpen, deed aantekenen dat hij de wijze niet kon aannemen waarop een grondbeginsel, dat hij aankleefde, werd toegepast.

In 1898, gedurende de behandeling der kieswet voor de provincieraden, hadden de heer Lorand en zijne vrienden andermaal gepoogd de zuivere evenredige vertegenwoordiging te doen zegepralen.

Er dient echter aangemerkt, dat, evenals de Regeering het doet voor de arrondissementen, zij de bestaande kantonnale districten aanvaardden.

De Kamer verwierp het amendement op 6 April 1898 met 77 stemmen tegen 35 en 4 onthoudingen. Dertig leden der oppositie namen deel aan deze stemming: 15 namen het amendement aan, 15 verwierpen het.

Het verslag der Centrale afdeeling doet aanmerken dat sommige leden er het stelsel verdedigden, door de gemeentekieswet aangenomen en waarbij de evenredige vertegenwoordiging in de plaats van de ballotage gesteld wordt.

Indien zij niet hebben aangedrongen, zegt het verslag, is het omdat zij, « zonder tegenspraak te ontmoeten, hebben vastgesteld dat een soortgelijk amendement, in de Kamer, voor de provinciale kieswet, de noodige meerderheid niet zou behalen.

» Bij de minderheid der rechterzijde zou zich de linkerzijde voegen en het voorstel zou verworpen wezen. » (*Oorkonden*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, 1897-1898, bl. 101).

Drie jaren daarna betreurden de progressisten de medehulp die zij aan de meerderheid der rechterzijde en aan de Regeering op gemeentelijk gebied hadden verleend.

*
* *

De Regeering was in den vooravond der tienjarige volkstelling terecht bekommerd om voldoening te schenken aan de openbare meening die zich vijandig verklaarde aan het politiek overwicht der groote arrondissementen; zij zocht dan ook naar de oplossing dier netelige quaestie.

Men kon in den schoot van het Kabinet over de formule niet tot accoord

geraken en het ministerie-Vandenpeereboom trad op in de plaats van het ministerie-de Smet de Naeyer.

Ziehier in welke bewoordingen, ter vergadering van 24 Januari 1899, de crisis aan de Kamer werd medegedeeld terzelfder tijd als de oplossing die er door Zijne Majesteit aan gegeven was :

« Tengevolge van een verschil van meening, zegt het hoofd van het » Kabinet, in den schoot der Regeering over eene belangrijke quæstie » betrekkelijk de kieswetgeving, hebben de Ministers hun ontslag bij den » Koning ingediend. Zijne Majesteit heeft het ontslag van de heeren de Smet » de Naeyer en Nyssens aanvaard.

» De Regeering die zich voor de Kamer aanbiedt, zal de staatkundige » richting der vorige Regeering blijven volgen. Eene harer eerste zorgen zal » zijn, na rijp onderzoek, aan de wetgeving een ontwerp tot keshervor- » ming te onderwerpen ».

Zijnerzijds, deed de heer DeSmet de Naeyer volgende verklaring: « Er zijn » verantwoordelijkheden die een politiek man niet kan op zich nemen, » hoezeer hij ook naar eendracht en vrede hake : in zulk een geval bevonden » wij ons, mijn achtbare vriend Nyssens en ik, tijdens deze laatste dagen. » Wij beschouwen het eennamig stelsel als noodlottig voor de toekomst van » het land en hebben gemeend dat wij ons niet met eene politiek konden » vereenigen die er het grondbeginsel van huldigde ».

En de achtbare heer Nyssens voegde erbij, over het eennamig stelsel sprekende :

» Zooals de achtbare heer de Smet de Naeyer heeft verklaard, waren » wij beiden, hij en ik, diep overtuigde vijanden van dit laatste stelsel. De » Kamer zal begripen, dat, zoo het Kabinet, aan welks hoofd de achtbare » heer Vandenpeereboom staat, niet samengesteld is met het oog op de » formule van de eennamige stemming, het volstrekt noodig was dat wij » ronduit verklaarden dat wij om reden dier formule het ministerie hebben » verlaten... »

Die incidenten ontroerden het land zeer. De drukpers en de politieke vereenigingen van alle partijen kwamen krachtig op tegen het eennamig stelsel en tegen de splitsing.

Het meerendeel der katholieke dagbladen, acht-en-vijftig vereenigingen, zoowel behoudsgezinde als democratische, lieten krachtdadige protestatiën hooren en de dagbladen der kleine plaatsen en de kantonnale vereenigingen waren niet de laatsten om met die spontane en schier algemeene beweging der openbare meening in te stemmen.

De veertig afgevaardigden der oppositie richtten eenen oproep tot het land, waarin zij, *zonder zich aanhangers van een bepaald stelsel te verklaren*, namelijk dit zegden :

« Om eene kunstmatige en waggelende meerderheid te bevestigen zal de

» nieuwe Regeering niet aarzelen de snoodste partijdaden te wagen, de
 » kiesdistricten op de schandelijkste wijze te verknoeien, met het doel de
 » uitdrukking van den nationalen wil te vervalschen, de vertegenwoordi-
 » ging der volkspartijen te verminderen en aan de thans heerschende partij
 » ten eeuwigen dage eene kunstmatige meerderheid te verzekeren. »

Ook aarzelde de achtbare heer Woeste niet in de vergadering van
 » 8 Februari 1899 te zeggen, alhoewel hij de eennamige stemming als eene
 » hervorming voor de toekomst beschouwde : « dat men in den *huidigen* toe-
 » stand van de openbare meening, eenerzijds het eennamig stelsel, en, ander-
 » zijds, de *zuivere* evenredige vertegenwoordiging moest ter zij zetten.
 » En nu ik juist bemerk dat de linkerzijde, hier en elders, opschudding
 » tracht te verwekken door hare redevoeringen, voegt de achtbare Staats-
 » minister erbij, zeg ik, dat de ware oplossing gelegen is in eene verzachte
 » oplossing, in eene oplossing die de middelmaat houdt, die juist daar-
 » door kans heeft aan het land den vrede te verzekeren. »

Die woorden schetsten, om zoo te spreken, in groote lijnen de hervor-
 ming die het land van het doorzicht der Regeering verwachtte. Zij waren
 redelijk en ingegeven door vaderlandsliefde.

* * *

De vraag is om te weten of het ontwerp, dat al de ministers toetraden,
 aan de noodwendigheden van het oogenblik beantwoordt.

Is het, zooals de Memorie van toelichting zegt, een werk van rechtvaardig-
 heid en verzoening ?

Hetproblema, dat moet worden opgelost, bevat de volgende factoren : de
 huidige districten behouden, waarvan het bestaan door een groot deel der
 openbare meening wordt verdedigd, ter oorzaak der historische en tradition-
 neele omstandigheden en die der verdenking elke wijziging zou meeslee-
 pen, afzien van de toepassing der algemeene evenredige vertegenwoordiging
 die tot driemaal toe door de Kamer, in 1894, in 1895 en in 1898 werd ver-
 worpen ; den niet te rechtvaardigen politieken invloed verminderen waarmede
 de groote arrondissementen meer en meer zullen worden gewapend.

« Hoe het overdreven getal zetels, aan een groot arrondissement toeko-
 mende, verminderen en verdeelen zonder de rechten van zijn kiezerskorps
 te verminderen ? » Dat is de vraag die de *Memorie van toelichting* stelt.

Zij lost ze op volgende wijze op :

« De heer Pirmez duidde twee middelen aan : de verbrokkeling van het
 arrondissement in omschrijvingen, tusschen welke het getal zetels zou wor-
 den verdeeld die aan het arrondissement toekomen of het aannemen van een
 kiestelsel dat, zelfs wanneer het kiesdistrict onaangeroerd blijft, den uitslag
 verdeelt en eene zekere vertegenwoordiging aan de minderheden toestaat. »

De Regeering heeft de voorkeur aan dit laatste stelsel gegeven.

Was eenmaal de formule aangenomen, dan moest men zeggen op welke
 arrondissementen zij diende te worden toegepast.

In een vlugschrift in 1881 geschreven, zegde de heer Alfons Dechamps dat de evenredige vertegenwoordiging « gansch het gevaar van de stemming op eene lijst wegneemt ».

De achtbare heer Woeste, deze gedachte besprekende, voegde er bij :

« Die groote kiescolleges zijn inderdaad een der klaarblijkende gevaren
» voor ons grondwettelijk België, dewijl zij het land dreigen te verpletteren
» onder den hiel der vaak zeer lichte meerderheid die zij bevatten, en ik
» wil niet betwisten dat de hervorming die verschrikkelijke moeilijkheid
» oplost (1). »

Sinds die regelen geschreven werden, is de bevolking van verschillende arrondissementen aanzienlijk toegenomen ; na 1900, zal het getal afgevaardigden nog vermeerderd worden — reeds werd het vermeerderd in 1892, — en het kiezerskorps werd ruim tienmaal talrijker gemaakt.

En de heer Eudore Pirmez zegde in de Kamer, in 1892 : « Het is voor-
» zeker niet mogelijk op juiste wijze het getal der afgevaardigden te bepalen
» waarvan de benoeming niet door één en dezelfde stemming mag gebeuren.
» Doch, zeker is het dat een kiesarrondissement niet zulk gewicht moet
» hebben, dat het alleen eenen beslissenden invloed op den gang der Regeering
» zou kunnen uitoefenen ; deze moet uitgaan van talrijke colleges en
» het behoort aan geen enkel de andere te overheerschen. »

Van die gedachten uitgaande heeft de Regeering gemeend dat het minderheidsstelsel diende toegepast te worden op de arrondissementen die ten minste zes vertegenwoordigers en drie senatoren kiezen.

Twee beschouwingen rechtvaardigen dit gedeelte van het ontwerp.

De eerste is geput in onze politieke geschiedenis. Op verschillende tijdstippen bedroeg de parlementaire meerderheid geen twaalf stemmen.

In dien toestand is de verplaatsing van de meerderheid in een arrondissement, dat zes afgevaardigden kiest, voldoende opdat dit college de Regeering doe vallen, alhoewel de verkozenen slechts een bespottelijk klein getal stemmen meer bekwamen dan hunne tegenstrevers.

De tweede beschouwing die ten voordeele van de aanneming der voorstellen van de Regeering pleit, is deze : de toepassing van de evenredige vertegenwoordiging op de arrondissementen welke min dan zes afgevaardigden kiezen, leidt tot dit onvermijdbaar gevolg, de omschrijvingen 't onderst boven te keeren, indien men, met het oog op het kiesgebied voor de leden van beide Kamers, een gemeenschappelijken oorsprong wil behouden.

De aldus gevormde arrondissementen hebben, volgens hunne bevolking, één of twee Senatoren.

Volgens de omstandigheden, zal men ofwel twee kiesomschrijvingen moeten vereenigen die ieder vier vertegenwoordigers en twee senatoren benoemen, ofwel eene kiesomschrijving, die twee vertegenwoordigers en

(1) *Vingt ans de polémique*, bladz. 4.

eenen senator kiest, moeten voegen bij eene omschrijving die vier volksvertegenwoordigers en twee senatoren telt, ofwel nog twee omschrijvingen samenhechten die. de eene en de andere, maar één senator en twee volksvertegenwoordigers hebben, na afschaffing der negen omschrijvingen met één afgevaardigde voor de kiezing der volksvertegenwoordigers.

De twee eerste veronderstellingen brengen de verplichting mede de arrondissementen van iedere der drie provinciën Luxemburg, Namen en Limburg. die wederzijds drie, vier en drie senatoren tellen, door de rechtstreeksche stemming benoemd. tot één kiezerskorps te maken.

Het is inderdaad onmogelijk er twee colleges op meerdere namen te vormen en artikel 48 der Grondwet laat niet toe de arrondissementen te groepeeren die tot verschillende provinciën behooren.

Die omstandigheid antwoordt op de tegenwerping die men hieruit zou kunnen trekken, dat, onder het huidig stelsel, twee eennamige omschrijvingen soms vereenigd zijn om eenen senator te benoemen. Men zal gelieven te erkennen dat dit de gevolgen niet medesleept die, in drie onzer provinciën, zouden voortspruiten uit de vereeniging van colleges die minder dan drie senatoren benoemen.

De heer de Smedt de Borman, een der voorloopers van de evenredige vertegenwoordiging, week voor de mogelijkheid niet terug. Met hem is de Regeering van gevoelen « dat het goed is dat de colleges dezelfde zijn voor » de kiezingen voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers en voor de » kiezingen voor den Senaat ». (Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting van 24 januari 1888). maar hij wil die gedachte verwezenlijken door al de kiesomschrijvingen, zoo groote als kleine, in hare huidige grenzen te behouden.

* * *

Buiten de kritiek van ondergeschikten aard welke wij gedurende de beraadslaging over de artikelen zullen ontmoeten, worden, in de Centrale afdeling, twee onbetwistbaar ernstige opwerpingen tegen het wetsontwerp gemaakt.

Voor de eenen, die voorstanders zijn van de « splitsing », desnoods tot het eennamig stelsel gedreven, of van de zuivere evenredige vertegenwoordiging, is er geene overeenkomst, in den eigenlijken zin des woords; voor de anderen, die overigens tot de partijen der oppositiën behooren, geldt het als een staatsaanslag of, voor het allerminst, als een hatelijke partijdaad.

Die grieven zijn niet gegrond.

Aan de twee uiteinden der oplossingen, in het land besproken, bevinden zich de stemming op één naam en de zuiver evenredige vertegenwoordiging.

De algemeen gemaakte toepassing dier twee hervormingen vergt dat grondige wijzigingen aan de kiesomschrijvingen worden toegebracht.

Om de verwezenlijking der eene toe te laten, moet men België verdeelen in evenveel kiesomschrijvingen als er afgevaardigden te benoemen zijn, terwijl het in werking brengen der andere noodzakelijk de vereeniging

medebrengt van verschillende arrondissementen, derwijze dat voortaan nog enkel groote colleges in het land zouden bestaan.

De Regeering vraagt aan de voorstanders van een en ander stelsel, evenals aan die welke in ondergeschikte orde de verdeeling van 't arrondissement Brussel willen, eene gemeenschappelijke opoffering.

Zij behoudt, heel en gansch, de gebiedsomschrijvingen van 1830-1831.

Geene splitsing. eenerzijds ; geene aanhechting, anderzijds. Zonder zover te gaan dat men aan de voorstanders van evenredige vertegenwoordiging de door hen geliefde hervorming toestaat, overal waar dat strookt met het behoud der kiesomschrijvingen, zoo met het oog op de Kamer als op den Senaat, richt de Regeering de vertegenwoordiging der sterke minderheden in. Zeven arrondissementen, die 69 afgevaardigden en 33 senatoren benoemen, verkeerden in die omstandigheden.

Aan de voorstanders der stemming op één naam en der kleine omschrijvingen, behoudt het 9 arrondissementen, met één vertegenwoordiger, 9 met twee vertegenwoordigers, 8 met drie vertegenwoordigers en 8 met vier.

Die 34 arrondissementen te zamen kiezen 83 afgevaardigden en 43 senatoren.

Daarenboven vraagt het aan de voorstanders van zuiver evenredige vertegenwoordiging twee gewichtige verzachtingen ; de eene ten voordeele der sterkste partij onder degene die van de verdeeling der zetels deel moeten hebben ; de andere, aangeprezen door den heer Pirmez en andere voorname voorstanders van evenredige vertegenwoordiging, tegen de gebeurlijke of weinig gewichtige groepeerings door de inrichting van het *quorum*, reeds in de gemeentewet geschreven, gestemd met den steun der progressistische linkerzijde.

Het ontwerp der Regeering, zoo min als de kieswet van 1831, is vrij van het verwijt dat het niet op een zuiver beginsel gesteund is : dat erkennen wij volgaarne.

Maar dit eens toegegeven zijnde, voegden wij er onmiddellijk bij dat de landen waar de kieswetgeving dat voorrecht heeft, vatbaar zijn voor andere niet minder ernstige kritiek. Daar ook kan men krenkende onregelmatigheden opmerken.

Wij willen hier noch het beginsel bespreken der stemming op één naam, noch de moeilijkheden in de toepassing nagaan waarmede diegenen zouden moeten strijden, die het onmiddellijk zouden moeten toepassen en na iedere tienjaarlijksche volkstelling.

Wij kennen de eerlijke politiek van diegenen onzer achtbare medeleden, welke die hervorming verdedigen ; zij waarborgt ons den geest van rechtvaardigheid dien zij bij de inrichting der nieuwe colleges aan den dag zouden hebben gelegd. Maar kunnen zij zelve ons de verzekering geven dat ten allen tijde, én de Regeering en de meerderheid door zoo verheven gedachten zullen worden geleid ?

« Indien men gansch het land verdeelde in omschrijvingen van 40,000 » inwoners, » zegde de achtbare heer Woeste in de zitting der Kamer van

10 Maart 1893, « om de tien jaar en meer zelfs, wanneer het eerste het beste » ministerie dat voorstelde, zou men al de kiesomschrijvingen moeten » wijzigen; deze zouden aldus overgeleverd zijn aan de willekeur der » Regeering en de meerderheid die in die vergadering zou zitting hebben, » op het oogenblik dat die wijziging zou moeten gebeuren. »

Het achtbaar lid hield die practische opwerping voor een *schier onoverkomelijke bezwaar*.

De kiesverdeeling der groote naburige landen, waar het stelsel der kiezing op één naam van kracht is, geeft aanleiding tot gewettigde vrees. Wat betreft het voorbeeld van Holland, de colleges werden er onlangs bepaald; de aangroei der bevolking die noodzakelijk grooter is in de eene dan in de andere, had den tijd niet om zich voor te doen en er bestaan bijzondere omstandigheden waarop wij de aandacht zullen vestigen.

De heer senator Leger, in een vlugschrift, verschenen in 1898 en dragende voor titel : *La réforme électorale*, toont aan dat er in Frankrijk kiesomschrijvingen bestaan welker bevolking verschilt van 15,477 tot 150,633 inwoners. De eene en de andere benoemen één vertegenwoordiger ! De schrijver ontleent de volgende cijfers aan den *Bien public* van 10 October 1898 :

Barcelonnette (Basses-Alpes)	15,477 inwoners.
Castellane (Basses-Alpes)	18,059 —
Sisteron (Basses-Alpes)	20,102 —
Puget-Théniers (Alpes-Maritimes) , .	22,040 —
Reims, 1 ^e omschrijving (Marne)	116,866 —
Saint-Étienne, 1 ^{ste} omschrijving (Loire). .	117,875 —
Saint-Denis, 5 ^e omschrijving (Seine). .	119,070 —
Nantes, 5 ^e omschrijving (Loire-Infér.) .	122,165 —
Seeaux, 1 ^e omschrijving (Seine)	122,936 —
Rijssel, 5 ^e omschrijving (Noord)	150,633 —

Aan den heer professor Van den Heuvel zijn wij de volgende inlichtingen verschuldigd, wat Duitschland betreft :

« Het stelsel der stemming op één naam, » schrijft hij in zijn vlugschrift : *Contre la généralisation du scrutin uninominal en Belgique*, bladzijden 25 en 26, « beheerscht de Duitse wetgeving. Het regelt de kiezingen voor » den Reichstag. Doch. het is niet van belang ontbloot op de tabel der be- » volking der kiesdistricten eenen oogopslag te werpen Het wettelijk cijfer der » bevolking van eene kiesomschrijving bedraagt 100,000 inwoners. Welnu, » slechts 12 t. b. der kiesomschrijvingen beantwoorden nog thans aan die » verhouding!

» Ziehier een uittreksel uit de statistieken van den Reichstag :

» Er zijn 3 districten van beneden de 60,000 inwoners :

41,224 Schaumburg-Lippe.

50,831 Lauenburg.

57,766 Waldeck.

10 districten van 60 tot 70,000 inwoners.

13	—	70	—	80,000	—
42	—	80	—	95,000	—
48	—	95	—	105,000	—
88	—	105	—	120,000	—
74	—	120	—	140,000	—
60	—	140	—	160,000	—
29	—	160	—	200,000	—
30	—	boven de 200,000			—

» Onder deze laatste zijn : 327,712 inwoners te Munchen.

334,569	—	Leipzig.
374,331	—	Geest.
409,934	—	Berlijn (4 ^e district).
429,903	—	Bochum.
505,395	—	Tellow.
586,926	—	Berlijn (6 ^e district).

» Een kiezer van Schaumburg heeft veertien maal meer kieskracht dan
» een kiezer der zesde omschrijving van Berlijn. »

In Engeland, waar het stelsel op één naam in de meeste colleges bestaat, worden ook dergelijke onregelmatigheden vastgesteld.

« Wat betreft de verhouding tusschen het getal der volksvertegenwoor-
» digers en het cijfer der bevolking, » schrijft graaf de Franqueville, in zijn
werk : *Le Gouvernement et le Parlement britanniques*, bundel II, bladzijden
275 en 276, » vindt men een zeer merkkelijk verschil wanneer men de twee
» uitersten beschouwt : zoo telt de kiesomschrijving, door het graafschap
» Edimburg gevormd, 78,901 inwoners en die van het eiland Wight 73,633,
» terwijl de graafschappen Rutland en Bute ieder maar 21,434 en 17,489
» zielen hebben. Voor de « boroughs » telt de meest bevolkte omschrijving, die
» van Sint-Georges, Hanover Square, te Londen, 89,573 inwoners, terwijl
» die van Durham, van Pontefract en van Newry er maar 15 voorstellen ;
» derwijze dat wanneer men het getal kiezers optelt in twee groepen die
» wederzijds zestig afgevaardigden benoemen, men maar een vertegenwoor-
» diger vindt voor 23,464 inwoners in de eerste, en een lid voor 76,482 inwo-
» ners in de tweede. »

Men zal wel willen erkennen dat die voorbeelden van toepassing gekozen in Frankrijk, in Duitschland en in Engeland, bewijzen dat in de landen waar de grondslag van het stelsel eenig is, als in de twee eerste of omtrent eenig zooals in het derde, ook op veel punten gebrek aan samenhang te vinden is.

In Holland, nadat men eerst te gelijker tijd de stemming op ééne lijst in de kiescolleges der steden en de stemming op één naam ten plattelande had geoeffend, kreeg dit laatste de voorkeur en wordt het thans heel het rijk door toegepast.

Voorzeker, en wij verhaasten ons er op te wijzen, zooals zij er ingericht

werden, zijn de omschrijvingen niet zoo vatbaar voor kritiek als in Frankrijk, in Engeland en in Duitschland.

Wat zullen zij binnen enkele jaren zijn, wanneer het toenemen der bevolking, dat altijd aanzienlijker is in de steedsdistricten dan in de landelijke omschrijvingen, zal worden waargenomen?

Dat is niet gemakkelijk te voorzien, des te meer daar, van heden af, er nog al veel ongelijkheid bestaat tusschen verschillende kiesomschrijvingen.

Trouwens is het land verdeeld in honderd kiesomschrijvingen; vijf-en-vijftig districten bevatten meer dan 40 tot 50,000 inwoners; de andere, behoudens een enkel, zijn gewichtiger; zes overtreffen de 60,000 inwoners.

Het aanzienlijkste verschil bestaat tusschen de omschrijving van Hoogezand, die maar 37,443 inwoners telt, en de tweede kiesomschrijving van Rotterdam, die er 71,107 telt (*Opgave van het aantal kiezers voor de tweede Kamer der Staten Generaal, enz., 31 December 1897*).

Maar, zoo artikel 49 onzer Grondwet aan den wetgever toelaat het getal der afgevaardigden te bepalen, zonder dat dit getal de verhouding van een vertegenwoordiger op 40,000 inwoners mag overtreffen, beslist de Grondwet der Nederlanden, in haar artikel 81, dat de tweede Kamer der Staten Generaal samengesteld is uit een vast getal van 100 leden.

In dat land is dus de vermeerdering der bevolking zonder invloed op het getal der vertegenwoordigers en, in strijd met hetgeen in België gebeurt, laat 's Rijks volkstelling aan eene Regeering het recht niet over om, met behulp van de meerderheid der Kamers, tot wijzigingen van kiesomschrijvingen over te gaan.

Deze omstandigheid is hoofdzakelijk en ruimt een der argumenten uit den weg die men, wat de toepassing betreft, heeft opgeworpen tegen het invoeren van het eennamig stelsel in België als algemeenen maatregel.

« Dikwijls » wordt er in de Memorie van toelichting gezegd, « heeft men » beweerd dat niets gemakkelijker ware dan het overwicht eener partij te » verzekeren, in gevaar te brengen of te doen vervallen door, met het oog » op eigen belang, de kiesomschrijvingen te vereenigen of te verdeelen.

» De bewering, ofschoon eenigszins overdreven, is nochtans niet van » allen grond ontbloot en de partij die door de nieuwe bepalingen van » kiesomschrijvingen benadeeld zou worden, zou zonder aarzelen de meening opvatten dat dit benadeelen juist het doel is, bij het invoeren der » gewijzigde omschrijvingen beoogd.

» *De verplichting nieuwe wijzigingen in te voeren ten gevolge van de voortdurende en ongelijke toeneming der bevolking die zoude kunnen voorkomen, levert verder een groot bezwaar op.* »

De meerderheid van de Middenafdeeling is van meening dat in het ontwerp der Regeering die, naar haar inzien, eene *gematigde en verzachte* oplossing oplevert, de middelen besloten liggen om op eerlijke wijze overeen te komen.

Daardoor wordt verklaard dat er, onder de leden der meerderheid bene-

vens proportionnalisten van ouds aan dit stelsel gehecht er andere leden voorkomen die men ophouden zonder « gelatenen » noemde.

De vraag, of het behoorde de samenstelling van de schepenencolleges aan de gemeenteraden op te dragen, ofwel of dit voorrecht aan den Koning moest behouden blijven, werd zeer besproken.

De katholieken stonden het eerste stelsel voor, terwijl de liberalen aan het tweede de voorkeur gaven. Krachtens eene wet van 30 Juni 1842, werd aan den Koning het recht verleend den burgemeester onder de kiezers der gemeente te benoemen, doch enkel met beraadslagende stem in den gemeenteraad.

De meerderheid der rechterzijde stemde voor deze wet, die men sinds dikwijls heeft ingeroepen tegen de katholieken, wanneer zij eene uitbreiding vroegen van de gemeentevrijheden.

« Die wijze van redeneering » zoo schreef de achtbare heer Woeste, « is » weinig afdoende; zoo de meerderheid der rechterzijde voor de wet van » 1842 heeft gestemd, dan toch mag men daaruit geenszins afleiden dat zij » zich thans met een ander beginsel niet mag vereenigen.

» *Op politiek gebied wordt men niet zelden door de ondervinding beter » ingelicht dan door de in schijn meest grondige redeneering; door de onder- » vinding wordt eene hervorming geëischt. Moest men weigeren hare lessen » te volgen op grond van eene te voren genomen houding, dan zou men blij- » ken van hoogmoed geven en willens en wetens eene verkeerde meening » boven het openbaar belang stellen »* (1).

Door het schrijven van den achtbaren minister van State is de houding van de « gelatenen » gebillijkt.

Vastberaden om tegen het *statu quo* in, de toestanden in aanmerking te nemen, hebben zij dan ook gemeend zich te mogen leenen tot eene *overeenkomst*, daar twee stelsels met algeheele toepassing werden verworpen : de evenredige vertegenwoordiging in 1894, het eennamig stelsel in 1899.

Naar hun inzien, is de tijd tot overeenkomst aangebroken !

Door de vijandige houding van sommige groepen tegenover het ontwerp, zoowel bij de voorstanders van het eennamig stelsel als bij de proportionnalisten, wordt ten slotte bewezen dat het ontwerp tot overeenkomst aanleiding geeft; moesten al de voorstanders van ééne der vooruitgezette stelsels zich voldaan verklaard hebben, dan sprak het van zelf dat den anderen door de voorgestelde formule niet zou toegegeven geweest zijn.

Wat de voorstanders der zuivere evenredige vertegenwoordiging aangaat, meenen wij de aandacht te moeten vestigen op het verzet van het Comité van Gent, uit hoofde van den persoon zelf van zijnen achtbaren voorzitter, den heer D'Hondt, leeraar bij de Hoogeschool dier stad.

De dagorde, door dit Comité met eenparigheid van stemmen aangenomen, luidt :

(1) CHARLES WOESTE, *Vingt ans de polémique*, bladz. 18.

» Overwegende, dat het wetsontwerp, aan de Kamers aangeboden, voor gevolg hebben zou, de leden der Wetgeving door middel van twee verschillende stelsels te doen benoemen ;

» Overwegende, dat het huidig ontwerp slechts eene gedeeltelijke toepassing der evenredige vertegenwoordiging invoert, die niet van partijdigheid noch van onrechtvaardigheid is ontbloot ;

» Overwegende, dat alleen zuiver evenredige vertegenwoordiging aan de beginselen van rechtvaardigheid beantwoordt, die tot het inrichten van dit comiteit aanleiding hebben gegeven en die de grondslag moeten zijn van de kiesinrichting voor gansch het land ;

» Uit den wensch, de zuiver evenredige vertegenwoordiging te zien aannemen. »

Van eene andere zijde, blijkt uit de beknopte verslagen over de werkzaamheden der Middenafdeeling dat hoogst achtbare voorstanders van het eennamig stelsel of van de verdeeling, den strijd niet opgegeven hebben.

Zij vragen zich af, of het ontwerp naar de volledige toepassing der evenredige vertegenwoordiging leidt, ofwel, integendeel, den weg voor dat stelsel verspert.

Het ontwerp is, in werkelijkheid, eene gepaste en redelijke daad.

Het wordt toegepast op een feitelijken toestand, het spruit voort uit omstandigheden, die het verklaren en billijken ; wij meenen het bewezen te hebben.

Het heeft die onbetwistbare verdienste, dat het de toekomst voorbehoudt en geene andere oplossing onmogelijk of uiterst moeilijk maakt.

Moest de evenredige vertegenwoordiging ten onder gaan in de proefneming, die haar verleend is, dan zal de wetgever de kiesomschrijvingen van het gansche land terugvinden, zooals ze ons overgeleverd werden.

Het zal hem geoorloofd blijven, bepalingen te maken zonder rekenschap te moeten houden met nieuwe toestanden, bijzondere belangen, welke noodzakelijk zouden ontstaan zijn uit de splitsing of de samenvoeging van arrondissementen.

Dat is, uit hoofde van de verdeeldheid der gemoederen betrekkelijk het redmiddel voor eene algemeen aangewezen kwaal van onze kiesinrichting, een onbetwistbaar voordeel.

Ook treden buiten enkele uitzonderingen, de pers, de katholieke vereenigingen en de Volksbond, die krachtadig het eennamig stelsel bestreden, tegen het ontwerp der Regeering niet op.

*
* *

De tegenstanders van de politiek van het ministerie zetten, wel is waar, den strijd voort dien zij den 24 Januari 1899 aanvingen ; zij bekampen het aanhangig wetsontwerp nog heviger dan de hervorming met het eennamig stelsel tot grondslag wanneer zij vooruitgezet werd.

Uit de omstandigheden mag men afleiden, dat de hardnekkigheid, die zij

in den strijd betoonen, meer hare reden van bestaan vindt in de onmogelijkheid waarin ze zich bevinden het eens te worden over eene stellige hervorming dan wel in de bepalingen van het ontwerp der Regeering.

Behalve eene groep, aan het hoofd waarvan eenige leden van den Senaat staan, en inzonderheid de achtbare heer Bara, verwerpen zij het eennamig stelsel; zij willen noch de verdeeling van het arrondissement Brussel, noch de verandering der kiesomschrijvingen, en over de evenredige vertegenwoordiging zijn ze diep verdeeld.

Dit is bewezen door de stemming over het amendement van den heer Lorand, bij de bespreking van de provinciale kieswet, en door het onthaal dat het huidig ontwerp van onzen achtbaren collega in de afdeelingen te beurt is gevallen.

Op het gebied der keshervorming kan de medewerking der tegenpartij in het Parlement niets bijbrengen.

De tegenpartij bestaat uit veertig volksvertegenwoordigers : twaalf behooren tot de vooruitstrevende en acht-en-twintig tot de socialistische partij.

De progressisten zijn voorstanders van *zuiver* evenredige vertegenwoordiging, het meerendeel onder hen maken zelfs deel uit van de vereeniging tot hervorming; de socialisten zijn het niet eens over het vraagstuk. De achtbare heer Vandervelde zegde in de Kamer, den 8ⁿ Februari laatst : « Onder ons zijn voorstanders van zuiver evenredige vertegenwoordiging, ik behoor tot dit getal. Anderen doen hunne stemming voor de evenredige vertegenwoordiging van de aanneming van het algemeen stemrecht afhangen : zij zijn *talrijk* aan de linkerzijde. »

Om alles te zeggen, hadde het achtbaar lid er kunnen bijvoegen, dat verschillende zijner politieke vrienden zelfs het beginsel der evenredige vertegenwoordiging vijandig zijn.

Het socialistisch Congres van Sinksen, dit jaar te Leuven vergaderd, heeft de volgende dagorde gestemd : « Het Congres verklaart dat de zuivere evenredige vertegenwoordiging, in het programma der werkliedenpartij geschreven, moet ondergeschikt blijven aan de voorafgaande invoering van het zuiver algemeen stemrecht. »

Vrijheid werd echter gelaten aan de lasthebbers die *voor* of *tegen* de evenredige vertegenwoordiging verbintenissen hebben aangegaan.

Daaruit volgt, dat de stemmen, die de tegenpartij voor een ontwerp van algemeene evenredige vertegenwoordiging zou aanbrengen, zonder nuttig uitwerksel zouden blijven; ze zouden onmiddellijk verlamd worden door de stemmen der andere leden van dat deel der Kamer. Men zal erkennen dat, indien de Regeering zich in het geval bevindt, van de medewerking van de partijen der linkerzijde in de Kamers te moeten afzien, om verbetering te brengen in eenen toestand dien de partijen der oppositie, evenals de rechterzijde, slecht verklaren, zij de verantwoordelijkheid er van niet moet dragen.

*
*
*

Is het wetsontwerp een Staatsaanslag? Wordt daardoor het beginsel van artikel 6 der Grondwet miskend dat de gelijkheid der Belgen tegenover de wet afkondigt? Is het eene partijdaad?

De Regeering steunt in het Parlement op de grootste meerderheid die zich ooit in ons land voordeed.

In de Kamer, op 152 leden, heeft de rechterzijde er 112, de socialistische groep 28, de progressistische groep 12.

In den Senaat, buiten de 26 senatoren door de provincieraden benoemd — onder welke er 20 katholieken zijn, 5 liberalen, 1 socialist, — zijn er 50 senatoren die tot de rechterzijde behooren en 26 senatoren die van de partijen der oppositie deel uitmaken.

Ten onrechte zou men in de meening verkeeren, dat deze meerderheid niet op de meerderheid steunt van het kiezerskorps; dat zij, in ieder geval, slechts aan de herstemmingen zou te danken zijn.

In den schoot der middenafdeeling is men het eens geweest om te erkennen dat door hare eigene krachten alleen, zonder de medewerking van eene der partijen, welker hoofdmannen het drievoudig verbond, ja zelfs het viervoudig verbond tot stand trachten te brengen, de katholieke partij, bij de eerste stemming, de meerderheid heeft verkregen in de verkiezingen van 1896 en van 1898.

Alleen over het bedrag dier meerderheid was men het niet eens.

Terwijl een lid deze op 72,000 stemmen bepaalt voor beide stemmingen, beweert een onzer medeleden van de linkerzijde, « dat, bij de jongste verkiezingen, de partij der Regeering in geheel het land ternauwernood 15,000 » stemmen meer heeft verkregen dan hare tegenstrevers ». (Men leze den beknopten inhoud der bespreking die in de derde vergadering van de middenafdeeling werd gevoerd, bl. 57.)

In België is er geene officieele statistiek, zooals in Duitschland, bij voorbeeld, van de wederzijdsche kracht en beweging van de verschillende partijen: uit de cijfers door het *Bulletin du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique* opgegeven, blijkt echter dat, bij de eerste stemming, in de algemeene verkiezingen van 1896 en 1898, de stemmen verdeeld waren als volgt:

De vereenigde Katholieken en Christene democraten en de katholieken, buiten de vereenigingen voorgedragen, bekwamen . 993,897 stemmen
De alleen strijdende christene

democraten	66,530 stemmen	} 869,707	} 936,237 stemmen
De liberalen	388,814 stemmen		
De socialisten	480,893 stemmen		

Dus eene katholieke meerderheid op al de partijen der
oppositie van 57,660 stemmen

In deze beknopte opgave zijn de 13.605 stemmen niet medegerekend, die verkregen werden door candidaten buiten de politieke partijen voorgedragen, hetzij candidaten van den handel, hetzij vlaamsche candidaten, enz.

Men zal bemerken dat wij zeer vrijwillig aan de *partijen der oppositie* al de stemmen toekennen, die door de afgescheiden christene democraten werden verkregen.

Onder degenen die voor de kandidaten dezer partij hebben gestemd, zijn er ongetwijfeld een groot getal die zich met de nieuwe richting niet zullen vereenigen en zich bij socialist en liberalen niet zullen aansluiten om de katholieke Regeering omver te werpen.

Door deze beschouwing wordt het cijfer van 72,000 stemmen katholieke meerderheid, door een van de leden der middenfdeeling opgegeven, gebillijkt.

Bij de herstemmingen van 1896 en van 1898, nam de katholieke meerderheid in ruime mate toe.

Zoo men staande mag houden, dat gemelde stemmen haar niet behooren, dan ook mag men beweren dat de partijen der oppositie ze met minder reden te haren voordeele mogen inroepen.

Door de herstemming waren die kiezers verplicht te kiezen tusschen de katholieke kandidaten en de kandidaten van de partij der oppositie; onbeschroomd hebben zij aan de eersten boven de tweeden de voorkeur gegeven.

De jongste verkiezing van Luik, bij welke het getal stemmen van de katholieke partij met meer dan 5,000 stemmen toenam, heeft bewezen dat de coalitie van de antiregeeringsgezinde partijen niet op gelijke wijze door al de liberale kiezers is ingezien.

Uit het voorgaande blijkt, dat, zoo men staande kan houden dat het getal zetels, aan de rechterzijde toegekend, niet overeenstemt met de wezenlijke kracht der katholieke partij, deze partij niettemin eene onbetwistbare meerderheid heeft in het land, zonder de medewerking van iedere andere groep. Haar komt de wetgeving dus toe, en de wettige uitoefening van dit recht kan geen Staatsaanslag uitmaken.

* * *

Wordt door het wetsontwerp de geest van artikel 6 der Grondwet miskend?

Artikel 48 der Grondwet draagt aan den gewonen wetgever de taak op al wat de kiesomschrijvingen betreft te regelen, en om hem toe te laten, bij voorkomend geval, de evenredige vertegenwoordiging in te richten, heeft de wetgever van 1893 de bewoordingen van den tekst van dit artikel gewijzigd. Anderzijds, heeft het Nationaal Congres zelf, wij hebben het reeds bewezen, twee verschillende kiesstelsels ingevoerd: de stemming op één lijst en de stemming op één naam, en onder de omschrijvingen waar voor verscheidene zetels gestemd moet worden, heeft het colleges opgenomen van zeer ongelijke krachten, hebbende van 3 tot 7 afgevaardigden. Ten onrechte wordt dus gezegd dat de tekst, ja zelf de geest van artikel 6 der Grondwet zou miskend zijn door het feit, dat het wetsontwerp het stelsel van de evenredige vertegenwoordiging invoert en op die wijze verschillende stelsels te zamen laat bestaan.

Niet zonder reden wordt Engeland voorgesteld als het land dat dient nagevolgd te worden met het oog op het toepassen van het parlementair stelsel.

Wanneer, « in 1867, de wetgever de gelegenheid, die zich bij de wijziging » der kieswet voordeed, te baat wilde nemen om een nieuw stelsel te be- » proeven, *werden de bestaande omschrijvingen niet gewijzigd*, doch door » een artikel werd bepaald dat in de graafschappen of in de « boroughs » die » op twee vertegenwoordigers recht hadden, ieder kiezer het recht zou » behouden om voor de twee kandidaten te stemmen, terwijl in de omschrij- » vingen, waar drie leden moesten benoemd worden, de kiezer eveneens » slechts voor twee kandidaten zou mogen stemmen. In de City van Londen, » die vier afgevaardigden moest benoemen, mocht ieder stembriefje enkel » drie namen bevatten. Dit heette : de bepaling der minderheden ». (Comte DE FRANQUEVILLE, *Le Gouvernement et le Parlement britanniques*, deel II, bl. 272 en 273.)

De wet van 1885 voerde het eennamig stelsel in Engeland in.

« Ieder graafschap, dat meer dan één vertegenwoordiger moet benoemen, » wordt verdeeld in evenzooveel omschrijvingen als er leden te benoemen » zijn. Wat de « boroughs » betreft, werd het volgende onderscheid » gemaakt : die, waarvan de vertegenwoordiging niet gewijzigd is, blijven » door het oud stelsel beheerd ; degene, waarvan de vertegenwoordiging » is vermeerderd of die, krachtens de nieuwe wet, verscheidene afgevaar- » digden moeten benoemen, zijn in omschrijvingen verdeeld, waarvan iedere » een vertegenwoordiger benoemt. » (*Ibid.*, bl. 273.)

Thans zijn er vier en twintig « boroughs » en drie hoogeschole die twee afgevaardigden benoemen ; al de andere colleges stemmen op één naam.

Men weet dat in Italië de vertegenwoordiging der minderheden, door middel van de beperkte stemming verwezenlijkt, bij de wetgevende verkiezingen van 1882 tot 1892 werd toegepast. De redenen waarom dit stelsel op dat gebied ter zijde werd gesteld, terwijl het voor de gemeente- en provincieverkiezingen van kracht is, zijn verschillend uitgelegd ; alleen dit willen wij doen opmerken, namelijk, dat gedurende dit tienjarig tijdvak het meerderheidsstelsel en het minderheidsstelsel tegelijkertijd van kracht waren bij de verkiezingen voor de Kamer der afgevaardigden.

Toen waren er honderd vijf-en-dertig districten ; daaronder verkozen slechts vijf-en-dertig, vijf afgevaardigden.

In de honderd eerste, wederzijds met twee, drie, vier afgevaardigden, was de stemming niet beperkt ; in de vijf-en-dertig andere, integendeel, mocht de kiezer slechts voor vier afgevaardigden stemmen.

In Spanje werd, voor de wetgevende verkiezingen, de evenredige vertegenwoordiging toegepast enkel in zes-en-twintig colleges, die ieder drie tot acht afgevaardigden moesten benoemen.

Thans, en sinds 1898, worden in Wurtemberg het meerderheidsstelsel en het minderheidsstelsel tegelijkertijd toegepast. Twee-en-zeventig afgevaardigden worden er benoemd bij eennamige stemming, terwijl de kiezers, in provinciale colleges vereenigd, vier-en-twintig andere afgevaardigden benoemen door middel van de evenredige vertegenwoordiging.

Na de stemming over de thans behandelde wet, zal de toestand van België

de toestand zijn van Engeland van 1867 tot 1885, die van Italië van 1882 tot 1892, die van Spanje in 1878; sommige colleges zullen aan het meerderheidsstelsel onderworpen zijn; in andere zal men de evenredige vertegenwoordiging toepassen.

Daarenboven, naar het voorbeeld van hetgeen zich thans in Engeland voordoet, zullen, onder de eerste colleges, deze aan het cennamig stelsel onderworpen zijn en in de andere zal de voorkeur aan de stemming op ééne lijst verleend worden.

*
* *

Onder de nieuwe wet, zal de toestand ten aanzien van de ongelijkheid tusschen de arrondissementen van het Rijk in ruime mate verbeterd zijn.

Zoo de arrondissementen Brussel, Antwerpen, Gent, Luik, Charleroi, Bergen en Leuven, welker omtrek niet gewijzigd wordt, belangrijke afvaardigingen behouden, benevens omschrijvingen met één, twee of beneden vijf afgevaardigden, dan toch, dank aan de evenredige vertegenwoordiging, zal men niet meer kunnen staande houden dat eene verplaatsing van enkele stemmen in een dier arrondissementen voldoende is om de Regeering te doen vallen.

In den grond, zal het verschil, in het opzicht van politieke[n] invloed, tusschen den kiezer in een arrondissement met één afgevaardigde en denjenigen die zijne rechten uitoefent, bij voorbeeld, in het arrondissement Brussel — verschil dat hijsaangeklaagd wordt,— in ruime mate afnemen.

Het ontwerp vermindert de politieke macht van de groote arrondissementen en brengt haar merkelyk terug, door de gelijktijdige vertegenwoordiging van de partijen, tot hetgeen het Nationaal Congres beoogde, wanneer het, in 1831, het getal afgevaardigden, waarop het voornaamste kiescollege mocht aanspraak maken, op zeven bepaalde.

Zoo men opwerpt dat de evenredige vertegenwoordiging te Brussel, college met achttien afgevaardigden, zal toegepast worden, terwijl zij voor West-Vlaanderen, dat ook achttien afgevaardigden heeft, niet gelden zal, kan men antwoorden dat eene vergelyking geen bewijs is.

Onder het huidig stelsel bekomt, te Brussel, de meerderheid noodzakelyk al de zetels, al moest de minderheid 100,001 tegen 100,002 stemmen verkrijgen.

In West-Vlaanderen zijn de kiezers verdeeld in verscheidene kiescolleges, en daar hebben de verscheidene partijen zooniet de zekerheid dan toch kans om vertegenwoordigd te zijn. Feitelyk was de toestand vroeger aldus: Ieperen had gedurende langen tijd liberale afgevaardigden; de wet van 1879 werd in den Senaat aangenomen dank aan de stem van eenen brugschen liberalen senator, die met een zeer geringe minderheid werd verkozen; in de Constituante was Oostende door twee liberale afgevaardigden vertegenwoordigd.

Bijna in al de provinciën was dit ook het geval.

Verre dan van den geest van artikel 6 der Grondwet te schenden, neemt

het wetsontwerp dien in acht en tracht het dit doel te bereiken, dat het beginsel van de gelijkheid der Belgen voor de wet steeds meer eene werkelijkheid worde.

Is het ontwerp eene partijdaad?

Uit de verscheidene omstandigheden, die het gevolg waren van de onmogelijkheid, voor de partijen, het over eene afdoende formule eens te worden, is het stelsel ontstaan met hetwelk de Regeering zich heeft vereenigd.

Het werd haar dus niet ingegeven door oneerlijke politieke bedoelingen.

Anderszins was het gelegen, wanneer, in 1864, de heer Orts, met het oog op de onvermijdelijke ontbinding der Kamer, doordien aan de liberale partij de meerderheid ontvallen was tengevolge van de ziekte van het eenigste lid dat de meerderheid uitmaakte, het voorstel deed, de tienjaarlijksche volkstelling, door de wet in 1866 bepaald, vooruit te loopen om het getal der volksvertegenwoordigers op willekeurige wijze te verhoogen. Deze verhooging moest bijna uitsluitend aan de liberale denkwijze voordeel bijbrengen.

In de zitting der Kamer van 1 Juli 1864, aarzelde die Minister van State geenszins de navolgende ongehoorde woorden uit te spreken, die door de toenmalige liberale pers zeer bewonderd werden :

« Ik betwist het niet, dit voorstel deed ik om de liberale partij in het » land het gerechtigd deel van invloed te schenken, dat zij hebben moet. Ik » heb het belang dier denkwijze willen bevorderen; desnoods, ondanks de » ministers, omdat ik de belangen mijner partij boven alle andere dergelijke beschouwing stel, en *ik meen dat ieder politiek man, die dezen naam » waardig is, aldus handelen moet.* » De Regeering, aan wier hoofd de heer Rogier stond, aarzelde niet zich met het wetsontwerp te vereenigen en de rechterzijde verliet de zaal.

Er dient opgemerkt te worden dat, daar de twee groepen in het Parlement van gelijke kracht waren, deze houding de liberale partij in de onmogelijkheid stelde het ontwerp Orts er door te halen. Toen was er feitelijk geene meerderheid meer in de Kamer.

*
* *

Men tracht de legende van de partijdaad, door de huidige Regeering ontworpen, te steunen op het feit dat de toepassing van de evenredige vertegenwoordiging tot de zeven groote arrondissementen beperkt is.

De redenen waarop deze bepaling van het ontwerp steunt, hebben wij reeds opgegeven; wij komen er niet op terug. Het zij ons echter toegelaten het bewijs te leveren dat alle bedoelingen van partijbelang er buiten gesloten zijn.

Wat betreft de eennamige arrondissementen, deze werden door het ontwerp, dat de Regeering in 1894 indiende, voor de verkiezing der volksvertegenwoordigers behouden om de huidige kiesomschrijvingen van België niet 't onderst boven te moeten keeren.

Onder de voorstanders van dit stelsel trad ons achtbaar medelid de heer Lorand op.

« Uit het behoud der huidige arrondissementen kan men moeilijk zich een » wapen smeden. » Zoo schreef hij den 12ⁿ Maart 1894, in n° 71 van het *Journal de Gand*. « Men heeft het beproefd, doch dit zal niet lukken. » Ongetwijfeld worden de katholieken door dit stelsel bevoordeeld en » zullen zij daardoor in negen eennamige arrondissementen *één of twee afge- » vaardigden* meer verkrijgen dan zij er zouden bekomen, zoo die arron- » dissementen met vier of vijf vereenigd waren.

» Terecht mogen wij nochtans de hoop koesteren dat het algemeen » stemrecht ons Virton (1) en Aarlen, misschien ook binnen korten tijd » Neufchateau opnieuw schenken zal. Voor ons is echter het zuiver behoud » der huidige arrondissementen een gewichtige waarborg; wat de reaction- » nairen beoogden, dit was de splitsing van de groote arrondissementen, » vooral dit van Brussel. *Door het behouden der arrondissementen zooals » zij thans voorkomen, wordt alle poging tot splitsing of « kiesaardrijks- » kunde » ter zijde gesteld.* »

« Daarom », zoo ging de heer Lorand voort, « ben ik van gevoelen dat de » liberalen en de democraten dit behoud moeten aannemen als een waar- » borg, zelfs al moesten daardoor in de kleine arrondissementen onze » tegenstrevers eenigszins bevoordeeld worden. Men heeft het overigens » gezegd: zoo de clericalen in de negen eennamige arrondissementen zes of » zeven afgevaardigden behouden, die zij misschien toch zouden behouden » zelfs indien men deze arrondissementen moest vereenigen, dan kunnen » wij vertegenwoordigers verkrijgen in de arrondissementen met twee afge- » vaardigden, waar het algemeen stemrecht ons misschien twee afgevaar- » digden en misschien geen enkel afgevaardigde schenken zou.

» Ook wordt er door de clericalen van Philippeville protest aangeteekend. » Te Ath, Borgworm, Hoei schijnen beide partijen even sterk te zijn en » niemand weet wat er uit het meerderheidsstelsel spruiten zou. »

Zou de partijdaad besloten liggen in het behoud van den huidige toestand voor de arrondissementen die voor twee, drie en vier afgevaardigden stemmen?

Het is voldoende de cijfers na te gaan om dit verwijt te doen vallen.

Hier volgen tabellen betreffende de arrondissementen met vier afgevaardigden, de acht arrondissementen met drie afgevaardigden en de arrondissementen die op twee namen stemmen, met de opgave of zij tot de rechterzijde of tot tegenpartijen behooren. Wij hebben er eveneens de wijzigingen in aangegeven, die door de aanstaande kiezingen aan dien toestand zouden kunnen toegebracht worden, in de dubbele veronderstelling dat het wetsontwerp of het meerderheidsstelsel er toegepast worde.

Opdat men ons niet zou kunnen verwijten, zelfs op dat men niet zou

(1) Dit is reeds een voltrokken feit.

kunnen vermoeden dat wij niet onpartijdig te werk gingen of dat wij ons door een al te groot optimisme lieten leiden, hebben wij in al die arrondissementen de voor de tegenpartij meest gunstige uitslagen aangenomen.

Eenerzijds, hebben wij haar zeer vrijwillig al de zetels toegekend in de arrondissementen waar, onder het meerderheidsstelsel, de uitslag van den strijd over 't algemeen onzeker is, en, anderzijds, hebben wij haar het voordeel toegestaan van de samenwerking der meest uiteenlopende elementen, onder het beheer der evenredige vertegenwoordiging.

In de middenafdeeling heeft een onzer achtbare medeleden van de tegenpartij erkend dat de *zuivere* evenredige vertegenwoordiging voor enkele jaren nog de meerderheid aan de katholieken schenken zou; hij voegde er bij: ik betrouw echter dat zij ten slotte op de zegepraal der democratie zal uitloopen. (Men leze den korten inhoud der besprekingen gedurende de derde vergadering van de middenafdeeling, blz. 38.)

Zonder deze andere vooruitgezette bewering te betwisten, als zou de uitbreiding der evenredige vertegenwoordiging tot de arrondissementen met drie en vier afgevaardigden, thans voor de liberalen en socialistenaadellig zijn, heeft dit lid staande gehouden dat de Regeering, zoo zij de evenredige vertegenwoordiging niet voorstelt, handelt niet uit rechtvaardigheid, maar omdat die uitbreiding het Parlement zou openstellen voor vertegenwoordigers van de *Christene Volkspartij*. Hij zegde daarenboven dat, namelijk te Aalst, Dendermonde en Ieperen, afgevaardigden dier kleur zouden verkozen worden. (*Id.*, 5^e vergadering, bl. 51.)

Dusdanigen uitslag zou, in geval van coalitie, de verdeeling der zetels kunnen opleveren te Aalst en te Dendermonde; in de navolgende tabellen hebben wij dan ook twee zetels aan de tegenpartijen voorbehouden.

I. — Tabel betreffende de acht arrondissementen met vier afgevaardigden.

ARRONDISSE- MENTEN.	Huidige toestand.		Toestand na de gebeurlijke toepassing van het wetsontworp.		Toestand die zich na de aan- staande verkiezingen zou kunnen voordoen onder het meerderheidsstelsel.	
Aalst	4 katholieken.	0 tegenstand.	3 katholieken.	1 tegenstand.	4 katholieken.	0 tegenstand.
Kortrijk. . .	4 —	0 —	4 —	0 —	4 —	0 —
Mechelen . .	4 —	0 —	3 —	1 —	4 —	0 —
Namen	0 —	4 —	1 —	3 —	0 —	4 —
Nijvel. . . .	4 —	0 —	1 —	3 —	0 —	4 —
St-Nikolaas .	4 —	0 —	4 —	0 —	4 —	0 —
Doornik. . .	4 —	0 —	1 —	3 —	0 —	4 —
Verviers. . .	4 —	0 —	1 —	3 —	0 —	4 —
TE ZAMEN.	28 katholieken.	4 tegenstand.	18 katholieken.	14 tegenstand.	16 katholieken.	16 tegenstand.

II. — *Tabel betreffende de acht arrondissementen met drie afgevaardigden.*

ARRONDISSE- MENTEN.	Huidige toestand.		Toestand na de gebeurlijke toepassing van het wetsontwerp.		Toestand die zich na de aan- staande verkiezingen zou kunnen voordoen onder het meerderheidsstelsel.	
Oudenaarde .	3 katholieken.	0 tegenstanders.	3 katholieken.	0 tegenstanders.	3 katholieken.	0 tegenstanders.
Brugge . . .	3 —	0 —	3 —	0 —	3 —	0 —
Hasselt . . .	3 —	0 —	3 —	0 —	3 —	0 —
Soignies. . .	0 —	3 —	0 —	3 —	0 —	3 —
Dendermonde	3 —	0 —	2 —	1 —	3 —	0 —
Thuin. . . .	0 —	3 —	1 —	2 —	0 —	3 —
Turnhout . .	3 —	0 —	2 —	1 —	3 —	0 —
Leperen . . .	3 —	0 —	3 —	0 —	3 —	0 —
TE ZAMEN.	18 katholieken.	6 tegenstanders.	17 katholieken.	7 tegenstanders.	18 katholieken.	6 tegenstanders.

III. — *Tabel betreffende de negen arrondissementen die op twee namen stemmen.*

ARRONDISSE- MENTEN.	Huidige toestand.		Toestand na de gebeurlijke toepassing van de even- redige vertegenwoordi- ging.		Toestand die zich na de aan- staande verkiezingen zou kunnen voordoen onder het meerderheidsstelsel.	
Ath.	0 katholiek.	2 tegenstanders.	1 katholiek.	1 tegenstanders.	0 katholiek.	2 tegenstanders.
Dinant . . .	2 —	0 —	1 —	1 —	2 —	0 —
Hoei	0 —	2 —	1 —	1 —	0 —	2 —
Oostende . .	2 —	0 —	1 —	1 —	2 —	0 —
Philippeville.	2 —	0 —	1 —	1 —	0 —	2 —
Rousselare. .	2 —	0 —	2 —	0 —	2 —	0 —
Thielt. . . .	2 —	0 —	2 —	0 —	2 —	0 —
Tongeren . .	2 —	0 —	2 —	0 —	2 —	0 —
Borgworm. .	2 —	0 —	1 —	1 —	0 —	2 —
TE ZAMEN.	14 katholieken.	4 tegenstanders.	12 katholieken.	6 tegenstanders.	10 katholieken.	8 tegenstanders.

Voor de arrondissementen die op twee namen stemmen, en enkel als veronderstelling, hebben wij den regel toegepast, voorzien bij het wetsontwerp van 1894, krachtens welken een candidaat de twee vijfden van de geldige stemmen moest verkrijgen om verkozen te zijn.

IV. — *Tabel van de opgave der cijfers, in hun geheel, voor de zestien arrondissementen met drie en vier afgevaardigden en de negen arrondissementen die op twee namen stemmen.*

ARRONDISSEMENTEN.	Huidige toestand.		Toestand na de gebeurlijke toepassing van de eynredige vertegenwoordiging.		Toestand die zich na de aanstaande verkiezingen zou kunnen voordoen onder het meerderheidsstelsel.	
Arrondissem. met 4 afgevaardigden.	28 kath.	4 tegenst.	18 kath.	14 tegenst.	16 kath.	16 tegenst.
— — 3 —	18 —	6 —	17 —	7 —	18 —	6 —
— — 2 —	14 —	4 —	12 —	6 —	10 —	8 —
TOTALEN.	60 kath.	14 tegenst.	47 kath.	27 tegenst.	44 kath.	30 tegenst.

De toepassing van het wetsontwerp, uitgebreid tot de arrondissementen die 4, 3 en 2 volksvertegenwoordigers benoemen, mits men, voor de oppositie de meest gunstige omstandigheden veronderstelt, zou, verre van de krachten der rechterzijde te verminderen, voor gevolg hebben haar meer zetels te geven dan het meerderheidsstelsel, indien de hoop der vereenigde partijen zich moest verwezenlijken.

Wanneer, in die gezamenlijke arrondissementen, de toepassing der evenredige vertegenwoordiging aan de katholieken 47 zetels zou geven tegen 27 aan de oppositie, zou het huidig stelsel er hun maar 44 tegen 30 aan de hand doen.

Ten onrechte beweert men dus, dat, zoo het wetsontwerp het *statu quo* elders dan in de zeven groote arrondissementen behoudt, dit is omdat de Regeering gehoorzaamt aan eene niet te erkennen reden en dat zij van eene *hatelijke partijdaad* het behoud eener kunstmatige meerderheid verwacht.

De waarheid is, dat het ontwerp der Regeering zekerlijk voor gevolg zal hebben, — van 1900 af — het getal zetels, waarover de katholieke meerderheid thans beschikt, op gevoelige wijze te verminderen.

Het ontwerp heeft deze verdienste dat het, en dit dient erkend, eene billijker verhouding bepaalt tusschen de kracht der katholieke partij, zooals zij uit de laatste stemmingen is gebleken, en het getal der haar toegekende zetels. Ook zal het aan de liberale kiezers, die eene regeeringspartij zijn gebleven, toelaten zich in het Parlement te doen vertegenwoordigen met het uitsluitend behulp hunner stemmen, zonder hunne zienswijze of hunne waardigheid prijs te geven.

Die beteekenis der wet werd in het licht gesteld door *la Chronique*, die, onder den titel : « *Wat de kieshervorming zou opleveren* » de navolgende cijfers opgaf :

BRUSSEL. — Thans : 18 clericalen.

Na de hervorming : 9 clericalen, 6 radico-socialisten en 3 gematigde liberalen.

ANTWERPEN. — Thans : 11 clericalen.

Na de hervorming : 6 clericalen, 3 liberalen.

GENT. — Thans : 9 clericalen.

Na de hervorming : 7 clericalen, 2 cartellisten.

LUIK. — Thans : 11 radico-socialisten.

Na de hervorming : 6 radico-socialisten, 3 clericalen, 2 gematigde liberalen.

BERGEN. — Thans : 6 socialisten.

Na de hervorming : 4 socialisten, 1 liberaal, 1 clericaal.

CHARLEROI. — Thans : 8 socialisten.

Na de hervorming : 3 socialisten, 2 clericalen, 1 liberaal.

LEUVEN. — Thans : 6 clericalen.

Na de hervorming : 4 clericalen, 2 radico-socialisten.

Volgens de bekentenis der *Chronique*, doet het wetsontwerp aan de katholieke partij achttien zetels verliezen; anderzijds, verliest zij er vijf; dus een zeker verlies, zonder mogelijke vergoeding, van 13 zetels, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Ook roepen zij, die het vertelsel van de partijdaad uitvonden, na al hunne argumenten te hebben uitgeput, dat door het ontwerp, alhoewel het aan iedereen wat toegeeft, eene verminderde maar onverdelgbare meerderheid wordt verzekerd.

Die redenering houdt maar steek wanneer de katholieken in de verschillende arrondissementen hunnen tegenwoordigen toestand behouden, die uit de algemeene verkiezingen van 1896 en 1898 bij de eerste stemming gebleken is.

Is dit zoo, dan zal de katholieke partij werkelijk en zeer billijk aan 't bewind blijven, omdat het de wil zal zijn van de meerderheid der natie.

Mocht, bij toeval, de openbare meening zich tegen haar verklaren, dan zal het niet door de huidige wet zijn dat de partijen der oppositie van het bewind zullen verwijderd blijven.

Inderdaad, in de zeven groote arrondissementen zullen de zetels verdeeld worden door evenredige vertegenwoordiging in de arrondissementen; waar vier en drie vertegenwoordigers worden benoemd, evenals in de arrondissementen met twee en met één volksvertegenwoordiger, is 't door de cijfers bewezen, dat, zoo eene partij er aan blootgesteld is haren toestand te zien verminderen door het behoud van het meerderheidstelsel, dit wel de katholieke partij is; in de arrondissementen met één vertegenwoordiger, hebben de katholieken eene aanzienlijke meerderheid en 't is niet door hunne samenvoeging tot kiescolleges met meer dan één vertegenwoordiger, en dit met of zonder evenredige vertegenwoordiging, dat zij die meerderheid zouden verliezen, zooals het, in 1894, door den achtbaren heer Lorand werd erkend.

Een lid der minderheid doet opmerken :

1° Dat de groote meerderheid der rechterzijde zich, in Februari 1894, in de afdeelingen tegen de evenredige vertegenwoordiging verklaarde;

3° Dat de berekeningen en de cijfers in het verslag aangehaald om de

gevolgen van de evenredige vertegenwoordiging en van het meerderheidsstelsel in de arrondissementen van 4 en van 3 afgevaardigden vast te stellen, geene rekening houden met dit feit, dat het stelsel der evenredige vertegenwoordiging verbrokkeling tot gevolg moet hebben.

Al de afdeelingen der Kamer hebben het wetsontwerp aangenomen, adt 61 stemmen op zich vereenigd heeft tegen 34 en 20 onthoudingen.

Het tweede deel van dit verslag vermeldt de stemmingen die plaats hadden, zoo in de afdeelingen als in de Centrale afdeeling.

Het vat de besprekingen samen, die in deze laatste plaats hadden over het ontwerp der Regeering en over het ontwerp-Lorand.

Naar aanleiding der verschillende artikelen van het eerste dier ontwerpen en der voorgestelde amendementen, worden er de quaestiën van het *quorum*, van de plaatsvervangers, van de orde van voorstelling der candidaten en van de verdeeling der zetels in onderzocht.

DE WETSONTWERPEN VAN DE REGEERING EN VAN DE HEEREN LORAND EN CONSOORTEN IN DE AFDEELINGEN.

Voorstel tot verdaging van het wetsontwerp der Regeering.

In de meeste afdeelingen hebben leden de verdaging van het ontwerp gevraagd, de eenen zonder eenen datum vast te stellen, de anderen tot na de verkiezingen van 1900; zij zijn van oordeel dat, om reden der buitengewone belangrijkheid van de voorstellen der Regeering, het land dient te worden geraadpleegd. Andere leden denken er anders over. Sedert lange jaren is het vraagstuk der verdeeling van de zetels aan de openbare meening onderworpen en al de partijen hebben de onmogelijkheid om het *statu quo* te behouden, erkend. België is overigens niet door het stelsel der rechtstreeksche wetgeving beheerscht; het *referendum* bestaat ook niet in onze wetten en de Grondwet heeft aan de gewone wetgevers de zorg gelaten om over de vraagstukken, welke het ontwerp der Regeering behandelt, te beslissen.

In de 1^e afdeeling werd de verdaging niet voorgesteld.

In de 2^e — — — — — werd ze voorgesteld, doch er werd niet gestemd.

In de 3^e — — — — — werd ze verworpen met 18 stemmen tegen 3;

In de 4^e — — — — — 13 — — — — — 6;

In de 5^e — — — — — 15 — — — — — 5 en 1 onthouding;

In de 6^e — — — — — 9 — — — — — 8 en 1 —

In de gezamenlijke afdeelingen

werd de verdaging dus verworpen met

55 stemmen tegen 22 en 1 onthouding.

Algemeene beraadslaging over de twee wetsontwerpen.

Daar de redenen *voor* en *tegen* de twee wetsontwerpen aangevoerd, in de Centrale afdeeling herhaald en breedvoerig uitgelegd werden, zoo hebben wij het nutteloos geacht ze hier te ontleiden. Wij zullen dit doen in het deel van het verslag dat over de werkzaamheden der Centrale afdeeling handelt.

Bespreking en stemming over de artikelen van het wetsontwerp der regeering.

Op vier punten werd de aandacht der afdeelingen inzonderheid gevestigd: het *quorum*, het *voorstellen der candidaten*, de *plaatsvervangers* en de verdeeling der zetels.

Wij bepalen er ons bij de algemeene gedachten die werden geopperd aan te duiden en zullen die punten nader bestudeeren ter gelegenheid van het onderzoek waaraan ze door de Centrale Afdeeling werden onderworpen.

Deze moest niet alleen over de artikelen van het wetsontwerp beslissen, maar ook over verschillende amendementen waarvan later zal worden gesproken.

Stemmingen over de artikelen van het wetsontwerp der Regeering.

EERSTE ARTIKEL.

In de 1^e afdeeling werd het met 9 stemmen tegen 7 en 5 onthoudingen aangenomen.

— 2 ^e	—	9	—	8 — 5	—
— 3 ^e	—	12	—	5 — 5	—
— 4 ^e	—	8	—	7 — 4	—

In de 5^e afdeeling werd over het eerste artikel niet gestemd, doch de wet in haar geheel werd met 13 stemmen tegen 6 en 2 onthoudingen aangenomen.

In de 6^e afdeeling werd het met 11 stemmen tegen 10 en 0 onthoudingen aangenomen.

In de *gezamenlijke afdeelingen* werd het met 62 stemmen tegen 45 en 19 onthoudingen aangenomen.

ART. 2. (Quorum).

In de 1^e afdeeling werd het met 9 stemmen tegen 7 en 5 onthoudingen aangenomen.

In de 2^e afdeeling werd geene stemming uitgebracht, doch een voorstel om het *quorum* te verlagen en om het veranderlijk te maken, werd verworpen evenals een ander voorstel dat de verhooging van het *quorum* voor doel had.

In de 3^e afdeeling werd het grondbeginsel van het *quorum* met 13 stemmen tegen 4 en 1 onthouding aangenomen; de bepaling van het artikel werd met 8 stemmen tegen 5 en 3 onthoudingen verworpen. Die stemming, zegt het proces-verbaal, moet in dezen zin worden uitgelegd, dat de afdeeling een verlaagd *quorum* wenscht.

In de 4^e afdeeling werd over het artikel niet gestemd, maar een voorstel, strekkende om zich aan het natuurlijk *quorum* te houden, werd met 12 stemmen tegen 7 en 2 onthoudingen verworpen.

In de 5^e afdeeling werd het artikel met 10 stemmen tegen 7 en 4 onthoudingen aangenomen. Het natuurlijk *quorum* werd met 11 stemmen tegen 6 en 4 onthoudingen verworpen.

In de 6^e afdeeling werd het artikel met 3 stemmen tegen 3 en 13 onthoudingen aangenomen; het verslag stelt vast, dat het grondbeginsel van het *quorum* met 11 stemmen tegen 2 en 9 onthoudingen werd goedgekeurt.

ART. 3 (Verdeeling der zetels).

In de 1^e afdeeling werd het met 9 stemmen tegen 7 en 5 onthoudingen aangenomen.

In de 2^e afdeeling werd het niet ter stemming gelegd; de aandacht der Centrale afdeeling werd op die bepaling gevestigd.

In de 3^e afdeeling werd het met 8 stemmen tegen 3 en 9 onthoudingen aangenomen.

In de 4^e, 5^e en 6^e afdeelingen, werden geene bedenkingen in het midden gebracht ; er werd niet gestemd.

ART. 4 (Voorstelling der kandidaten).

In de 1^e afdeeling werd gewezen op het stelsel van het ontwerp, dat in 1894 door den heer Beernaert werd voorgesteld en waarvan melding zal worden gemaakt in het verslag der bespreking van dit artikel in de Centrale afdeeling ; er werd niet gestemd.

In de 2^e afdeeling werd de formule van 1894 met 6 stemmen tegen 3 en 3 onthoudingen verworpen ; over het artikel werd niet gestemd.

In de 3^e afdeeling werd het artikel met 11 stemmen tegen 4 en 7 onthoudingen verworpen en de formule van 1894 met 11 stemmen tegen 2 en 7 onthoudingen aangenomen.

In de 4^e afdeeling stelt een lid « het afschaffen der voorkeurstemming » voor ; 10 leden stemmen *ja*, 10 onthouden zich. Sommige leden zijn geneigd de formule Beernaert toe te treden.

In de 5^e afdeeling wordt het 1^e lid van het artikel met 11 stemmen tegen 6 en 4 onthoudingen verworpen ; de formule van 1894 wordt met 10 stemmen tegen 3 en 8 onthoudingen aangenomen.

In de 6^e afdeeling wordt het artikel met 5 stemmen tegen 1 en 13 onthoudingen aangenomen.

Het meerendeel der leden, die zich onthielden, verklaren dat zij aanhangers zijn van de formule Beernaert.

ART. 5.

Betreffende dit artikel werd geen enkele opmerking gemaakt.

ART. 6 (Plaatsvervangers).

In de 1^e afdeeling werd geene stemming uitgebracht. Uit de bespreking blijkt dat verschillende leden de instelling der plaatsvervangers genegen zijn ; anderen vragen dat het getal dezer gelijk zou mogen zijn aan dat der titelvoerders.

In de 2^e afdeeling werd niet gestemd. Sommige leden hielden staande, dat de Grondwet zich tegen de instelling der plaatsvervangers verzet.

In de 3^e afdeeling werd het grondbeginsel der plaatsvervangers met eenparigheid van stemmen, min 2 onthoudingen, aangenomen. Men preees de voorstelling aan van de titelvoerders en de plaatsvervangers op afzonderlijke lijsten.

In de 4^e afdeeling werd niet gestemd.

In de 5^e afdeeling werd de instelling der plaatsvervangers met 16 stemmen

tegen 5 aangenomen. Sommige leden drukten den wensch uit, dat men evenveel plaatsvervangers als titelvoerders zou mogen voorstellen.

In de 6° afdeeling werd het vraagstuk der plaatsvervangers met 9 stemmen tegen 3 en 7 onthoudingen in bevestigenden zin opgelost.

ART. 7 EN 8.

Deze artikelen lokten geen enkele opmerking uit in de afdeelingen.

ART. 9.

In de 1°, 4° en 6° afdeeling werd door sommige leden gevraagd welke zin dient te worden gegeven aan deze bepaling van alinea 4: « een candidaat mag in dezelfde kiezing op niet meer dan eene lijst voorkomen ».

Bijzondere vragen.

In de 6° afdeeling vraagt een lid, dat het zou verboden zijn niet kiesbare personen voor te stellen; de voorzitter van het hoofdbureel zou het recht moeten hebben die candidaturen af te wijzen.

Een ander lid doet uitschijnen, dat de voorstellers der candidaten slechts gemachtigd dienden te zijn eene enkele lijst aan te bieden.

Stemming over het ontwerp der Regeering in zijn geheel ⁽¹⁾.

In de 1° afdeeling werd het met 10 stemmen tegen 7 en 4 onthoudingen aangenomen.

— 2°	—	—	9	—	8 — 3	—	—
— 3°	—	—	9	—	4 — 6	—	—
— 4°	—	—	10	—	3 — 3	—	—
— 5°	—	—	13	—	6 — 2	—	—
— 6°	—	—	10	—	6 — 3	—	—

In de gezamenlijke afdeelingen :

werd het aangenomen met 61 stemmen tegen 34 en 21 onthoudingen.

Stemming over het wetsontwerp van de Heeren Lorand en consorten.

In de 1° afdeeling werd het met 16 stemmen tegen 0 en 3 onthoudingen verworpen.

— 2°	—	—	17	—	2 — 1 onthouding	—
— 3°	—	—	11	—	8 — 3 onthoudingen	—
— 4°	—	—	13	—	6 — 1 onthouding	—
— 5°	—	—	8	—	4 — 3 onthoudingen	—
— 6°	—	—	11	—	3 — 1 onthouding	—

In de gezamenlijke afdeelingen :

werd het aangenomen met 76 stemmen tegen 23 en 12 onthoudingen.

(1) De stemmingen over artikel 1 en over het wetsontwerp der Regeering in zijn geheel komen niet overeen. Er dient aangemerkt te worden, dat de afdeelingen twee, zelfs drie vergaderingen hebben gehouden. Artikel 1 en het wetsontwerp in zijn geheel werden op verschillende dagen aan de stemming onderworpen en niet al de leden hebben aan de twee stemmingen deelgenomen.

DE WETSONTWERPEN DER REGEERING EN DER HEEREN LORAND EN CONSOORTEN IN DE CENTRALE AFDEELING.

De twee eerste vergaderingen, op 9 en 12 Mei 1899 gehouden, werden besteed aan het nazien van de processen-verbaal der afdeelingen.

3^e vergadering. — 15 mei 1899.

Algemeene beraadslaging.

EEN LID vraagt dat diegenen zijner collega's welke tot de meerderheid der afdeeling behooren hunne meening zouden te kennen geven over dit punt : is het ontwerp der Regeering, volgens hen, een eerste stap op de baan der zuivere evenredige vertegenwoordiging of, integendeel, een hinderpaal tegen het algemeen maken van die hervorming ?

Welke beteekenis dient men te geven aan een artikel, in het dagblad *L'Escaut* verschenen, en waarin wordt gezegd, dat de Regeering zou besloten zijn nieuwe toegevingen aan de aanhangers der evenredige vertegenwoordiging te doen : men zou het ontwerp toepassen, op de arrondissementen die drie of vier afgevaardigden kiezen, het *quorum* door het kiesquotient vervangen, van het stelsel Struye afzien en, wat de voorstelling der candidaten betreft, belangrijke wijzigingen invoeren ?

Volgens dit lid, zou het ontwerp rechts geen tien aanhangers tellen.

* * *

EEN LID zal voor het ontwerp stemmen, alhoewel hij de evenredige vertegenwoordiging weinig genegen is ; hij erkent dat dit stelsel de verdienste heeft een einde aan de overdrevene macht der groote arrondissementen te stellen.

Naar zijn oordeel, is het ontwerp noch een eerste stap op de baan die naar de zuivere evenredige vertegenwoordiging leidt, noch een hinderpaal, tegen die hervorming opgeworpen.

Bestaan er andere middelen om een einde te stellen aan het *statu quo* ?

Noch voor de zuivere evenredige vertegenwoordiging, noch voor het eennamig stelsel, noch voor de verdeeling der arrondissementen bestaat er eene meerderheid.

Het ontwerp beperkt zijne werking tot de groote arrondissementen ; daar alleen werd het kwaad vastgesteld.

Hij betwist niet dat de evenredige vertegenwoordiging bezwaren meêbrengt. Zoo zal men namelijk de doctrinair en aan 't werk zien : zij zullen een verbond sluiten met de katholieken om het kapitaal te verdedigen en met de socialist en om den godsdienst te bestrijden.

Dit lid wil door het *quorum* het verbrokkelen der partijen te keer gaan.

* * *

Een lid stelt vast, dat de partij der Regeering in de laatste kiezingen,

gansch het land door, nauwelijks met 15,000 stemmen de overhand kreeg over hare tegenstrevers. In 1894 bekwamen hare kandidaten 960,000 stemmen en hare tegenstrevers 908,000. In 1896 en 1898, behaalden hare kandidaten 1,009,000 stemmen, hare tegenstrevers 994,000. De meerderheid der Kamer is dus kunstmatig samengesteld.

Het *statu quo* is verdedigbaar enkel omdat het bestaat en omdat men het niet kan beschuldigen ten voordeele eener partij in 't leven te zijn geroepen.

Het eennamig stelsel was een grondbeginsel; wij zouden het hardnekkig bestreden hebben, doch zonder onze toevlucht te nemen tot de revolutionnaire houding die wij gedwongen zijn aan te nemen tegenover het ontwerp der Regeering, dat geene beginselen bevat.

Ook de zuivere evenredige vertegenwoordiging vloeit voort uit een grondbeginsel.

De progressisten en eenige socialisten zouden er zich bij aangesloten hebben.

Die hervorming zou nog gedurende eenige jaren de meerderheid aan de katholieken geven; doch dit lid vertrouwt, dat zij op den eindelijken triomf der democratie zou nitloopen.

Het ontwerp treft de socialisten niet, die er mandaten en stemmen door zullen winnen. Doch het belet de liberale partij ooit weêr langs wettelijken weg aan het bewind te komen. Welnu, het parlementaire stelsel steunt op het grondbeginsel, dat aan de partijen toelaat beurtelings aan het bewind te komen. Het ware zeer te wenschen, nu de Regeering hare gekende schoolpolitiek volgt, dat de liberale partij het bestuur opnieuw in handen name.

Voor eene zoo belangrijke hervorming raadpleegt men altijd zijne tegenstrevers en het land. Enkel de ministerieëlen werden, bij kleine groepen, geraadpleegd en, naar er gezegd wordt, liet men na de heeren Beernaert en Woeste over het ontwerp te polsen.

Dit ontwerp werd onderling beraamd met het oog op de belangen der clericalen in elk arrondissement.

Het accoord werd tegen ons gemaakt. Ofwel zal de rechterzijde de verdrag aannemen, ofwel zullen wij de Kamers verlaten.

Al de bepalingen van het wetsontwerp bewijzen, dat het een partijwerk is. Dat is het geval met de artikelen betreffende het *quorum* en het voorrecht dat aan de machtigste partij wordt toegekend. Het land wil van die wet niet, waartegen liberalen, radicalen, socialisten en christene democraten, evenals een deel der rechterzijde, verzet aantekenen.

* * *

EEN LID zal het ontwerp stemmen omdat het een vergelijk is. Zonder aanhanger te zijn der zuivere evenredige vertegenwoordiging, heeft hij, rekening houdende met de gebeurtenissen, nooit geweigerd aan de verdedigers van dit stelsel toegevingen te doen; hij heeft het namelijk gedaan, wanneer de gemeentekieswet werd behandeld, en behoorde tot het getal dergenen die

betreurd dat eene verzachte toepassing der evenredige vertegenwoordiging in de provinciale kieswet geene plaats kon vinden.

Van het *statu quo* is door al de partijen afgezien.

Ten tijde der samenstelling van het Kabinet van Januari 1899, veroordeelde de openbare meening het eennamig stelsel en de verdeeling der arrondissementen in het algemeen.

Een manifest van de linkerzijde verklaarde dat die hervorming een partijaanslag zou zijn.

Een lid in de rede vallend. — Dat was de beteekenis van dit manifest niet.

Het eerste lid voortsprekende. — Daarin wordt gesproken van schandelijke knoeierijen in het verdeelen der kiesdistricten. Het eennamig stelsel begrijpt de verdeeling der kiesdistricten.

Een ander lid in de rede vallend, zegt dat de linkerzijde inzonderheid het verdeelen der groote arrondissementen op het oog had.

Een ander lid van de parlementaire oppositie voegt er bij : en ook het eennamig stelsel.

Het lid, dat aan het woord was, doet uitschijnen dat de Regeering niet kon rekenen op de medewerking van de linkerzijde, die vijandig is aan het eennamig stelsel, aan de verdeeling der kiesdistricten en, gedeeltelijk ten minste, aan de zuivere evenredige vertegenwoordiging.

Tijdens de beraadslaging over de provinciale kieswet, werd het amendement betreffende dit punt met gelijkheid van stemmen of ongeveer door de linkerzijde verworpen.

In die omstandigheden, kon de Regeering alleen op de rechterzijde rekenen; dat is stellig.

Deze is insgelijks verdeeld en telt niet meer dan dertig of vijf-en-dertig aanhangers van het evenredig stelsel, alhoewel, zooeven heeft men het erkend, dit de meerderheid aan de katholieken zou geven.

Een lid bewist zulks.

Het ontwerp, zoo gaat spreker voort, houdt rekening met die feiten; het is een vergelijk.

Aan de proportionnalisten staat het de toepassing der hervorming in zeven groote arrondissementen toe; anderzijds behoudt het achttien een- en tweeënavige kiesdistricten, terzelfder tijd als de arrondissementen die drie en vier afgevaardigden kiezen, en schenkt aldus voldoening aan de aanhangers van het stelsel der verdeeling van de kiesdistricten.

Dit lid voegt er bij, dat het vergelijk, door de Regeering voorgesteld, dit voordeel heeft, dat, indien het door de ondervinding wordt veroordeeld, het toelaat den vorigen toestand terug in het leven te roepen zonder dat er iets in gevaar gesteld zij noch voor de aanhangers der zuivere evenredige vertegenwoordiging, noch voor die van het eennamig stelsel. Het behoudt de kiesdistricten, in 1830 aangenomen.

Aan hen die beweren dat het ontwerp inbreuk maakt op het grondbeginsel der gelijkheid van de Belgen voor de wet, omdat het twee verschillende kiesstelsels nevens elkaar doet bestaan, antwoordt het lid dat dit nu reeds het geval is. Er zijn inderdaad arrondissementen waar het eennamig stelsel in werking is; andere waar het stelsel toegepast wordt van de stemming op eene lijst.

In eene afdeeling werd gezegd dat het onrechtvaardig zou zijn de evenredige vertegenwoordiging op het arrondissement Brussel toe te passen, dat achttien volksvertegenwoordigers kiest, en de toepassing van dit stelsel aan Oost-Vlaanderen, dat een even groot getal afgevaardigden naar de Kamer zendt, te weigeren. Men verliest dit belangrijk verschil uit het oog, dat, in Vlaanderen, het kiezerskorps in verschillende, onderscheidene colleges is verdeeld, terwijl Brussel een enkel college uitmaakt waar de helft en één der kiezers over al de zetels beschikken. Oost-Vlaanderen kan integendeel, doordien er verschillende colleges bestaan, in het Parlement door verschillende partijen vertegenwoordigd worden. Dat gebeurde meermaals. Brugge, Ieperen, Oostende zijn door gekozenen van de liberale partij vertegenwoordigd geweest. Het ontwerp is geen partijslag.

De katholieken hebben de meerderheid in het land; zeker is het noch het eennamig stelsel, noch de verdeling der arrondissementen, noch de zuivere evenredige vertegenwoordiging die hun die meerderheid zouden kunnen ontnemen.

Ten onrechte zegde een lid, dat het ontwerp rechts geen tien aanhangers telde. Het bekwam 61 stemmen in de afdeelingen; geene enkele dezer heeft geweigerd het aan te nemen, en, zitten er, buiten het lid der oppositie dat, beleefdheidshalve, naar oude gewoonte, werd aangewezen, in de Centrale afdeeling bestrijders van het ontwerp, niet minder waar blijft het dat het in die afdeeling, evenals in de andere, werd aangenomen.

Een lid, dat het ontwerp vijandig is, doet uitschijnen dat hij nochtans door de meerderheid der leden van zijne afdeeling tot lid der Centrale afdeeling werd benoemd.

Een lid verklaart dat hij verslaggever zijner afdeeling is, alhoewel hij tegen de wet stemde die door zijne collega's der afdeeling werd aangenomen; hij houdt er aan te zeggen dat die uitslag het gevolg niet is van een misverstand. Leden die zich onthielden, hebben hem bij de Centrale afdeeling willen afvaardigen omdat zij hem als een bestrijder der wet kenden en zij hebben hem, sedert zijne aanduiding, dit inzicht bevestigd.

De eerste onderbreker maakt dezelfde opmerking wat hem betreft.

Het lid dat aan het woord was, doet opmerken dat zelfs twee aanhangers van het ontwerp voor hem als verslaggever hebben gestemd.

*
* *

EEN DER VOORSTELLERS VAN HET ONTWERP LORAND, na uit naam der liberalen de woorden van den vorigen spreker gansch te zijn toegetreden, vraagt welke

pogingen de Regeering aanwendde om met de oppositie overeen te komen of om eene meerderheid ten voordeele der evenredige vertegenwoordiging te vormen. Die meerderheid zou de Regeering gemakkelijk vinden : er zijn, rechts, 35, en links, 20 overtuigde aanhangers van het evenredig stelsel ; dat maakt 55, dus bijna zooveel als er, naar men zegt, tot het ontwerp der Regeering toetreden. En men weet met welke onderwerping en welke tucht een aantal leden der rechterzijde al stemmen wat de Regeering wil. Wanneer ik het voorstel van den heer Helleputte overnam om de evenredige vertegenwoordiging op de gemeentekiezingen in de groote steden toe te passen, ontbrak er, om het voorstel te doen aannemen, enkel de stem van den heer Helleputte. Er bestond dus eene meerderheid voor de zuivere evenredige vertegenwoordiging, indien de Regeering hadde gewild.

Het is onwaar dat de linkerzijde alles zou bestreden hebben. Zij is bereid om u te helpen voor het invoeren van de zuivere evenredige vertegenwoordiging, de liberale linkerzijde ten minste en met haar een deel van de socialisten.

Dat is zoo waar, dat de evenredige vertegenwoordiging in de gemeentekieswet werd geschreven enkel dank zij de tien stemmen van de linkerzijde, die ik aan den heer Nyssens had beloofd en waarvan de tiende mij zeer veel moeite kostte.

Gij hebt niets gedaan om u met ons te verstaan. Uw ontwerp is een partijaanslag ; als zoodanig zullen wij het door alle middelen bestrijden.

Een lid wijst terecht wat betreffende de tusschenkomst van den heer Helleputte werd gezegd en doet opmerken dat deze het voorstel niet neerlegde, waarop werd gedomd. Ten einde de toepassing der evenredige vertegenwoordiging in geval van herstemming te vermijden, had de heer Helleputte zijne voorkeur doen kennen voor de toepassing der evenredige vertegenwoordiging alleen in de gemeenten van meer dan 25,000 inwoners.

Daar de Regeering zich vijandig verklaarde aan de toepassing der evenredige vertegenwoordiging bij de eerste stemming, bood de heer Helleputte zijn voorstel niet aan. Het voorstel waarvan sprake werd door den heer Lorand gedaan.

*
* * *

Een lid verklaart dat hij een vastberaden bestrijder is van elken partij-aanslag. In het onderhavig geval bestaat die zeker niet. Welken uitslag zal de wet opleveren? De katholieke partij bekwam ineens 72,000 stemmen meerderheid inde kiezingen van 1896-1898 en in de herkiezingen kwam er 88,000 stemmen bij ; nu ziet de Regeering af van een deel der zetels van de rechterzijde in de groote arrondissementen. Waarom wordt de hervorming enkel op die groote arrondissementen toegepast? Men moet erkennen dat daar het meerderheidsstelsel bijzonder onrechtvaardig is.

Zal men beweren dat de partijaanslag juist hierin bestaat, dat de hervorming niet op de arrondissementen die drie of vier afgevaardigden kiezen, van toepassing is? Voorzeker niet, want het tegendeel is waar. Spreker was altijd en is nog aanhanger van het evenredig stelsel, hij erkent dat het ont-

werp niet ver genoeg gaat en betreurt het, doch houdt rekening met de omstandigheden. De zuivere evenredige vertegenwoordiging zou geene meerderheid vinden in de Kamer.

Hij verwerpt het eennamig stelsel, de verdeeling der arrondissementen en het *statu quo*.

In die omstandigheden zal hij eene goedkeurende stem uitbrengen.

Hij begrijpt de vreemde houding der proportionnalisten van de linkerzijde niet. Zij verwerpen eene hervorming die het stelsel gedeeltelijk toepast dat hun een ideaal schijnt. Door met de stelselmatige bestrijders der evenredige vertegenwoordiging een verbond te sluiten, zoeken zij eenen toestand te behouden dien zij voor slecht hebben uitgekreten.

*
* * *

Een lid, dat sedert langen tijd aanhanger is der evenredige vertegenwoordiging, zal voor het ontwerp stemmen.

Hij teekent verzet aan tegen de meening van hen die het ontwerp eenen partijaanslag noemen; een lid der oppositie heeft trouwens erkend dat de katholieke partij de meerderheid heeft in het land. Het ontwerp heeft het voordeel aan de liberale partij, die 400,000 stemmen telt, een eigen vertegenwoordiging te verzekeren; het is een vergelijk tusschen het eennamig stelsel en de zuivere evenredige vertegenwoordiging. Is het een stap op de baan die naar dit ideaal leidt? Hij weet er niets van, de toekomst zal het ons leeren.

Hij maakt voorbehoudingen wat het *quorum* betreft, geeft de voorkeur aan het eenvoudig kiesquotient en acht de formule-D'Hondt verkieslijk boven de formule-Struye.

*
* * *

Een lid houdt staande dat het ontwerp rechts geene tien aanhangers telt, en dat de zeldzame aanhangers ervan inzonderheid op de bank van Brussel werden aangeworven. In de Centrale afdeeling zijn zij, die het verdedigen, gelatenen; twee van hen willen de zuivere evenredige vertegenwoordiging; twee anderen beschouwen het enkel als een vergelijk, zij nemen het aan alhoewel zij geene proportionnalisten zijn.

Het ontwerp is van politieken aard; er bestaat nevens het verzet der linkerzijde een hevig verzet rechts; de Regeering diende niet te volharden.

Het *statu quo* kan niet blijven duren, zeggen de verdedigers van het ontwerp.

Ik wensch ook dat het *statu quo* gewijzigd worde; doch, ik verkies het boven een slechter redmiddel.

Het ontwerp is geen vergelijk, het is de zuivere evenredige vertegenwoordiging in twee bedrijven. De toekomstige Kamer zal deze onvermijdelijk invoeren.

Het ontwerp der Regeering is eene schreuwende onrechtvaardigheid.

Men heeft ten onrechte gezegd dat het eennamig stelsel voor goed schip-

breuk had geleden, dank zij de tegenwerking der politieke vereenigingen en der drukpers.

Hij zal er in openbare vergadering over handelen.

Men zegt dat eene hervorming, die de herinrichting der arrondissementen voor grondslag zou hebben, verdenkingen zou opwekken.

Is dit het geval niet met de voorgestelde hervorming?

Is het stelsel der verdeeling van de arrondissementen in een naburig land, in Holland, die opwerpingen niet zegepralend te boven gekomen?

Dit lid verklaart overigens, dat indien het stelsel der Regeering schipbreuk lijdt, zijne vrienden en hij de verantwoordelijkheid van den toestand op zich nemen en bereid zijn om andere voorstellen neer te leggen. Welke zullen die voorstellen zijn? Voor het oogenblik is hij niet verplicht daar uitleggingen over te geven.

Er blijven nog zooveel stelsels over : het eennamig stelsel, het tweenaamig stelsel, de verdeeling der groote arrondissementen, zelfs die van het arrondissement Brussel.

Een lid onderbreekt om te zeggen dat de oppositie aan een ontwerp van zulken aard geen beter onthaal kan voorbehouden dan aan dat der Regeering.

Het ander lid, voortsprekende, verklaart dat het ontwerp, waarover hij spreekt, geen partijaanslag zou zijn en op een *grondbeginsel* zou steunen. Dat is, in dit opzicht, het geval niet met het werk der Regeering.

Dit wetsontwerp zal voor gevolg hebben de innerlijke inrichting der openbare besturen te vervalschen ; zij zullen het vertrouwen der bevolking niet meer bezitten noch verdienen.

Het is onaannemelijk dat Brussel en Oost-Vlaanderen, die elk achttien afgevaardigden benoemen, door verschillende kiesstelsels beheerscht worden ; hier zou men de zetels tusschen de partijen verdeelen, ginder zou men al de zetels aan de meerderheid toekennen.

De Regeering heeft het inzicht niet eenen partijaanslag te begaan, dat erkent dit lid ; doch de uitslagen zullen niettemin onrechtvaardig zijn.

Hij hoopt dat de Regeering wijs genoeg zal zijn om haar ontwerp in te trekken ; dit gebeurde nog in België, in Engeland en in andere parlementaire landen ; het geldt hier een vaderlandsch belang. Hij zal evenwel de verdaging niet door zijne stem ondersteunen, indien zij door de linkerzijde voorgesteld wordt. Hij scheidt zich enkel van de Regeering af wanneer zijn geweten het hem beveelt en zal dus deel nemen aan de beraadslaging, doch met diepe droefheid in het hart.

4^e vergadering. — 16 mei 1899.**De evenredige vertegenwoordiging.**

EEN LID is van oordeel dat het ontwerp der Regeering onvermijdelijk de toepassing der evenredige vertegenwoordiging over gansch het land zou voor gevolg hebben.

De partijen der linkerzijde zullen dit stelsel eischen en de nieuwe katholieke gekozenen der minderheden zullen er aanhangers van zijn. Die leden, gevoegd bij onze collega's van de rechterzijde welke die hervorming van nu af aankleven, zullen haar zeker de meerderheid geven in de toekomstige Kamer.

Het uur is dus geslagen waarop het grondbeginsel van dit stelsel moet worden besproken.

De evenredige vertegenwoordiging is in volkomen tegenspraak met al onze instellingen. Het is niet enkel eene wijze van inrichting der verkiezingen; het roept een grondbeginsel uit en bevestigt dat de verkiezing voor doel heeft aan elke partij een getal gekozenen toe te kennen overeenkomstig hare kiesmacht. Zelfs wanneer eene wijze van inrichting der verkiezingen wordt gevonden die tamelijk volmaakt is, zal dit stelsel toch nooit in onze Staatsinstellingen passen. De ondervinding, door andere natiën opgedaan, is daar om het te bewijzen.

Onze instellingen hebben voor grondslag niet de verkiezing van partijen maar van vertegenwoordigers. De Kamers hebben niet alleen tot zending wetten te maken, maar een goed bestuur te verzekeren. Daarom moet men over eene meerderheid beschikken, die de noodige macht en het noodig gezag bezit.

Zulk eene meerderheid zal onder het stelsel der evenredige vertegenwoordiging niet meer bestaan.

Een lid in de rede vallend. — Het is de eerste maal dat men het heilig en onschendbaar karakter van het meerderheidsstelsel tracht te bewijzen.

Een ander lid in de rede vallend. — Herlees onze redevoeringen van 1894!

Eenderde lid in de rede vallend. — Gij verdedigt het goddelijk recht der meerderheid en sterkt mij in de meening dat eene Regeering, die de meerderheid niet heeft, geen recht heeft om zich aan het land op te dringen.

De redenaar zijne redevoering hernemende. — Gij zijt logisch. Een onzer collega's, die het wetsontwerp dat wij behandelen voorbereidde, is nog meer logisch; ik, voor mij, ben logisch ook, doch in tegenovergestelden zin. Men moet een onderscheid maken tusschen de meerderheid en de meervoudigheid; aan de eerste alleen komt gezag en macht toe.

De Kamer behoeft die meer dan eenig andere macht. Men moet veronderstellen dat de denkwijze van het grootste getal de waarheid is. Het is noodig dat al te erge dwaalbegrippen geene vertegenwoordiging kunnen bekomen. Nooit zal het publiek begrijpen dat men kunne worden gekozen

alhoewel men minder stemmen heeft behaald dan een candidaat die werd afgewezen.

Waren onze Kamers enkel raadgevende vergaderingen, dan zou men de evenredige vertegenwoordiging kunnen begrijpen. Dit stelsel zou in overeenstemming kunnen worden gebracht met de rechtstreeksche wetgeving of met eene inrichting die de alleenheerschappij of de regeeringloosheid nabijkomt.

Een lid in de rede vallend houdt lezing van een uittreksel van een werk van den heer Desjardins die het verschil doet uitschijnen dat bestaat tusschen de *vertegenwoordigende* stem, die bestemd is om in de Kamer de afbeelding van het land te zijn, en de *beslissende* stem die, na beraadslaging, door de meerderheid moet uitgebracht worden.

Een ander lid in de rede vallend. — Om die redenen, bevecht ik de evenredige vertegenwoordiging.

Een derde lid in de rede vallend. — Om die redenen, ben ik er aanhanger van.

Een vierde lid mengt zich in de bespreking en verklaart dat die theoretische beschouwingen hem niet ontroeren; wat hem treft is, dat de evenredige vertegenwoordiging het rechtvaardigste stelsel is.

Een lid in de rede vallend — Een der verwoedste bestrijders der hervorming heeft het gezegd.

Een ander lid verklaart dat hij zijne woorden heeft uitgelegd. Hij is bereid die bespreking te herbeginnen, indien men wil.

Het lid dat zich in de bespreking mengde zet zijne redeneering voort, en zegt dat het eene onrechtvaardigheid is de gematigde liberale partij van de vertegenwoordiging te berooven, waarop zij recht heeft. Dat is een revolutionnaire toestand en het is die toestand die voor gevolg heeft dat deze partij eene revolutionnaire houding aanneemt. Men vergeet te zeer dat zij 400,000 stemmen in het land vereenigt.

Een lid onderbreekt om te zeggen, dat de liberale partij dit getal stemmen behaalt, doch dat men haar niet met hare doctrinaire fractie moet verwarren.

De spreker die aan het woord was, op het oogenblik dat die onderbrekingen begonnen, hervat zijne redevoering. Hij vraagt dat men bewijze dat het rechtvaardig is aan de gematigde liberalen vertegenwoordigers te geven wanneer zij nergens de meerderheid behalen. De Kamer is geen koek die de partijen zich onderling verdeelen. De wijze van kiezen moet overeenstemmen met het te bereiken doel.

Een lid in de rede vallend. — De verdeeling van het arrondissement Brussel zou geen enkel gekozene aan de liberale partij geven.

De redenaar voortsprekende. — Wat het toezicht aangaat dat noodig is,

daar zorgen de zeer verschillend saamgestelde partijen voor. Worden de begrootingen niet besproken?

Een lid in de rede vallend. — Toe maar! De Ministers doen wat hun belijft. Men beraadslaagt niet meer over het gebruik der gelden van den Staat. Onder dat oogpunt mag men zeggen dat het parlementaire stelsel failliet gegaan is in België.

De spreker, het woord hervattende, zou wenschen dat men hem aantoonde wat er onzedelijks ligt in het samenspannen van verschillende partijen in de ballotage? De evenredige vertegenwoordiging heeft voor gevolg die samenspanningen in de Kamers te doen ontstaan zooals in de kiescomices; dat is het eenigste verschil.

Een lid in de rede vallend neemt der egeeringen aan die op verschillende samenspannende partijen steunen. Te Brussel, Luik en Gent houden de schepencolleges, dank zij zulke samenspanning, het beheer in handen. Hij verkiest dit boven eene meerderheid die niet op de meerderheid van het kiezerskorps gesteund is.

Een tweede lid in de rede vallend. — Bij het sluiten dier verbonden in de Kamer zullen voordeelen in ruil geboden en gevraagd worden.

Een derde lid in de rede vallend. — De herstemming doet de minderheid de overhand krijgen.

De spreker zijne redevoering hernemende. — Elke kiezing is een keus, de herstemming evenals de eerste stemming of de poll. Nooit werd er bewezen dat in België de minderheid het bewind in handen gehad heeft.

Een lid betwist zulks en roept de cijfers in die, voor het tijdperk van 1878 tot 1884 namelijk, werden gegeven.

De spreker zegt dat de evenredige vertegenwoordiging dit veel gemakkelijker voor gevolg heeft dan het meerderheidsstelsel. Hoe kleiner het *quorum* is, hoe meer kans er bestaat om de regeering door de minderheden te zien in handen nemen.

In een college, waar ééne partij alleen het *quorum* heeft bereikt, kan zij al de zetels bekomen.

Een ander lid in de rede vallend. — Dit bewijst dat er geen *quorum* moet zijn.

De redenaar doet opmerken, dat het meerderheidsstelsel een evenredig stelsel is waar het *quorum* de helft plus één is. Het stelsel-Struye is, zegt men, eene toegeving aan het meerderheidsstelsel. Dat is niet zoo, het kan de minderheid in de Kamer sterker maken. Het toeval zal beslissen. Beter ware het al de zetels, die niet werden toegekend, te geven aan de partij die, bij de verkiezingen, in haar geheel beschouwd, de meeste stemmen zou hebben bekomen.

Moesten al de kiezers één enkel kiescollege vormen, dan zou het stelsel-Struye de toegeving zijn, waarop men wijst. Het achtbaar lid dringt op het hoofdzakelijk verschil aan, dat er bestaat tusschen de volstreckte meerderheid en de meervoudigheid. De beide wetsontwerpen waarover beraadslaagd wordt, zal hij verwerpen.

5^e vergadering. — 24 mei 1899.

Door een lid wordt vastgesteld dat er in de Centrale afdeeling drie groepen zijn. Sommigen vereenigen zich, behoudens een licht verschil, met het ontwerp van 1894, dat de zuivere evenredige vertegenwoordiging invoert en de thans bestaande omschrijvingen behoudt. Destijds werd het door den heer Lorand aangenomen.

Een lid, voorsteller van het wetsontwerp voortspruitende uit het recht van initiatief. — Thans nog neemt hij het aan, behalve wat het *quorum* betreft.

Een ander lid der tegenpartij. — Wat mij betreft, ik verlang de zuivere evenredige vertegenwoordiging die op gansch het land wordt toegepast en waarbij men noch de eennamige, noch de tweenamige omschrijvingen behoudt. Persoonlijk zou ik voor een ontwerp stemmen, in dien geest opgevat; doch, als vertegenwoordiger van de linkerzijde, in de Centrale afdeeling, zou ik mij moeten onthouden.

De eerste in de rede vallende spreker. — Wellicht, ik beken het, zou ik de eenige zijn van de leden der progressistische linkerzijde die voor het ontwerp van 1894 zou stemmen.

De redenaar zijne rede voortzettende. — In de Kamer zouaan een ontwerp tot zuivere evenredige vertegenwoordiging — de bijzonderheden laat ik onverlet — geene meerderheid te beurt vallen. Enkel een deel der linkerzijde zou er zijne stem aan verleen en in verstandhouding met eene minderheid der rechterzijde. Kan het ontwerp, door de Regeering voorgesteld, tweeslachtig en weinig logisch genoemd worden, toch, ik erken het, heeft het deze groote verdienste, dat het eene meerderheid verkrijgen kan.

Een lid in de rede vallend. — In de Kamer zijn er geen tien voorstanders van.

Een lid, voorsteller van het ontwerp tot zuivere evenredige vertegenwoordiging, is van meening dat het niet onmogelijk is, die hervorming thans te doen stemmen.

De redenaar zet zijne rede voort en bij de beschouwingen, die hij reeds in 't midden bracht, voegt hij dat de Regeering zich met de zuivere evenredige vertegenwoordiging niet vereenigen zou; men dient niet te vergeten dat zij leden bevat, die deze formule vijandig zijn.

Hij zal voor het wetsontwerp, door de Regeering voorgesteld, stemmen, omdat het oneindig beter is dan het *statu quo*. Het is geen partijaanslag. Zoo het de rechtvaardigheid niet volstrekt verwezenlijkt, toch komt het die in zekere mate nabij.

Eene tweede groep is die der *transactionnalisten*, welke in ons midden is vertegenwoordigd door twee onzer medeleden die de redenen hunner houding hebben uiteengezet.

De derde groep is samengesteld uit de verstokte tegenstanders van alle bemiddeling op het gebied der evenredige vertegenwoordiging. In de eerste plaats mag de vraag gesteld worden welk het stelsel dier heeren is ?

Een lid, in de rede vallend. — Ik zal er niets meer van zeggen. Ik zal in uwe kaart niet spelen !

De redenaar. — Laat dan toch uwe onheusche onderbrekingen ter zijde. Eenieder weet dat gij de verdeeling, ja zelfs, desnoods, het eennamig stelsel verkiest. Dat wil het land niet, en ik bedoel hier, vergeet het niet, dit gedeelte van het land dat tot de behoudsgezinde partij behoort.

Gij beweert dat het ontwerp der Regeering niet op een beginsel steunt. Het zij zoo! Is de verdeeling een beginsel? Welke omschrijvingen stelt gij voor? Zullen zij zes, acht, tien afgevaardigden bevatten? Of zal dit getal hooger of lager zijn?

Welk zal, in het inzicht van het achtbaar lid, het doel zijn van de verdeeling?

Hij wenscht—twintig maal heeft hij dit reeds gezegd—dat het vertegenwoordigend stelsel onvervalscht zij.

Daartoe is het, naar mijne meening, noodig dat men zich met de minderheden inlate. Elders gaf het achtbaar lid toe, dat het niet billijk zijn zou dat alléén de meerderheid in de Kamer zou vertegenwoordigd zijn. Hij heeft zelfs de billijkheid van het beginsel der evenredige vertegenwoordiging erkend.

Door hem werd geschreven : « Stelt men mij de vraag : Is het niet billijk dat in ieder arrondissement meerderheid en minderheid een getal zetels verkrijgen naar verhouding harer wederzijdsche krachten, dan zou het moeilijk vallen daarop ontkennend te antwoorden. » (*Revue générale*, 1886, bl. 647.)

Een lid, in de rede vallend. — Bij de door u aangehaalde woorden zoudt gij dezen volzin kunnen voegen : « Voor 't overige, bestaat de onrechtvaardigheid, die zich nu voordoet, veeleer in schijn dan in werkelijkheid. » Die volzin komt in hetzelfde artikel voor.

De redenaar gaat voort. — Met het parlementaire stelsel moet iedere partij haar aandeel hebben in de vertegenwoordiging. Heeft het achtbaar lid de hand gelegd op eene verdeeling, die dit ideaal verwezenlijkt? De verdeeling der arrondissementen heeft onvermijdelijk dit gevolg, dat overal plaatselijke minderheden worden opgeofferd.

Laat ons een oogenblik aannemen, dat het u mogelijk ware door allerlei berekeningen die onrechtvaardigheden te keer te gaan en aldus aan al de minderheden haar deel te verleenen; dan toch zou dit slechts voor het tegenwoordig oogenblik kunnen gelden.

Nooit zoudt gij rekening kunnen houden met de ongestadigheid der openbare meening; nooit zoudt gij op voldoende wijze den wisselenden gang der begrippen kunnen in acht nemen en, na iedere tienjaarlijksche volkstelling, zoudt gij tegenover eene nieuwe verdeeling staan.

Onvermijdelijk is dusdanig stelsel tot onvastheid gedoemd en moet het verdacht voorkomen.

Wat willen wij dan toch, wij proportionnalisten? Met u wenschen wij dat het vertegenwoordigend stelsel zoo eerlijk mogelijk toegepast worde, dit doel trachten wij zonder omwegen en met zekerheid te bereiken.

De Reggering van het land door het land, dat is de wensch der Grondwet.

Doch de rechtstreeksche Regeering is eene onmogelijke zaak, evenals de *Meivergaderingen* uit vroegere tijden; uit dien hoofde dient er een Parlement te bestaan.

Een lid, in de rede vallend. — Over dit leerstelsel zijn wij het niet eens.

Deredenaar zet zijne rede voort. — De Grondwet roept het uit. « Alle macht gaat uit van de Natie. » De nationale vertegenwoordiging moet het land trouw weêrgeven. Het kiezerskorps dient vertegenwoordigd te zijn naar de verhouding die zich voordoet in de verdeeling der partijen. Door aan de partijen in het Parlement eene grootere of kleinere macht toe te kennen dan die waarover zij in de natie beschikken, vervalscht men het vertegenwoordigend stelsel. Dat doet zich thans voor. In ieder arrondissement wordt de minderheid opgeofferd.

Ten onrechte verkeert men in de meening, dat wij slechts aan de minderheden denken. De macht aan de echte meerderheid toekennen, dat is het doel dat wij onophoudelijk betrachten.

Een lid, in de rede vallend. — Er zal geene meerderheid meer zijn!

Spreker gaat voort. — Gesteld dat ik een onbekwaam mensch ben; kunt gij dit ook zeggen van den heer Balfour in Engeland? Ik meen neen!

Hetzelfde lid, in de rede vallend. — Gedurende zijn ministerschap heeft hij die hervorming in zijn land niet ingevoerd.

Spreker. — Ministers doen niet altijd wat zij willen.

Een ander lid, in de rede vallend. — Moest er in Engeland eene derde partij optreden, dan zou de evenredige vertegenwoordiging er zich opdringen.

Spreker gaat voort. — Wat zijn onze Kamers? Eene vereeniging van meerderheden en dikwijls het bestuur aan eene minderheid overgelaten. Dit was het geval in 1878. Het ministerie-Malou trad af wanneer de katholieken 44,325 stemmen hadden en de liberalen 41,093 stemmen. In de *Revue de Belgique* werd geschreven dat hetzelfde feit zich voordeed in 1870, doch in tegenovergestelden zin.

Een lid, in de rede vallend. — Enkel de helft van het kiezerskorps werd tot de stemming opgeroepen en niet in al de omschrijvingen was er strijd!

Spreker gaat voort. — Hier geef ik u andere cijfers op: in 1884, verkrijgen de katholieken vijftig zetels met 27,930 stemmen, en de liberalen twee zetels met 22,117 stemmen. In 1888. werden aan de katholieken vier-en-

veertig zetels toegekend met 24,163 stemmen ; de liberalen, met 23,484 stemmen, verkregen er slechts twee !

In 1890 hebben de katholieken negen-en-twintig zetels gehad met 21,505 stemmen, de liberalen veertig zetels met 20,825 stemmen !

In 1892 hebben 5,847 stemmen meerderheid der katholieken voor gevolg, dat men hun 32 stemmen meerderheid geeft in de Kamer en 16 in den Senaat !

Met het stelsel der evenredige vertegenwoordiging zou deze meerderheid tot de helft verminderd zijn.

Ik zal er bijvoegen dat 300 stemmen voldoende geweest waren om ons minderheid te doen worden.

Een lid, in de rede vallend, betwist de beteekenis die men aan al die cijfers toekent.

Spreker gaat voort. — Wil dit zeggen dat het ontwerp der Regeering aan mijn ideaal beantwoordt? Neen, nogmaals neen. Het stelsel-Struye, of liever het stelsel dat in den Tessin werd toegepast, schijnt de meerderheid te willen bevoordeelen.

Feitelijk begunstigt het de meerderheid in ieder arrondissement ; daardoor doen zich gevolgen voor, zeer verschillend van die welke sommigen er van verwachten. Die voordeelen kunnen, inderdaad, te niet gedaan, vergoed worden. Ik verkies de formule-D'Hondt, met andere woorden, de verdeling der zetels onder de verschillende lijsten naar hare wederzijdsche krachten. Dit stelsel werd bekrachtigd door de kieswet voor de gemeente door het Congres van Antwerpen, in 1885, en door de ondervinding in den Tessin opgedaan.

Een ander lid, in de rede vallend. — Het stelsel-D'Hondt ontsnapt niet ten volle aan het verwijt dat tegen de formule-Struye is gericht.

Spreker gaat voort. — Altijd zullen er over het hoofd gezien worden. Men verdeelt niet wat ondeelbaar is ; een zetel kan niet gesplitst worden.

Het arrondissement Brussel dient als voorbeeld gesteld te worden. Thans is eene belangrijke anticlericale minderheid door onze politieke vrienden vertegenwoordigd. Wat zouden de 90,000 katholieken uit dit arrondissement nu zeggen indien onze socialistische tegenstrevers als hunne vertegenwoordigers moesten optreden ?

Een lid in de rede vallend. — Dit alles keuren wij af en juist daarom wenschen wij het *statu quo* niet te behouden ; het voorgestelde redmiddel is echter slechter dan de kwaal zelve.

Spreker zet zijne rede voort. — Men verdeele het arrondissement Brussel, men make er twaalf of meer kiescolleges van, toch komen de bezwaren, waarop ik gewezen heb, steeds terug ; daarenboven zou dusdanige hervorming verdacht zijn.

Ook de heer Frère-Orban hield zich met aardrijkskunde op kiesgebied

onledig; zijn ideaal bestond hierin : de steden van de landelijke gemeenten scheiden. Ik kan er niet genoeg op aandringen, de verdeeling leidt onbetwistbaar tot willekeur.

* * *

Een lid verzet er zich niet tegen openhartige en afdoende uitleggingen te geven. De socialistische partij, als partij, vraagt evenredige vertegenwoordiging met algemeen stemrecht verbonden. Iedere formule, op het meervoudig stemrecht gegrond, mag empirisch genoemd worden, dat is enkel een lapmiddel. Een lid der rechterzijde heeft gezegd, dat hij den huidige toestand niet wilde behouden en dat aan de zuivere evenredige vertegenwoordiging, die hij voorstaat, geene meerderheid in de Kamer zou te beurt vallen. Hij besloot aldus : « *Prenez mon ours !* »

Een lid in de rede vallend. — Neen, een andermans zonde !

Spreker, zijne rede voortzettende, zegt dat het ontwerp der Regeering eene onrechtvaardigheid is. Zoo het thans onmogelijk is de zuivere evenredige vertegenwoordiging in te voeren, men behoude het *statu quo*. In de omstandigheden, die zich nu voordoen, is dit een minder kwaad. Het ontwerp der Regeering is een partijaanslag; het werd alleen neêrgelegd den dag dat de samenwerking der partijen tegen de Regeering tot stand kwam. Het lid der meerderheid, van wien hij zoo even sprak, zegde, dat, zoo de Regeering eenen partijaanslag had willen begaan, zij zou voorgesteld hebben de evenredige vertegenwoordiging uit te breiden tot arrondissementen met drie of vier afgevaardigden; dit zou voor liberalen en socialistenvadeelig geweest zijn.

Heeft de Regeering dit niet gedaan, dan handelde zij niet uit liefde voor de rechtvaardigheid, maar enkel omdat deze uitbreiding der evenredige vertegenwoordiging het Parlement zou open stellen voor afgevaardigden der *Christene Volkspartij*, namelijk te Aalst, Dendermonde of Ieperen. De argumenten aangevoerd tot vaststelling dat het ontwerp een partijaanslag is, blijven dus staande.

* * *

Een lid zegt dat het ten onrechte is, dat een zijner medeleden eene onaangename beteekenis gaf aan de onderbreking : ik zal niet in uwe kaarten spelen !

Zij die denken zooals hij hebben thans de verantwoordelijkheid niet van het bewind. Bijgevolg hebben zij geen wetsontwerp voor te stellen. Want dat ware het blootstellen aan afbreking, zondereenig nut. Zijne vrienden en hij behouden zich het recht voor, hun uur te kiezen; meer zal hij er niet van zeggen.

De Regeering denkt dat haar ontwerp een einde aan de onrust zal stellen : dat is volstrekt niet waar. Na de stemming dezer wet, zal de kiesquaëstie nog meer open blijven dan vroeger.

Zijn er dan geen andere hervormingen dan die waartoe het Kabinet heeft

besloten? Hebben niet al de landen hun kiesstelsel? Er blijft dus veel keuze.

Over 't algemeen komt men nader tot het eennamig stelsel; dat wordt bewezen door het voorbeeld van Holland.

Een lid, in de rede vallend. — Gij verliest uit het oog dat er geen meerderheid bestaat voor een ander ontwerp dan voor dat der Regeering.

De redenaar, zijne rede voortzettende, verklaart dat men niet bij voorbaat kan oordeelen over het lot van een ontwerp dat niet bekend is.

Men zegt dat dit ontwerp niet zou gestemd worden: wat weet men er van? Misschien zou zelf de collega, die mij onderbreekt, er kunnen voor stemmen. Wat betreft den opstand der openbare meening tegen het stelsel der stemming op éénen naam, zal hij in de kamer zeggen wat men er van moet denken.

Van de huidige bespreking onthoudt hij dit, dat een lid, die het ontwerp ondersteunt, het een onlogisch, een bastaardontwerp heet en slechts aanziet als een « andermans zonde ». En de Regeering denkt een duurzaam werk te verrichten! Een lid dacht dat hij mij moest bestrijden met uittreksels uit mijne redevoeringen of uit mijne schriften. Wanneer men tot die handelwijze zijne toevlucht neemt, dient men ten minste volledig te zijn.

Men haalt mij twee uittreksels aan volgens welke ik de rechtvaardigheid der evenredige vertegenwoordiging zou hebben erkend. Men draagt wel zorg die volzinnen van den neventekst, die ze uitlegt, te scheiden en zoo wordt de beteekenis ervan vervalscht. Dit is waar, dat het tegenwoordig stelsel veeleer onrechtvaardig is in schijn dan in werkelijkheid. De aangehaalde cijfers betreffen altijd maar de helft van het kiezerskorps.

Een lid, in de rede vallend. — Achtereenvolgens de twee helften.

De redenaar, zijne rede voortzettende. — Er werd geene rekening gehouden met de arrondissementen, waar er geen strijd bestond. Feitelijk hebben, in ons land, de meerderheden altijd beantwoord aan de bewegingen der openbare zienswijze. In 1848 ging een adem van liberalisme over Europa. In 1864 was het land verbitterd tegen de katholieken omdat zij geweigerd hadden het bewind in handen te nemen. In 1870 werd de « algemeene ontlasting » niet betwist. In 1878 werd de vijandelijkheid tegen de Grondwet, die men zeer ten onrechte aan de katholieken toeschreef, behendig in 't werk gesteld en benuttigd door de liberale partij. Eindelijk, in 1884, hebben de schoolwet en de belastingen den val onzer tegenstrevers veroorzaakt.

Eene Regeering is vooral noodig om de openbare orde te handhaven, de bediening van het recht te verzekeren, 's lands algemeene belangen te vrijwaren. 't Is omdat dit lid er diep van overtuigd is, dat hij van evenredige vertegenwoordiging niet wil hooren. Die formule maakt alle Regeering onmogelijk. Zij is eene bestendige aanhitsing tot verbrokkeling, en in de Kamer zullen nog enkel minderheden blijven bestaan.

De Regeering zal zich enkel door loven en bieden kunnen rechthouden.

Een lid, in de rede vallend. — Zooals in Frankrijk, onder het stelsel der stemming op één naam.

De redenaar, zijne rede voortzettende. — In Frankrijk zijn er dynastieke partijen, buiten de verschillende zienswijzen die de republikeinsche partij verdeelen.

Daarenboven, levert het voorbeeld van Engeland alle bewijs ten voordeele van het eennamig stelsel.

Een ander lid, in de rede vallend. — En wat doet gij met de Ieren, onder de regeering van Gladstone?

De redenaar, zijne rede voortzettend. — Dat is een bijzonder geval. Een lid der tegenpartij heeft gezegd dat het ontwerp der Regeering voor doel had de Daensisten uit den weg te ruimen. Ik weet er niets van : ik werd niet geraadpleegd ! Al wat ik weet is, dat ten opzichte van alle partijen het gevaar der evenredige vertegenwoordiging is : verbrokkeling harer krachten. Laten wij aan de minderheden de rechten die haar door de Grondwet zijn toegekend.

Ten slotte stelt de redenaar vast dat zij, die tegen evenredige vertegenwoordiging zijn, in de Centrale afdeeling de meerderheid uitmaken. De groep dergenen die het ontwerp der Regeering zullen aannemen, is samengesteld uit voorstanders van evenredige vertegenwoordiging en uit anderen, die uit gelatenheid stemmen.

*
* * *

Een lid beweert, ondanks de tegenstrijdige bewering van zijn achtbaren vriend, dat het ontwerp der Regeering aangenomen is door het grootste gedeelte der rechterzijde. De stemming op éenen naam, de splitsing der kiesomschrijvingen, de zuivere evenredige vertegenwoordiging werden verworpen. Het *statu quo* werd veroordeeld door alle partijen. In die omstandigheden werd een vergelijk vereischt ; 't is om die reden dat veel leden der rechterzijde tot het ontwerp zijn toegetreden.

Het achtbaar lid, die gisteren verklaarde dat hij en zijne vrienden desnoods de verantwoordelijkheid zouden nemen van een ontwerp, heeft de hoop behouden het te doen slagen. Aan hen die hem zeggen dat er geene meerderheid bestaat om dat ontwerp te stemmen, antwoordt hij : Gij kent het niet !

Dat is juist het verwijt dat men hem toesturen mag. Twintigmaal heeft, in de Kamer, die achtbare collega van zijne tegenstrevers, wanneer zij een ontwerp der Regeering bestreden, gevergd dat zij een tegenontwerp zouden aanbieden. Die taal voerde hij nog den 8ⁿ Februari 1899, naar aanleiding van de kieswet.

Een lid, in de rede vallend. — Ik zinspeelde op een aangekondigd ontwerp van evenredige vertegenwoordiging.

Spreker zet zijne rede voort. — Aan het achtbaar lid werd voldoening gegeven. Bij de Centrale afdeeling is een ontwerp van dien aard ingediend ; er

ontbreekt enkel het ontwerp waarop bij den aanvang dezer bespreking gewezen werd. Dat ontwerp wordt verwacht, het moet inderdaad, naar het schijnt, den toestand redden, tenzij ons achtbaar medelid ons niets zou kunnen voorstellen.

Wat zou hij ons buiten de evenredige vertegenwoordiging, de verdeeling of het eennamig stelsel kunnen voorstellen?

Zou hij er misschien op uit zijn, alleen het arrondissement Brussel te doen verdeelen?

In dit geval zal hij tegenover een ontzaglijk krachtiger verzet staan dan dit hetwelk zich thans voordoet. Het ontwerp geldt als eene minnelijke overeenkomst en beantwoordt aan den raad dien het achtbaar lid op 8^e Februari laastleden aan de Regeering gaf.

Een lid, in de rede vallend. — Past op, wat er voorgevallen is zal ik bekend maken.

Spreker zet zijne rede voort en verklaart zich niet te moeten inlaten met wat er zich buiten de Wetgevende Kamers heeft kunnen voordoen; hij heeft echter het recht te herinneren wat er in de openbare vergadering werd gezegd.

Den 8^e Februari heeft het achtbaar lid, aan wien hij antwoordt, verklaard dat de zuivere evenredige vertegenwoordiging en het eennamig stelsel voorgoed ter zijde gesteld waren.

Hetzij nogmaals gezegd, kent hij eene betere formule dan die der Regeering, hij deele ze meê !

Hetzelfde lid, in de rede vallend. — Verdere uitleggingen geef ik niet.

Spreker zet zijne rede voort. — Wanneer wij voor de eerste maal vergaderden, heeft ons medelid niet geaarzeld de leden van de meerderheid dezer afdeeling te ondervragen over de redenen die hen aanzetten, het ontwerp der Regeering te stemmen. Het antwoord werd gegeven.

Op onze beurt, hebben wij het recht hem te ondervragen en vast te stellen dat hij stelselmatig weigert een antwoord te geven.

Hij beweert dat noch hij, noch zijne vrienden met de leiding der staatszaken zijn belast.

Onze tegenstrevers bevinden zich in 't zelfde geval wanneer hij ze aanmaant wetsontwerpen in te dienen.

Ik wil, zegt hij, het ontwerp niet laten aanvallen. Wat bewijst dit gezegde? Dat hij zeer weinig zeker is, eene meerderheid voor dit ontwerp te verkrijgen.

De Centrale afdeeling staat enkel tegenover het ontwerp der Regeering en tegenover dit der progressistische linkerzijde; in die omstandigheden, wil spreker het aangekondigd ontwerp niet afwachten en zal hij zijne stem verleen en aan de voorstellen der Regeering, die eene minnelijke schikking opleveren.

6^e vergadering. — 26 mei 1899.

Een lid, voorsteller van het wetsontwerp dat aan het onderzoek der middenafdeeling is onderworpen, verzoekt dat men het niet euvel opneme dat hij het beginsel der evenredige vertegenwoordiging in theoretisch opzicht bespreke. Daartoe is hij echter verplicht, al ware het enkel uit hoffelijkheid tegenover het medelid dat de bespreking op dit gebied heeft gevoerd; dat medelid heeft overigens gansch nieuwe grondwettelijke stellingen vooruitgezet, welke een Kamerlid, dat sinds jaren in het Parlement zitting heeft, hebben verbaasd.

Niet uit metaphysische beschouwingen, zooals die door het lid, aan wien hij antwoordt, in 't midden gebracht, is het beginsel der evenredige vertegenwoordiging ontstaan. Onze theorie van de parlementaire Regeering berust geheel op concrete historische feiten, door wier evolutie het huidig stelsel in 't leven werd geroepen en wij beweren dat de eerste stap dier evolutie spoedig tot de evenredige vertegenwoordiging leiden moet.

Niet om tusschen de partijen uitspraak te doen werd het kiezen van de volksvertegenwoordigers ingevoerd. In de eerste jaren van het parlementair stelsel bestonden er geene partijen. De afgevaardigden van de « boroughs » en de gemeenten werden door de mannen van hunnen stand, dikwijls met eenparige stemmen aangeduid onder de meest ervarenen en de meest bekwamen om in de Kamer het hoofd te bieden aan de Regeering. In Engeland dagteekenen de partijen slechts van 1640, ten onzent van 1840.

Langzamerhand zijn de partijen het heerschend verschijnsel in het parlementair stelsel geworden, ja, alléén in de partijen werd dit stelsel weergegeven. De partijen zijn niet van gebreken ontbloot, meermaals heb ik er op gewezen. Doch haar bestaan mag door de wet niet ontkend, het moet door deze zelfs erkend worden. Dat is het beste middel om de bezwaren, waartoe zij aanleiding geven, te keer ten gaan. De wet moet zich schikken naar de bestaande toestanden, geenszins deze over het hoofd zien. Door de kieswet van 1876 werd overigens ten onzent het wettelijk bestaan der partijen erkend en bekrachtigd: zij heeft haar bepaalde plaatsen op den stembrief, kleuren, kenteekens toegekend. En thans doen zich reeds nieuwe toestanden voor: er zijn drie groote partijen, die een wettig en noodig streven vertegenwoordigen; zij zijn zelfs verdeeld in groepen die eveneens wettig, ja onvermijdelijk zijn.

Als nu al de burgers hunne partij hebben en er zelfs met hartstocht aan gehecht zijn, als de partijen het huidig politiek leven der natie weerspiegelen, dan past het dat de Kamers de partijen op de meest nauwkeurige wijze vertegenwoordigen, opdat zij terecht zouden mogen staande houden dat zij de politieke richting van het land weergeven en wetten maken, die ontzag verwekken bij de bevolking en dit ontzag verdienen. Wat men in theoretisch opzicht ook moge zeggen, wanneer meer dan twee partijen in 't strijdperk treden, dan kan de evenredige vertegenwoordiging

alleen ons eene Kamer schenken, die de partijen vertegenwoordigt zooals zij in het land bestaan.

Zelfs met twee partijen is zij noodig. Men heeft het bewezen. Wanneer er echter drie partijen optreden, wordt zij onmisbaar; zoo niet zal men, zooals thans, in eenige arrondissementen ontzaglijke parlementaire meerderheden verkozen zien door minderheden. Te Brussel, te Nijvel, te Philippeville, te Verviers, te Doornik, zijn al de thans gekozenen de gekozenen van eene minderheid; bij de herstemming zegepraalden zij enkel, dank aan de stemmen van sommigen hunner tegenstrevers die, al of niet na overeenkomst, meenden niemand beters te hebben. Welk ontzag kan dusdanige meerderheid verwekken?

Gij moogt de arrondissementen verdcelen, het cennamig stelsel invoeren, de moeilijkheid zal dezelfde blijven; de gekozenen in elk arrondissement zullen gevaar loopen slechts gekozenen van de minderheid te zijn. De evenredige vertegenwoordiging heeft de verbrokkeling der partijen niet voor gevolg, doch is het eenige redmiddel dat men er tegen heeft gevonden. Wanneer er meer dan twee partijen tegenover elkaar staan, is zij noodzakelijk: in Engeland is het ontstaan van de onafhankelijke Arbeidspartij, die nauwelijks eenige honderden stemmen behaalde in de liberale arrondissementen, voldoende geweest om den liberalen een vijftigtal zetels te doen verliezen. Zoo die toestand voortduurt, zal Engeland evenredige vertegenwoordiging moeten invoeren.

Maar, zegt men, in de Kamer zal geene meerderheid meer bestaan. Is er eene in het land, dan zal er eene zijn in de Kamer. Zoo niet, zal er evenmin in de Kamer als in het land eene meerderheid bestaan en dan zal men zich moeten tevreden houden 's lands belangen in stede van de belangen eener partij te behartigen. Er werd gezegd, dat de Kamer regeert; dat is onjuist en 't verwondert mij dat men daartegen niet protesteerde. De Kamer maakt de wetten, ziet de akten der Regeering na, richt ministeries op en breekt die weder af. Maar zij is het niet die regeert. En men moet zich een juist begrip vormen van wat men door regeeren verstaat: ik heb gezegd en ik houd staande dat tot heden regeeren niets anders was dan de plaatsjesjacht leiden, partijwetten maken; onder het eijnsstelsel bestond het clerico-doctrinaire schommelspel hierin, dat twee aanvoorders van benden elkander aan het bewind afwisselden, er elkander opvolgden om 's lands buit onder hunne mannen te verdcelen, volgens de spreuk der politieke mannen in Amerika: *To the victors the spoils* (aan de overwinnaars de buit). En tusschen de partijen was het een strijd van wilden door omkooprij, bedrog, vreesaanjaging, door de ongehoordste middelen. Rechttuit gesproken, dergelijk stelsel is voor beschaafde volkeren niet heel waardig en wij hebben tot plicht ons daarboven wat te verheffen. Door evenredige vertegenwoordiging ware dat mogelijk. Niet langer hadden wij dan eene meerderheid die zich tot alles zou moeten leenen: meer dan waarschijnlijk nog zou zij slechts uit verschillende bestanddeelen samengesteld zijn; dat ware heilzaam. Onmachtig om het kwaad te doen, dat zij tot heden verriichte, zou die meerderheid het goede kunnen doen waartoe zij bekwaam

is, en dat kan samengaan met het parlementaire stelsel, welks grootste verdienste het veeleer is in zekere mate het kwade te beletten dan in breede mate het goede te doen.

Voortaan bevinden zich drie partijen tegenover elkander, waarvan twee reeds onderverdeelingen hebben. Wij, progressisten, beweren niet dat wij door dichte gelederen zijn gesteund; wij richten ons niet tot de begeerten of tot de vooroordeelen der massa; wij zijn misschien niet talrijk, toch zijn wij sterk door onze belangloosheid en door de rechtvaardigheid onzer eischen. En alhoewel wij weinig in getal zijn, hebt gij reeds eenige der voornaamste hervormingen moeten aannemen die voor ons eene reden zijn van bestaan, en nog veel andere zult gij u moeten getroosten.

Ik ben van gevoelen dat evenredige vertegenwoordiging onmisbaar is, daar gij, door algemeen stemrecht in te voeren, aan de burgers een wezenlijk recht hebt verleend, dat van vertegenwoordigd te wezen. Waartoe dient ons, brusselsche anticlericalen, ons stemrecht? Het heeft geen ander gevolg dan dat wij door clericalen vertegenwoordigd zijn. Waartoe dient het aan de liberalen en aan de socialisten der Vlaanderen dat zij kiezer zijn, wanneer zij geen hoop op vertegenwoordiging mogen hebben? Begrijpt gij dat de doctrinaire partij, die België zoolang en niet zonder luister regeerde, in de Kamer geen enkelen vertegenwoordiger meer telt, dat al onze leiders, al diegenen die algemeen stemrecht deden invoeren, buiten de Kamers gesloten werden, dat deze plotseling beroofd werd van den luister van mannen als de heeren Frère, Bara, Janson, Féron?

Er werd gezegd, dat evenredige vertegenwoordiging de uitsluiting der hoofden van groepen ten gevolge zou hebben. Ik erken dat het panacheeren tot dien uitslag zou kunnen leiden. Daarom ben ik toegetreden tot het stelsel der voordracht van candidaten, dat in 1894 door den heer Beernaert werd voorgesteld. De amendementen, door een onzer leden neergelegd, ruimen insgelijks dat bezwaar uit den weg.

De evenredige vertegenwoordiging heeft dit voordeel, dat zij zonder bezwaren, zonder schijn van partijdaad, toelaat, waar het noodig blijkt, de arrondissementen te wijzigen. In het ergste geval zou ik gestemd hebben voor de toepassing der evenredige vertegenwoordiging op de huidige arrondissementen. Doch, ik ben overtuigd dat eerlang de kleine arrondissementen gegroepeerd zouden worden, evenals ik de overtuiging heb dat het onderhavig ontwerp, zoo het gestemd wordt, geen drie jaar zal toegepast worden en dat men, na eenige jaren van nuttelooze en onvruchtbare spanning, opnieuw, zooals een onzer collega's der rechterzijde het u voorzegde, de arrondissementen zal moeten wijzigen en de evenredige vertegenwoordiging invoeren voor gansch het land.

Een lid, in de rede vallend. — Hoe zult gij, met uw stelsel, regeeren?

De redenaar. — Wat verstaat gij door regeeren? Indien het enkel is gebruik maken van de macht voor het belang eener partij, wensch ik dat wij zoo weinig mogelijk geregeerd worden.

Een ander lid, in de rede vallend. — Wat zult gij doen indien men weigert uwe begrootingen goed te keuren?

De redenaar. — Indien er eene meerderheid bestaat, zal men dat niet weigeren. En bestaat er geene, welke minderheid zou dat weigeren, met het vooruitzicht dat zij eveneens het bewind in handen zou moeten nemen en op hare beurt aan zulke weigering zijn blootgesteld?

Een derde lid, in de rede vallend. — Bij gemis van meerderheid, blijft nog altijd over een Cabinet van zaken te vormen. Zoo worden thans de groote steden beheerscht.

De redenaar. — De geschiedenis leert ons, dat weigering om de begrootingen goed te keuren enkel het uiterste wapen is van het Parlement tegen de aanmatiging der uitvoerende macht. Voortaan is die macht afhankelijk van het Parlement. Er bestaat dus geene reden meer om dat uiterste middel te beproeven.

Een lid, in de rede vallend. — En zoo er enkel minderheden bestaan?

De redenaar. — Dan is het omdat er geene meerderheid zal zijn in het land. En dan nog zou het dit voordeel opleveren, dat de Kamer, door evenredige vertegenwoordiging de juiste afbeelding zijnde van het land, wetten zal maken na vrije beraadslaging tusschen de vertegenwoordigers der verschillende gezindheden, en mijn ideaal, ik kom er rond voor uit, hetgeen ik aanzie als het noodzakelijk gevolg van 's lands regeering door het land zelve, is dat het stelsel van het gezag, door de getalsterkte opgedrongen, door dat der vrijelijk aangenomen overeenkomst vervangen worde.

Een lid, in de rede vallend. Dat is an-archisme.

De redenaar. Voorzeker. Ik voeg daarbij dat ik de bekroning van het kiesstelsel van 't algemeen stemrecht en van de evenredige vertegenwoordiging zie in de bekrachtiging, door het volk, van de door de Kamers gemaakte wetten, dit is de volksstemming. Dat is overigens een behoudende toom.

Een lid, in de rede vallend. Dat hangt er van af.

De redenaar. Dat is het in Zwitserland, doch daar hebben de eens tot stand gebrachte hervormingen een bestendig karakter.

Dat is ook het redmiddel tegenover het eenig ernstig bezwaar dat aan de evenredige vertegenwoordiging wordt ten laste gelegd en dat is, niet de politieke slaperigheid, zooals op het Congres te Leuven werd gezegd, maar de bestendigheid der leden van het Parlement. De evenredige vertegenwoordiging zou aan de politieke worstelingen het geweldige en overdreven ontnemen, dat zij thans hebben, maar zij zou tevens het politieke leven meer opgewekt maken in al de gedeelten des lands waar thans geen strijd bestaat. De vertegenwoordigers zelve zouden degelijker worden, doch met juistheid kan men zeggen dat men ze moeilijk zou kunnen hernieuwen,

vooral met het stelsel der plaatsvervangende leden, bij voorbaat aangewezen om in de plaats der werkelijke vertegenwoordigers op te treden. Dat bezwaar bestaat reeds nu, vermits overal de uittredende leden gezamenlijk herkozen worden.

Ik behoud mij dus voor, het invoeren van het referendum na te jagen, evenals ik thans ijver voor het invoeren van het algemeen stemrecht, dat ik niet hoop door de tegenwoordige meerderheid te zien goedkeuren, doch dat gij u ten slotte wel zult moeten getroosten, zooals gij U ook de evenredige vertegenwoordiging zult laten welgevalen.

Ik aanzie de zuivere evenredige vertegenwoordiging als het eenig stelsel dat ons het redmiddel kan aan de hand doen voor de kwalen, waaraan wij lijden, en ik meen dat de Regeering onder hen, die gelaten zijn en die ministerieel zijn ondanks alles, met de voorstanders van evenredige vertegenwoordiging, die reeds rechts en links bestaan, het noodig getal zou vinden om eene voldoende meerderheid te bekomen.

Een lid betwist dit, en hij wil het bewijs leveren in den loop der aanstaande vergadering.

Op de tegenwerping, als zouden in geen enkel land twee verschillende kiesstelsels toegepast worden, antwoordt dit lid dat in België de stemming op één naam en de stemming per lijst nevens elkander bestaan. In Engeland werd, van 1868 tot 1885, het stelsel der minderheden toegepast tegelijkertijd met dat der meerderheid.

De redenaar. — In een gering getal omschrijvingen en zonder uitwerksel op den einduitslag.

7^e zitting. — 27 Mei 1899.

Een lid wijst er eerst en vooral op, dat het tegenwoordig ontwerp de uitbreiding der evenredige vertegenwoordiging voor gevolg moet hebben. Door verschillende voorstanders der hervorming, leden der afdeeling, werd dat erkend.

Een lid. — Laat ons elkander goed verstaan. Ik bepaalde mij bij de uiting van eenen wensch, niets meer. Doch gij verwondert mij, want volgens u moet iedere proefneming van evenredige vertegenwoordiging onvermijdelijk mislukken.

Het lid, zijne redevoering voortzettende. — Er is een licht verschil: ik zegde dat, na de toepassing der wet, de Kamer, door den gang zelven der zaken, eene meerderheid zal tellen van voorstanders der evenredige vertegenwoordiging.

Een lid. — De evenredige vertegenwoordiging zal ten slotte zegepralen, niet alleen dank zij het ontwerp der regeering en omdat het logisch is, maar ook om dat zij de rechtvaardigheid huldigt.

Het lid, zijne rede voortzettend. — Welnu, juist omdat de evenredige vertegenwoordiging eenmaal uitbreiding zal nemen, moeten wij van heden af het beginsel er van onderzoeken. Een lid dezer afdeeling is voorstander van rechtstreeksche wetgeving.

Een lid, in de rede vallend. — Wat wilt gij zeggen ?

De redenaar. — Hebt gij in uwe redevoering van eergisteren niet gezegd, dat gij voorstander zijt van rechtstreeksche wetgeving ?

Hetzelfde lid antwoordt. — Wij moeten elkander goed verstaan. De rechtstreeksche wetgeving neem ik aan onder vorm van vertegenwoordiging, wanneer de lastgevers niet rechtstreeks kunnen handelen.

De redenaar. — Anderzijds werd door onzen collega, die het wetsontwerp opstelde, erkend dat evenredige vertegenwoordiging tot *an-archisme* moet leiden.

De opsteller van het wetsontwerp. — Ik heb het woord, waarvan gij gebruik maakt, uitgelegd. Het stelsel van het oppergezag der wet wil ik vervangen door het stelsel der vrijelijk aangegane overeenkomst.

De redenaar. — Die uitdrukking uwer gedachte neem ik aan. Om tot *an-archisme* te geraken, hebt gij noodig, het algemeen stemrecht, de evenredige vertegenwoordiging, de volksstemming en de wijziging der arrondissementen.

De rechtstreeksche wetgeving is in strijd met den geest der Grondwet. Onze collega heeft gezegd dat met de feiten rekening dient te worden gehouden. Er zijn in België velerlei partijen. Elke wet moet met de feiten rekening houden, doch men kan ze op verschillende wijzen inzien.

Ik verkies het behoud door verbetering van het huidig stelsel.

De rechtstreeksche wetgeving onderstelt voor iederen burger het recht en de bevoegdheid om wetten te maken. De evenredige vertegenwoordiging is het middel om in de zeer bevolkte landen rechtstreeksche wetgeving toe te passen.

De evenredige vertegenwoordiging stelt de partij in de plaats der personen. Met dat stelsel zullen er geen kiezingen meer zijn, maar berekening van de getalsterkte der gezindheden. Men zegt dat dit de afbeelding zou zijn der natie. Wij hebben van de natie eene andere opvatting.

Wanneer ik zegde, dat de Grondwet slechts vertegenwoordigers kent en zich met de partijen niet bezig houdt, werd ik onderbroken door een mijner vrienden, die mij de wet van 1877 tegenstelde. Die wet heeft voor doel bedrog te vermijden en de oprechtheid der stemming te verzekeren...

De opsteller van het wetsontwerp. — En de bezwaren van het bestaan der partijen uit den weg te ruimen.

Een ander lid. — 't Is de wet van 1877 die aan de katholieke partij de roode kleur en aan de liberale partij de blauwe kleur toekende en aan een

bepaald getal burgers toeliet candidaten voor te stellen, wier namen alleen op de kiesbulletijns zouden voorkomen. De kiezing der Senatoren van Antwerpen, in 1878, werd vernietigd, daar, alhoewel zij als afgevaardigden der meeting waren voorgesteld, de bulletijns niettemin met roode kleur waren gedrukt. Dus werd het bestaan der partijen wel door de wet erkend.

Een derde lid. — Dat is klaar.

De redenaar. — Een onzer medeleden der rechterzijde zegt dat, naar luid der Grondwet, alle macht uitgaat van de natie. Doch de Grondwet zegt niet dat alle macht door de natie uitgeoefend wordt.

Dit lid. — De Meivergaderingen zijn lang voorbij.

De redenaar. — Alle macht gaat uit van de natie, doch dat is niet alleen waar voor de wetgevende macht maar ook voor de rechterlijke macht.

Een ander lid. — Verwar toch de uitvoerende macht niet met de andere machten.

De redenaar. — De opsteller van het wetsontwerp gaat daarheen.

Een ander lid. — Doch ons medelid der rechterzijde, dien gij aanhaaldet, gaat er niet heen.

De redenaar. — Volgens het stelsel der Grondwet, kiezen de burgers de besten uit om de Wetgevende Kamers samen te stellen.

Met de evenredige vertegenwoordiging zal dat niet meer waar zijn. Kiezing door de meerderheid of door het grootste getal laat zich begrijpen. Men zal echter nooit door het land doen aannemen, dat hij, die minder stemmen heeft dan een ander candidaat, boven hem verkozen worde.

Met dat stelsel kan het bewind aan eene minderheid toevertrouwd worden.

Al de voorbeelden, getrokken uit cijfers en in den loop dezer bespreking door eenen onzer vrienden aangehaald, bewijzen enkel dat het noodig is de groote arrondissementen te verbrokkelen.

De evenredige vertegenwoordiging zal niet voor gevolg hebben, dat Brussel geen achttien vertegenwoordigers zal behouden. De andere groote arrondissementen zullen hunne krachten behouden en de kleine arrondissementen zullen opgeofferd worden.

Er werd gezegd dat het splitsen der arrondissementen niets gemeens had met een beginsel. In ieder geval zou het dit overgroot voordeel opleveren, dat een enkel kiesstelsel voor heel het land zou worden gehandhaafd : het meerderheidsstelsel. Onder het stelsel der evenredige vertegenwoordiging worden de minderheden door het *quorum* opgeofferd. Inderdaad, wanneer eene partij der minderheid het *quorum* niet bereikt, verdwijnt zij ; met het meerderheidsstelsel, integendeel, wanneer de volstrekte meerderheid niet is bereikt, heeft er ballotteering plaats en behouden de partijen, die in minderheid zijn, het recht om te kiezen.

Een lid der linkerzijde. — Dat is een argument tegen het *quorum*.

De redenaar antwoordt op de bemerkingen door een ander lid der rechterzijde gedurende de beraadslaging in 't midden gebracht. Dat de liberale partij niet in de Kamer vertegenwoordigd is, ligt niet aan 't meerderheidsstelsel alleen. Zij is het niet, omdat zij in de landbouw- en nijverheidsbevolking nooit wortel heeft geschoten. Met het meerderheidsstelsel werd zij vooral aangeworven onder de burgerij der steden. De splitsing der arrondissementen zou aan de liberale partij vertegenwoordigers geven.

Een lid der linkerzijde. — De stemming op één naam zou er haar eenige kunnen geven. Met de splitsing zou hetzelfde niet gebeuren.

De redenaar. — De evenredige vertegenwoordiging zal nieuwe partijen doen ontstaan, terwijl het meerderheidsstelsel kleine groepeeringsen uitsluit.

Een lid der linkerzijde. — Onder de evenredige vertegenwoordiging zouden de partijen, die geene zedelijke eenheid hebben, wegsmelten. Dat ware het geval niet voor de katholieken noch voor de socialisten.

De redenaar. — Er zouden behoudsgezinde katholieken, christene democraten, daensisten, agrariërs, handelaars, enz. bestaan.

Hetzelfde lid der linkerzijde. — Ik ben zeker van het tegendeel. De socialistische partij zou zeker vereenigd blijven.

Een lid. — Wacht, gij zijt eene jeugdige partij en in de oppositie, gij zult nog veel zien !

De redenaar. — Waart gij meerderheid, dan zoudt gij weldra verdeeld wezen. De opsteller van het ontwerp heeft gezegd dat hij geen voorstander was van eene sterke macht op eene dichte meerderheid gesteund ; wat wij willen, is eene duurzame regeering.

Een lid. — Wanneer eene meerderheid steunt op het land, is zij zeer duurzaam.

De redenaar. — En wanneer er slechts minderheden zullen zijn ?

Een lid der linkerzijde. — Onder zulk stelsel zal eene regeering, op eene bepaalde quæstie overwonnen, toch aan 't bewind kunnen blijven. Dat is het geval in Zwitserland en, in het gemeentelijk opzicht, in de groote Belgische steden.

*
* * *

Een lid. — Ik kan mij, onder andere, niet vereenigen met een der argumenten, door onzen vriend gericht tegen de zuiver evenredige vertegenwoordiging. Hij verdedigt deze stelling, dat de Grondwet kiezing van vertegenwoordigers en niet vertegenwoordiging der partijen bedoelde. Die stelling betwist ik niet en zij kon feitelijk waar zijn tot omtrent 1840, ten tijde toen in sommige arrondissementen mannen van verschillende gezindheden op dezelfde lijst gekozen werden. Die tijd is lang voorbij en het is onbe-

twistbaar dat heden, terecht of ten onrechte, de partijen zich in de plaats der personen hebben gesteld.

Bijna al de leden der Centrale afdeeling zijn, en dit sinds lang, in de leiding der verschillende partijen gemengd.

Geen onzer is er die aan het kiezerskorps niet vurig heeft aanbevolen voor de gezamenlijke kandidaten eener lijst te stemmen, zonder te zien wie er op voorkomt. Dus werd, door de wet van 1877, uitgaande van den heer Malou, rekening met de feiten gehouden. Zij bracht geene partijen tot stand; zij deed niets anders dan haar bestaan te bekrachtigen. Zoo ik hier op aandrang, is het omdat ik, van heden af en vóór de bespreking der artikelen, inzonderheid van dat waarbij het kiesquotient louter met behulp der lijstenbulletijns wordt bepaald, aantoonen wil dat dit argument van ons achtbaar medelid niet afdoende is tegen het thans besproken wetsontwerp, waardoor minnelijke schikking wordt bedoeld.

Een woord over het behoud der groote arrondissementen in hunne huidige omvatting.

Onze achtbare vriend kan niet ontkennen dat de toepassing der evenredige vertegenwoordiging hunne politieke macht merklijk verminderen zal. Doch hij maakt de opwerping, dat zij niettemin een grooten invloed zullen blijven uitoefenen in het opzicht hunner stoffelijke belangen. Er dient opgemerkt te worden, dat in de groote arrondissementen, met het meerderheidsstelsel, miskende belangen zich niet kunnen doen gelden. Met evenredige vertegenwoordiging, integendeel, dienen twee veronderstellingen ingezien te worden: ofwel worden de gezamenlijke belangen, aan eene bepaalde partij toevertrouwd, door de lasthebbenden dier partij goed verdedigd en dan ontstaat er geene verdeeldheid in haar midden; ofwel wordt een aanzienlijk belang gekrenkt, en dan kunnen zij, die voor dat belang strijden, een bevoegden verdediger voor de Kamer benoemen.

De redenaar komt aan het antwoord dat hij den opsteller van het wetsontwerp heeft beloofd. Door dezen werd meermaals beweerd, dat, zoo de huidige Regeering, ja zelfs die van den heer Beernaert, in 1894 het, gewild had, men eene meerderheid voor zuiver evenredige vertegenwoordiging zou hebben gevonden. Iedereen weet dat het cabinet Beernaert zich terugtrok juist omdat voor die hervorming geene meerderheid gevonden werd.

Thans zijn de veertig leden der oppositie over de quæstie verdeeld, zoodanig dat hun vertegenwoordiger in deze afdeeling tot last heeft zich bij het ontwerp-Lorand te onthouden.

De twaalf progressisten zijn voorstanders van evenredige vertegenwoordiging. Onder de socialisten zouden zij door ten hoogste zeven of acht worden gevolgd en de linkerzijde zou aan een ontwerp van evenredige vertegenwoordiging hare medewerking kunnen verleenen in deze mate: twintig leden zouden vóór stemmen; twintig zouden tegenstemmen en, bijgevolg, hetzij de partijen der linkerzijde de zittingen der Kamer bijwonen of buiten het Parlement blijven, hare medewerking zal, in ieder geval, op niets uitloopen.

Wat de leden der rechterzijde betreft, is het voor niemand een geheim dat de voorstanders der zuivere evenredige vertegenwoordiging geen 38 in getal zijn. Ten overige heeft het voorstel van den heer Lorand in de afdeelingen het cijfer van 23 stemmen op zich vereenigd.

* * *

Een lid. — Het ontwerp is geen verzoenende overeenkomst : 't is eene « abdicatie » ! Over beginselen kan men geen vergelijk treffen. De evenredige vertegenwoordiging is goed of slecht ; is zij goed, dan dient zij op algemeene wijze toegepast ; is zij slecht, dan mag zij volstrekt niet toegepast worden. De eenen zijn voorstanders van neutraal onderwijs ; de anderen van godsdienstonderwijs. Daar is ook een beginsel ter sprake en een vergelijk is daar evenmin mogelijk als in het onderhavig geval.

De gedachte van een vergelijk kan ik aannemen, wanneer het de toepassing van een beginsel betreft, en dit legt uit dat de voorstanders der evenredige vertegenwoordiging, door velerlei verschil gescheiden, tot verstandhouding over eene bepaalde formule kunnen geraken ; dat is niet het geval voor de tegenstanders van evenredige vertegenwoordiging. Eens te meer verklaar ik mij tegen het wetsontwerp, dat een afstand is.

De algemeene beraadslaging wordt gesloten.

* * *

In gemeen overleg wordt door de Centrale afdeeling beslist, dat zij zal uitspraak doen over artikel 7 van het ontwerp Lorand en consoorten, omdat daarin het beginsel van zuivere evenredige vertegenwoordiging besloten ligt.

Zeven leden namen deel aan de stemming.

Vijf stemmen tegen, één stemt voor en één onthoudt zich.

Het lid, dat zich onthield, verklaart dat die houding is toe te schrijven aan het bijzonder mandaat dat hij heeft ontvangen van de linkerzijde, die het niet eens is over de quæstie der evenredige vertegenwoordiging. Persoonlijk is hij voorstander van die hervorming.

Een der leden die tegen het ontwerp stemden, doet aanstippen dat hij trouw is gebleven aan het beginsel van zuivere evenredige vertegenwoordiging, doch dat hij zijne toestemming niet kan hechten aan verschillende gewichtige bepalingen van het besproken ontwerp.

Vragen aan den Minister van Binnenlandsche Zaken en
Openbaar Onderwijs gesteld door de Middenafdeeling.

Antwoorden der Regeering.

Gedurende hare werkzaamheden heeft de middenafdeeling aan de Regeering eenige vragen gesteld ; de eerste betreffen bepalingen die bij artikelen van het wetsontwerp of bij amendementen zijn voorzien, de tweede bedoelen bijzondere punten.

Wij zullen de eerste en tevens de antwoorden, die er op gegeven werden, onderzoeken terzelfdertijd als het wetsontwerp ; de tweede deelen wij meê met de antwoorden van den heer Minister van Binnenlandsche Zaken, het gevoelen der middenafdeeling, de onder hare leden gewisselde opmerkingen en de genomen beslissingen.

EERSTE VRAAG.

Zullen de Kamers ontbonden worden na de stemming der wet?

ANTWOORD.

« Uit de wijzigingen, die door het wetsontwerp aan het Kieswetboek zijn voorgesteld, ontstaat geenszins de verplichting de Wetgevende Kamers geheel te vernieuwen. Zij laten de samenstelling van het kiezerskorps onaangeroerd en bepalen zich bij het regelen van de verdeeling der mandaten op zoodanige wijze, dat het niet meer toegelaten zij alle vertegenwoordiging in de Kamers te ontfogen aan zeer aanzienlijke minderheden. Op eene andere wijze verwezenlijken zij de verdeeling van de groote arrondissementen, zonder de bezwaren van dit stelsel op te leveren. De nieuwe Kiesinrichting zal toegepast worden enkel op het tijdstip, dat door de wet is vastgesteld tot het vernieuwen der reeks, waarvan die arrondissementen deel uitmaken. Er bestaat geene reden om dit tijdstip vroeger te stellen. »

TWEDE VRAAG.

Heeft de Regeering het voornemen, de groote arrondissementen te behouden na de volkstelling van 1900 ?

Antwoord.

« De Regeering heeft de redenen medegedeeld die haar aangezet hebben, de huidige kiesomschrijvingen te behouden. Terecht meent zij dat deze redenen na de aanstaande algemeene volkstelling nog zullen gelden en niets van hare kracht verliezen.

Bij het indienen van het wetsontwerp in de Kamers was haar inzicht, de

moeilijkheden, waartoe het ongelijk aangroeien der bevolking in de arrondissementen aanleiding heeft gegeven, niet voorloopig op te lossen, maar op duurzame wijze. »

Wat de vraag van de ontbinding der Kamers aangaat, wordt door een lid hierop gewezen, dat in de zeven arrondissementen, waar het ontwerp de evenredige vertegenwoordiging invoert, zich grondige wijzigingen zullen voordoen. De Regeering beweert dat het dringend is daar het bestaande stelsel te doen verdwijnen. De afgevaardigden van verscheidene dier arrondissementen moeten, naar de huidige wetten, slechts binnen drie jaar herkozen worden. Zoo het waar is dat het invoeren van den maatregel, door de Regeering aangeprezen, geen uitstel lijdt, waarom dan wordt de toepassing der hervorming gedurende dit tijdperk verschoven?

De Regeering meent dat haar ontwerp het kiesvraagstuk zal oplossen; dat is eene dwaling. Buiten het vraagstuk der evenredige vertegenwoordiging, zal dit van de verdeeling der groote arrondissementen nog steeds oprijzen. Het ontwerp levert ons geene oplossing van duur op. Deze geldt geenszins voor de oppositie, evenmin als voor de groep, in wier naam zij optreedt, en voor de proportionalisten. Moest de wet gestemd en bekrachtigd worden, dan zal er eene nog krachtigere beweging ontstaan dan thans.

Een lid doet opmerken dat de beslissing, door de Regeering genomen, de Kamers niet te ontbinden, de tegenpartij niet benadeelt. Onmiddellijk, van 1900 af, zullen er aan de rechterzijde zetels ontvallen te Brussel, te Antwerpen en te Leuven. Slechts in 1902 zal zij er kunnen bijwinnen te Charleroi, Luik en Bergen; zij zal er echter verliezen te Gent. Destijds deed de huidige oppositie, die toen meerderheid was, tot ontbinding niet overgaan wanneer zij aan een ontzaglijk getal kiezers het stemrecht ontnam.

Een lid antwoordt aan den eersten spreker en doet opmerken dat het verbrokkelen der groote arrondissementen geene reden van bestaan meer hebben zal na het toepassen der evenredige vertegenwoordiging.

De gekozenen dier arrondissementen zullen inderdaad niet meer tot eene en dezelfde groep behooren. Zij zullen vertegenwoordigd worden door behoudsgezinden, liberalen, progressisten, socialisten.

De vier groepen, die de openbare meening elkander betwisten, zullen dus vertegenwoordigd zijn. Voor de proportionnalisten is het ontwerp een stap vooruit.

Het leidt naar de zuivere evenredige vertegenwoordiging, zoo deze hervorming aan de openbare meening voldoening schenkt.

* * *

Naar het inzien van de Regeering, moet het stemmen der wet voor gevolg hebben de huidige kiesomschrijvingen te behouden, zonder dat men vooreerst verplicht zij een nieuw arrondissement bij de thans bestaande zeven groote arrondissementen te voegen naar aanleiding van het verhoogen van het getal zijner afgevaardigden.

« De arrondissementen », zoo luidt de Memorie van toelichting, « waar de kiesverrichtingen zullen plaats hebben naar de door ons opgegeven regelen, zijn thans die van Brussel, Antwerpen, Luik, Gent, Charleroi, Bergen en Leuven. Niet zonder reden mag men de meening deelen dat geen ander arrondissement er zal bijgevoegd worden vóór lange jaren, dertig jaar ten minste; het getal inwoners van de voornaamste onder hen is verre beneden het bevolkingscijfer (240,000 inwoners), dat eene afvaardiging van zes vertegenwoordigers en drie senatoren oplegt.

« Gedurende langen tijd zal de huidige rangschikking niet gewijzigd moeten worden.

Buiten de ontbinding, hetzij van den Senaat hetzij van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, waartoe men verplicht was over te gaan uit hoofde van oneenigheid tusschen de meerderheden dezer twee vereenigingen en buiten de ontbinding van het Parlement, ten gevolge van de verklaring dat het behoorde verscheidene artikels der Grondwet te herzien, werden de Kamers slechts tweemaal in België ontbonden, vooreerst in 1848, als de wetgever den cijns om kiezer te zijn voor de Kamers bepaalde op het minimum door de Grondwet vastgesteld, verder in 1894, na het herzien van artikel 47 der Grondwet en het invoeren van het meervoudig stemrecht. Het wetsontwerp, waarover beraadslaagd wordt, betreft enkel het verdeelen der zetels, terwijl door de twee voormelde wetten de samenstelling zelve van het kiezerskorps merkkelijk gewijzigd werd.

Men dient overigens niet uit het oog te verliezen, dat, zoo het katholiek ministerie de gemeente- en provincieraden heeft ontbonden na het verlagen, in 1872, van den cijns voor provincie en gemeente, dit voorbeeld door het liberaal ministerie niet gevolgd werd in 1883, bij de eerste toepassing der wet waarbij de bekwaamheidskiezers ingevoerd werden.

DERDE VRAAG.

Is de regeering niet van meening dat het ontwerp op de provinciale senatoren zou dienen toegepast te worden?

Antwoord.

« In iedere provincie zijn er ten minste twee en ten hoogste vier provinciale senatoren. Bij de afvaardigingen der provinciën komt de zoo groote ongelijkheid niet voor, die zich voordoet bij de afvaardigingen der arrondissementen en die de verbetering, door het wetsontwerp voorgesteld, oplegt. »

* * *

De partijen hebben er verder geen belang bij, deze wijziging in ons Kieswetboek te zien opnemen.

Het zou kunnen gebeuren, dat de tegenpartij eenen zetel wiene te Antwerpen en in West-Vlaanderen; die zetels zouden haar ontvallen in Brabant, te Luik en in Henegouwen.

4^{de} VRAAG.

Het lid van de eene of de andere Kamer, dat door de Regeering tot een bezoldigd ambt benoemd wordt, houdt op te zetelen en herneemt zijne bediening slechts krachtens eene nieuwe kiezing; zoo luidt artikel 36 der Grondwet. Krachtens het ontwerp der Regeering zou gemeld lid dit niet meer kunnen doen, dewijl zijne plaats intusschentijd door een plaatsvervangende vertegenwoordiger ingenomen werd. Quid?

Antwoord.

« De bepalingen van het Kieswetboek, krachtens welke er onvereinbaarheid bestaat tusschen het ambt van kamerlid en de bedieningen, door den Staat bezoldigd, ter uitzondering van het ambt van Minister, en de Kamerleden tot bezoldigde ambten niet mogen benoemd worden, tenzij één jaar nadat zij ophielden in de Kamer zitting te hebben, hadden voor gevolg dat men slechts zeer zelden artikel 36 der Grondwet heeft moeten toepassen. Moest men verplicht zijn dit artikel toe te passen, dan zou daartoe de nieuwe wet geenszins in den weg staan. Het kamerlid, dat de benoeming aanvaardt, zou onmiddellijk ophouden zitting te hebben en opnieuw zitting mogen nemen slechts wanneer het kiezerskorps hem een nieuw mandaat toevertrouwt, hetzij bij eene gedeeltelijke kiezing, hetzij bij de hernieuwing van eene der reeksen. Tot de kiezing moet geenszins onmiddellijk overgegaan worden; in de Grondwet komt daaromtrent geene bepaling voor. Evenmin moet zij in hetzelfde arrondissement plaats hebben. »

5^{de} VRAAG.

De middenafdeeling wenscht het gevoelen van de Regeering te kennen over de navolgende vraag :

Artikel 240 van het Kieswetboek bepaalt : « Is aan herkiezing onderworpen, ieder lid der Kamers dat het erekruis der Orde van Leopold om andere dan militaire redenen aanvaardt of die van den Koning adelbrieven verkrijgt » Van eene andere zijde, luidt artikel 36 der Grondwet : « Het lid van de eene of de andere Kamer, door het Staatsbestuur benoemd tot een bezoldigd ambt, dat hij aanvaardt, houdt onmiddellijk op te zetelen en herneemt zijne bediening slechts krachtens eene nieuwe kiezing. »

Een lid stelt de vraag of het niet passen zou, om den geest der kieswetgeving niet te schenden, door de wet te doen bepalen dat de plaatsvervangende volksvertegenwoordiger die, hetzij de Orde van Leopold, hetzij adelbrieven, hetzij een door de Regeering bezoldigd ambt aanvaardt, niet meer bevoegd is om in eene van beide Kamers zitting te nemen, zoo hij niet aan eene nieuwe kiezing werd onderworpen?

Antwoord.

« De bepalingen van de artikelen 36 der Grondwet en 240 van het Kies-

wetboek zijn enkel op de *leden* van de Kamers toepasselijk. De *plaatsvervangende* afgevaardigden maken van de Kamers geen deel uit; op hen zijn gemelde bepalingen dus niet van toepassing. »

6^{de} VRAAG.

Zou het niet gepast zijn eene bepaling in te voeren, krachtens welke de voorzitter van het hoofdbureau het recht zou hebben, het voorstellen van eenen niet verkiesbaren persoon van de hand te wijzen?

Antwoord.

» In geen enkel opzicht wordt de huidige wetgeving door het wetsontwerp gewijzigd, wat de bevoegdheid betreft van de overheden die gelast zijn uitspraak te doen over de vereischten tot verkiesbaarheid. De vraag schijnt thans hier niet te moeten onderzocht worden. »

De amendementen, door de Centrale afdeling en door de Regeering aanvaard, en waarbij de nummering der artikelen van het wetsontwerp gewijzigd wordt.

Verschillende amendementen, door een lid voorgesteld, werden door de middenafdeling aangenomen, met eene meerderheid van 4 stemmen tegen 3, en aanvaard door de Regeering.

Bijgevolg werden in het ontwerp nieuwe artikelen ingevoegd en de nummering der artikelen van het ontwerp gewijzigd. Om de studie der bespreking, die in de middenafdeling plaats greep, gemakkelijker te maken achten wij het nuttig hier de amendementen op te geven met de redenen die door hunnen voorsteller ontwikkeld werden. Anderzijds, daar het wetsontwerp hoofdstuk XI moet uitmaken van het Kieswetboek, plaatsten wij tegenover elk artikel het nummer dat het in dit Wetboek zal dragen.

Later zullen wij, in het gedeelte van het verslag aan het omstandig onderzoek der wet gewijd, ieder artikel doen volgen en, desnoods, de alinea's ervan, die aanleiding gaven tot kritiek of tot onderamendementen, alsook de zienswijze der middenafdeling en de opmerkingen die gewisseld werden.

Overwegingen tot staving der amendementen aangeboden.

Een lid doet opmerken dat in de afdelingen door talrijke afgevaardigden werd gewezen op het gevaar, uit evenredige vertegenwoordiging voortspruitende, dat de kiezing van de kandidaten eener lijst aan de tegenstrevers zou overgelaten zijn.

Niets is inderdaad eenvoudiger : het is voldoende dat een zeker getal kiezers, die bij voorbeeld over drie stemmen beschikken, overeenkomen om voor al de kandidaten eener lijst te stemmen, met uitsluiting van den door die partij

meest geliefden candidaat, en dan heeft deze laatste alle kans om, door het feit zelve van de toepassing der evenredige vertegenwoordiging, op zij gelaten te worden. En dit zal het gevolg zijn niet van 't voorrecht van het kiezerskorps om te beslissen, maar van eene slinksche handelwijze, zeer dikwijls tegen den wil zijner roil meerderheid gericht.

Om dat kwaad te verhelpen werden verschillende stelsels aangeprezen. De eenen verdedigden deze stelling, dat aan de voorstellers der candidaten het recht zou worden gelaten om eene volgorde van voorkeur aan te duiden, die zulken uitslag der kiezingen zou hebben voorkomen ; anderen hebben gedacht dat die al te volstreckte regel door een correctief moest worden getemperd. Zij namen eene bepaling over van het wetsontwerp door de Regeering, waarvan de heer Beernaert het hoofd was, in 1894 aangeboden, en waarbij beslist wordt dat de orde van voorkeur, door de voorstellers vastgesteld, zou gevolgd worden, ten ware een candidaat, op de lijstenbulletins zijner groep, een getal stemmen van voorkeur heeft bekomen, gelijk aan de helft plus één.

In zulke omstandigheden, zou hij als verkozen moeten uitgeroepen worden zonder dat men rekening zou kunnen houden met den rang die hem door zijne voorstellers is aangeduid,

Grondwettelijke opwerpingen werden aangevoerd tegen het voorkeurrecht aan de voorstellers gelaten.

Artikel 47 der Grondwet zegt dat de afgevaardigden rechtstreeks moeten verkozen worden door hen die het kiezerskorps uitmaken.

Sommige leden, onder welke zich uitmuntende rechtsgeleerden bevinden, denken dat, wanneer men aan burgers toelaat candidaten aan het kiezerskorps voor te stellen, in eene volgorde van voorkeur die door niets mag worden gewijzigd, men in werkelijkheid de kiezing met twee graden terug invoert.

Het correctief van 1894 houdt rekening met dat argument, dewijl. per slot van rekening, het kiezerskorps meester blijft de orde der voorstellingen te wijzigen, doch, men moet het bekennen, in voorwaarden die zich zelden zullen voordoen.

Inderdaad, met dat stelsel, wanneer eene lijst 60,000 stemmen heeft vereenigd, moet een candidaat, op den derden rang voorgesteld, om vóór de twee eersten verkozen te zijn verklaard, 30,001 voorkeurstemmen hebben bekomen.

Een ander middel hebben de partijen aan de hand.

Evenals de vrijheid van den kiezer moet gewaarborgd worden, hebben de voorstellers en de vereenigingen het onbetwistbaar recht te trachten dat hunne candidaten zegepralen en het is billijk dat zij vooral die hunner candidaten beschermen welke, om reden hunner verdiensten en der te bewijzen diensten, aan de slagen der tegenstrevers meer zijn blootgesteld.

Het middel dat de partijen natuurlijk te harer beschikking hebben en dataan het recht der kiezers niets afdoet, is slechts een getal candidaten aan te bieden in verhouding tot de sterkte waarover zij in de verschillende kiesomschrijvingen beschikken. Zoodoende ontnemen zij aan de tegenstre-

vers het middel om, op niet te rechtvaardigen wijze, kandidaten te doen mislukken.

Daar, met het stelsel der evenredige vertegenwoordiging, de lijstenbulletijns alleen het kiesquotient mogen aanduiden en ieder bulletijn, dat een of meer stemmen voor kandidaten eener lijst bevat, ten voordeele der gansche lijst moet gerekend worden, is het onmogelijk eenen der kandidaten te doen mislukken, indien dezer getal het getal van de aan de lijst toegekende plaatsen niet overtreft.

Anders is het gesteld, indien het getal der voorgestelde kandidaten de sterkte der partij overtreft. In die veronderstelling spreekt het van zelf, dat de candidaat, die het minste getal stemmen heeft bekomen, mislukt.

Maar opdat de partijen besluiten tot beperking van het getal kandidaten die zij voorstellen, volgens de kiessterkte waarover zij beschikken, moet men haar den waarborg geven dat het overschot der stemmen, dat haar door het kiezerskorps zou kunnen toegekend worden, voor haar niet zal verloren zijn zoo het belangrijk genoeg was om haar eenen zetel meer te geven.

Dat is het doel der amendementen.

Evenals de Regeering, denkt de voorsteller er van, dat men noodzakelijk aan de kiezers moet toelaten, kandidaten-plaatsvervangers voor Senaat en Kamer voor te stellen, zooals zij het kunnen doen voor de gemeente- en provincieraden. Dat is het eenige middel om aan de partijen der minderheid het voordeel der evenredige vertegenwoordiging te gunnen voor den duur der mandaten die haar bij eene algemeene verkiezing toegekend werden.

De quaëstie van grondwettelijkheid werd opgeworpen naar aanleiding der plaatsvervangers : zij zal bij artikel 2 onderzocht worden.

Volgens het ontwerp der Regeering, is de plaatsvervanger bevoegd om een lid op te volgen, dat, *zelfs vóór zijne eedaflegging*, aan zijnen zetel verzaakt.

De voorsteller der amendementen vraagt dat de plaatsvervanger insgelijks bevoegd zal wezen om, uit volle recht, 't zij in de Kamer, 't zij in den Senaat te treden, indien door het kiezerskorps aan de lijst, waartoe de plaatsvervanger behoort, meer stemmen werden toegekend dan men verwachtte. en genoeg om de kiezing van een lid meer dan de voorgestelde titelvoerders te verzekeren.

De bespreking dier amendementen vindt men bij art. 8, bl. 81.

ART. 1. — Wordt behouden.

ART. 2 (nieuw). — Wanneer kandidaten tot de functiën van volksvertegenwoordiger of senator voorgesteld worden, volgens de bepalingen van art. 164 van 't Kieswetboek, kunnen, terzelfder tijd als dezen en in dezelfde vormen, kandidaten-plaatsvervangers worden voorgesteld. De voorstelling dezer moet, op straffe van nietigheid, gedaan worden in de akte van voorstelling zelve der kandidaten voor de werkelijke functiën en de akte moet de kandidaten van iedere reeks. te zamen voorgesteld, afzonderlijk rangschikken, die reeksen nauwkeurig bepalende. Een candidaat kan niet te gelijker tijd voor de werkelijke functiën en voor de plaatsvervanging voorgesteld worden.

Het getal der kandidaten-plaatsvervangers mag dat niet overtreffen der kandidaten voor de werkelijke functiën die in dezelfde akte worden voorgesteld, noch het *maximum* van drie te boven gaan. Evenwel wordt dat maximum op vier gebracht, indien die lijst zeven, acht of negen kandidaten voor de werkelijke functiën bevat, en op vijf, zoo zij er meer bevat.

ART. 3 (nieuw). — Wanneer het getal kandidaten voor de werkelijke functiën dat der te begeven mandaten niet overtreft, worden die kandidaten door het bureel verkozen verklaard, zonder andere formaliteit, en de kandidaten-plaatsvervangers worden aangeduid als eerste, tweede, derde plaatsvervanger naar de volgorde waarin zij op de voorstellingsakte voorkomen.

ART. 4 (nieuw). — Voor de plaatsing en de orde van rangschikking, op den stembrief, van de volledige of onvolledige lijsten en van de afzonderlijke kandidaten zooals zij door artikel 168 zijn geregeld, wordt er geen rekening gehouden met het getal of het bestaan van de kandidaten-plaatsvervangers.

De namen der kandidaten-plaatsvervangers worden, volgens alphabetische orde, gebracht in de kolom voorbehouden voor de lijst waartoe zij behooren, na de namen der kandidaten voor de plaatsen van titelvoerders en worden voorafgegaan door de vermelding « plaatsvervangers ». Een vak voor de stemming wordt geplaatst tegenover den naam van elken der kandidaten-plaatsvervangers.

Dit alles overeenkomstig model V.

ART. 5 (nieuw). — De stem, zoowel ten voordeele der kandidaten voor de werkelijke functiën als ten voordeele der kandidaten-plaatsvervangers, wordt uitgebracht op de wijze aangeduid in artikel 175, alinea's 1, 2 en 4. Wanneer de kiezer zijne stem wil geven aan een afzonderlijken candidaat voor wien het bulletijn geen plaatsvervanger aanduidt, stemt hij overeenkomstig het eerste lid van dit artikel 175.

ART. 6 (vroeger art. 2).

ART. 7 (vroeger art. 3).

ART. 8 (vroeger art. 4, gewijzigd). — De zetels welke aan eene lijst toekomen, worden toegekend aan *diegenen der kandidaten voor de werkelijke functiën* welke de meeste stemmen bekomen hebben. Indien eene lijst recht heeft op meer zetels dan zij *kandidaten voor de werkelijke functiën* bevat, worden de niet begeven zetels toegekend aan *diegenen harer kandidaten-plaatsvervangers welke de meeste stemmen bekwamen, bij ontstentenis van plaatsvervangers, aan de lijst welke* het hoogste kiescijfer heeft, enz..... (Het overige zooals in het artikel.)

ART. 9 (vroeger artikel 5).

ART. 10 (vroeger artikel 6. gewijzigd). — In elke lijst, waarvan een of meer kandidaten verkozen zijn, worden de *candidaten-plaatsvervangers*, die een getal stemmen bekwamen ten minste gelijk aan de helft van het kiescijfer der lijst, uitgeroepen tot eersten, tweeden, derden plaatsvervanger, enz., naar de orde van het getal stemmen dat zij bekwamen.

ART. 11 (vroeger art. 7).

ART. 12 (vroeger art. 8), zegge men : van 253 tot 263 in stede van tot 239.

ART. 13 (vroeger art. 9).

BERAADSLAGING OVER DE ARTIKELN (1).

EERSTE ARTIKEL (253 van het Kieswetboek).

Aangaande het eerste artikel werden twee opmerkingen gemaakt.

Door een der afdeelingen werd gevraagd waarom de woorden : « in de arrondissementen welke, enz., » gevolgd worden door de woorden : « in geval van vernieuwing van beide Kamers ».

De Regeering antwoordde op die vraag, haar door de Middenafdeeling gesteld, dat « het opstel van dit artikel overeenkomt met dat van artikel 164 van het Kieswetboek, waarbij twee reeksen van arrondissementen worden bepaald in het opzicht van het getal der handteekeningen die voor de aanbiedingen van kandidaten zijn vereischt. »

« De weglating der woorden « in geval van algeheele vernieuwing der Kamers » zou kunnen valsche uitleggingen teweegbrengen. Men zou kunnen denken dat de nieuwe regels slechts van toepassing zijn wanneer zes volksvertegenwoordigers of drie senatoren moeten gekozen worden ».

* * *

Door een lid wordt vastgesteld dat het ontwerp « onredematig tot in zijne onredematigheid » is. Het is van toepassing op de *grootte arrondissementen*. Waar beginnen ze, waar scheiden ze uit? In 1831, had het arrondissement Brussel zeven afgevaardigden; het was toen, evenals nu, het grootste onzer arrondissementen. Te dien tijde werd dus het cijfer zeven niet voor overdreven gehouden.

Toen was de Kamer samengesteld uit honderd en twee afgevaardigden; heden telt zij er honderd twee en vijftig; dus is eene afvaardiging van zeven leden thans betrekkelijk minder belangrijk.

Nochtans is het ontwerp van toepassing op de twee arrondissementen Bergen en Leuven die maar zes afgevaardigden kiezen.

Feitelijk zijn die arrondissementen geen grootte arrondissementen, doch men staat hier voor eene nieuwe toegeving aan de aanhangers der zuivere

(1) De 8^{de}, 9^{de} en 10^{de} vergaderingen werden gewijd aan het onderzoek der artikelen en der amendementen; de 11^{de} en 12^{de} werden besteed aan de lezing van het verslag.

evenredige vertegenwoordiging. Spreker vraagt waarom de toepassing van het ontwerp niet bij de arrondissementen die meer dan acht afgevaardigden kiezen, beperkt is?

Een lid, in de rede vallend. — Dan zouden de aanhangers van het evenredig stelsel die vinden dat het ontwerp nog niet ver genoeg gaat, het slechts kunnen verwerpen; dat is waarschijnlijk wat het achtbaar lid wenschte.

De redenaar. — Ik wensch dat het wetsontwerp schipbreuk lijde. Het is evenwel niet om u tegen het ontwerp te doen stemmen dat ik doe uitschijnen hoe weinig logisch het eerste artikel is.

Een ander lid doet opmerken dat het misschien strijdig voorkomt de evenredige vertegenwoordiging op de arrondissementen toe te passen die zes afgevaardigden benoemen. Men hadde die evengoed alleen kunnen toepassen op de arrondissementen waar acht volksvertegenwoordigers worden gekozen. Dit vraagstuk acht hij niet van overwegend belang.

Een derde lid meent dat de vraag of de evenredige vertegenwoordiging op de arrondissementen Bergen en Leuven, ja of neen, zal worden toegepast, niet zoo onverschillig is als men wel zegt. Zoo ja, dan zullen de zetels geheel anders worden verdeeld.

Het eerste artikel, ter stemming gelegd zijnde, wordt met 4 stemmen tegen 3 aangenomen.

De bepaling van artikel 1, waarbij de evenredige vertegenwoordiging wordt toegepast op de arrondissementen die zes volksvertegenwoordigers en drie senatoren kiezen, is op bladzijden 13 en 14 van de algemeene beschouwingen van dit verslag gerechtvaardigd.

ART. 2 (234 van het Kieswetboek).

Dit artikel bepaalt dat men in de arrondissementen waarop de besprokene wet van toepassing is, terzelfder tijd plaatsvervangers als titelvoerders voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers en voor den Senaat zal mogen benoemen.

De plaatsvervangers komen overigens voor in artikel 6 van het ontwerp der Regeering.

Plaatsvervangers. — Sedert meer dan eene eeuw reeds hebben er plaatsvervangers bestaan.

Artikel 1 van de afdeeling III, hoofdstuk 1 der Fransche Grondwet van 14 September 1791 luidt, inderdaad, als volgt: « De kiezers aangeduid in elk departement zullen vergaderen om het getal volksvertegenwoordigers te kiezen wier benoeming aan het departement is toegekend en een getal plaatsvervangers gelijk aan een derde van dit der volksvertegenwoordigers. »

In de akte door Napoleon I, op 22 april 1815 er aan toegevoegd, bepaalt artikel 32 van titel III, dat « elk departements- of arrondissements-college, dat eenen volksvertegenwoordiger buiten het departement of het

arrondissement zal kiezen, éenen *plaatsvervanger* zal aanduiden die noodzakelijk in het departement of in het arrondissement zal worden genomen. »

Wanneer het Voorloopig Bewind, met het oog op het bijeenroepen van een Nationaal Congres, kiezingen voorschreef, dan deed het zooveel plaatsvervangers als titelvoerders kiezen.

De gemeentekieswet van 1893 heeft de plaatsvervangende raadsleden ingesteld; de provinciale kieswet van 1898 deed eveneens.

Men heeft de vraag gesteld of de Grondwet zich niet tegen het kiezen van plaatsvervangers verzet.

De Centrale afdeeling meent dat die vraag ontkennend moet worden beantwoord.

Zij werd in het Nationaal Congres, tijdens de beraadslaging over de Grondwet, niet behandeld, doch werd ter gelegenheid van de kieswet van 1831 terloops opgeworpen.

De heeren de Lehaye en Jan Goethaels stelden voor ze in te voeren. De heer Destouvelles stelde vast dat de Commissie ze had afgewezen, doch meende tevens dat er bezwaar in bestond ze niet aan te nemen. De heer Destrivaux, door den heer Van Meenen bestreden, stelde de voorafgaande quæstie omdat, naar zijn oordeel, artikel 10 der wet en het aanstellen van plaatsvervangers onvereinigbaar waren.

Eindelijk werd de quæstie, op voorstel van den heer H. de Robaulx ter zijde gelaten omdat artikel 26 (dat 51 werd) der Grondwet er zich tegen verzette (1).

Dit artikel 51 luidt als volgt : « De leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers worden voor vier jaar gekozen. Zij worden om de twee jaar voor de helft vernieuwd volgens de rangorde door de kieswet vastgesteld.

» In geval van ontbinding wordt de Kamer in haar geheel vernieuwd. »

Anderzijds, bepaalt artikel 49 der Grondwet dat het getal Volksvertegenwoordigers « de verhouding van één afgevaardigde op 40,000 inwoners niet mag overtreffen », en artikel 53 zegt dat de Senaat « samengesteld is uit leden die in getal gelijk zijn met de helft der afgevaardigden van de andere Kamer », behoudens wat voor de provinciale senatoren wordt bepaald.

De plaatsvervangers, krachtens het besluit van het Voorloopig Bewind van 23 oktober 1830 gekozen, zetelden in het Nationaal Congres, « wanneer er dubbele benoemingen, ontslagen, *verloven* of andere oorzaken waren (2). »

Men zou artikel 49 en 54 der Grondwet kunnen invoeren om te beweren dat zulke plaatsvervangers, in onze tegenwoordige Kamers, het vereischte getal volksvertegenwoordigers en senatoren zou *vermeerderen*. Het argument heeft geene kracht, wanneer men het stelsel van de wet nagaat. De plaatsvervangers zijn niets zoolang eene plaats niet is opengevallen. Hunne kiezing opent hun enkel een vooruitzicht. Zij hebben geen enkel mandaat.

Er is niets veranderd als de datum van hunne kiezing. Die datum — die

(1) Chev. E. HUYTENS, *Discussions du Congrès national*, d. II, bl. 329.

(2) Ibid., *Discussions du Congrès national. Pièces justificatives*, d. IV.

der gewone vernieuwing bij artikel 51 bedoeld — komt *vóór dat* eene plaats open valt in plaats van *daarna*.

Welnu, de Grondwet voorziet het geval niet dat kiezingen noodig zijn om de plaatsen aan te vullen die tusschen twee vernieuwingen openvielen.

In die omstandigheden, zou men bezwaarlijk kunnen beweren dat een grondwettelijke hinderpaal gesteld is tegen de kiezing van plaatsvervangers voor Kamer en Senaat.

In andere opzichten nog hekelde men het invoeren der plaatsvervangers in de kieswetgeving. Wij zullen de bijzonderste dezer opwerpingen bespreken.

Men beweert dat eene parlementaire regeering zich gedragen moet naar de denkwijze van het land en dat het redelijk is, over de gebeurtenissen van den dag veeleer de op dit oogenblik heerschende denkwijze te polsen dan die van *vóór* twee of drie jaar.

Het is stellig onaannemelijk, zoo groot een belang te hechten aan eene gedeeltelijke kiezing die meer dan welke andere ook den invloed der omstandigheden van plaats en personen ondergaat.

Het land wordt om de twee jaren door de kamerverkiezingen en om de vier jaren door de senaatsverkiezingen opgeroepen om zijne stem te doen hooren ; die plechtige raadpleging, waar de helft van België deel aan neemt, maakt den wil der Natie kenbaar.

Zal men beweren dat eene gedeeltelijke kiezing dit karakter heeft? Is zij zelfs maar een eenvoudige aanduiding uit het oogpunt van de algemeene politiek der Regeering?

Eene lange ondervinding bewijst het tegenovergestelde. Bij eene gedeeltelijke verkiezing wordt in vele gevallen een invloedrijke persoonlijkheid buiten de verhevenste politieke beschouwingen gekozen.

Hoe dikwijls hebben wij mannen die eene hooge plaats bekleedden — de burgemeesters van Gent en Antwerpen, bij voorbeeld — in de Kamer zien geraken dank zij eene gedeeltelijke kiezing en eenigen tijd daarna, bij de gewone algemeene vernieuwing, mislukken?

En aan zulke kiezingen zou men eenig politiek belang moeten hechten!

Juist omdat de gedeeltelijke kiezing geene beteekenis heeft, kan men ze zonder gevaar afschaffen.

Nooit, sedert zeventig jaar, heeft eene gedeeltelijke kiezing eenige wijziging in de samenstelling eener regeering gebracht.

Doch, heeft de gedeeltelijke kiezing onder het meerderheidsstelsel slechts de zeer ernstige nadeelen voor gevolg welke bij de behandeling der kieswet voor de provincie werden aangehaald, onder het minderheidsstelsel, door het wetsontwerp gehuldigd, vernietigt zij in zekere gevallen den uitslag dien de wetgever wil bereiken.

Bij eene algemeene kiezing heeft eene partij die in minderheid is eenen harer kandidaten doen kiezen. Deze overlijdt. Eene kiezing wordt voorgeschreven; zij heeft plaats volgens het meerderheidsstelsel, overeenkomstig het wetsontwerp. Daardie partij de machtigste niet is, wordt haar nieuwe kandidaat niet

herkozen ; de zetel die haar was toegekend in het verdeelen der mandaten, tijdens de voorgaande kiezing, gaat tot eene andere partij over.

Dat is niet aannemelijk.

Zeker is het begrijpelijk dat men elke toepassing, hoe verzacht ook, der evenredige vertegenwoordiging bestrijdt, doch zoodra men er in toestemt dit stelsel zelfs maar gedeeltelijk toe te passen, is het onmogelijk het niet te doen in zoodanige voorwaarden dat het redematig kunne werken.

Om die redenen treedt de Centrale afdeeling tot het voorstel toe betreffende het instellen der plaatsvervangers.

Het tweede lid van artikel 2 verhoogt het getal der plaatsvervangers die terzelfder tijd als de titelvoerders zullen mogen voorgesteld worden. Die wijziging vindt hare reden van bestaan in de bepalingen van artikel 8 die het geval voorzien dat een plaatsvervanger rechtstreeks zou geroepen zijn om in eene der twee Kamers eenen zetel te bekleeden.

Dit vraagpunt zal bij artikel 8 worden onderzocht.

ART. 3 (255 van het Kieswetboek).

Het Kieswetboek bepaalt dat er geene reden bestaat om het kiezerskorps bijeen te roepen, wanneer het getal voorgestelde kandidaten dit der te be-
geven zetels niet overtreft. In het stelsel van artikel 8 van het door de Centrale afdeeling gewijzigd ontwerp, bekleedt de plaatsvervanger den zetel waarvoor eene partij geenen titelvoerder zou hebben voorgesteld.

Daaruit volgt dat de partijen den strijd te voorzien hebben, alhoewel op het oogenblik hunner voorstelling het getal der kandidaten dit der te be-
geven zetels niet zal te boven gaan. Van daar dat de kiezers zouden moeten bijeengeroepen worden, wanneer er, in afwijking van de bepalingen van het Kieswetboek, in dit bijzonder geval plaatsvervangers worden voorgesteld, met eenen of meer titelvoerders.

De Regeering werd verzocht ons te zeggen of zij tot die zienswijze gebeur-
lijk zou toetreden.

Ziehier haar antwoord :

» Ja. De Regeering vereenigt er zich mede. Eene kiezing kan alleen dan zonder stemming gebeuren, wanneer deze klaarblijkelijk nutteloos is.

» Zij is nutteloos onder het tegenwoordig stelsel, wanneer het getal candi-
daten dat der te begeven zetels niet overtreft. Hoe de verdeling der stem-
men ook geschiede, nooit zou de stemming iets anders voor gevolg hebben dan de bevestiging dat al de kandidaten gekozen zijn.

» In het stelsel door de Centrale afdeeling voorgesteld, is de stemming nut-
teloos wanneer het gezamenlijk getal kandidaten, de plaatsvervangers er in
begrepen, dit der te begeven zetels niet overtreft of wanneer slechts een
enkele lijst kandidaten wordt voorgesteld. De stemmen der kiezers zouden
geen anderen uitslag kunnen hebben dan dien welken het hoofdbureel gelast
is af te kondigen. Er is geen strijd.

» Doch, anders is de toestand in het gewijzigd artikel 8, wanneer twee of

meer lijsten tegenover elkander staan en het gezamenlijk getal candidaten, met inbegrip van de plaatsvervangers, het getal openstaande zetels overtreft.

» In dit geval is de stemming nuttig, dus noodig, zelfs indien het getal der candidaten voor de werkelijke functiën gelijk aan of minder zou zijn dan dit der zetels, vermits elke der onvolledige lijsten — of ten minste eene harer — candidaten-plaatsvervangers begrijpt aan welke de stemming een werkelijk mandaat zou kunnen toekennen. De verdeeling, door de partijen, zelfs in gemeen overleg, voorgesteld, is aan de bekrachtiging van het kiezerskorps onderworpen, dat er eene andere kan willen en in staat is zijnen wil door te drijven door aan deze partij meer, aan eene andere minder te geven dan het minimum in de voorstellingen aangeduid. »

Een lid stelt dan ook voor, artikel 3 door de volgende bewoordingen te vervangen :

« Wanneer het getal werkelijke en plaatsvervangende candidaten dat van de te begeven werkelijke mandaten niet overtreft, worden die candidaten door het hoofdbureel als titelvoerders verkozen verklaard, zonder andere formaliteit.

» Is er slechts ééne lijst van candidaten voorgesteld, dan worden de candidaten voor de werkelijke functiën verkozen verklaard en, vervolgens, tot het bedrag van 't getal nog te begeven zetels, de candidaten-plaatsvervangers die de eersten in de akte van voorstelling staan. De anderen candidaten worden uitgeroepen tot eersten, tweeden, derden plaatsvervanger, en zoo voorts, naar de orde volgens welke zij in die akte voorkomen. »

Dit opstel wordt ter stemming gelegd en met 4 stemmen tegen 3 aangenomen.

ART. 4 en 5. (236 en 237 van het Kieswetboek.)

Die artikelen worden zonder opmerkingen aangenomen.

Er bestaat echter reden aan artikel 5 de volgende bepaling toe te voegen : De instructie model I, bedoeld in artikelen 160, 167, alinea 5, en 172, wordt vervangen in de arrondissementen waarover dit hoofdstuk handelt door de instructie model IV.

ART. 6. (238 van het Kieswetboek.)

Dit artikel gaf in den schoot der Centrale afdeeling aanleiding tot eene lange bespreking.

Het huldigt, enerzijds, het *quorum* en bepaalt, anderzijds, dat voor het vaststellen van het kiescijfer de stembrieven waarop voor verschillende candidaten van verschillende lijsten werd gestemd, niet in aanmerking zullen komen.

Quorum. — Het ontwerp der Regeering heeft niet voor doel de zuivere evenredige vertegenwoordiging streng, mathematisch en zonder eenige verbetering in te voeren; het bepaalt er zich bij, in de groote arrondisse-

menten een gedeelte der volksvertegenwoordiging te verzekeren aan de sterke minderheden.

« De oplossing kan door twee verschillende middelen betracht worden, zoo luidt de Memorie van toelichting, « de verdeeling van het getal mandaten, aan een groot arrondissement toegekend, kan gedaan worden hetzij vóór de kiezing — door de splitsing van de omschrijving — hetzij na de kiezing door het toewijzen van een deel der mandaten aan de sterkste minderheden. »

Het *quorum* is een der bestanddeelen 't welk moet toelaten die gedachte te verwezenlijken ; er is nog een ander bestanddeel waarmee wij ons bij artikel 7 zullen onledig houden.

Met recht heeft de Regeering in de Memorie van toelichting herinnerd dat de heer Eudore Pirmez, een van de uitmuntendste voorstanders der hervorming, het *quorum* als een noodzakelijken hinderpaal beschouwde.

« Alleen die candidaten, » zoo schreef die achtbare volksvertegenwoordiger, « welke een getal kiezers voor zich hebben, voldoende om een gewichtig deel der openbare denkwijze uit te maken, mogen gekozen worden ; de kiezers mogen alleen met het oog op het algemeen belang worden vertegenwoordigd. Het stelsel zou vervalscht zijn, moest men door eene te ver gedrevene verbrekkeling aan eenige private belangen toelaten vertegenwoordigers te bekomen die men, zonder zich om het gemeenwelzijn te bekommeren, zou benoemen en gelasten zou bedoelingen van een gansch anderen aard te doen zegepralen. »

Een ander voorstander der evenredige vertegenwoordiging, de heer Pernolet, lid der « Assemblée Nationale » van Frankrijk, schreef : « Ik neem het gebruik van twee quotiënten aan, een *uitsluitings*quotiënt, dienende om het *quorum* vast te stellen dat noodig is om een volgens mij onbetwistbaar recht toe te kennen, ten minste ééne volksvertegenwoordiger in 't Parlement te hebben, die gekozen werd door de groep wier leden bewijzen hebben geleverd van eene macht van vertegenwoordiging door met een voldoende getal aan de stemming deel te nemen, en een *verdeelings*quotiënt dienende om het getal zetels vast te stellen die aan elkeen der geldig erkende mededingende lijsten moeten worden toegekend. »

De heer Pernolet, voor Frankrijk schrijvende, neemt aan dat eene lijst alleen recht heeft op vertegenwoordiging, wanneer zij 14.000 stemmen heeft behaald. « Dit cijfer, » schrijft hij, « is de uitslag der deeling van vier vijfden der 10,000,000 kiezers (dit is van allen die kiesrecht hebben) door het getal zetels — 570 ongeveer — door de wet aan het vasteland van Frankrijk toegekend. Het cijfer van 14,000, dat ik voorstel, voegt de heer Pernolet erbij, is noch met de tegenwoordige bevolking der departementen die de kiesdistricten van Frankrijk uitmaken, *noch met het aannemen van het grondbeginsel der evenredige vertegenwoordiging* onvereinigbaar ; want om, zooals het past, aan ten minste drie afgevaardigden voor elk kiesdistrict het Parlement te openen, dienden slechts drie onzer departementen een weinig vermeerderd. »

Ziehier in welke bewoordingen *La Représentation proportionnelle*,

tijdschrift voor de studie van vergelijkende wetgeving en statistiek, onder bestuur van den heer Georges Picot en andere leden van het Instituut, de formule van den heer Pernolet beoordeelt :

« Het stelsel is aannemelijk, leest men op bladzijde 75, omdat men daardoor zeker is dat in een groot land geen enkele groep vertegenwoordigers naar de Kamer der Afgevaardigden zal mogen zenden, indien zij niet een betrekkelijk groot getal stemmen bekomt. Dat is een uitmuntende voorzorg tegen het uiteengaan en verbrekken der partijen. Het is een zwijgend doch stellig bevel om aan het algemeen welzijn en aan hun eigen belang hunne eigene gedachten op te offeren. »

In Frankrijk werden verschillende pogingen aangewend om de evenredige vertegenwoordiging in de kieswetgeving in te voeren.

Twee wetsontwerpen namelijk werden bij de Kamer der Afgevaardigden ingediend : het eene door de heeren Dansette en Le Gavriand ; het andere door priester Lemire ; beide huldigen het grondbeginsel van het *quorum*.

Artikel 16, alinea 4, van het eerste dier ontwerpen luidt :

« Eene lijst heeft geen recht op vertegenwoordiging, indien zij niet een algemeen cijfer bekomt dat toelaat haar in de evenredige vertegenwoordiging ten minste éénen afgevaardigde toe te kennen, wanneer er vijf zetels te begeben zijn ; twee afgevaardigden, wanneer er van vijf tot tien zetels zijn ; drie, wanneer er van elf tot vijftien zijn ; vier, wanneer er van vijftien tot twintig zijn ; vijf, wanneer er van twintig tot dertig zijn ; zes, wanneer er meer zetels te begeben zijn. Vervullen eene of meer lijsten niet de voorwaarden, bij de voorgaande paragraaf voorzien, dan verdeelt men de zetels tusschen de lijsten de toereikende algemeene cijfers hebben bekomen.

Artikel 6 van het voorstel Lemire luidt als volgt :

« De som van al de stemmen, door de verschillende lijsten bekomen, gedeeld door het getal der te begeben zetels, vormt het kiesquotiënt.

» Opdat de kieswerkzaamheden geldig zouden zijn, moet dit quotient ten minste gelijk zijn aan één vierde der ingeschreven kiezers, zooniet zal er tot eene nieuwe stemming worden overgegaan die geldig zal zijn, welk ook het getal stemmers weze. »

In Zwitserland, dit proefveld voor de evenredige vertegenwoordiging, is het *quorum* in het kanton Neuchâtel in werking. Ziehier wat artikel 62 der wet van 28 October 1891 in dat opzicht bepaalt :

« Geen candidaat is gekozen indien hij niet een getal, dat is een *quorum* van stemmen, heeft bekomen, gelijk aan ten minste 15 t. h. der geldig erkende kiesbulletijns.

« Elke lijst, waarvan geen enkel der kandidaten dit *quorum* zou bereiken, wordt van de verdeeling uitgesloten. »

Op dit oogenblik is voor den Raad van Geneve een voorstel aanhangig, dank zij het initiatief der parlamentsleden neergelegd, en dat voor doel heeft het *quorum* in de gemeentekieswet in te voeren.

In België, werd het *quorum* door de Regeering in het wetsontwerp van 1894

geschreven en door de Kamer voor de gemeentekieswet van 1895 aangenomen.

Doch, is eenmaal het grondbeginsel van het *quorum* aangenomen, dan dient men het te beperken in de toepassing.

De heer Pirmez schreef in 1885 : « Een getal stemmen gelijk aan één derde der kiezers eischen, ware het doel voorbijloopen. Er bestaat geen reden om te willen dat slechts twee partijen tegenover elkaar staan en om aan de schakeeringen zelve eener partij haar deel der vertegenwoordiging te ontnemen, wat het gevolg zou zijn van het stelsel dat het bekomen van een derde der stemmen vereischt.

» Men moet het *quorum* ten minste op een vierde brengen. Mag men verder gaan ? Het vraagstuk is niet onafhankelijk van het getal der kiezers van de districten.

» In de kiezingen, waar een klein getal kiezers het college vormen, evenals in de kiezingen der gemeenteraden, waar er mogelijk geene vijf-en-twintig stemmers zijn, mag het minimum niet minder zijn dan een vierde. *Doch, in de colleges waar men de kiezers met duizenden telt, bestaat er geen gevaar het quorum tot op het vijfde of op het zesde te brengen.* »

Men heeft gezien dat de Fransche ontwerpen wederzijds een *quorum* van een vijfde en van een vierde voorzien.

Het Belgisch ontwerp van 1894 houdt dat alleen toegelaten zijn tot de verdeeling der zetels, de lijsten die de volgende aandeelsbedragen hebben bekomen : de twee vijfden der stemmen in de colleges die op twee namen stemmen, een derde in de colleges van drie leden, een vierde in de colleges van vier tot zes leden, een vijfde in de colleges van zeven tot twaalf leden, een zesde in die van meer dan twaalf leden.

De gemeentekieswet neemt eene trapsgewijze vermindering aan, zonder dat het vereischte getal stemmen tot onder het zesde moge dalen.

De Memorie van toelichting herinnert dat de wet enkel toepasselijk is op de groote arrondissementen die ten minste 50,000 kiezers tellen en aldus het *quorum* van het zesde, bij het ontwerp voorzien, rechtvaardigt.

Zekere leden vonden dit *quorum* te hoog voor de *zeer* groote arrondissementen ; en in de Centrale afdeeling werd dan ook de volgende vraag tot den heer Minister van Binnenlandsche zaken gericht :

« *Acht de Regeering het niet noodig, het quorum in de zeer groote arrondissementen lager te stellen ?* »

ANTWOORD.

« Het *quorum* van het zesde werd voorgesteld door het wetsontwerp, op 6 Maart 1894 neêrgelegd, met het oog op de kiescolleges die meer dan twaalf kamerleden te kiezen hebben. Dit *quorum* werd door de wet op de gemeentekiezingen aangenomen als uiterste grens, zelfs wanneer er een-en-dertig raadsleden zouden te kiezen zijn. In een stelsel dat voor doel heeft aan de zeer sterke minderheden zekere rechten te schenken, dient er te worden

bepaald wat men door eene zeer sterke minderheid verstaat. De maatstaf is het *quorum*. Men kan een groep, die zelfs niet over het zesde der kiesmacht van het arrondissement beschikt, bezwaarlijk als eene *sterke* minderheid beschouwen, welk ook het getal eenheden zij waaruit zij is samengesteld.

» De Regeering zou evenwel niet weigeren een voorstel te onderzoeken dat voor doel zou hebben het *quorum* tot op het tiende te brengen, *wanneer meer dan vijftien leden te kiezen zijn*. Het recht der minderheid die bijna het zesde zou bereiken. zou haar in dit geval meer dan twee zetels toekennen; daartoe is eene nog al talrijke kiesbevolking noodig.

» Moest het *quorum* trapsgewijze van op een zesde tot op een tiende bepaald worden, dan zou dit toch geen practisch nut opleveren : het zesde der elf zetels, aan de arrondissementen Antwerpen en Luik toegekend, komt overeen, als deel der vertegenwoordiging in de Kamer, met het tiende der achttien zetels die het arrondissement Brussel toebehooren. »

Ziehier de bespreking, die in den schoot der Centrale afdeeling betreffende het *quorum* werd gevoerd :

Een *lid* is van oordeel dat het *quorum* de toetssteen is van het wetsontwerp. Het is een overblijfsel van het meerderheidsstelsel. Het heeft voor doel, de minderheden ter zijde te stellen en de verbrokkeling der partijen te vermijden.

Anderzijds willen de aanhangers van het ontwerp toelaten dat de liberale partij namelijk vertegenwoordigd zij, en deze zal waarschijnlijk in verschillende arrondissementen het *quorum* niet bereiken. Het gevolg daarvan is dat er, meer dan ooit, verbonden zullen worden gesloten.

Een *lid, in de rede vallend*. — Het is zeker dat in verschillende arrondissementen het *quorum* van een zesde door de gematigde liberalen niet zal bereikt worden.

Een *lid*. — Het stelsel-Struyc, waarover ik bij artikel 7 zal spreken, bevestigt die tegenwerping. Het hooge *quorum* roept partijverbonden in 't leven, het verlaagde *quorum* veroorzaakt verbrokkeling der partijen. De aanhangers der evenredige vertegenwoordiging zullen die argumenten niet tegenspreken.

Een *lid, onderbrekende*. — Zij zeggen dat men het niet te ver moet drijven.

De *redenaar* haalt een groot getal strijdigheden aan die tijdens de laatste gemeentekiezingen uit de toepassing der evenredige vertegenwoordiging voortvloeiden.

Te Brussel bekwamen de doctrinaircn met 11,250 stemmen dertien zetels ; de katholieken met 9,200 stemmen tien zetels ; de socialistcn met 7,500 stemmen acht zetels en de progressisten werden ter zijde gezet, alhoewel zij 5,250 stemmen verkregen.

Te Laken werden met 1,575 stemmen negen zetels aan de katholieken toegekend ; met 1,759 stemmen, tien zetels aan de liberalen, en met 873 en 615 stemmen werden de afgescheiden liberalen en de socialistcn ter zijde gezet.

Een lid, in de rede vallend. — In werkelijkheid hebben er zich eenige nadeelige gevolgen van het meerderheidsstelsel voorgedaan.

Een ander lid, in de rede vallend. — Een hoog *quorum* is slecht.

Een derde lid, in de rede vallend. — Neen, elk *quorum* is slecht in het evenredig stelsel.

De redenaar, zijne redevoering voortzettende. — Te Etterbeek leden zes onafhankelijken, die 1,842 tot 1,852 stemmen bekwaen, schipbreuk, terwijl zes liberalen met 1,522 tot 1,574 stemmen werden gekozen.

Spreker hekelt de bepaling van artikel 6 die de stembriefjes waarop voor verschillende kandidaten van verschillende partijen werd gekozen, niet medetelt voor het vaststellen van het kiescijfer.

Hij roept een voorbeeld in, aan de gemeentekiezingen van Bree in 1895 ontleend.

In die gemeente werd, voor de eerste reeks, als gekozen uitgeroepen, met 208 stemmen, een candidaat die twee andere kandidaten voorbijstreefde, welke 239 en 265 stemmen hadden behaald; voor de tweede reeks werd een candidaat gekozen met 153 stemmen en drie andere, die wederzijds 223, 242 en 296 stemmen bekwamen, werden ter zijde gesteld.

De Regeering heeft de geloofsbrieven der gekozenen goedgekeurd en in een koninklijk besluit van 6 Januari 1896 de strijdigheden vastgesteld, welke die uitslagen van de evenredige vertegenwoordiging opleverden.

Een lid, onderbrekende. — 't Is altijd dezelfde vraag: moet men al de zetels aan de meerderheid toekennen?

De redenaar. — Het natuurlijk kiesquotiënt is verdedigbaar, doch hoe in het stelsel van het ontwerp het *quorum* van het zesde rechtvaardigen? Waarom geen quotiënt van het tiende, ja het achttiende, enz.?

Een lid, in de rede vallend. — Dat is ontegensprekelijk willekeur.

De redenaar. — Nog iets anders. Ik zal nooit begrijpen hoe eene stem, aan een enkelen candidaat gegeven, aan eene gansche lijst kan ten goede komen.

Een lid, in de rede vallend. — Dat is het stelsel der gemeentekieswet.

De redenaar. — Reden te meer om het aan te vallen; die wet werd overigens op het einde van eenen zitting gestemd.

*
* *

Een lid vestigt de aandacht op de volgende tegenstrijdigheid: voor het toekennen der zetels tellen de stembrieven van den kiezer, die op verschillende lijsten stemt, niet mede; is integendeel de verdeling der zetels gedaan, dan zijn het de stembrieven, waarop voor kandidaten van verschillende lijsten wordt gestemd, die den doorslag geven.

Een lid, onderbrekende. — De neergelegde amendementen gaan dit nadeel te keer.

De redenaar. — Het *quorum* zal monsterachtige gevolgen na zich sleepen; te Brussel zal het ongeveer 30,000 stemmen bedragen. De partij, welke dit cijfer bereikt, zal recht hebben op drie zetels. Bekomt zij slechts 29,999 stemmen, dan zal zij op geen enkel en zetel recht hebben.

Een lid, in de rede vallend. — Dat is juist wat dagelijks, doch voor al de zetels, onder het meerderheidsstelsel gebeurt.

De redenaar. — Verschooning, de ballotage blijft nog over. Deze laat toe aan de partij, die in minderheid is en werd ter zijde gesteld, te kiezen tusschen de lijsten waarop nog eenmaal moet gestemd worden.

Een lid, in de rede vallend. — De partijen, die buiten slag werden gesteld, hebben inderdaad den opbeurenden troost de partij te doen zegepralen die zij bij de eerste stemming met hardnekkigheid bevochten.

De redenaar. — Zij hebben het recht de partij, die haar het gevaarlijkste schijnt, het onderspit te doen delven, en dat is belangrijk. Er is meer : de doctrinaire partij te Brussel zal met 30,000 stemmen drie zetels bekomen ; veronderstelt eenen liberalen kiezer die, om de socialistische partij des te zekerder in minderheid te stellen, voor de katholieken stemt ; niet alleen zal dan de doctrinaire partij hare drie zetels verliezen, maar de kiezer, die tegen de socialisten stemde, doet door zijne aan het socialisme vijandige stemming een halven socialistischen candidaat kiezen.

Spreker begrijpt niet hoe de aanhangers der evenredige vertegenwoordiging, die naar een ideaal van rechtvaardigheid streven, de ballotage kunnen afschaffen.

Een lid, in de rede vallend, herhaalt dat hij geen geestdriftig aanhanger van het ontwerp is; indien hij het aanneemt, is het omdat hij noch van het *statu quo*, noch van het eennamig stelsel, noch van de verdeeling der arrondissementen wil hooren.

De redenaar handelt over het natuurlijk *quorum*. In Brussel kunnen de achttien zetels door twintig lijsten worden betwist en het stelsel-D'Hondt wordt toegepast om eenen dier zetels toe te kennen aan eene lijst die 1/18^e der stemmen niet behaalde. Wat heeft uw natuurlijk *quorum* dan te beduiden?

Een lid, onderbrekende. — Dat is de grens van het mogelijke.

*
* *

Een lid, dat geen aanhanger van het *quorum* is, meent dat er redenen bestaan om het, in eenige mate, als minnelijke schikking toe te staan. De ondervinding zal de zonderlingheden der evenredige vertegenwoordiging doen verdwijnen, die verschillende leden deden uitschijnen. Al de stelsels hadden en hebben hunne gebreken. De evenredige vertegenwoordiging heeft dit voordeel, dat zij aan verschillende partijen zetels toekent. Het

is onaannemelijk dat eene historische partij als de gematigde liberale partij uit de Kamer zou gebannen zijn. Die toestand is nadeelig; hij noopt de gematigde liberalen om verbonden te sluiten die in strijd zijn met hunne denkwijze of eene revolutionnaire houding aan te nemen.

Men heeft gesproken van twintig en dertig lijsten te Brussel; geen enkele partij is onbeheendig genoeg om zich aldus te verbrokkelen; dat is theorie. Dat zal niet voorvallen. Het ontwerp is geen ideaal voor mij, doch ik wil noch de verdeeling van het arrondissement Brussel — thans het stelsel der Antwerpenaren, naar het schijnt, — noch het *statu quo*.

Laat ons elk onze verwachtingen bewaren en het ontwerp aannemen als vergelijk en proef.

Het achtbaar lid kondigt aan dat hij een amendement neêrlegt dat voor doel heeft het *quorum* tot op een tiende te verlagen. daar waar er ten minste zestien volksvertegenwoordigers en acht senatoren te benoemen zijn.

Een lid, in de rede vallend. — Waarom? Dat is eene ongelijkheid scheppen tusschen de groote arrondissementen.

Een ander lid, in de rede vallend. — In de gemeentekieswet is het *quorum* veranderlijk.

*
* *

Een lid stelt vast dat tot hiertoe niemand de verdediging van het *quorum*, ten minste van het grondbeginsel er van, op zich heeft genomen.

Het *quorum* is volstrekt onlogisch en niet verdedigbaar.

Zijne aanhangers beroepen zich op de meening van den heer Pirmez; in den tijd dat hij het aanpreef, stonden er slechts twee partijen in het strijdpark.

*
* *

Een lid. — Onze achtbare collega verkeert in dwaling. Wanneer de heer Pirmez het *quorum* van het zesde, zelfs van het vijfde verdedigde, zegde hij uitdrukkelijk dat hij niet alleen de vertegenwoordiging van de partijen maar ook van de schakeeringen der verschillende partijen wilde, op voorwaarde evenwel dat deze door betrekkelijk belangrijke groepen werden aangenomen.

Het wetsontwerp werd dus wel door de denkwijze van dien staatsman ingegeven.

Een lid, in de rede vallend. — De meening van den heer Pirmez is verouderd en komt met de tegenwoordige tijdsomstandigheden niet meer overeen.

De redenaar. — Men moet overigens rekening houden met de feiten. Het ontwerp wil de vertegenwoordiging der sterke minderheden. Om dit doel te bereiken is het *quorum* onontbeerlijk. Het is daarenboven een der bestanddeelen van de voorgestelde minnelijke schikking.

Proportionnalisten zegden ons dat zij het *quorum* niet voorstaan. Talrijke aanklevers van het meerderheidsstelsel zouden er niet in toestemmen de wet aan te nemen, indien die bepaling er niet ingeschreven stond.

Een lid, in de rede vallend. — Dit bewijst dat tot de wet enkel wordt toegetreden door leden die zich gelaten in hun lot schikken.

Een ander lid, in de rede vallend. — Er kunnen zulke aanhangers der wet zijn, doch er zijn er ook andere.

Het amendement luidende als volgt : « dit getal wordt verlaagd tot op het tiende voor de arrondissementen waar meer dan vijftien afgevaardigden te kiezen zijn », wordt met 4 stemmen tegen 3 aangenomen.

*
* *

Betreffende het uitsluiten der « gepanacheerde » stembrieven voor het vaststellen van het kiescijfer, werd de volgende vraag aan den heer Minister van Binnenlandsche zaken gesteld :

« *Neemt de Regeering aan dat de kiescijfers door de minderheid der stembrieven moet worden vastgesteld, wanneer de meerderheid die stembrieven « gepanacheerd » is.* »

De heer Minister van Binnenlandsche zaken heeft aan de middenafdeeling geantwoord :

« De verwezenlijking der hypothese, volgens welke het getal « gepanacheerde » stembrieven in meerderheid zoude zijn, is volstrekt onwaarschijnlijk. Reeds onder het huidig stelsel vormen de kiezers die met zoogenaamde « gepanacheerde » stembrieven stemmen, in de groote arrondissementen — de eenige waarvan sprake — slechts een zeer gering deel van het kiezerskorps. Dit zal *a fortiori* zoo zijn onder een stelsel dat de « gepanacheerde » stembrieven uitsluit bij de berekening van de sterkte der verschillende partijen. »

*
* *

Daarenboven heeft artikel 6 eene vraag uitgelokt betrekkelijk de uitlegging die men er dient aan te geven : In welken zin moeten de woorden « *geldige stemmen* », in de 1^o alinea van artikel 6 gebruikt, worden verstaan ?

Ziehier het antwoord door de Regeering op die vraag gegeven :

« Door de som der geldige stemmen bij alinea 1 evenals door de som der geldige stemmen bij alinea 2 moet men verstaan de som der geldig erkende stembrieven, hetzij ze stemmen aan eene der lijsten of aan een of eenige harer candidaten geven, hetzij ze er aan candidaten van verschillende lijsten toekennen.

» Het getal der geldige stemmen is noodzakelijk dit der geldige-stembrieven,

vermits de kiezer, naar luid van artikel 174, 1^e alinea van het Kieswetboek, op het oogenblik der stemming, één, twee, drie stembrieven krijgt, volgens het getal stemmen dat hem is toegekend en dat de niet-geldigverklaring van eenen stembrief de vernietiging van de uitgebrachte stem na zich sleept.

« Het zou trouwens geen bezwaar opleveren, en onder oogpunt van de terminologie ware het zelfs wenschelijk in de eerste alinea de woorden « het geheel getal stemmen » in de plaats der woorden « het geheel getal geldige stemmen » te stellen, vermits de beteekenis van het woord « stemmen » goed verklaard is door verschillende bepalingen onzer kieswetten. (Kieswetboek, art. 190. Wet van 12 september 1893, art. 42, 43, 44.) »

De afdeeling oordeelt, met eenparige stemmen min ééne, dat er reden bestaat om de woorden « geldige stemmen » van de eerste alinea en « stemmen » van de tweede alinea door de woorden « geldige stembriefjes » te vervangen, en neemt de volgende redactie aan :

« Tot de verdeeling der zetels worden toegelaten, de lijsten waarvan het kiescijfer het één zesde deel bereikt van het geheele getal geldige stembriefjes. Dit bedrag wordt tot één tiende verminderd in de arrondissementen die ten minste zestien volksvertegenwoordigers en acht senatoren kiezen. Evenwel, wanneer geene der lijsten het vereischte bedrag bereikt heeft of de lijsten die het bereikt hebben te zamen niet een getal stemmen bekomen hebben ten minste gelijk aan de volstreckte meerderheid der geldige stembriefjes, worden tot de verdeeling der zetels de meest begunstigde lijsten toegelaten, waarvan de kiescijfers, bij elkander gevoegd, die meerderheid bereiken.

» Het kiescijfer eener lijst is het getal der geldige stembriefjes welke slechts stemmen bevatten ten voordeele van deze lijst alleen of van een of meer harer kandidaten, werkelijke of plaatsvervangers.

» De afzonderlijke candidaturen worden beschouwd als ieder eene afzonderlijke lijst uitmakende. »

Het geheele artikel 6 wordt ter stemming gelegd en met 4 stemmen tegen 3 aangenomen.

ART. 7 (239 van het Kieswetboek.)

Verdeeling der zetels. — Dit artikel gaf aanleiding tot eene bespreking over het stelsel dat men voor de verdeeling der zetels dient toe te passen. Men kent de formule-D'Hondt. Zij deelt de kiescijfers der partijen door 1, 2, 3, 4, 5, en zoo voorts, vergelijkt de verkregen quotiënten en rangschikt deze naar gelang van hunne waarde. Het quotiënt dat met het getal der zetels gelijk staat, is de *deeler* (chiffre diviseur).

In een artikel, verschenen in het tijdschrift : *La Représentation proportionnelle*, aflevering van Mei 1899, bladzijden 5 et 6, wordt erkend dat « in 't bijzonder, wanneer men voor een even getal zetels stemmen moet, de

volstreckte meerderheid en de minderheid door het stelsel D'Hondt soms op gelijken voet worden gesteld. »

De schrijver, de heer Jean Mommaert, bevestigt daardoor het voorbeeld, dat in de *Memorie van toelichting* voorkomt en dat wij hier mededeelen :

« Verkrijgt in een kiescollege, dat voor acht mandaten stemmen moet, eene der lijsten 44,000 stemmen en de tweede lijst 36,000 stemmen, dan wordt, ondanks een verschil van 8,000 stemmen, hetzelfde aandeel, namelijk vier zetels, aan beide partijen toegekend. »

Hij is het dan ook eens over het oordeel dat de *Memorie van toelichting* over dusdanigen uitslag uitsprekt. « De meerderheid die in het kiezerskorps voorkomt, » wordt er in geschreven, « zou door het verkozen korps niet weêrgegeven zijn. De partij, die 44,000 stemmen verkrijgt, heeft de volstreckte meerderheid en moet een grooter getal afgevaardigden hebben dan de lijst die in minderheid is gesteld.

« Het wetsontwerp heeft voor doel een aandeel der vertegenwoordiging te verzekeren aan de « groote minderheden » ; het zou geenszins een stelsel kunnen invoeren, waarvan de toepassing voor gevolg heeft de meerderheden over het hoofd te zien. »

» De heer Mommaert, verlangende de bezwaren, door de formule-D'Hondt op practisch gebied geleverd, uit den weg te ruimen, heeft vier hoofdstellingen vooruitgezet opdat, van de eene zijde, de rechten van de volstreckte meerderheid en, van de andere zijde, die van de minderheden in acht zouden genomen worden. Zijn schrijven luidt :

« I. Is de volstreckte meerderheid der stemmen door eene lijst verkregen, dan heeft deze lijst recht op de meerderheid der zetels.

» II. Het getal zetels, aan die lijst toegekend, wordt verhoogd, zoo zij, naar het stelsel der evenredigheid, recht heeft op een nog hooger getal zetels.

» III. De zetels, die beschikbaar blijven, worden onder de minderheden verdeeld.

» IV. Werd de volstreckte meerderheid door geene der lijsten verkregen, dan worden de zetels verdeeld onder de verscheidene lijsten, die aan den kiesstrijd deelnemen. »

De middenafdeeling heeft aan de Regeering de vraag gesteld, of zij zich met eene wijziging in dien zin opgevat, zou willen vereenigen.

Hier volgt het antwoord dat de heer Minister van Binnenlandsche zaken en Openbaar onderwijs haar gaf :

« Ofschoon die formule het gebrek verhelpt van het stelsel-D'Hondt dat, bij het stemmen voor een even getal zetels, dikwijls voor gevolg heeft, de meerderheid en de minderheid op volstrekt gelijken voet te stellen, dan toch wordt daardoor het in acht nemen van de voorrechten der meerderheden in mindere mate verzekerd dan door het wetsontwerp.

» Dit is bewezen door een paar voorbeelden.

» Bij eene verkiezing waar voor acht mandaten gestemd wordt, waren er 8,200 geldige stembriefjes, waaronder 820 (10 p. h. op verschllende lijsten uitgebracht). De lijst A heeft 4,000 stemmen verkregen, de lijst B 1,750, de lijst C 1,630.

» Daar de lijst A slechts eene betrekkelijke meerderheid heeft (de volstreckte meerderheid bedraagt 4401 stemmen), zal zij, naar de formule, geen voordeel trekken uit de wijziging die de formule aan het beginsel der werkelijke evenredige vertegenwoordiging brengt, zij zal vier zetels bekomen; de lijst B bekommt er twee; de lijst C twee; de lijst A zal dus de meerderheid der zetels niet hebben, ofschoon er haar een grooter getal stemmen te beurt viel dan aan de minderheden te zamen.

» Zoo men — dat is eene tweede veronderstelling op grond van dezelfde cijfers — voor negen zetels moest stemmen en zou de 820 stemmen, op verschillende lijsten uitgebracht, integendeel op een afzonderlijken candidaat uitgebracht werden, dan zou deze verkozen geweest zijn, te zamen zouden de minderheden vijf zetels verkregen hebben, terwijl er slechts vier aan de lijst A werden toegekend.

» Gesteld zelf dat eene der lijsten de volstreckte meerderheid zou verkregen hebben en uit de nieuwe wijziging voordeel trekken zou, dan nog zou dit voordeel soms onvoldoende zijn. Voorbeeld : op negen te begeven zetels zouden vier lijsten die ieder enkel 6,700 stemmen bekwamen, vier zetels verkrijgen tegen vijf, aan eene volledige lijst met 40,000 stemmen toegekend. Geringe minderheden, waaraan samenhang ontbreekt, zouden een bijna even groot aandeel in de afvaardiging er door behalen als dit aan eene flinke meerderheid toegekend.

» Wat het wetsontwerp, dat het recht op al de zetels onttrekt aan de meerderheid (die bij de herstemming enkel betrekkelijk zijn kan), eigenlijk toegeeft, komt hierop nêr : aan de meerderheid behoudt het een voordeel dat het aandeel overtreft, waarop zij, naar eene strenge verhouding, aanspraak zou kunnen maken; tevens wijst het aan de groote minderheden een deel toe in de vertegenwoordiging. Het overschot dat zijn de breuken die aan geene der lijsten volledig recht schenken op een mandaat.

» Naar hare meening, kan de Regeering van dit stelsel niet afzien om het te vervangen door een ander, dat elk overschot wegneemt. »

*
* * *

Volgens de Memorie van toelichting. bestaat het stelsel van artikel 7 hierin, « voor eerst een kiesmeter te bepalen door het algeheel getal stemmen, toegekend aan de lijsten die tot de verdeeling zijn toegelaten, te deelen door het getal te verdeelen zetels, verder dien eenigen meter op iedere dier lijsten toe te passen om haar aandeel vast te stellen,.... »

« Edoch, zoo gaat de Memorie voort, daardoor is de verdeeling niet volkomen afgedaan. Er blijft een deel over dat niet toegekend wordt om dat geene der lijsten er volstrekt recht op heeft,.... Het deel dat overblijft en waarop

geene lijst kan aanspraak maken, moet men toewijzen aan de sterkste lijst, om aan de meerderheid het overwicht te verzekeren, dat billijk en noodzakelijk is. »

Deze formule heeft ons oud-medelid, de heer senator Struye, in 1894, aangeprezen in de Kamer. In den grond gaan de formule-Struye en de formule Mommaert van het zelfde beginsel uit, in dezen zin, dat beide, in strijd met de formule-D'Hondt, erkennen dat de meerderheid het recht heeft boven de minderheid gesteld te worden. Edoch, terwijl de formule-Struye, bij het toekennen van het voordeel van de overblijvende deelen aan de sterkste partij, de *meeste stemmen* aanneemt, wordt door de formule Mommaert de *volstrekte meerderheid* vereischt.

Van het beginsel der formule, waarmêe de Regeering zich verenigde, heeft men afgezien in het kanton Ticino, doch in het kanton Neuchâtel wordt het steeds toegepast.

Hier volgt de bepaling der wet van 28 October 1891 die het bevestigt : « Zoo men, bij het berekenen der verdeling, breuken verkrijgt, komt het overige der afvaardiging toe aan de lijst die het hoogste kiescijfer heeft. » (Art. 62, n^o 2.)

De navolgende bespreking werd in de middenafdeeling gevoerd :

Een lid stelt vast dat de bewijsgronden door de Regeering geleverd zwak zijn, deze steunt uitsluitend op het behoud van de voorrechten der meerderheid die men terecht als het voortleven van het meerderheidsstelsel heeft beschouwd.

In dergelijke omstandigheden wordt alle bespreking onnoodig. Die tegenstand van de Regeering verbeugt hem ; de formule-Mommaert, door een in den grond onrechtvaardig ontwerp eenigermate te verbeteren, zou het aannemen er van gemakkelijker maken. Een onzer medeleden heeft bewezen dat dit ontwerp niets toegeeft ; het eenige argument dat de Regeering tracht vooruit te zetten, bepaalt zich bij het woord *vergelijk*. Het is eene zonderlinge tegenstrijdigheid : terwijl de kieswet voor de gemeente de formule D'Hondt invoert, zet de kieswet voor de Kamers die formule op zijde om de formule-Struye aan te nemen, en toch zijn beide wetten door dezelfde Regeering voorgesteld. Het stelsel Struye kan nochtans tot zonderlinge uitslagen aanleiding geven.

Past men het toe op de jongste wetgevende verkiezingen en moesten er enkele stemmen verplaatst zijn, dan kan het voor de medestrijdende partijen zeer erge gevolgen hebben. Om des te beter de kracht van zijne bewijsreden te doen inzien, steunt het achtbaar lid op een voorbeeld waarbij nagenoeg dezelfde cijfers voorkomen als bij de jongste verkiezing te Brussel.

Er zijn drie lijsten : katholieken, 75,000 stemmen ; socialisten, 55,000 ; liberalen, 56,000, te zamen 166,000 uitgebrachte stemmen. Voor 18 zetels bedraagt het quotiënt 9,200 stemmen, de katholieken verkrijgen 10 zetels, de socialisten 5, de liberalen 3.

Hadden nu liberalen en socialisten slechts ééne lijst voorgedragen, dan

zouden zij integendeel 10 zetels hebben verkregen en de katholieken 8. Daarop kan men terecht steunen om staande te houden dat het stelsel Struye tot de coalitie of samenspanning der partijen leidt, terwijl de leidende gedachte van het ontwerp der Regeering vooral voor doel scheen te hebben, de coalities te beletten.

Een lid. — Maakte de Regeering, door dit te hopen, zich geene illusiën?

Spreker. — Met het stelsel Struye en den *quorum*, zijn, onder anderen, de progressisten onbetwistbaar verplicht met anderen samen te spannen. De coalities liggen niet in den wensch van de socialistische partij : voor haar leverde zij grondige bezwaren op met het oog op de bevestiging van hare beginsels en van haar programma. Het ontwerp der Regeering is slechts door een verlangen ingegeven, namelijk : mannen die gelaten alles afwachten te winnen, al moest zij daartoe het voornaamste doel, dat zij beoogde, laten varen.

*
* *

Een lid. — Eene talrijke groep der meerderheid wil zich bij de evenredige vertegenwoordiging binnen de palen van het wetsontwerp slechts aansluiten onder voorwaarde dat het stelsel D'Hondt verbeterd worde in dien zin, dat, in ieder geval, de meerderheid steeds boven de minderheid zal gesteld worden. Door twee stelsels wordt die wensch verwezenlijkt : het eerste, uitgaande van den heer Struye, kent een voorrecht toe aan de betrekkelijke meerderheid; het tweede, vooruitgezet door den heer Mommaert, verleent het enkel aan de volstreckte meerderheid.

Ons medelid zegde dat het stelsel Struye tot coalitie aanleiding geeft. In zekere mate kan dat gegrond zijn. Doch, werkelijk heeft vooral de formule Mommaert dit gevolg; om de volstreckte meerderheid te bereiken moet men immers nog krachtiger samenspannen dan om de betrekkelijke meerderheid te bereiken.

Een lid, in de rede vallend. — Dit pleit ten voordeele van het stelsel D'Hondt.

Spreker. — Om de redenen die ik deed gelden, evenals om die door de Regeering opgegeven, blijf ik dus bij het stelsel door de Regeering vooruitgezet.

*
* *

Een lid komt terug op de cijfers, waarop de Regeering in haar antwoord steunt. Hij stelt vast dat men verplicht is, om de evenredige vertegenwoordiging te verdedigen, onderstelde cijfers aan te nemen. Wanneer echter de antiproportionnalisten op dezelfde wijze handelen om de uitslagen der evenredige vertegenwoordiging na te gaan, valt men ze aan.

Een lid, in de rede vallend. — Men is wel verplicht veronderstellingen te doen, vermits het ontwerp nog niet toegepast werd.

Spreker. — Dat bevestigt onze bewijsvoering.

* * *

Een lid. — Ik bepaal mij bij een paar woorden om vast te stellen dat door een onzer medeleden bewezen werd dat de formule-Struye niets waard is; dat een ander medelid de formule-Mommaert heeft afgebroken en dat wij vroeger hebben doen zien dat de formule-D'Hondt niets beteekent. De formule der Reggering is samengesteld uit de formules-D'Hondt en Struye; alle zijn ze zeer slecht.

Wat de bewijsreden betreft, op *vergelijk* gegrond, herhaalt hij dat men niet toegeeft, als het grondbeginsels geldt, zelfs niet om stemmen te winnen.

Er wordt over artikel 7 gestemd. Er zijn geen wijzigingen voorgesteld. Het artikel van het wetsontwerp wordt aangenomen met 4 stemmen tegen 3.

ART. 8 (260 van het Kieswetboek).

Bij dit artikel is het toekennen voorzien van de zetels toekomende aan eene lijst, aan die harer kandidaten voor de werkelijke functiën, naar de orde van het getal stemmen dat zij verkregen hebben.

Het bepaalt daarenboven dat, zoo eene lijst op een grooter getal zetels recht heeft dan zij werkelijke kandidaten bevat, deze zetels zullen toegevoegd worden :

a) Aan die harer kandidaten-plaatsvervangers die de meeste stemmen bekwamen;

b) Bij gebrek aan dusdanige kandidaten, aan de lijst die het hoogste kiescijfer heeft en, vervolgens, aan de daaropvolgende lijst in de orde der kiescijfers.

De wijzigingen, door de middenafdeeling aangenomen, bedoelen, onder andere, het toekennen der zetels, die aan eene lijst toekomen, en voor welke er geen werkelijke kandidaten werden opgegeven, aan de kandidaten-plaatsvervangers dier lijst.

Ter staving van deze bepalingen hebben wij de beschouwingen medegedeeld, door den voorsteller ontwikkeld.

Hier volgt de bespreking die in de middenafdeeling over de opgave van de kandidaten gevoerd werd.

Volgorde van de voorstelling der kandidaten. — EEN LID. — In het wetsontwerp, in 1894 aangeboden, kwam eene bepaling voor, die het recht van voorkeur, aan de voorstellers toegekend, verzachtte. Groote bezwaren zijn aan het door ons medelid aangeprezen stelsel verbonden. Hoe zal eene partij hare wezenlijke kracht kennen? Juist om die kracht vast te stellen wordt de strijd aangegaan.

Van eene andere zijde, zal eene partij er niet op uit zijn, een beperkt getal kandidaten voor te stellen. Daardoor zou zij hare zwakheid bekennen, en die bekentenis zal zij niet willen afleggen.

In de kiesvereenigingen zal er gestreden worden om de plaats, die men op de lijst bekomen wil. Ons kiesstelsel is reeds zonderling genoeg, men dient niet die zonderlingheid te versterken. Moest geheel het ontwerp niet verworpen worden, dan zou ik de formule van 1894 kunnen aannemen.

* * *

Een lid. — Het verwondert mij niet dat de proportionnalisten tegen de moeilijkheden te strijden hebben, die naar aanleiding van het voorstellen der kandidaten oprijzen.

Zoo de voorstellers de orde van voorrang mogen bepalen, dan wordt een candidaat, ofschoon hij minder stemmen heeft dan een ander candidaat derzelfde lijst, niettemin verkozen. Dat strijdt met de Grondwet. Dat is de trapsgewijze verkiezing averechts toegepast.

Een lid, in de rede vallend. — Dat wordt door de formule van 1894 verholpen.

Spreker. — Toen heb ik ze bestreden.

Thans komt de nieuwe formule, die men ons voorstelt. Zij loopt op onaannemelijke gevolgen uit. Zij veronderstelt dat de partijen een getal kandidaten voordragen in verhouding tot hare vermoedelijke kiessterkte. Men heeft het zoeven gezegd, die kracht kennen de partijen niet, en zij hebben er belang bij, die te overdrijven.

Zij zullen een hooger getal kandidaten voordragen en dan zullen, wat men de « *kopstukken der lijst* » heeft genoemd, zeer gemakkelijk ter zijde kunnen gesteld worden.

Hoe kan een plaatsvervanger den zetel betrekken toekomende aan eene partij die een niet voldoende getal werkelijke kandidaten heeft voorgedragen, als het kiezerskorps hem enkel als plaatsvervanger heeft verkozen?

Een lid, in de rede vallend. — Wat zal er in dit stelsel geworden van den werkelijken candidaat die niet slaagde?

* * *

Een lid. — Volgens de amendementen wordt een plaatsvervanger rechtstreeks door het kiezerskorps verkozen. Hij is bevoegd om den ontslagnende op te volgen, zelfs vóór de beëdiging van dezen laatste. Waarom zou hij, als er geen werkelijke candidaat is, geen voordeel kunnen trekken uit de overblijvende stemmen op zijne partij uitgebracht? Thans worden er geene bezwaren meer vooruitgezeten aanzien van de Grondwet; dat is reeds veel gewonnen.

Door de amendementen behouden de partijen overigens de vrijheid om het voorgestelde middel al of niet aan te wenden.

Een lid, in de rede vallend. — In dit geval ruimen zij het bezwaar niet uit den weg, dat voor gevolg heeft, de kopstukken te doen vallen.

Spreker zet zijne rede voort. — Wat den werkelijken candidaat aangaat, deze delft kortweg het onderspit, in de veronderstelling dat eene partij, in hare verwachtingen teleurgesteld, het vereischte getal stemmen niet bekomt om geheel hare lijst er door te halen.

Zal hij ten minste als plaatsvervanger optreden, zooals dit in het wetsontwerp der Regeering is bepaald?

In 't geheel niet! Die candidaat, als *titelvoerder* voorgesteld, zal niet geslaagd zijn, en in die omstandigheden zal hij de plaats niet mogen betrekken van eenen *plaatsvervanger*, als dusdanig voorgedragen en *verkozen*. Dat levert niets vreemds op.

Het komt mij voor dat het stelsel der amendementen, behalve het voordeel, tot geene bezwaren van grondwettelijken aard aanleiding te geven, ook nog dit voordeel op de andere oplevert, namelijk de titelvoerenden en de plaatsvervangers *rechtstreeks* te doen verkiezen; de orde van voorrang *door de wet opgelegd*, vervangt het door de *vrijheid* aan de partijen toegekend, het plan van den tegenstrever te vrijdelen, door het getal harer kandidaten in verhouding te stellen tot de kiessterkte waarover zij beschikken, zonder echter gevaar te loopen, haar soms een zetel te zien ontvallen, ingeval zij de toekomst al te donker hadden ingezien.

Een lid. — Het stelsel der plaatsvervangers is niet in overeenstemming met de Grondwet. Dit werd in 1891 door het kabinetshoofd bekend, wanneer hij voorstelde deze te wijzigen.

Een lid is het er eens over dat toen het instellen van plaatsvervangers niet goed onthaald werd.

Het eerste lid zegt dat men vreesde dat de plaatsvervangers de werkelijke afgevaardigden slaafs zouden volgen.

Het tweede lid zegt dat de Grondwet zich tegen de formule van 1894 niet verzet. De plaatsvervangers komen in de gemeente- en in de provinciewet voor.

Een derde lid is van meening dat in het stelsel der evenredige vertegenwoordiging de plaatsvervangers noodig zijn; zooniet loopt de partij, die de minderheid in een arrondissement uitmaakt, gevaar bij eene gedeeltelijke verkiezing den zetel te verliezen die haar bij eene algemeene kiezing werd toegewezen. Verscheidene leden van het Nationaal Congres hebben het instellen van de plaatsvervangers voorgestaan.

*
* *

Een lid gaat voort met aan de formule van 1894 de voorkeur te geven. In het stelsel van het wetsontwerp zullen de kopstukken der lijsten ter zijde gesteld worden. Verder levert het stelsel van ons medelid groote bezwaren op.

Wat men ook zegge, de kiesvereeningen zullen er niet toe overgaan — in die meening volhardt hij, — het getal harer kandidaten te beperken.

Ten onrechte meent de voorsteller der amendementen dat het stemmen voor kandidaten van verschillende lijsten afneemt; het tegenovergestelde is waar.

In sommige streken van het land is het eene gewoonte geworden; zoo was het gelegen te Tongeren, te Dendermonde, te Oudenaarde, te Sint-Nikolaas, te Aalst; op grond der cijfers mag men staande houden dat 3,500 daensisten voor sommige katholieke kandidaten hebben gestemd; ook te Gent, ofschoon het in mindere mate gebeurde, werden er veel stemmen op kandidaten van verschillende lijsten uitgebracht. Het is voldoende de toekomst in te zien om het bewijs te hebben, dat die wijze van stemming zich zal uitbreiden.

Inderdaad, de katholieke partij verdeelt zich en in de liberale partij komen verschillende schakeeringen voor.

* * *

Een lid. — Men heeft gezegd dat het stelsel van 1894 de tegenwerping voorkomt, als zou het ongrondwettelijk zijn. In 't geheel niet! Immers zelfs volgens dat stelsel, zal een candidaat, die meer stemmen heeft bekomen dan een andere candidaat dierzelfde lijst, ten bate van dezen laatsten ter zijde gesteld worden, zoo hij niet een grooter getal voorkeurstemmen dan lijststemmen heeft verkregen; bijgevolg zal het nogmaals de kiesvereening zijn, die hare keuze aan het kiezerskorps zal opdringen, en de bewijsreden, steunende op het feit dat het eene trapsgewijze verkiezing geldt in omgekeerden zin toegepast, behoudt hare kracht. Enkel op dit komt het neer: het zal eenigszins moeilijker zijn!

Een lid, in de rede vallend. — Werkelijk dient het stelsel van 1894 slechts om de opwerping, steunende op de Grondwet, af te weren. Met dat stelsel zal toch de wil van het kiezerskorps nog kunnen miskend worden.

* * *

Een lid. — Tegen het stelsel, in 1894 aanprezen, heeft men aangevoerd dat het in strijd is met de Grondwet; het is niet voldoende, dergelijke bewering vooruit te zetten. Men moet er het bewijs van leveren; dit werd niet gedaan, en de Regeering denkt het niet te doen. De besproken formule verbetert wat er al te afdoende kan voorkomen bij het recht van voorkeur, dat aan de voorstellers is toegekend.

Een lid, in de rede vallend. — Het recht van voorkeur aan de voorstellers verleend, is de grondslag dezer formule; het is waar, bij uitzondering mag er van afgeweken worden, als een candidaat een hooger getal stemmen voor zijnen persoon verkregen heeft dan stemmen voor de lijst waarop hij voorkomt.

Feitelijk, in de practijk, zal de algemeene regel steeds gelden, en dan is het eene tragsgewijze verkiezing, wat de Grondwet niet toelaat.

Wat de thans behandelde amendementen van ons medelid betreft, ik beken dat zij niet in strijd zijn met de Grondwet; doch zij zullen ondoelmatig zijn; de partijen zullen er geen gebruik van maken.

Spreker. — Er bestaat een onderscheid tusschen den feitelijken toestand en de sehending van het recht van den kiezer die men tegen de volstrekte formule kan invoeren.

De nieuwe amendementen leveren een ander bezwaar op, waarop tot nog toe niet werd gewezen.

Eene partij draagt zes kandidaten voor, wanneer zij hoopt vijf zetels er door te halen; het kopstuk der lijst wordt door het stemmen van een paar dozijnen harer tegenstrevers afgewezen.

Vóór de verkiezing hadden de kandidaten zich verstaan en, met het oog op dit voorval, hadden zij beslist dat een der verkozenen zijn ontslag zou nemen om dengene, die in deze omstandigheden ter zijde gesteld werd, den zetel te doen innemen. Dergelijke handelwijze wordt door het ontwerp der Regeering toegelaten, vermits de kandidaten, die niet tot titelvoerende zijn verkozen, als plaatsvervangers worden aangesteld. Met de nieuwe amendementen zal dat niet meer mogelijk zijn en gedurende geheel den duur der Kamer zal de mislukte candidaat uit de Kamer gesloten zijn. Hij zal inderdaad niet als plaatsvervanger optreden en hij zal den zetel, dien zijne vrienden hem wilden afstaan, niet kunnen innemen.

*
* * *

Een lid. — Het voorbeeld door ons medelid aangehaald, is zonder betekenis. Door zes kandidaten voor te dragen om slechts vijf zetels te verkrijgen, heeft de partij, die hij bedoelt, zich vrijwillig buiten de amendementen gesteld. Ongetwijfeld zal het hoofd der lijst, in ieder geval, gevaar loopen; dit gevaar zal veel grooter zijn in het stelsel der Regeering, dat geen middel voorziet om het te vermijden zooals het in onzen wensch ligt. Men heeft de formule voorgesteld omdat er tegen de andere formules werd aangevoerd dat zij in strijd waren met de Grondwet. Kan men iets beters vinden, zonder moeite zal men dit bekennen. Het is echter onaannemelijk dat de tegenstrevers de macht hebben te beslissen over de verkiezing van degenen die tegen hen zijn voorgesteld.

Een lid, in de rede vallend. — Ik ben overtuigd dat de partijen een getal kandidaten zullen aanbieden, grooter dan hare sterkte medebrengt; daartoe zullen zij noodzakelijk worden verleid.

Het eerste lid. — Ik ben van het tegendeel overtuigd.

Een ander lid. — Ik denk ook dat de partijen zullen verleid worden om meer kandidaten voor te stellen dan het juiste getal der plaatsen waarop zij

recht meenen te hebben. Welnu, daar in dat geval de kandidaten-plaatsvervangers gebeurlijk voor de niet verkozen werkelijke kandidaten komen, zullen de partijhoofden meer blootgesteld zijn dan met het stelsel der Regeering, want zij zullen meer mededingers hebben.

* * *

Een lid is niet verwonderd over de tegenwerpingen die oprijzen. Het stelsel der evenredige vertegenwoordiging is vatbaar voor kritiek, het meerderheidsstelsel is het nog meer en het *statu quo* kan onmogelijk worden behouden. Het opgeworpen vraagstuk is van groot belang.

Van al de formules is die, waarbij den kiezer volle vrijheid wordt gelaten, de slechtste, omdat zij vrij spel laat aan slinksche handelingen.

Het recht van voorkeur, aan de voorstellers gelaten, levert ernstige moeilijkheden op en geeft zelfs aanleiding tot tegenwerpingen, gesteund op de Grondwet ; naar het schijnt kan het stelsel van 1894 zeer moeilijk worden toegepast, zoo men de nota der Regeering moet gelooven. Dit gegeven zijnde, treedt dit lid tot de voorgestelde amendementen toe waardoor de vrijheid van den kiezer overeengebracht wordt met de wettige belangen der partijen, door de voorstellers vertegenwoordigd. Dit lid ziet er nog dit ander voordeel in, dat door een beperkt getal kandidaten voor te stellen, de vereenigingen den poll zullen vermijden, die dikwijls, voor de partijen, eene oorzaak is van oneenigheid.

* * *

Een lid zegt dat de vereenigingen zich soms vergissen nopens den toestand der gemeederen in de arrondissementen. Tijdens de laatste algemeene verkiezingen van 1898 heeft men dat ondervonden in een arrondissement van Vlaanderen. De afgevaardigde die te Sint-Nikolaas bij de eerste stemming verkozen werd zou de candidaat niet geweest zijn van de katholieke vereeniging, vooral daar de uittredende leden de vernieuwing aannamen van hun mandaat. Men weet nochtans met welke meerderheid hij naar de Kamer gestuurd werd.

* * *

De middenafdeeling had aan de Regeering twee vragen gesteld betreffende de voorstelling der kandidaten ; zij had haar insgelijks de amendementen onderworpen, betreffende dit onderwerp door een harer leden aangeboden.

Ziehier de vraag en het antwoord dat betrekking heeft op de bepaling der wet van 1894, waarvan dikwijls gesproken werd :

Artikel 179^{ter} van het wetsontwerp van 1895 luidt als volgt : « De aan eenelijst toegekende zetels komen toe aan de werkelijke kandidaten naar de orde waarin zij werden voorgesteld, zoo althans stemmen van voorkeur, ten voordeele van een of meer dier kandidaten uitgebracht, het getal der lijstbulletijns

niet overtreffen waarin te hunnen bate geen bijzondere voorkeur werd uitgedrukt. In dit laatste geval zijn gekozen, de eerste aldus aangeduide kandidaten naar de orde van het getal der bekomen stemmen van voorkeur.

« In geval van gelijkheid van stemmen, blijft de orde van voorkeur, uit de voorstelling voortspruitende, behouden. »

Zou deze formule door de Regeering kunnen aangenomen worden ?

Antwoord.

« Hoe vernuftig die formule ook uitgedacht zij, die strekt om de vrije keuze van den kiezer overeen te brengen met de macht, aan de voorstellers der kandidaten verleend, om de orde van voorkeur van dezen te bepalen, is de Regeering niet van oordeel dat zij zich daarmee vereenigen kan.

De toepassing dier formule zou het ernstig bezwaar opleveren dat de bureelen voor de stemopneming zouden verplicht wezen, voor iedere lijst, eene afzonderlijke rekening op te maken van de bulletijns die stemmen bevatten voor al de kandidaten der lijst en van de bulletijns die slechts stemmen bevatten voor een of voor eenigen dier kandidaten.

Het getal der bureelen voor de stemopneming is aanzienlijk. Voor sommige arrondissementen overtreft het zelfs 100 en 150. Indien, in één enkel bureel, het geveerde onderscheid, — dat slechts na eenige overweging noodzakelijk blijkt, — in het proces-verbaal wordt weggelaten, bevindt het hoofdbureel zich in de onmogelijkheid om eenigen uitslag uit te roepen.

Welnu, in de twee laatste verkiezingen voor de Kamers werd door de ondervinding bewezen dat men van de bureelen maar zeer eenvoudige opgaven mag eischen : het geheele getal der geldige briefjes en het getal der stemmen, door de kandidaten bekomen.

Vraagt men meer, dan kan men de leemten schier niet vermijden, en eene leemte op honderd in een bureel volstaat om het onmogelijk te maken de uitslagen der kiezing bepaald vast te stellen.

Het ware onvoorzichtig zich aan zulk gevaar bloot te stellen.

Daarenboven zou de aangeduide handelwijze onregelmatigheden kunnen teweegbrengen, inzonderheid wanneer stemmen van voorkeur zouden opgeteekend zijn in voldoende getal te gelijk ten voordeele van een der eerste en een der laatste kandidaten. »

Zich hier de tweede vraag betreffende de orde van voorkeur voorbehouden aan de voorstellers en het antwoord der Regeering dat op de amendementen doelt door een lid der Centrale afdeeling aangeboden :

Zullen de politieke vereenigingen en de voorstellers de volgorde der kandidaten mogen bepalen ? Is de Regeering niet van gevoelen dat zulke hervorming, moest zij voorgesteld worden, ongrondwettelijk zou wezen ?

Antwoord.

« Het wetsontwerp handhaaft het stelsel dat bestaat voor de voorstellingen van kandidaten. De namen worden gerangschikt naar alphabetische orde op iedere lijst en de aanduiding der gekozenen gebeurt met meerderheid

van stemmen. Wij bevinden ons niet tegenover een ander voorstel duidelijk uitgedrukt, *behoudens de amendementen aangeboden door een lid der Centrale afdeling en medegedeeld aan de Regeering. Werden die amendementen aangenomen, dan zouden zij van wege de Regeering geenen tegenstand ontmoeten.* »

De bedoelde amendementen worden ter stemming gelegd, en aangenomen, met 4 stemmen tegen 3, evenals het eerste lid van artikel 8.

*
* *

Andere quæstiën betreffende de kandidaten-plaatsvervangers, werden besproken.

Een lid, na voorgesteld te hebben dat een afzonderlijk candidaat zonder eenen plaatsvervanger kan zijn, wat in geval van overlijden of van ontslag eene gedeeltelijke kiezing zou vergen, vraagt of, anderzijds, een eenig candidaat verscheidene plaatsvervangers mag hebben.

Door een lid wordt geantwoord dat, in de eerste veronderstelling, er reden bestaat tot kiezing bij enkele meervoudigheid.

Het tweede geval wordt geregeld door artikel 2 (nieuw). Het getal kandidaten-plaatsvervangers mag dat der werkelijke kandidaten noch het maximum van drie overtreffen, dat kan gebracht worden op vier, zoo de lijst zeven, acht of negen titelvoerders bevat, en op vijf zoo zij er meer begrijpt. Daaruit volgt dat de verkozen titelvoerende candidaat, die met andere kandidaten tot eene lijst heeft behoord, werkelijk verscheidene plaatsvervangers kan hebben.

*
* *

Men bestreed het tweede lid van artikel 8, waarbij besloten wordt dat, wanneer eene lijst recht heeft op meer plaatsen dan zij werkelijke en plaatsvervangende kandidaten bevat, de plaatsen zullen toegekend worden aan de lijst waarvan het kiescijfer het hoogste is en, in ondergeschikte orde, aan de daaropvolgende lijst.

Een achtbaar lid deed opmerken dat die bepaling ten gevolge heeft dat de kandidaten, tegen welke het grootste getal kiezers uitspraak deed, gekozen verklaard worden.

Daarvan haalt hij een voorbeeld aan : In een kiescollege, moeten vier plaatsen begeven worden. Er zijn 50,000 geldige briefjes, twee lijsten staan tegenover elkander; de eene telt vier kandidaten, de andere maar een. Deze laatste bekomt 27,000 stemmen, haar candidaat wordt verkozen. Doch, daar hij geene medecandidaten had, zijn, volgens het wetsontwerp, de drie andere zetels verworven door de drie kandidaten der andere lijst, die de meeste stemmen hebben.

Heden bestaat dezelfde toestand. In het aangehaalde geval zou eene balloteering bevolen worden. Doch, daar geene nieuwe kandidaten kunnen voorgesteld worden, zou de balloteering moeten plaats grijpen tusschen de

vier kandidaten voorgesteld door de mislukte lijst. Daaruit volgt dat, met het stelsel van het wetsontwerp, evenals onder de huidige wetgeving, drie hunner zeker zijn gekozen te worden.

Het eenig verschil dat er in zulk geval bestaat is dat men tot eene nieuwe stemming moet overgaan, waarvan de uitslag niet twijfelachtig is; terwijl, door de tegenwoordige wet, de verdeeling rechtstreeks zal gebeuren.

De gelaakte bepaling vindt men met eene andere uitdrukking terug in het ontwerp Lorand, artikel 7, lid 5 :

« Zoo eene lijst recht heeft op meer zétels dan zij kandidaten bevat, worden de niet toegekende zetels gevoegd bij die welke aan de andere lijsten toekomen en tusschen deze heeft de verdeeling plaats op de in het vorig lid aangeduide wijze. » (Verdeeling D'Hondt.)

Artikel 16 van het wetsontwerp, in de Fransche Kamer aangeboden door de heeren Danzette en Le Gavriand, zegt van zijnen kant, dat, « wanneer eene of meer lijsten de voorziene voorwaarden niet vervullen, de verdeeling plaats heeft tusschen de verschillende lijsten die toereikende algemeene cijfers bekwamen. »

De Regeering, over dat punt geraadpleegd, gaf het volgende antwoord :

« De politieke partij die hare sterkte zoo weinig kent dat zij ter stemming slechts een getal kandidaten — de plaatsvervangers er in begrepen — voorstelt, dat minder is dan de mandaten welke zij het recht heeft te bekomen, draagt natuurlijk de gevolgen harer onbedachtzaamheid. Dat is onvermijdelijk. De wet kan de candidatuur niet verplicht maken. 't Is aan zichzelf en niet aan de voorschriften der wet dat die partij het te wijten heeft dat de voor haar bestemde zetels door anderen worden ingenomen.

» Met het huidig stelsel is het niet anders gelegen. De gelaakte bepaling is, ten overige, maar de bijzondere, de verzachte toepassing van den regel waarbij al de zetels toegekend worden aan eene partij zoo de andere partijen geene kandidaten aanboden. Zoo eene partij alles heeft te verwachten en toch niets vraagt, bekomt zij ook niets; zoo zij maar een of twee mandaten vraagt, wanneer het kiezerskorps genegen zou zijn er haar meer te verleen, zal zij slechts bekomen wat zij vroeg en niet wat zij had moeten bekomen. En zij heeft het zich zelve te wijten, zoo de uitslagen der kiezing hare onbedachtzaamheid aantonen. Dat is heden het geval wanneer eene eerste stemming de meerderheid geeft aan al de kandidaten eener onvolledige lijst en maar weinig stemmen aan hunne mededingers. 't Zijn nochtans deze laatsten die alleen bij de herstemming al de andere zetels zullen bekomen, waarvan de lijst, die de meerderheid heeft, zal beroofd zijn bij gebrek aan kandidaten. »

Artikel 8 wordt in zijn geheel ter stemming gelegd en aangenomen met 4 stemmen tegen 3.

ART. 9 (261 van het Kieswetboek).

Dit artikel gaf tot geene opmerking aanleiding.

ART. 10 (262 van het Kieswetboek).

Artikel 6 van het ontwerp der Regeering, geworden artikel 10 van het gewijzigd ontwerp der Centrale afdeeling, bepaalde dat, op iedere lijst waarvan een of meer kandidaten benoemd worden, de niet verkozen kandidaten, die de meeste stemmen bekwamen, uitgeroepen worden tot eersten, tweeden, derden plaatsvervanger.

Tegen die bepaling werd door een lid der afdeeling het volgende opgeworpen :

« Hoe kan, volgens de Grondwet, een *niet gekozen* candidaat, zonder nieuwe stemming, in een *gekozen candidaat* worden veranderd ? »

Ziehier hoe de Regeering op die vraag antwoordt :

« De meest bevoordeelde der kandidaten, *die niet benoemd zijn tot de functiën die onmiddellijk kunnen toegekend worden*, is *voorwaardelijk gekozen*. Hij is *gekozen* om bij voorkomende gelegenheid den titelvoerenden candidaat te vervangen, die zijn mandaat van vier of acht jaar niet zou kunnen voleindigen. De benaming, gebruikt om dien candidaat « in ondergeschikte orde gekozen » aan te duiden, is die van « plaatsvervanger. »

« In die kiezing in ondergeschikte orde ligt er niets dat in strijd is met de Grondwet. De Grondwet beveelt dat de Kamer om de twee jaar bij de helft moet worden vernieuwd. — De vertegenwoordigers worden voor *vier jaar* gekozen. — Wat gebeurt er wanneer zetels openvallen tengevolge van overlijden, ontslag, enz.? De Grondwet regelt niets. Zij beveelt niet dat er voorzien worde in de openstaande plaatsen binnen den tijd tusschen de vernieuwingen ; zij verbiedt het ook niet.

» De wetgever heeft de handen vrij. Zoo hij — gelijk hij tot heden deed — kan verklaren dat, wanneer eene plaats openvalt, het kiezerskorps zal bijeengeroepen worden binnen de veertig dagen om daarin te voorzien, — dan kan hij ook verklaren dat, bij de gewone kiezingen, voorgeschreven door de Grondwet, moet voorzien worden, niet alleen in al de *onmiddellijk* openstaande plaatsen, maar ook in de gebeurlijk openstaande plaatsen voor de aanstaande vernieuwing der reeks.

» Zooveel mogelijk talrijker bijeenkomsten van kiescolleges vermijdende dan door de Grondwet wordt aangeduid, wijkt men af noch van de letter, noch van den geest der Grondwet. »

De aanneming, door de Centrale afdeeling, van de amendementen die onder andere voor doel hebben *rechtstreeks* en in die hoedanigheid, plaatsvervangers te doen benoemen, deed de gedane tegenwerping vervallen.

*
* *

Artikel 10 van 't gewijzigd wetsontwerp zegt dat, op iedere lijst, waarvan een of meer kandidaten verkozen zijn, de kandidaten-plaatsvervangers een getal stemmen bekomen hebbende ten minste gelijk aan de helft van het

kiescijfer, uitgeroepen worden tot eersten, tweeden, derden plaatsvervanger, enz., naar de orde der door hen bekomen stemmen:

Na onderzoek was de Centrale afdeeling van gevoelen dat er reden bestond om voor de plaatsvervangers de verplichting af te schaffen de helft van het kiescijfer der lijst te hebben bekomen.

Er bestaan geene redenen om tusschen de voorwaarden van de verkiezing der titelvoerders en der plaatsvervangers, op dezelfde lijst gebracht, verschil te maken. De voorsteller van het amendement had zich laten leiden door deze gedachte dat, zoo het kiezerskorps noodzakelijk moet voorzien in de aanduiding der titelvoerende kandidaten, het op grond eener eenvoudige vrijheid, hem door de wet gelaten, plaatsvervangers mag benoemen. Bijgevolg, dacht hij, mogen de voorwaarden, voor de benoeming dezer laatsten vereischt, strenger wezen.

Is dat eene voldoende reden om af te wijken van het beginsel waarbij beslist wordt dat het kiescijfer door lijstbulletijns wordt vastgesteld? Het derde lid van artikel 2 zegt inderdaad, dat het getal geldige bulletijns, die slechts stemmen voor eene lijst bevatten, of voor een of twee harer kandidaten, het kiescijfer der lijst is.

Daaruit volgt dat, welk het getal der persoonlijke stemmingen, door eenen candidaat bekomen, ook wezen moge, deze voordeel trekt uit de lijststemmen en de voorwaarden vereenigt die vereischt zijn om gekozen te worden, tot het bedrag van het getal zetels, waarop de verdeeling recht geeft aan zijne lijst.

Zeggen, zooals het amendement doet, dat de plaatsvervanger, om gekozen te worden, een getal stemmen moet bekomen, ten minste gelijk aan de helft van het kiescijfer der lijst, is dezen in eenen toestand plaatsen die te veel van dien van den titelvoerder verschilt.

In die veronderstelling, terwijl de titelvoerder voordeel trekt uit de stemmen uitgedrukt bovenaan de lijst en van de stemmen nevens de lijst voor zijne medecandidaten, titelvoerders en plaatsvervangers uitgedrukt, onder voorwaarde dat de kiezer niet voor kandidaten van verschillende lijsten hebbe gestemd, worden den plaatsvervanger slechts de stemmen toegekend uitgedrukt in het bovenvak en degene die nevens zijn eigen naam gegeven worden; de stemmen in de andere zijvakken uitgedrukt tellen voor hem niet.

Dat is ook de zienswijze der Centrale afdeeling, die tot het volgende opstel toetreedt :

« In iedere lijst waarvan een of twee kandidaten gekozen zijn worden de kandidaten-plaatsvervangers, aan wie geen zetel wordt toegekend, uitgeroepen tot eersten, tweeden, derden plaatsvervanger, enz., naar de orde van het getal bekomen stemmen.

Het is beter den regel van artikel 2 te volgen.

ART. 11 (26§ van het Kieswetboek).

Zonder opmerking aangenomen.

ART. 12.

Door dit artikel wordt beslist dat de bepalingen van het wetsontwerp zullen voorkomen onder titel XI, in het Kieswetboek.

Het eerste ontwerp telde maar zeven artikelen die er moesten ingebracht worden, wanneer het gewijzigd ontwerp er elf telt, wat voor gevolg heeft dat de nummering dier artikelen, in het Kieswetboek, in stede van te loopen van 253 tot 259, moet loopen van 253 tot 263. Daarenboven moeten de nieuwe modellen, waarvan sprake in die artikelen, in het Kieswetboek worden gelascht, om dezelfde redenen als die bepalingen.

Zonder aanmerking aangenomen.

ART. 13.

Dit artikel van louteren vorm geeft geen aanleiding tot bespreking.

Het voorlaatste lid zegt: « Een candidaat mag, in dezelfde verkiezing, op niet meer dan ééne lijst voorkomen. »

Om te bepalen hoeverre die schikking gaat, werd de volgende quæstie aan de Regeering gesteld :

VRAAG.

Hoe moet men deze alinea van artikel 9 van het niet gewijzigd ontwerp uitleggen : « Een candidaat mag in dezelfde verkiezing op niet meer dan eene lijst voorkomen. »

Geldt het uitsluitend een enkel kiescollege ofwel de gezamenlijke arrondissementen waar er kiezing is ?

Antwoord.

« De Memorie van toelichting bepaalt die woorden nader, zeggende dat hier dient belet dat eene « tweevoudige candidatuur » de berekening van de wederzijdsche krachten der partijen onzeker zou maken en onregelmatigheid invoeren in de uitroepingen van de uitslagen der kiezing.

De opmerking dier Memorie van toelichting dat, feitelijk, die tweevoudige candidatuur zich nooit voordoet in eene verkiezing voor de wetgevende Kamers, bewijst overigens dat door de woorden « dezelfde verkiezing » men de verkiezing verstaat, door hetzelfde kiescollege van een arrondissement, op denzelfden dag, voor dezelfde Kamer. Het recht der candidaten om terzelfder tijd in verschillende arrondissementen zich voor te stellen of voor iedere der twee Kamers, is hun behouden ; ook wordt er geene wijziging toegebracht aan artikel 243 van het Kieswetboek waarbij de keus geregeld wordt van den candidaat, in verschillende kiesomschrijvingen benoemd, of van dengene die terzelfder tijd benoemd wordt tot senator en tot lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers. »

* * *

Ziedaar het algeheel overzicht van de werkzaamheden, waaraan door de Centrale afdeeling twaalf zittingen werden gewijd.

De meerderheid denkt te hebben vastgesteld dat het ontwerp der Regeering noch een Staatsaanslag, noch eene partijdaad is. Volgens haar eerbiedigt het, integendeel, den tekst en den geest der Grondwet; het is wezenlijk eene schikking in der minne, zoo rechtvaardig als gematigd. Voorzeker ontmoet het hevige tegenstrevers, doch het is niet ongepast te wijzen op de tegenstrijdigheid die hen verdeelt. Wanneer de eenen zich besliste voorstanders van evenredige vertegenwoordiging verklaren, verwerpen de anderen, vijandig jegens dat stelsel gestemd, het ontwerp omdat zij van gevoelen zijn dat het noodlottig leidt tot de algemeenmaking dier hervorming.

Mijne Heeren, met 4 stemmen tegen 3 heeft de Centrale afdeeling de eer. aan de Kamer voor te stellen een goed onthaal te doen aan het wetsontwerp betreffende de kiezing der vertegenwoordigers en der senators in de groote arrondissementen.

De Verslaggever,

J. DE TROOZ.

De Voorzitter,

B^{on} G. SNOY.



ONTWERP VAN WET

Ontwerp der Regeering.

EERSTE ARTIKEL.

In de arrondissementen welke, in geval van vernieuwing van beide Kamers, ten minste zes volksvertegenwoordigers en drie senatoren verkiezen, geschiedt de verkiezing van de volksvertegenwoordigers en van de senatoren in eene enkele stemming en dit overeenkomstig volgende bepalingen :

Ontwerp der middenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals hiernevens.)

ART. 2 (nieuw).

Wanneer kandidaten voor de functiën van volksvertegenwoordiger of senator gesteld worden, volgens de bepalingen van art. 164 van 't Kieswetboek, kunnen, terzelfder tijd als dezen en in dezelfde vormen, kandidaten voor de plaatsvervangings worden gesteld. De voorstelling van de laatst genoemden moet, op straffe van nietigheid, gedaan worden in de akte van voorstelling zelve der kandidaten voor de werkelijke functiën en de akte moet de kandidaten van iedere reeks, te zamen voorgesteld, afzonderlijk rangschikken, die reeksen nauwkeurig bepalende. Een candidaat kan niet te gelijker tijd voor de werkelijke functiën en voor de plaatsvervangings gesteld worden.

Het getal der kandidaten voor de plaatsvervangings mag dat niet overtreffen der kandidaten voor de werkelijke functiën, die in dezelfde akte worden voorgesteld, noch het *maximum* van drie te boven

Ontwerp der Regeering.

Ontwerp der middenafdeeling.

gaan. Evenwel wordt dat maximum op vier gebracht, indien de lijst zeven, acht of negen kandidaten voor de werkelijke functiën bevat, en op vijf, zoo zij er meer bevat.

ART. 3 (nieuw.)

Wanneer het getal der kandidaten voor de werkelijke functiën en voor de plaatsvervanging dat van de te begeben werkelijke mandaten niet overtreft, worden die kandidaten door het hoofdbureel als titelvoerders verkozen verklaard, zonder andere formaliteit.

Is er slechts ééne lijst van kandidaten voorgesteld, dan worden de kandidaten voor de werkelijke functiën verkozen verklaard en, vervolgens, tot het bedrag van 't getal nog te begeben zetels, de kandidaten voor de plaatsvervanging die de eersten in de akte van voorstelling staan. De andere kandidaten worden uitgeroepen tot eersten, tweeden, derden plaatsvervanger, en zoo voorts, naar de orde volgens welke zij in die akte voorkomen.

ART. 4 (nieuw.)

Voor de schikking en de rangorde, op het stembriefje, van de volledige of onvolledige lijsten en van de afzonderlijke kandidaten, zooals zij door artikel 168 zijn geregeld, wordt geen rekening gehouden met het getal of het bestaan van de kandidaten voor de plaatsvervanging.

De namen der kandidaten voor de plaatsvervanging worden, volgens alphabetische orde, gebracht in de kolom bestemd voor de lijst tot welke zij behooren, onder de namen der kandidaten voor de plaatsen van titelvoerders en worden voorafgegaan door de vermelding « plaatsvervangers ».

Ontwerp der Regering.

ART. 2.

Worden tot de verdeeling der zetels toegelaten, de lijsten waarvan het kiescijfer het aandeelsbedrag bereikt van een zesde van het algeheel getal geldige stemmen

Evenwel, wanneer geene der lijsten dit aandeelsbedrag bereikt heeft, of zoo de lijsten welke het bereikt hebben te zamen niet meer dan de helft van het algeheel getal der stemmen bekomen hebben, worden tot de verdeeling der zetels de meest bevoordeeligde lijsten toegelaten waarvan de vereenigde kiescijfers meer dan de helft der stemmen bereiken.

Ontwerp der middenafdeeling.

Een stemvakje wordt geplaatst tegenover den naam van elken der candidaten voor de plaatsvervanging.

Dit alles overeenkomstig model V.

De onderrichting model I, bedoeld in artikelen 160, 167, alinea 3, en 172, wordt, in de arrondissementen, waarmede zich dit hoofdstuk bezig houdt, vervangen door de onderrichting model IV.

ART. 3 (nieuw).

De stem, zoowel ten voordeele der candidaten voor de werkelijke functiën als ten voordeele der candidaten voor de plaatsvervanging, wordt uitgebracht op de wijze aangeduid in artikel 173, alinea's 1, 2 en 4. Wanneer de kiezer zijne stem wil geven aan een afzonderlijken candidaat, voor wien het bulletijn geenen plaatsvervanger aanduidt, stemt hij overeenkomstig het eerste lid van dit artikel 173.

ART. 6.

Worden tot de verdeeling der zetels toegelaten, de lijsten waarvan het kiescijfer het aandeelsbedrag bereikt van een zesde van het algeheel getal geldige stembriefjes.

Dit bedrag wordt tot één tiende verminderd in de arrondissementen die ten minste zestien volksvertegenwoordigers en acht senatoren verkiezen.

Evenwel, wanneer geene der lijsten dit aandeelsbedrag bereikt heeft, of zoo de lijsten, welke het bereikt hebben, te zamen niet een getal stemmen bekomen hebben, ten minste gelijk aan de volstreckte meerderheid der geldige stembriefjes, worden tot de verdeeling der zetels de meest bevoordeelde lijsten toegelaten waarvan de vereenigde kiescijfers die meerderheid bereiken.

Ontwerp der Regeering.

Het kiescijfer eener lijst is het getal der geldige kiesbrieven welke slechts stemmen bevatten ten voordeele van deze lijst alleen of van een of meer harer kandidaten.

De afzonderlijke candidaturen worden beschouwd als ieder eene afzonderlijke lijst uitmakende.

ART. 3.

Om het kiesquotiënt te bepalen verdeelt het hoofdbureau het algeheel bedrag der kiescijfers van de tot de verdeeling toegelaten lijsten, door het getal te verkiezen leden.

De verdeeling onder deze lijsten gebeurt door aan elk harer zooveel zetels toe te kennen als haar kiescijfer dit quotiënt geheel bevat. De breuken komen niet in aanmerking. De door de voorgaande ver richting niet begeven zetels, worden toegekend aan de lijst, welke het hoogste kiescijfer heeft.

ART. 4.

De zetels welke aan eene lijst toekomen worden toegekend aan de kandidaten dezer lijst, die het grootste getal stemmen bekomen hebben.

Indien eene lijst recht heeft op meer zetels dan zij kandidaten behelst, worden de niet begeven zetels toegekend aan de lijst welke het hoogste kiescijfer heeft en, op bijkomende wijze, aan de volgende, in de orde der kiescijfers.

Wanneer twee lijsten hetzelfde kiescijfer hebben en eene gelijke verdeeling tusschen haar niet mogelijk is, wordt de

Ontwerp der middenafdeeling.

Het kiescijfer eener lijst is het getal der geldige kiesbrieven, welke slechts stemmen bevatten ten voordeele van deze lijst alleen of van een of meer harer kandidaten *voor de werkelijke functiën of voor de plaatsvervanging.*

De afzonderlijke candidaturen worden beschouwd als ieder eene afzonderlijke lijst uitmakende.

ART. 7.

(Zooals hiernevens).

ART. 8.

De zetels welke aan eene lijst toekomen worden toegekend aan *dezen der kandidaten voor de werkelijke functiën* die het grootste getal stemmen bekomen hebben.

Indien eene lijst recht heeft op meer zetels dan zij kandidaten *voor de werkelijke functiën* behelst, worden de niet begeven zetels toegekend aan *diegenen harer kandidaten voor de plaatsvervanging welke de meeste stemmen bekwamen ; bij ontstentenis van plaatsvervangers*, aan de lijst welke het hoogste kiescijfer heeft en, op bijkomende wijze, aan de volgende, in de orde der kiescijfers.

Wanneer twee lijsten hetzelfde kiescijfer hebben en eene gelijke verdeeling tusschen haar niet mogelijk is, wordt de

Ontwerp der Regëring.

betwiste zetel toegekend aan de lijst waarop deze der candidaten voorkomt, wiens verkiezing het betreft, die het grootste getal stemmen bekomen heeft.

ART. 5.

Bij het rangschikken en het tellen der kiesbrieven door de opnemingsbureelen, wordt eene afzonderlijke reeks gemaakt voor elke der lijsten en der afzonderlijke candidaturen, in de orde harer nummers. Het getal kiesbrieven wordt voor elke dezer reeksen afzonderlijk vermeld in de bij het proces-verbaal gevoegde tabel.

ART. 6.

In elke lijst waarvan een of meer candidaten verkozen zijn, worden de niet verkozen candidaten, die het grootste getal stemmen bekomen hebben, eerste, tweede, derde plaatsvervanger verklaard.

Er mogen niet meer dan drie plaatsvervangers per lijst benoemd worden.

ART. 7.

Wanneer eene plaats openvalt door voorkeuze, overlijden, ontslag, of anders, treedt, zoo de candidaten behoorende tot de zelfde lijst als het te vervangen lid, bij dezes verkiezing tot plaatsvervangers uitgeroepen werden, de plaatsvervanger, die de eerste in de volgorde is, in bediening.

Echter, vooraleer hij aangesteld worde als volksvertegenwoordiger of senator, gaat de bevoegde Kamer over tot een aanvullend onderzoek zijner geloofsbrieven, uitsluitend met het oog op het behoud der voorwaarden van verkiesbaarheid.

Ontwerp der middenafdeeling.

betwiste zetel toegekend aan de lijst waarop deze der candidaten voorkomt, wiens verkiezing het betreft, die het grootste getal stemmen bekomen heeft.

ART. 9.

(Zooals hiernevens.)

ART. 10.

In elke lijst waarvan een of meer candidaten verkozen zijn, worden de candidaten *voor de plaatsvervanging, wien geen zetel is toegekend*, verklaard eerste, tweede, derde plaatsvervanger, en zoo voorts, naar de orde van het getal stemmen dat zij bekwamen.

ART. 11.

(Zooals hiernevens.)

Ontwerp der Regeering.

ART. 8.

Voorgaande bepalingen zullen artikels 253 tot 259 van het Kieswetboek uitmaken, waar ze zullen in voorkomen onder titel XI : « *Bijzondere beschikkingen voor de arrondissementen, welke meer dan vijf volksvertegenwoordigers verkiezen.* »

De andere bepalingen van het Kieswetboek zijn toepasselijk op gezegde arrondissementen, voor zooveel er niet door artikels 253 tot 259 van afgeweken wordt.

ART. 9.

Volgende wijzigingen worden toegebracht aan artikels 154, 164 en 241 van het Kieswetboek :

In artikel 154, 1^{ste} lid, wordt, na de woorden : « evenals wanneer eene plaats openvalt door voorkeuze, overlijden, ontslag of anders », deze zin gevoegd : « zoo in de openstaande plaats niet kan voorzien worden door de aanstelling van een plaatsvervanger. »

Bij artikel 164, wordt, na het 6^{de} lid, een nieuw lid gevoegd, luidende als volgt :

« Een candidaat mag, in dezelfde verkiezing, op niet meer dan eene lijst voorkomen. »

In artikel 241, worden, als slot van het eerste lid, de woorden : « en wat de plaatsvervangers aangaat » gevoegd.

Ontwerp der middenafdeeling.

ART. 12.

De voorgaande bepalingen zullen artikels 253 tot 263 van het Kieswetboek uitmaken, waar ze zullen in voorkomen onder titel XI : « *Bijzondere beschikkingen voor de arrondissementen, welke meer dan vijf volksvertegenwoordigers verkiezen.* »

De andere bepalingen van het Kieswetboek zijn toepasselijk op gezegde arrondissementen, voor zooveel er niet door artikels 253 tot 263 van afgeweken wordt.

De modellen IV en V, aan deze wet gehecht, worden toegevoegd aan de modellen I, II en III die bij het Kieswetboek behooren.

ART. 13.

(Zooals hiernevens.)

MODEL IV

VAN TOEPASSING IN DE ARRONDISSEMENTEN DIE MEER DAN
VIJF VOLKSVERTEGENWOORDIGERS KIEZEN.

ONDERRICHTINGEN VOOR DEN KIEZER.

1. De kiezers worden, van 8 uren 's morgens tot 1 uur 's namiddags, tot de stemming toegelaten. Wanneer de stemming begint of in den loop der werkzaamheden, kan de voorzitter, indien hij het nuttig oordeelt, doen overgaan tot de naamafroeping der kiezers naar de orde hunner inschrijving op de lijst, krachtens artikel 160 van het Kieswetboek aangeplakt.

Na afloop der naamafroeping is het den kiezers, die er niet op antwoordden, geoorloofd tot 1 uur te stemmen. Evenwel mag ieder kiezer, die zich vóór 1 uur in het lokaal bevindt, nog deelnemen aan de stemming.

2. De kiezer mag stemmen voor het volgend getal kandidaten voor de werkelijke functiën en kandidaten-plaatsvervangers :

Voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers : titelvoerders en
. . . . plaatsvervangers.

Voor den Senaat : titelvoerders en plaatsvervangers.

3. Wanneer maar één lid moet worden verkozen, worden de namen van de kandidaten voor de werkelijke functiën in het stembriefje geschreven, de eene na den andere, op denzelfden regel, naar de volgorde, door het lot aangeduid. Onder elken dier namen wordt, zoo noodig, de naam geschreven van den candidaat voor de plaatsvervangings die tot dezelfde lijst behoort.

Wanneer meer dan één lid voor eene zelfde Kamer moet worden gekozen, worden de gezamenlijk voorgestelde kandidaten in dezelfde kolom gesteld. De namen van de kandidaten voor de werkelijke functiën worden de eersten geschreven, naar alphabetische orde en zijn, onder de benaming « plaatsvervangers » gevolgd door de namen der kandidaten-plaatsvervangers, naar alphabetische orde gerangschikt. De lijsten, die het grootste getal kandidaten voor de werkelijke functiën bevatten, bekleeden de eerste kolommen van het bulletijn. De volgorde van deze, die hetzelfde getal kandidaten tellen, wordt door het lot aangeduid. De laatste kolom is voorbehouden aan de afzonderlijk voorgestelde kandidaten en aan hunne plaatsvervangers.

4. Wil de kiezer zijne stem geven aan al de kandidaten voor de werkelijke functiën en al de plaatsvervangers eener zelfde lijst of wel aan een der afzonderlijke kandidaten en zijnen plaatsvervanger, dan maakt hij, door middel van een te zijner beschikking gesteld potlood, het klare middelstipje zwart van het vak, dat bovenaan de lijst dier kandidaten is geplaatst.

Wil hij zijne stem verleen en aan kandidaten voor de werkelijke functiën of aan kandidaten-plaatsvervangers van eene of meer lijsten, dan maakt hij,

op dezelfde wijze, het klare middelstipje zwart van het vak, geplaatst nevens den naam van elken der candidaten waarvoor hij stemt.

Wanneer de kiezer zijne stem wil geven aan een afzonderlijken candidaat, aan welken het bulletijn geenen plaatsvervanger toekent, dan stemt hij overeenkomstig de eerste alinea.

Het bulletijn dat stemmen bevat, uitgebracht op candidaten — 't zij voor de werkelijke functiën, 't zij voor de plaatsvervanging — van verscheidene lijsten, wordt in het kiescijfer van geene enkele dier lijsten geteld. Het kiescijfer eener lijst is het getal der geldige stembriefjes die slechts stemmen bevatten ten voordeele dezer lijst of van eenen of meer harer candidaten, 't zij voor de werkelijke functiën, 't zij voor de plaatsvervanging. De afzonderlijke candidaturen worden beschouwd als makende ieder eene afzonderlijke lijst uit.

5. Op het afgeven van zijnen bijeenroepingsbrief ontvangt de kiezer, uit de handen van den voorzitter, één, twee of drie bulletijns, volgens het getal der hem toegekende stemmen. Na zijne stem te hebben uitgebracht, toont hij hem zijne stembriefjes, in vieren gevouwen, rechthoekig, met het zegel naar buiten, en steekt ze in de stembus, na zijnen bijeenroepingsbrief te hebben doen stempelen door den voorzitter of door den afgevaardigden bijzitter; daarna verlaat hij de zaal.

Ingeval terzelfder tijd voor beide wetgevende Kamers wordt gekozen, ontvangt de kiezer voor den senaat, daarenboven, een gelijk getal briefjes voor de senatoriale verkiezing. Hij steekt ze in de stembus, bijzonderlijk daarvoor bestemd, na dezelfde formaliteiten te hebben nageleefd.

6. De kiezer mag in het afgezonderd kiesgangetje maar blijven gedurende den tijd voor het samenstellen van zijn stembriefje vereischt.

7. Zijn van onwaarde : 1° al de stembriefjes die niet door den voorzitter, op het oogenblik der stemming ter hand gesteld werden ; 2° deze stembriefjes zelve : a) wanneer de kiezer er geen enkelen naam op aanstipte ; wanneer hij, 't zij voor de werkelijke functiën, 't zij voor de plaatsvervangers, meer namen aanstipte dan er zetels te begeben zijn, of wanneer hij, terzelfder tijd, eene stem gaf bovenaan de lijst of eene of meer stemmen, alleen voor één of eenigen der candidaten voor de werkelijke functiën of der candidaten-plaatsvervangers dier lijst ; b) wanneer de vorm of de afmetingen er van gewijzigd werden, of wanneer zij van binnen een om 't even welk papier of voorwerp bevatten ; c) wanneer eene doorschrapping, een teeken of een merk, door de wet niet toegelaten, den vervaardiger van het stembriefje kenbaar kan maken.

8. Wie stemt zonder daartoe het recht te hebben, of wie voor een ander stemt, is strafbaar.

MODEL V

van toepassing in de arrondissementen die meer dan vijf volksvertegenwoordigers kiezen.

Arrondissement van. . . .

Kiezing van . . . volksvertegenwoordigers.

Kiezing van senatoren.

Den 189 .

1	2	3	4	5	6
Colin.	Belcampo	Amman	Nicolas.	Belval, Pieter	Dalton
Delval, Jan	Ducange.	Dubois.		PLAATSVERVANGER	PLAATSVERVANGER .
Geirts	Hernand	Verthois.		Van Loy	Homon.
Mabilie	Jacques.				
Nelson.	Linsack.				
Nick.	Warenhout				
Pepin	Niemand.				
Usterelst	PLAATSVERVANGERS				
PLAATSVERVANGER .	Robin.				
Varmon.	Tilquin.				
	Van Diest.				
	Xhoffer.				